

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°396

MARS 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: LES TURCS S'EMPARENT D'AFRÎN, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE NE RÉAGIT PAS**
- **TURQUIE: LE PRÉSIDENT TURC S'ALIGNE SUR L'EXTRÊME-DROITE ET FAIT LE SIGNE DES LOUPS GRIS EN PLEIN MEETING**
- **KURDISTAN IRAKIEN: AMPUTATION DU BUDGET, RÉOUVERTURE DES AÉROPORTS**
- **IRAN: APRÈS LES GRANDES MANIFESTATIONS, LES AUTORITÉS TENTENT D'EMPÊCHER LA CÉLÉBRATION DU NEWROUZ**
- **FRANCE: LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES EXAMINE LES CRIMES DE GUERRE DE LA TURQUIE**

ROJAVA: LES TURCS S'EMPARENT D'AFRÎN, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE NE RÉAGIT PAS

Le principal événement du mois demeure l'entrée de l'armée turque et de ses auxiliaires syriens dans Afrîn le dimanche 18, après presque deux mois de durs combats et de bombardements aériens intenses. Les miliciens syriens se sont immédiatement lancés dans le pillage à grande échelle des maisons abandonnées par les résidents kurdes...

Lancée le 20 janvier, l'invasion turque avait longtemps piétiné,

les YPG reprenant systématiquement les localités tombées, avant que l'avance ne s'accélère à partir de début mars. Le 6, les Turcs et leurs alliés contrôlaient environ 30% des villages de la région d'Afrîn, et la prise le 8 du bourg de Jandairis leur a ouvert la route d'Afrîn par la vallée de la rivière du même nom. Le 10, les agresseurs affrontaient violemment les YPG à 4 km d'Afrîn, provoquant la fuite de 2.000 civils vers le sud et les villes de Nobol et Zahraa, contrôlées par Damas. Du 14 au 17, cette route

incessamment bombardée, la seule encore ouverte, était empruntée par plus de 200.000 civils, dont 20.000 Yézidis du Sindjar ayant trouvé refuge dans la région après le génocide de 2014... Lorsque les YPG se sont retirés, les Turcs et leurs supplétifs djihadistes sont entrés dans une ville où ne restaient plus que quelques milliers d'habitants.

Se laissant complaisamment photographier l'index levé dans le signe djihadiste de Daech, les combattants pro-turcs ont inau-

guré leur contrôle en détruisant la statue de Kawa le Forgeron (Kawa Asingêr), le héros révolutionnaire du Newrouz kurde qui renversa le malfaisant tyran Zohak. On ne saurait mieux poser symboliquement l'équivalence entre M. Erdoğan, leur maître, et Zohak. Le Zohak mythique avait deux serpents sur les épaules, qui lui réclamaient sans cesse les cerveaux de nouvelles victimes; le Zohak turc moderne, quant à lui, préfère s'assurer le contrôle des cerveaux en mêlant devant ses partisans références islamistes et fascistes: il appelle au djihad contre les «mécéants» des YPG, vante le martyr aux fillettes, fait en meeting le signe des Loups Gris... Sous ses ordres, la Turquie, profitant de l'inaction internationale, a fait fi de toutes ses obligations juridiques: invasion illégale d'un État souverain voisin sans aucune preuve d'une menace anti-turque, non-respect de la décision du 24 février du Conseil de sécurité de l'ONU pour un cessez-le-feu humanitaire «sans délai» en Syrie, bombardements d'installations sanitaires et civiles: l'armée turque a fermé les vannes du principal barrage de la région d'Afrîn, tandis que ses bombardements privaient la ville d'électricité et de communications, visant hôpitaux et stations de pompage, et parfois même directement civils en fuite – tout en continuant à nier l'existence de victimes civiles! Le 5, au moins 13 civils, dont deux enfants, ont été tués et de nombreux autres blessés dans les bombardements sur Jandairis; le 16, seize civils, dont deux femmes enceintes, ont été tués dans une frappe sur l'unique hôpital fonctionnel d'Afrîn, et le lendemain, une autre frappe a tué 11 civils qui fuyaient Afrîn en tracteur... Cette politique de terreur vise clairement à pousser à la fuite les habitants, majoritairement Kurdes,

pour faciliter le projet de nettoyage ethnique devant les remplacer par une population plus conforme aux intérêts turcs.

Le régime de Damas s'est borné à des condamnations verbales de l'«agression» et de «l'occupation» turques, envoyant dans la région assiégée quelques centaines de miliciens, ce qui ne pouvait arrêter l'invasion. Seule une intervention de l'aviation syrienne aurait pu imposer un arrêt, et le régime n'y avait guère intérêt...

Enfin, la soi-disant «Armée Syrienne Libre» (ASL), ressuscitée, financée et équipée par Ankara pour ses propres besoins, a montré sa vraie nature, entamant même des combats internes en ville le 22... A l'origine composée de civils encadrés par des déserteurs de l'armée, maintenant formée d'islamistes et de djihadistes, elle n'est que la caution syrienne de l'invasion turque: coupable d'exactions au combat, de pillages, de destructions et d'exactions anti-Yézidis, elle est maintenant accusée de viols et de réduction de femmes en esclavage sexuel. Des personnalités kurdes originaires d'Afrîn et vivant en Europe, fondatrices du «Comité de soutien pour Afrîn» ont appelé dans *Le Monde* à éviter la constitution d'un nouveau foyer djihadiste, un «second Raqqa».

Le bilan diverge selon les estimations. Selon l'OSDH, plus de 1.500 combattants kurdes ont été tués dans l'offensive turque depuis son lancement il y a deux mois, «la majorité d'entre eux [...] dans des frappes aériennes et des tirs d'artillerie», ainsi que 400 rebelles alliés à la Turquie, et plus de 280 civils. L'armée turque a fait état de 46 soldats turcs tués. Le 20, les autorités kurdes ont estimé qu'environ 800 combattants YPG et 500

civils avaient été tués. Le 23, les Nations Unies ont publié une estimation de 167.000 personnes déplacées.

La perte d'Afrîn est certes une défaite des Kurdes du Rojava, mais ils n'en ont pas moins résisté trois mois à la seconde armée de l'OTAN, confrontant l'aviation sans défense antiaérienne, puis se retirant en bon ordre, contrairement aux déclarations turques de «terroristes fuyant la queue entre les jambes» ou «sans se retourner». Après de violents affrontements le 17 au soir au nord de la ville, l'administration kurde a décidé d'un repli tactique face à la puissance de feu turque, et la ville est tombée le lendemain matin presque sans combats. Comme l'a déclaré un porte-parole des YPG, Birusk Hasakeh: «Nous avons vu le poids que représentaient les bombardements intensifs pour les civils [...]. Nous avons décidé qu'il était urgent de faire sortir les habitants et de redéployer nos combattants». Par ailleurs, les autorités kurdes ont refusé de céder au chantage des Russes, qui proposaient leur protection contre le retour d'Assad. Alors que FDS et Régime demeurent les deux forces principales face-à-face dans la Syrie d'après-Daech, cette position claire pourrait revêtir une grande importance dans la suite.

Pour Daech, l'invasion turque est arrivée à point nommé, en perturbant les opérations de la coalition internationale, dont l'épine dorsale au sol demeure les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont quelque 1.700 combattants ont annoncé le 6 leur retrait du front Est et leur redéploiement vers Afrîn. Abou Omar al-Idlebi, un responsable militaire des FDS, a déclaré: «Nos proches à Afrîn sont une priorité, leur protection est plus importante que les décisions de

la coalition». Le Pentagone a admis que l'opération turque avait provoqué «une pause opérationnelle» contre Daech, et le chef du Centcom (Commandement US pour le Moyen Orient) a déclaré au Congrès que les États-Unis et la Turquie avaient des «intérêts divergents»...

L'invasion et la prise d'Afrîn ont suscité de nombreuses expressions de solidarité à l'étranger. Le 3, des milliers de manifestants ont défilé à Berlin; le 6, la responsable du Mouvement des femmes kurdes en Europe, Nursel Kilic, dans une conférence de presse tenue aux côtés de députés communistes, dont l'ancienne ministre Marie-Georges Buffet, a appelé à l'envoi à Afrîn d'une délégation parlementaire française. Le 10, une seconde délégation du Kurdistan irakien, comprenant chrétiens, yézidis, zoroastriens et kakaïs et des représentants de plusieurs partis dont l'UPK et le Parti communiste, est arrivée à Qamishlo pour rejoindre Afrîn (une première délégation du Parlement d'Erbil avait visité Afrîn mi-février pour évaluer sa situation sanitaire). Le week-end des 10-11, de nombreuses manifestations pro-kurdes se sont tenues en Allemagne et en Angleterre, où elles ont entraîné la fermeture des gares *Piccadilly* à Manchester et *King's Cross* à Londres. Ce même week-end, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées à Carhaix, en Bretagne, pour rendre hommage au combattant breton Kendal Breizh (pseudonyme d'Olivier Le Clainche) tué le 10 février à Afrîn lors d'une frappe turque. En Grande Bretagne, le père d'une combattante de 27 ans, Anna Campbell, tombée le 15 mars, a critiqué l'absence d'assistance du gouvernement pour faire rapatrier sa dépouille. Le 12, l'ancien président français François

Hollande est sorti du silence qu'il respectait depuis l'élection de son successeur pour rappeler le «rôle déterminant» joué par les Kurdes dans la lutte anti-Daech. Par ailleurs, plusieurs attaques anti-turques visant mosquées, locaux associatifs ou commerces ont eu lieu en Allemagne, provoquant le 12 une convocation par les Affaires étrangères turques de l'ambassadeur allemand à Ankara. A Paris, les manifestations kurdes se sont succédé quotidiennement, menant même à quelques débordements le 14 en soirée devant l'ambassade des États-Unis. Après la prise de la ville, un collectif de Kurdes d'Afrîn établis en Europe a publié le 20 dans *Le Monde* une tribune dénonçant les condamnations formelles ne menant à aucune action concrète de la communauté internationale: «Le silence de la communauté internationale participe au plan macabre planifié par Erdoğan» ont-ils écrit. «Silence vaut acceptation». Le Représentant du Rojava en France, Khaled Issa, a accusé le même jour: «Les mêmes combattants qui luttèrent courageusement contre Daech sont aujourd'hui laissés à la merci de l'armée turque», dénonçant «un nettoyage ethnique» dont «les grandes puissances restent spectatrices». Le 24, des milliers de manifestants ont de nouveau défilé à Paris pour dénoncer le nettoyage ethnique en cours, et d'autres rassemblements se sont tenus en Allemagne (notamment à Hambourg), en Grande-Bretagne et en Suède. Rezan Hedo, un responsable média des YPG à Afrîn a résumé le sentiment général des Kurdes: «La coalition internationale nous a utilisés comme outil» pour la lutte anti-Daech, [puis...] nous a laissé tomber».

De nombreux gouvernements ont été critiqués par leur opposition pour leur inaction. En

France, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a déclaré le 13 devant l'Assemblée nationale que les inquiétudes «légitimes» de la Turquie concernant la sécurité de sa frontière ne justifiaient «absolument pas l'opération en cours dans le canton kurde d'Afrîn» (AFP); le lendemain, le secrétaire du Parti communiste et sénateur Pierre Laurent a demandé que le Président français reçoive une délégation parlementaire «transpartisane» pour discuter de la situation à Afrîn. Le 20, M. Le Drian a critiqué l'«implantation militaire [turque] dans la profondeur du territoire syrien»; le 21, Bruno Retailleau, président du groupe «Les Républicains» au Sénat, a accusé Emmanuel Macron d'«abandonner» les Kurdes face à la Turquie, ajoutant même que «François Hollande avait été plus courageux». Le même jour en Allemagne, Angela Merkel a qualifié d'«inacceptable» au *Bundestag* que des milliers de civils d'Afrîn souffrent des combats, condamnant aussi les bombardements de la Ghouta par Damas.

Le 29, après avoir exprimé au téléphone le 24 sa «préoccupation» à son homologue turc, M. Macron a reçu à l'Élysée une délégation des FDS, l'assurant du «soutien de la France» pour la stabilisation du Nord-Est syrien et la prévention d'une résurgence de Daech. Réitérant l'engagement de la France contre le PKK, le Président français a proposé la médiation française pour «un dialogue [...] entre les FDS et la Turquie» – une proposition rejetée le lendemain avec colère par le président turc («Qui es-tu pour parler de médiation entre la Turquie et une organisation terroriste? Ne te mêle pas des affaires qui te dépassent!»), qui a par ailleurs renvoyé la France à son passé colonial...

La colère de M. Erdoğan s'explique par le problème qui lui pose la présence au Rojava de plusieurs centaines de militaires américains et français soutenant au sol les FDS, partenaires de la Coalition anti-Daech... Le Président turc n'a cessé de répéter qu'après la prise d'Afrîn, il visait, dans une plus vaste offensive, le contrôle du Rojava «jusqu'à la frontière irakienne», incluant «Manbij, Aïn al-Arab [Kobanê],

Tal Abyad, Ras al-Aïn et Qamichli». Mais jusqu'à présent, pressions et même menaces de frappes turques sur les militaires américains pour qu'ils «lâchent» leurs alliés kurdes à Manbij n'ont guère eu d'effet: selon l'OSDH, les quelque 350 militaires américains et français (ceux-ci stationnées dans une base aux abords de la ville), ont plutôt reçu des renforts, les forces kurdes locales recevant de leur côté équipement et artille-

rie lourde... Daech conservant un pouvoir de nuisance dans cette zone, la France a annoncé qu'elle pourrait même réajuster l'échelle de sa présence dans le cadre de la coalition. Dans ce contexte, la réception d'une délégation des FDS à l'Élysée et l'annonce du soutien français dont elle a été l'occasion, même s'il s'agit de gestes minimaux, ont touché un point sensible pour le Président turc.

TURQUIE:

LE PRÉSIDENT TURC S'ALIGNE SUR L'EXTRÊME-DROITE ET FAIT LE SIGNE DES LOUPS GRIS EN PLEIN MEETING

Le niveau de répression en Turquie paraît difficile à encore augmenter, et pourtant, M. Erdoğan et son gouvernement y parviennent... Pour faire taire toute critique sur son invasion d'Afrîn, le gouvernement a encore amplifié la répression, visant opposants, journalistes et ONGs. Cependant, le plus inquiétant demeure probablement l'image du Président en meeting le 10 mars faisant le signe des Loups Gris. Cette mise en scène publique du signe de ralliement à l'extrême-droite fascisante indique le futur que M. Erdoğan prépare au pays s'il est réélu... Le 12, Raci Bilici, responsable de l'Association des droits de l'homme (İHD) à Diyarbakir, a qualifié la situation de pire que durant la «sale guerre» des années 90, avec un système judiciaire «totalement arbitraire» où «on peut garder quelqu'un en prison plus d'un an sans accusation» (*Ahval*).

Le 1^{er} du mois, Dilek Öcalan, députée du parti «pro-kurde» HDP et nièce d'Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK, a été condamnée à deux ans et demi de prison pour «propagande terroriste» (*Anadolu*). Une autre députée du HDP, Selma Irmak, a été condamnée à 10 ans pour «appartenance à un groupe terroriste». Le même jour, selon le site de gauche

Gazete Duvar, le procès du meurtre des 2 policiers que le gouvernement turc avait utilisé en juillet 2015 pour mettre fin au processus de paix avec le PKK s'est conclu par une série d'acquittements. Les 2 policiers avaient été tués juste après un attentat à la bombe contre des militants progressistes et Kurdes solidaires du combat anti-Daech de Kobanê. De nombreux leaders de partis kurdes avaient accusé le gouvernement de n'avoir cherché ni à empêcher ni à punir l'attentat, tandis que le gouvernement avait utilisé l'affaire pour reprendre la guerre. Dans la dernière audience du procès, 9 suspects ont été innocentés et 4 autres condamnés à des peines de 18 mois pour «propagande terroriste». Le 2, le HDP a alerté dans un communiqué de presse les Nations Unies, le Parlement européen et la Commission européenne sur la pratique de la torture dans les prisons turques, mentionnant l'exemple d'Ulas Yurdakul, prisonnier battu à mort, et des vidéos où les meurtriers se vantent de leurs crimes. Et les chiffres de la Direction des Prisons pour février démontrent la surpopulation carcérale: 235.888 détenus (dont 50.000 «politiques») pour 208.330 places.

Le 5, le HDP a dénoncé le projet du gouvernement de réinstaller à

Afrîn des centaines de milliers de réfugiés syriens comme crime de guerre contrevenant au droit international. Le 7 des députés HDP dénonçant ce plan comme nettoyage ethnique ont été attaqués en plein Parlement par une quarantaine de députés AKP. Le député HDP de Gaziantep Mahmut Toğrul a eu le bras gauche cassé, et son collègue d'Izmir Muslum Doğan et le député arménien Garo Paylan ont été frappés avant que des députés CHP ne parviennent à stopper l'agression. Le 12, le Parlement a rejeté une motion du HDP demandant une enquête sur les victimes civiles d'Afrîn, le Président du Parlement empêchant la députée d'Istanbul Huda Kaya de terminer son intervention. Le gouvernement a lancé des enquêtes criminelles contre les députés critiquant l'invasion d'Afrîn sur les réseaux sociaux. Le 16, l'ancienne co-présidente du HDP Aysel Tuğluk, arrêtée le 28 décembre 2016, a été condamnée à 10 ans de prison comme «dirigeante d'une organisation terroriste» – le Congrès pour une Société Démocratique. Parallèlement, les arrestations suite au Coup d'État se poursuivent: le 9, 154 personnes supplémentaires, dont 16 officiers de Marine, 66 enseignants et 72 syndicalistes...

Le 22, la responsable HDP Gülsüm Ağaoğlu a été placée en garde à

vue pour «insulte» au Président durant son discours de Newrouz à Tekirdağ. Le 23, c'est la députée HDP Lezgin Botan qui a été condamnée à 18 ans de prison pour «propagande terroriste» ou «atteinte à l'intégrité de l'État» dans des discours prononcés durant ses activités politiques... Le député Adam Geveri a été quant à lui acquitté des mêmes charges.

Quant aux journalistes, ils ont été invités à «tenir compte des intérêts nationaux de la Turquie» – concrètement, à ne rien publier de critique sur Afrîn (*The Economist*). Et avec un millier de leurs confrères en prison, l'invitation était pressante... Ils devaient mentionner le soin pris par l'armée à ne faire aucune victime civile, son combat anti-Daech autant que contre les Kurdes – alors que les seuls djihadistes à Afrîn sont ceux que la Turquie y a elle-même amenés! L'alternative à l'autocensure: se voir accuser de «propagande terroriste», comme les responsables de la chaîne de gauche *Hayatın Sesi*, fermée par décret après le coup d'État, qui risquent jusqu'à 13 ans de prison (*Evrensel*) pour propagande (simultanée) pour le PKK, les TAK (Faucons du Kurdistan), et Daech! Leur crime: la diffusion de témoignages d'habitants sur les opérations militaires à Cizre. Prochaine audience au 24 avril...

Autre exemple d'acharnement répressif, le nouveau procès, démarré le 7, du journaliste Hidayet Karaca. Ancien responsable de diverses associations de médias, ancien responsable du bureau du journal *Zaman* à Izmir et Ankara, directeur exécutif durant 17 ans du groupe audiovisuel *Samanyolu* (14 chaînes en turc, anglais, arabe et kurde), Karaca a été arrêté en décembre 2014 puis maintenu 4 ans en détention «provisoire» à cause des dialogues d'une série diffusée 5 ans auparavant. Un de ses avocats, lui-même arrêté, a dû témoigner contre son

client (ce qui est illégal) contre une réduction de peine de 10 à 5 ans, le faisant condamner à 31 ans de prison: il avait entre autres rencontré Fethullah Gülen! Le juge Mustafa Baser, qui avait prononcé sa relaxe en avril 2015 a été lui-même limogé, arrêté et condamné en avril 2017 à 10 ans pour abus de pouvoir judiciaire et gülenisme; son épouse a été condamnée le 17 mars à 7 ans de prison (*Turkey Purge*).

Le 8, une Cour criminelle d'Istanbul a condamné comme gülenistes 25 journalistes à des peines allant de 25 mois à 7 ans et 6 mois (*Stockholm Center for Freedom*). Le 9, 2 journalistes kurdes ont été condamnés à Adana à 3 ans de prison (ANF) pour avoir distribué le magazine *Özgür Toplum* («Société libre»). Le même jour, 7 personnes ont été arrêtées à Izmir pour «propagande pro-PKK» sur les réseaux sociaux. Selon le ministère de l'Intérieur, entre le 26 février et le 5 mars, 169 personnes ont été poursuivies pour des publications sur les médias sociaux, et 845 personnes critiquant l'opération sur Afrîn incarcérées.

Le 28, la police a mené un raid contre le journal *Özgürlükçü Demokrasi*, le dernier quotidien kurde d'Istanbul (et l'une des dernières sources indépendantes d'information kurde en Turquie). Les administrateurs désignés pour contrôler le journal et son imprimerie ont refusé le lendemain d'imprimer le dernier quotidien en kurde du pays, *Azadiya Welat*, qui a dû interrompre définitivement son édition papier...

L'attaque contre la langue et la culture kurdes apparaît globale. Un des cas relevés dans la presse, celui d'un prisonnier interdit de parler au téléphone à sa mère en kurde, sous prétexte que les policiers devaient comprendre ce qu'il disait – alors que des prisonniers étrangers pouvaient parler leur

langue... Parallèlement, comme l'a révélé le 1^{er} du mois le député CHP Atilla Sertel, sur 200 chansons placées sur liste noire par la Télévision turque (TRT) pour «propagande terroriste» ou «violation de la moralité publique», 66 sont kurdes: le chanteur syrien Ciwan Haco, Mihemed Shexo, le chanteur arménien de musique *dengbêj* Karapete Xaco, Hozan Dino, Rojda, Mem Ararat, Seyda Perincek, et le groupe *Agire Jiyan*... Le 6, un procureur de Diyarbakir aurait requis contre 12 étudiants arrêtés pour avoir sifflé un air kurde 7 ans de prison pour «propagande terroriste» (*Ahval*). Le week-end précédent, 2 musiciens de mariage avaient été arrêtés à Istanbul pour avoir chanté en kurde. Le 30 enfin, un scandale a impliqué une compagnie de construction d'Istanbul, *Yapı & Yapı Construction*, qui aurait interdit sur ses chantiers toute langue autre que le turc (*Diken News*)...

La fête la plus symbolique de la culture kurde, celle du Newrouz le 21 mars, a bien entendu été visée. Le 20, la police a arrêté une centaine de militants kurdes accusés de préparer des manifestations illégales ou des attaques, les services de sécurité ont annoncé l'arrestation de 76 personnes à Şırnak, et le BDP (branche kurde du HDP) a annoncé l'arrestation de 27 personnes à Hatay (*Reuters*). Mais les pressions n'ont pu empêcher des centaines de milliers de participants de rejoindre la fête dans tout le pays, expression d'une identité partagée et, particulièrement cette année, alors qu'Afrîn venait de tomber, d'un esprit collectif de résistance à l'oppression. Le principal rassemblement était à Diyarbakir, en présence de représentants des quatre parties du Kurdistan, avec des centaines de milliers de participants, venus malgré l'omniprésence et les contrôles de la police. Pervin Buldan, la co-présidente du HDP, a prononcé un discours condam-

nant l'invasion turque d'Afrîn et demandant au gouvernement de reprendre le processus de paix interrompu en 2015. Des rassemblements se sont aussi tenus à Van (plus de cent mille participants), Nusaybin, Mardin, Cizre, Şirnak et Yuksekova... ainsi qu'à Istanbul.

Au chapitre des relations avec l'étranger, celles-ci ont continué à se dégrader. Les partenaires de la Turquie dans l'OTAN s'inquiètent de plus en plus de son récent achat de missiles russes, qui risque de mettre en danger le secret des dispositifs opérationnels de l'Alliance (*Kurdistan-24*), et les activités criminelles des services secrets turcs en Europe suscitent des réactions (*Le Monde* du 15/03). D'autre part, la «diplomatie des otages» pratiquée par la Turquie lui aliène de plus en plus de pays. De quoi s'agit-il? D'une part le gouvernement turc demande systématiquement l'extradition de tous ses opposants politiques (principalement des Kurdes et des Gulénistes) en utilisant les «bulletins rouges» (mandats internationaux) d'Interpol, dont le quotidien progouvernemental *Sabah* déploierait récemment que plus de 50 aient été suspendus par Interpol. Concernant l'ex-coprésident du PYD Salih Muslim, Ankara, n'ayant pas réussi à obtenir son extradition de République Tchèque, a renvoyé la même demande à l'Allemagne, et le journal pro-AKP *Yeni Safak* s'est «vengé» en dénonçant la fourniture d'armes tchèques au PKK... D'autre part, la Turquie arrête sur son sol des ressortissants étrangers pouvant servir de monnaie d'échange, comme le pasteur américain Andrew Brunson, installé en Turquie depuis plus de 20 ans, accusé simultanément d'espionnage, d'être pro-Gülen et pro-PKK, ou plus récemment deux garde-frontières grecs. Est-ce pour cela que les autorités américaines ont abandonné discrètement les poursuites contre 11 agents de sécurité

du président turc, pourtant accusés vidéos à l'appui d'avoir attaqué à Washington des manifestants kurdes et blessé 12 personnes dont un policier américain?

Autre facteur de tension, les multiples discours où M. Erdoğan remet en cause les frontières, alors que les incidents maritimes avec la Grèce et Chypre se multiplient, provoquant le 14 une mise en garde grecque et le 22 une condamnation de l'Union européenne (qui n'a malheureusement pas mentionné l'invasion d'Afrîn...). Le 17, le Premier ministre turc Binali Yildirim avait qualifié la motion du Parlement européen demandant le retrait turc d'Afrîn de «moment de folie»...

Durant mars, l'armée turque a mené une série d'opérations au Kurdistan d'Irak, faisant de nombreuses annonces impossibles à confirmer indépendamment. Le 2, elle a imposé un couvre-feu sur 114 villages des districts de Lice, Hani, et Kocakoy (Diyarbakir). Le 11, elle a annoncé avoir détruit au Kurdistan irakien le week-end précédent au moins 118 objectifs du PKK. Du 13 au 15, elle a bombardé 4 villages de la région de Sidakan et le Mont Khwakurk (dans le district de Soran, à 90 km au Nord-Est d'Erbil), où ont aussi pénétré des troupes au sol, avant d'annoncer le 16 avoir éliminé 13 combattants du PKK. Le déploiement turc en Irak s'est poursuivi le 18 avec l'établissement de camps permanents. Le 20, l'armée a annoncé avoir éliminé en Turquie 23 combattants kurdes ayant attaqué un cantonnement de gardes de village à Şanlıurfa. Le 21, l'armée a annoncé sur Twitter avoir neutralisé 12 autres combattants kurdes par des frappes aériennes sur Khwakurk, et le 22, l'agence gouvernementale *Anatolie* a rapporté de nouvelles frappes aériennes sur Khwakurk, Bradost et Choman, qui ont causé près de Choman la mort de 4 personnes dont 2 pechmergas, provo-

quant une condamnation de Bagdad. Le 24, l'armée turque a annoncé l'élimination de 91 militants la semaine précédente. Le 25, des tirs d'artillerie ont encore blessé un civil dans le district d'Amêdî, et le 26, ce sont des zones montagneuses de ce même district qui ont subi des frappes aériennes, obligeant des civils à évacuer leurs habitations, tandis qu'une autre frappe aérienne à Amêdî détruisait un pont reliant plusieurs villages. Le 27, côté turc, l'armée a annoncé avoir neutralisé dans la nuit 11 combattants kurdes à Hatay, alors que 2 soldats turcs ont été tués par une explosion à Afrîn. Le 30, 6 gardes de village protégeant un chantier à Siirt ont été tués dans une attaque, et 3 autres avec 4 soldats ont été blessés.

Le 23, le KCK (expression politique du PKK) a annoncé dans un communiqué le retrait de ses combattants du Sindjar, alors que la Turquie avait récemment menacé d'une attaque: «Sinjar et ses environs sont devenus sûrs [avec le retrait de Daech] et le gouvernement irakien semble prêt à répondre aux demandes des Yézidis».

La «guerre contre les morts» des forces de sécurité turques s'est aussi poursuivie, avec l'annonce le 23 de nouvelles destructions de tombes de combattants kurdes dans le district de Diyadin (Ağrı). De telles profanations avaient déjà eu lieu dans les provinces de Bitlis, Mardin et Diyarbakir.

Enfin, le Président turc a poursuivi sa rhétorique guerrière en menaçant de nouveau le 26 d'attaquer le Sindjar si «Bagdad ne [nettoyait] pas la zone du PKK», le 28 d'attaquer la ville syrienne de Manbij et l'Est de l'Euphrate si les combattants kurdes ne les évacuaient pas, et enfin d'attaquer les Forces spéciales françaises si ce pays continuait à coopérer avec les FDS...

KURDISTAN IRAKIEN: AMPUTATION DU BUDGET, RÉOUVERTURE DES AÉROPORTS

Le mois de mars s'est ouvert avec le vote par le Parlement irakien du budget 2018 dans une version violemment contestée par les députés kurdes, qui ont choisi de boycotter la session. En effet, la part de la Région du Kurdistan y est sérieusement réduite: fixée en 2005 à 17% du budget total de l'État irakien sur la base des estimations de population de cette période, elle tombe maintenant à 12,67%. Théoriquement basé selon l'article 9 de la Constitution «sur la population de chaque province», ce nouveau pourcentage n'est en fait justifié par aucun recensement irakien récent (le dernier remonte à 1987). Par ailleurs, la loi de finances soumet son versement effectif à l'exportation par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) de «250.000 barils par jour des champs pétroliers se trouvant sur son territoire par l'intermédiaire de la SOMO» (société pétrolière d'État) et le versement du produit de la vente au budget fédéral», sinon, ce montant sera retranché du budget du Kurdistan...

Bagdad a par contre accepté de payer sur le budget de l'armée de terre les soldes des peshmergas, considérés comme appartenant au système de sécurité irakien. Mais le produit des ventes effectuées de manière indépendante par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) entre 2014 et 2017, notamment celles du pétrole provenant des champs de Kirkouk, considéré comme un prêt fait par Bagdad au GRK, devra être restitué: son montant sera retranché au budget et versé à la province de Kirkouk. Le GRK doit aussi retourner au budget fédéral les «pétrodollars» de Kirkouk (pourcentage sur les exportations du pétrole de la province) présen-

tement déposés dans ses banques. Il n'est pas prévu que Bagdad verse les années jamais payées au GRK pour la même période...

Le vote du budget a été difficile. Une première session parlementaire le 1^{er} mars en a approuvé 12 articles sur 48, le reste a été voté le 3, toujours en l'absence des Kurdes. Les recettes se montent à 77,5 milliards de dollars, calculées sur des exportations de pétrole de 3,9 millions de baril/jour (dont les 250.000 du Kurdistan) à 46 \$ le baril (le Brent au moment de la rédaction de cet article est au-delà des 70 \$), avec un déficit de 10,6 milliards et des investissements de 20,8 milliards. Le montant alloué au GRK est seulement de 5,6 milliards de dollars, mais de plus, par le jeu de divers retraits «souverains» comme la Défense, les garde-frontières, les frais de fonctionnement du Parlement, de la Présidence ou des ministères, le pourcentage effectivement perçu pourrait tomber en-dessous des 10%... Le leader du groupe Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*) au Parlement, Muthana Amin, a exprimé dès le 3 mars les craintes des députés kurdes à ce propos, indiquant qu'ils demanderaient à rencontrer le Président Fouad Massoum, qui doit approuver le budget. Autre point de désaccord, l'article concernant les peshmergas mentionne seulement le paiement des soldes, sans l'armement ni la formation...

Devant les critiques (et le risque d'une année blanche du système éducatif au Kurdistan), M. Abadi a parlé d'utiliser les fonds d'urgence pour réaugmenter le budget GRK à 14%. Le parlement a voté en ce sens le 5, et le 6, en annonçant le paiement «avant Newrouz» des salaires du 1^{er} trimestre 2018 des fonctionnaires du GRK, en priorité pour les secteurs de l'éducation et

de la santé, Abadi a confirmé cet engagement, indiquant une augmentation du budget du Kurdistan de 844 millions de dollars.

Autre opposition inattendue au budget irakien: le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé le 9 que, le budget du Kurdistan lui paraissant «d'une faiblesse irréaliste», il gèlait ses programmes de prêt à l'Irak, empêchant ainsi l'Irak d'emprunter des milliards sur le marché international. Selon Christian Jozz, l'un des responsables du département Moyen-Orient du FMI, «[Ce budget] n'est pas suffisant pour maintenir la stabilité macroéconomique au Kurdistan, une région importante de l'Irak». Pour le GRK, le Kurdistan a besoin d'au moins 8,1 milliards de dollars pour financer un budget d'austérité réduisant ses salaires. Autre reproche du FMI, la réduction des impôts et recettes non pétrolières. Bagdad considère les déclarations du FMI comme de l'ingérence. Pour le FMI, comme il est peu probable que le problème soit corrigé avant les élections le 12 mai prochain, la conclusion logique est que tout prêt devra attendre l'élection d'un nouveau gouvernement...

Le 13, le Président irakien a refusé d'approuver le budget, le renvoyant au Parlement pour révision. Son entourage a parlé de «violations légales, financières et constitutionnelles». Ce n'est que le 29 que Fouad Massoum a finalement ordonné sa publication officielle, non sans indiquer qu'il irait en justice contre plusieurs corps d'État, dont le ministère de la Justice, qui avaient publié le document, violant l'autorité présidentielle.

Le 18, le gouvernement irakien a annoncé que les salaires des fonc-

tionnaires GRK de l'éducation et de la santé seraient payés «dans les deux prochains jours». Le GRK a indiqué cependant que les fonds reçus, 317 milliards de dinars (environ 262 millions de dollars) seraient plutôt répartis avec l'accord de Bagdad entre tous les ministères, une partie allant notamment aux peshmergas et aux agences de sécurité, et que le paiement intégral des fonctionnaires nécessitait 590 milliards, en tenant compte du système de retenue sur salaires (la partie retenue est ajoutée à un compte pour être payée «plus tard»...), très contesté par les fonctionnaires. Le 19, le Premier ministre irakien a annoncé le transfert effectif des fonds, dont les soldes des peshmergas, tandis que l'audit des listes de fonctionnaires GRK se poursuivait. Le porte-parole du gouvernement irakien, Saad al-Hadithi, a précisé que cette somme «sera désormais transférée chaque mois au Kurdistan» – si toutes les conditions posées par Bagdad sont respectées (AFP). Le GRK a publié une déclaration soulignant que ce montant ne couvrirait pas les retraites des anciens fonctionnaires...

Au Kurdistan, les retards de paiement de salaires et les mesures d'austérité imposées par le GRK depuis plus de 2 ans ont continué à provoquer des manifestations. Le 7, des enseignants, accompagnés d'étudiants, ont manifesté devant la Direction de l'éducation à Sulaimaniyeh, accusant le GRK de voler les revenus du pétrole. Le 19, les employés du secteur de la santé, dont les médecins, sont entrés en grève à Halabja, Sulaimaniyeh, Ranya et Koya. Le même jour, le parti d'opposition *Goran* et le Groupe islamique du Kurdistan (*Komal*) ont dénoncé dans une conférence de presse commune l'accord Bagdad-Erbil basé sur les retenues de salaires, tandis que le gouvernement irakien indiquait que les fonds

envoyés au GRK devaient être complétés par le produit de ses ventes de pétrole, et que le total devait suffire à payer l'intégralité des salaires... Le 20, de nouvelles manifestations d'enseignants, travailleurs de la santé et autres fonctionnaires, ont eu lieu à Sulaimaniyeh, Halabja, Koya, Ranya et Kalar (NRT). Les grèves des fonctionnaires de l'éducation (notamment enseignants du primaire) et de la santé se sont poursuivies durant une semaine, et le 25, alors qu'à Sulaimaniyeh, médecins, infirmières et personnel administratif se rassemblaient devant l'hôpital des urgences et que des manifestations se produisaient dans tout le Kurdistan, les enseignants sont pour la première fois entrés en grève à Erbil, demandant le paiement total de leurs salaires. Un groupe de fonctionnaires d'Erbil a formé un Comité appelant à la grève générale et à un rassemblement devant le Parlement. A Dohouk, des enseignants se sont rassemblés devant la Direction de l'éducation (NRT), et des manifestations d'enseignants ont aussi eu lieu à Kirkouk, Garman et Raparin. Ce même jour, après une réunion à laquelle ont participé notamment le Premier ministre Nechirvan Barzani et le Vice-premier Qubad Talabani, le GRK a annoncé qu'il reverrait son système de retenue si Bagdad continuait à envoyer mensuellement le même montant de 317 milliards de dinars, et qu'il utiliserait pour compléter recettes fiscales, ventes de pétrole et même l'aide financière américaine aux peshmergas... Cette annonce n'a pas stoppé les manifestations, qui se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois à plus petite échelle. Le 28, les employés des barrages de Dokan et Derbandikhan sont à leur tour entrés en grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires. A Erbil, des échauffourées avec les forces de sécurité ont été suivies d'arrestations.

Avec le vote du budget, l'autre événement important du mois a été la décision de Bagdad de rouvrir aux vols internationaux les deux aéroports d'Erbil et de Sulaimaniyeh, le 13. Le 2, premier signe de détente, le GRK avait rouvert la route Erbil-Kirkouk, fermée depuis le 16 octobre, malgré «de dures conditions imposées par Bagdad» (dont le détail n'a pas été précisé). Après l'annonce le 6 par M. Abadi d'une réouverture prochaine, puis celles le 7 et le 8 respectivement par les deux aéroports de premiers vols emmenant des pèlerins vers l'Arabie Saoudite, M. Abadi a annoncé le 13 la levée de l'interdiction, le GRK ayant accepté «le rétablissement de l'autorité fédérale» sur les aéroports, signifiant probablement la gestion des contrôles des passeports et des visas d'entrée. Cependant, ces points paraissaient toujours en négociation une fois les vols redémarrés, les Kurdes poursuivant leur contrôle autonome des entrées comme avant le référendum. La réouverture a été effective le 18, avec les premiers vols internationaux sur Erbil, et le 20 sur Sulaimaniyeh. La Turquie a maintenu son interdiction de vol sur le Kurdistan jusqu'au 23 pour Erbil, faisant attendre Sulaimaniyeh en raison de ses mauvaises relations avec l'UPK, accusée de «soutenir les terroristes» du PKK...

Dans les territoires contestés entre GRK et Bagdad, la tension est demeurée vive en raison des discriminations visant la culture kurde et des positions ambiguës des autorités concernant les territoires disputés. Ainsi le 8, Journée du costume kurde (une célébration introduite par le GRK en 2010), des étudiants de l'Université de Kirkouk en vêtements kurdes se sont vu interdire par la police fédérale l'entrée du campus sur instruction écrite du président de l'université portant qu'«aucun étudiant ne sera admis

sur le campus s'il ne porte pas l'uniforme de l'université». Parallèlement, le drapeau kurde continue d'être interdit à Kirkouk, même sur les écoles ou les sièges de partis politiques. Nombreux ont été cependant les Kurdes de Kirkouk à braver l'interdiction et à porter leurs habits ou hisser le drapeau, et des arrestations ont été rapportées dans les quartiers Rezgarî et «16 Août». Le 14, plusieurs partis kurdes ont après une réunion tenue dans les locaux de l'UPK annoncé en conférence de presse qu'ils hisseraient le drapeau kurde pour Newrouz. Le PDK n'a pas participé à cette réunion, jugeant que la situation sécuritaire en ville ne lui permettait pas d'y venir. Après que les *Hashd al-Shaabi* aient réitéré l'interdiction (des familles de pechmergas tombés contre Daech se sont même vues demander de retirer les drapeaux kurdes placés sur leur tombe...), les dirigeants kurdes ont indiqué vouloir rencontrer les autorités pour en discuter, souhaitant notamment tenir une réunion publique avec le gouverneur intérimaire Rakan Al-Jabouri, un Arabe sunnite (*Rûdaw*). Celui-ci a récemment ordonné l'expulsion d'environ 200 familles kurdes du quartier d'Arafa et la destruction de leurs habitations, construites sans autorisation. Il s'agit essentiellement de familles expulsées sous Saddam Hussein et revenues

après 2003, et qui selon l'article 140 de la Constitution ont droit à un terrain et à une compensation – qu'elles n'ont jamais reçus. Les Arabes de Bassora et Nasiriya installés tout aussi illégalement dans le même quartier n'ont quant à eux pas été inquiétés.

Pour le Newrouz, des centaines de personnes ont défié l'interdiction du drapeau et des vêtements, se rassemblant dans les rues des quartiers kurdes de la ville où s'étaient déployées les unités anti-terroristes irakiennes...

Après la reprise de contrôle de la province de Kirkouk par Bagdad le 16 octobre 2017, les Kurdes se sont inquiétés d'un redémarrage de l'arabisation de la province, et un député kurde de Bagdad, Shakawan Abdulla, a demandé au ministère de l'Agriculture de suspendre toute transaction ou décision administrative concernant ces terres contestées, pour protéger leurs propriétaires légitimes. Le ministère l'a fait par décret le 5 février 2018. Mais le 1^{er} mars, une lettre reçue par le Département de l'agriculture de Kirkouk a ravivé les inquiétudes: elle annule non seulement le décret du 5 février 2018 pour les secteurs de Shwan, Dubiz, Qara Hanjir et d'autres de la province, mais aussi toutes les décisions prises par le gouvernement post-Saddam, incluant le décret du 8 février 2012, qui avait

révoqué tous les décrets d'arabisation du régime ba'thiste! Abdulla s'inquiète que cette décision ne permette aux colons de l'époque ba'thiste de revenir s'emparer des terres qu'ils avaient dû quitter après 2003. Dans ce contexte, les déclarations le 15 d'un député de la coalition chiite «Etat de Droit», Kahalf Abdulsamad, proposant l'abolition de l'article 140, prennent un relief particulier. Abdulsamad a déclaré à la chaîne kurde *Rûdaw* qu'il ne pouvait y avoir de «territoires disputés» puisque tous les territoires appartenaient à l'Irak... La cour fédérale irakienne a pourtant rendu le 11 un arrêt prenant acte de leur existence, et décidant de la formation d'un comité pour résoudre cette question conformément à... l'article 140 : «Le GRK est reconnu comme le gouvernement officiel des zones qu'il administrait avant le 19 mars 2003 tombant dans les limites des provinces de Dohouk, Erbil, Sulaimaniyeh, Kirkouk, Ninive et Diyala. La province de Kirkouk et les régions de Diyala et de Ninive demeurent contestées».

Dernier point, le 1^{er} du mois, il a été annoncé que le Conseil des ministres irakien avait décidé le 27 février de la date des prochaines élections provinciales: ce sera le 22 décembre 2018. Pour Kirkouk, ce seront les premières depuis 13 ans...

IRAN:

APRÈS LES GRANDES MANIFESTATIONS, LES AUTORITÉS TENTENT D'EMPÊCHER LA CÉLÉBRATION DU NEWROZ

La situation au Kurdistan d'Iran combine pauvreté endémique, répression des porteurs transfrontaliers et répression plus large de la culture kurde, puisque dans une campagne inédite, les autorités ont tenté d'empêcher cette année le déroulement de la fête kurde de

Newroz, pourtant suivie au-delà des Kurdes par toutes les communautés du pays...

Le 10 mars, un *kolbar*, porteur transportant des marchandises sur la frontière irano-irakienne, a été tué par une mine dans la région de Piranchar après avoir été pris sous le feu des tirs de garde-frontières.

Il appartenait à un groupe de porteurs ayant pénétré dans un champ de mines en tentant d'échapper aux garde-frontières. Trois membres du groupe ont été blessés par l'explosion, dont celui qui est ensuite décédé, un autre qui a perdu une jambe et le troisième, blessé plus légèrement (une autre source parle d'un mort et de

quatre blessés dans ce qui apparaît être le même incident). Selon le groupe de défense des droits de l'homme KHRN (*Kurdistan Human Rights Network*), un autre porteur, père de 3 enfants, avait déjà été blessé les jours précédents dans une chute près du village de Kanî Zerd (Sardacht), et le 13 février, un autre avait été retrouvé mort, mains et jambes attachées, près d'un village frontalier non loin de Baneh. En raison des difficultés économiques, du chômage élevé et de la grande pauvreté touchant le Kurdistan d'Iran, nombreux sont les jeunes hommes à devoir travailler comme porteurs. Considérés comme des contrebandiers par les forces de sécurité, ils sont fréquemment abattus par celles-ci. Depuis le début de l'année, plus de 15 *kolbars* ont ainsi été assassinés par le régime. Le 27 février, une femme de Mahabad, mère de 4 enfants, avait mis fin à ses jours après que son mari ait été arrêté pour «contrebande». Le nombre de suicides au Kurdistan d'Iran a fortement augmenté en 2017. La situation économique est si tendue que la fermeture d'un point de passage Iran-Irak après le référendum d'indépendance organisé par le GRK avait provoqué fin février des grèves côté iranien.

Les nouvelles parvenant du Kurdistan d'Iran font état mois après mois d'une répression continue, caractérisée par arrestations, procès iniques et exécutions. Le 4 au matin, 3 prisonniers kurdes ont ainsi été pendus dans la prison de Dizelabad (Kermanshah). Deux d'entre eux avaient été accusés de meurtre, dont un musicien kurde, Keyvan Rashkhar, 27 ans, condamné à mort il y a 5 ans pour le meurtre d'un cousin. Le 3^e prisonnier, dont le nom n'a pas été rapporté, a été pendu pour des faits liés à la drogue. Même si ces exécutions apparaissent liées à des crimes de droit commun, la manière arbitraire dont sont menées les arrestations et les procès en Iran

laisse une grande place au doute quant aux faits réellement reprochés aux personnes exécutées... Après les grandes manifestations des mois précédents contre les difficultés économiques, qui se sont rapidement transformées en contestation du régime, des centaines d'activistes ou simplement de participants aux rassemblements, dont de nombreux étudiants kurdes, demeurent emprisonnés. Le 20 février, deux activistes de Sanandaj avaient été condamnés à 2 et 4 ans de prison pour «propagande» contre le régime. Un jeune garçon de 15 ans avait aussi été condamné à 5 ans pour avoir abaissé le drapeau iranien durant une manifestation. Plusieurs prisonniers sont morts en détention de manière extrêmement suspecte dans ce qui a été décrit aux familles comme des «suicides»... Début mars, un étudiant, Qubad A'dami, est mort sous la torture et sa famille a été menacée au moment où le corps lui a été rendu pour l'empêcher de tenir des funérailles publiques (WKI). Les officiers du renseignement iranien qui l'avaient arrêté ont attribué sa mort à un «suicide par drogue». A Ouroumieh, un autre étudiant kurde, Ibrahim Khalidi, qui avait participé aux manifestations en début d'année a été condamné à 5 ans de prison pour «atteinte à la sécurité nationale» (*Kurdistan Human Rights Network*).

Le 12, des milliers de Kurdes sont descendus dans les rues en protestation de l'invasion turque d'Afrîn au Rojava, manifestant notamment devant l'ambassade de Turquie à Téhéran, mais aussi dans les villes kurdes de Bikaner, Saqqez, Kamyaran, où d'importantes forces de sécurité avaient été déployées. Le soir même, onze activistes kurdes, dont deux femmes, et le journaliste Adnan Hassanpour, ont été arrêtés à Marivan par des agents de la Sécurité en civil pour avoir

participé aux manifestations de solidarité avec Afrîn. Déjà condamné à mort en 2007 pour «espionnage» et «collaboration avec des partis politiques illégaux», Hassanpour avait vu sa peine réduite à 10 ans de prison et avait été libéré le 10 septembre 2016 après avoir effectué sa peine. Dans de nombreuses villes, les manifestants pour Afrîn avaient demandé une autorisation de manifester qui leur a été refusée. A Kamyaran, au moins un homme et une femme ont été arrêtés par la police après un rassemblement sur la Place Imam Shafi. Le 20, un autre homme a été arrêté à Sanandaj, ainsi que 8 autres participants à des manifestations pour Afrîn dans le district de Kamirwan, toujours près de Sanandaj. Parallèlement, les Renseignements et la cyberpolice iraniens (FATA), ont convoqué des activistes défendant les droits de l'homme dans toutes les provinces kurdes du pays, Azerbaïdjan Occidental, Kurdistan, Kermanshah et Ilam, les accusant d'avoir protesté contre l'État sur les réseaux sociaux lors des protestations du début 2018, notamment au moyen de la messagerie cryptée *Telegram* (iranhumanrights.org). Parmi les accusés, plusieurs responsables d'associations. Ainsi, le 25, suite à une plainte déposée par le *Basij-e Rasaneh* (le bras médiatique des *basij*, les volontaires des *pasdaran* ou Gardiens de la Révolution), Ejlal Ghavami, le porte-parole de l'Organisation des droits de l'homme du Kurdistan, a été accusé d'avoir des liens et de coopérer avec des canaux hostiles à l'État et de publier des fausses nouvelles et des documents illégaux, malgré qu'il n'utilise jamais *Telegram* et fasse connaître ses critiques sous son propre nom... Les personnes convoquées dans les locaux des services de renseignement ont souvent été intimidées en vue de

les empêcher d'avoir des activités publiques lors de la fête de Newrouz. Selon une source anonyme: «Chaque année, les défenseurs des droits civiques organisent des cérémonies pour le Newrouz dans plusieurs villes, mais aucun d'entre eux n'a été autorisé à le faire cette année... Les autorités ont décidé de leurs propres lieux pour organiser des cérémonies approuvées par l'État. Nous n'avions jamais eu ce problème auparavant. C'est la première fois». Un autre activiste convoqué au Bureau de la sécurité d'Illam s'est entendu dire que la fête de Newrouz était «non-islamique». Le Newrouz étant largement célébré en Iran, cette nouvelle attitude est pour le moins surprenante. Dès le début du mois, des personnes susceptibles d'organiser des événements liés au Newrouz, musiciens, responsables locaux, ont été l'objet d'appels téléphoniques menaçants de la part des Forces de sécurité. De leur côté, les partis politiques kurdes ont incité les Kurdes à mettre leurs habits traditionnels pour célébrer la fête, vue comme un moment d'unité et de résistance face à la répression et donc de réactivation de l'identité collective – surtout après les impor-

tantes manifestations anti-régime du début de l'année.

Le 17, les agents du gouvernement ont convoqué les chefs de village de la région de Marivan pour leur annoncer qu'ils ne devaient pas organiser d'événements pour le Newrouz et qu'ils seraient tenus pour responsables en cas de débordements (*Iran Human Rights Monitor*). Les mêmes tentatives d'intimidation ont eu lieu semble-t-il entre le 17 et le 21 dans les villages de Kermanshah, Ilam, Ouroumieh ou Salmas. Les *pasdaran* ont même mené des raids dans certains villages où des festivités en plein air étaient en cours de préparation, confisquant parfois les instruments de musique. La veille de la Fête, la sécurité a été renforcée dans les principales villes kurdes du pays. Durant la fête, de nombreux Kurdes ont lancé des slogans appelant à un changement de régime ou chanté l'hymne kurde. Des dizaines ont été arrêtés dans les jours suivants.

Le 30 du mois, une Cour d'appel a confirmé la condamnation à 8 ans de prison prononcée contre l'activiste des droits civiques Afshin Hossein Panahi, arrêté en juin 2017 pour «propagande

contre l'État» et «collaboration avec un groupe d'opposition kurde» (le Komala). En réalité, on lui reprochait surtout ses activités civiles et notamment d'avoir organisé une célébration de Newrouz en 2017...

Par ailleurs, un pechmerga du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), Sabah Rahmani, est mort le 1^{er} mars à Binaslawa, tout près d'Erbil, dans l'explosion d'une bombe placée dans la voiture où il se trouvait avec son père, Salah Rahmani, lui aussi pechmerga du PDKI. Le 6, Qadir Qadri, un commandant de l'autre aile du PDKI, devenue après une scission en 2006 un parti sous le nom de PDK (HDK), a été lui aussi assassiné dans la région de Balisan, au Nord-Ouest d'Erbil (district de Ranya). Ces deux événements indiquent que la République islamique n'a pas renoncé à ses actions d'assassinats ciblés d'opposants à l'étranger... D'autant que ces faits surviennent après un congrès du PDKI où cette organisation avait décidé d'étendre sa lutte contre le régime, et plus généralement à un moment où les différents partis kurdes d'opposition tentent de se coordonner davantage...

FRANCE:

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES EXAMINE LES CRIMES DE GUERRE DE LA TURQUIE

Les 15 et 16 mars 2018, le Tribunal permanent des peuples (TPP) a tenu à Paris une session concernant les atteintes aux Droits de l'homme de l'État turc contre ses citoyens kurdes. Devant plus de 400 personnes venues du monde entier et surtout de toute l'Europe, ont été abordées les crimes de guerre ayant accompagné les attaques militaires de l'été 2015 à fin 2016 contre des civils dans les provinces kurdes de Turquie, en

particulier à Cizre, Şırnak et dans la ville médiévale de Diyarbakir (quartier de Sur). Ont été aussi débattues les opérations des services secrets turcs, sur le sol national (enlèvements et assassinats) et à l'étranger, en particulier l'assassinat en janvier 2013 en plein Paris des trois militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, mais aussi plusieurs tentatives d'assassinats ciblés s'étant produites en Allemagne et en Belgique. Aussi discuté, le massacre de

Roboskî, une frappe aérienne dans le district d'Uludere le 28 décembre 2011 au cours de laquelle 34 jeunes contrebandiers kurdes traversant la frontière irako-turque, dont 11 enfants, ont été tués, et d'autres crimes plus anciens, encore impunis, comme l'assassinat de l'écrivain et journaliste Musa Anter à Diyarbakir le 20 septembre 1992.

Au moment où se tenait la session, l'invasion d'Afrîn par la Turquie battait son plein; dans

l'incapacité de réunir des preuves de ces nouvelles exactions, le TPP n'a pu les intégrer dans les faits qu'il examinait. Il s'est cependant déclaré saisi de cette situation et prêt à tenir une session sur les Kurdes de Syrie avec les mêmes chefs d'accusation que pour les Kurdes de Turquie.

Comme le rappelle la Ligue des Droits de l'Homme sur son site, le TPP est un «tribunal d'opinion qui agit de manière indépendante des États et répond aux demandes des communautés et des peuples dont les droits ont été violés», en particulier «lorsque les États et les organisations internationales ont échoué à [les] protéger». Les sentences prononcées par le TPP ne peuvent être exécutées, mais elles sont systématiquement remises à des instances officielles comme le Parlement européen, la Cour Européenne des droits de l'Homme et diverses commissions des Nations Unies, afin de les inciter à agir contre les abus dénoncés. Pour cette session, le verdict sera rendu le 24 mai au Parlement européen, dont les membres *«seront invités [à] débattre des initiatives politiques découlant de la décision du Tribunal, en particulier des mesures pour lutter contre l'impunité»* (<http://tribunal-turquie-kurdes.org/>).

N'ayant pas statut officiel, le TPP n'en fonctionne pas moins comme un tribunal: ses magistrats sont pour partie des juristes, comme son président pour cette session, juge honoraire de la Cour de cassation, ou comme un autre de ses membres, ancien coordinateur humanitaire de l'ONU en Irak. Après réquisitoire d'un procureur, la Cour auditionne des témoins avant de

prononcer son jugement. Côté droits de la défense, l'acte d'accusation avait été déposé au consulat turc à Paris, invité, mais celui-ci n'a pas donné suite...

Les témoins se sont succédé à la barre pour éclairer la situation des Kurdes en Turquie. L'historien et sociologue Hamit Bozarslan a donné lecture d'un exposé resituant le contexte de la lutte des Kurdes pour leurs droits entre Empire ottoman et République de Turquie. Ahmet Yıldırım, ancien député HDP de Muş (privé de son mandat électif le 27 février dernier), a rappelé l'absence de toute reconnaissance donnée au 20^e siècle aux Kurdes en Turquie, et les nombreuses arrestations de ses collègues du HDP – et de tous les opposants à la politique de M. Erdoğan, émettant l'espoir d'un changement au cours du siècle suivant. Concernant les exactions et destructions commises par les «forces de sécurité» dans les villes kurdes de Turquie en 2015 et 2016, Faysal Sarıyıldız, ancien député HDP de Şırnak (privé de son mandat électif le 21 juillet 2017), a caractérisé l'action de ces forces à Cizre comme un «massacre» et un «déplacement forcé de population, un acte de terreur et de génocide en termes postmodernes», le tout «planifié à l'avance». L'économiste Ahmed Pelda a présenté la discrimination économique dont sont victimes depuis les années 20 les régions à majorité kurde du pays. D'autres témoins ont été entendus sur la répression culturelle, comme Rojan Hazim, écrivain, journaliste et traducteur kurde, ou la répression spécifique des femmes sous M. Erdoğan, comme Nazan Üstündağ, chercheuse en sociologie de l'Université Boğaziçi d'Istanbul.

Concernant les assassinats de 2013 à Paris, les familles des 3 militantes assassinées ont demandé par l'intermédiaire de leurs avocats qu'un juge d'instruction soit saisi pour identifier d'éventuelles complicités liées aux services secrets turcs dans cette affaire où le seul suspect est décédé. En effet, le meurtrier présumé, Omer Güney, est mort en prison en décembre 2016, ce qui a arrêté les poursuites à son encontre. Mais s'il était selon toute probabilité l'exécutant, il reste encore à identifier d'éventuels complices ou coauteurs, et à examiner la question des commanditaires. C'est ce qu'avaient demandé les familles début 2017. Elles viennent de déposer une nouvelle plainte en se constituant partie civile, afin de provoquer la nomination d'un juge d'instruction. Me Antoine Comte, leur avocat, a déclaré à l'AFP: «Il faut que la justice française ait le courage de continuer l'enquête pour identifier des complices et éviter l'impunité de ces crimes».

L'acte d'accusation de cette session du TPP est un document en anglais de 122 pages, et on ne peut que recommander sa lecture. Il peut être téléchargé intégralement à <http://tribunal-turquie-kurdes.org/index.php/accusation/>, sur le site du TPP. Ce document très complet n'est pas du tout rédigé en langage juridique, bien au contraire. Comportant transcriptions de communications, traductions de courriers gouvernementaux, témoignages et photos, et même liens vidéo, il documente de manière exhaustive les exactions et crimes de guerre de l'État turc notamment durant la période des couvre-feux de 2015-2016 sur les principales villes kurdes de Turquie.

De nombreuses victimes civiles à Afrin

Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent l'impact sur les populations des attaques de l'armée turque contre l'enclave kurde du nord de la Syrie

Casse-tête diplomatique et militaire, la bataille d'Afrin, enclave kurde visée par la Turquie depuis le 20 janvier, pourrait tourner au désastre humanitaire. Dans un rapport, publié mercredi 28 février, Amnesty International dénonce l'impact sur les populations des combats entre l'armée turque, ses supplétifs syriens et les combattants kurdes. « A Afrin, les combats qui opposent les forces turques aux forces kurdes (...) ont déjà causé la mort de nombreux civils et mettent en péril la vie de centaines d'autres », a indiqué l'organisation de défense des droits de l'homme.

A la suite de l'opération « Rambeau d'olivier », lancée par Ankara, les habitants des villages proches des frontières turques, mais loin de toute installation militaire, ont subi des tirs d'artillerie indiscriminés, certains se traduisant, d'après Amnesty, par des pertes civiles. Plusieurs cas ont été documentés par l'ONG.

« La frappe a complètement détruit la maison, tuant le père, la mère et trois enfants âgés de moins de 15 ans, tandis qu'un quatrième – une fille – est resté sous les décombres pendant plusieurs heu-



Les habitants des villages proches des frontières turques ont subi des tirs d'artillerie indiscriminés

res. Elle a survécu, mais son état est critique... », a rapporté à Amnesty International un habitant de la localité de Maabatli, témoin de la destruction de la maison de ses voisins par un obus turc, le 25 janvier, cinq jours après le début de l'offensive. La riposte des forces

kurdes sous la forme de tirs de missiles et d'artillerie vers la ville voisine d'Azaz, contrôlée par les forces turques et leurs alliés syriens, s'est aussi traduite par des morts civiles. Pour Amnesty International, cependant, les attaques indiscriminées les plus meurtrières pour les populations sont imputables à l'armée turque.

Fer de lance

Le 23 février, un rapport de Human Rights Watch documentait également la mort de vingt-six civils dans trois attaques menées au début de l'offensive par les forces turques dans l'enclave d'Afrin. Les vic-

times ont perdu la vie dans des tirs d'artillerie et, dans deux cas, dans des frappes aériennes. Le Croissant-Rouge kurde, une organisation humanitaire intimement liée aux autorités d'Afrin et au mouvement kurde, affirme avoir dénom-

bré près de 93 morts civils et 313 blessés depuis le début de l'opération turque sur l'enclave, un chiffre cité par Amnesty International.

Ankara considère que son offensive à Afrin n'est pas concernée par la résolution du Conseil de sécurité, qui demandait, samedi 24 février, un cessez-le-feu humanitaire de trente jours sur l'ensemble de la Syrie. Dimanche, les forces spéciales de la gendarmerie et de la police turque ont été déployées vers Afrin en prévision de combats dans des zones urbaines, plus densément peuplées et laissant planer la menace de combats plus meurtriers pour les civils. En 2015 et 2016, ces mêmes forces ont servi de fer de lance aux opérations contre-insurrectionnelles menées par Ankara dans les villes kurdes du sud-est de la Turquie, qui s'étaient alors traduites par des destructions d'une ampleur sans précédent. ■

ALLAN KAVAL

Syrie: 19 civils tués dans des raids turcs sur une enclave kurde

Beyrouth, 5 mars 2018 (AFP)

AU MOINS 19 CIVILS, dont deux enfants, ont été tués lundi dans l'enclave kurde d'Afrine en Syrie, cible d'une offensive militaire de la Turquie voisine, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le 20 janvier, l'armée turque a lancé une offensive impliquant avions et soldats pour déloger de cette région la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) qualifiée de groupe "terroriste" et considérée par Ankara comme une menace à sa frontière.

Cette intervention illustre la complexité de la guerre en Syrie, dans laquelle plusieurs acteurs régionaux et internationaux aux intérêts divergents sont impliqués en plus des groupes jihadistes.

Au moins 19 civils ont été tués et nombreux blessés, dont certains grièvement, dans les bombardements aériens et tirs d'artillerie qui ont visé Jandairis, une localité de la région d'Afrine (nord-ouest) située tout près de la frontière avec la Turquie, selon l'OSDH.

"Le bilan humain pourrait encore s'alourdir", a déclaré à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH, qui avait fait état de 13 civils tués plus tôt dans la journée.

Jandairis et ses environs "subissent depuis l'aube un déluge de feu de la part des forces turques qui cherchent à prendre le contrôle" de cette zone, selon l'ONG. Des soldats turcs et des rebelles syriens qui leurs sont alliés se trouvent à ses abords.

Depuis le 20 janvier, plus de 170 civils, dont 29 enfants, ont été tués, selon l'OSDH, alors que la Turquie dément cibler des civils.

En outre 270 rebelles pro-Ankara et près de 310 membres des forces kurdes ont été tués durant la même période, a ajouté l'ONG. Au moins 40 soldats turcs ont également péri durant les combats, selon Ankara.

Le 20 février, des forces loyales au régime syrien sont entrées dans la région d'Afrine pour épauler les Kurdes qui avaient appelé à l'aide le pouvoir de Bachar al-Assad. 58 membres de ces "forces populaires" ont péri dans les bombardements turcs, selon l'OSDH.

La Turquie, hostile à M. Assad, voit les YPG comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) engagé dans une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984.

Les YPG sont soutenues en revanche par les Etats-Unis et ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie. ●

Muzzling the media

No one in Turkey dares report accurately on the war in Syria

With more than 100 journalists in jail, it is prudent not to

Mar 1st 2018 | ISTANBUL
www.economist.com

AT THE start of its offensive against Kurdish insurgents in Syria's Afrin province last month, Turkey's prime minister, Binali Yıldırım, held a morning briefing with more than a dozen editors of the country's leading news outlets. According to accounts of the meeting, the journalists were provided with guidelines on how to cover the unfolding war. Reporters were asked to "bear in mind Turkey's national interests", one participant recalled. News published in the foreign media was to be treated with caution as it was likely to give a platform to "terrorist propaganda". Readers were to be reminded that the army would take the utmost care to avoid civilian casualties. The coverage was to highlight that Turkish troops would be fighting Islamic State (IS) gunmen in addition to Kurdish ones—though IS has no presence in Afrin.

With a handful of exceptions, Turkey's media have followed the government's recommendations to the letter. The main channels have competed to be first to report on the number of villages captured and the numbers of Kurdish People's Protection Units (YPG) killed by Turkish troops. (The government detests the YPG because of its support for Kurdish separatists inside Turkey.) News stories have tended to be no more than a blend of government talking points and army communiqués. When



Turkey's president, Recep Tayyip Erdoğan, threatened to give American troops embedded with the Kurds elsewhere in Syria "an Ottoman slap", no fewer than 16 newspapers featured his words on their front pages the following day. Turkey's army claims to have "neutralised" over 2,000 YPG fighters in Afrin without killing a single civilian. Not a single mainstream media outlet has questioned the figures. See more

Turkey is the world's biggest jailer of journalists, with over 100 currently behind bars. Mr Erdoğan seems determined to keep it that way. On February 16th a court sentenced six media workers, including a prominent novelist, to life in prison without parole on trumped-up charges of involvement in an abortive coup in 2016. The

same day Turkey released Deniz Yücel, a correspondent for a German newspaper, from pre-trial detention. Widely considered a bargaining chip in Turkey's fraught relations with Germany, Mr Yücel had been locked up for over a year without even an indictment.

Arrest is the weapon of last resort. What gets Turkey's government the coverage it wants is a more nuanced system of incentives and sanctions. Because the biggest news outlets are run by conglomerates with interests in sectors like mining, construction and shipping, even those media bosses privately opposed to the government dance to Mr Erdoğan's tune to avoid losing out on lucrative state contracts. Some hire government cronies. Critical pundits are banished from the main news channels. Reporters sacked under government pressure become unemployable. Others are dragged through the courts. Some still test the boundaries, but most are resigned to living inside them. "There's no need for censorship any more," despairs a columnist. "Journalists understand what is expected of them."

The climate of fear, the ongoing state of emergency and the nationalist zealotry unleashed by the coup have made objective coverage of the war in Afrin impossible. "Journalists are incapable of reporting critically without being accused of treason," says Erol Onderoğlu, the Turkish representative of Reporters Without Borders. The internet is no longer a safe space for dissent. In the past month more than 800 people have been detained for protesting against the war on social media. Newspapers that cite the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) when reporting atrocities committed by Syrian regime forces in Ghouta or Idlib ignore the group's reports from Afrin. The SOHR estimates that at least 112 civilians on the Syrian side of the border have died in the fighting, in addition to seven Turkish civilians killed by rockets fired from YPG strongholds. "All news of civilian casualties is considered as false or as terrorist propaganda," says Kadri Gürsel, a veteran journalist. "There's a blackout." ♦



Irak: le budget 2018 approuvé, la part du Kurdistan amputée

Bagdad, 3 mars 2018 (AFP)

LES DÉPUTÉS irakiens ont approuvé samedi le budget 2018 en l'absence des députés kurdes qui boycottaient la séance pour protester contre la réduction sérieuse de la part accordée à leur gouvernement autonome.

Les recettes s'élèvent à 77,5 milliards de dollars, basées sur des exportations de pétrole de 3,9 millions de baril/jour, incluant les 250.000 b/j produit au Kurdistan, au prix moyen estimé de 46 dollars. Actuellement, le prix du baril est de 61 dollars.

Le déficit se monte à 10,6 milliards de dollars. Les investissements s'élèvent à 20,8 milliards de dollars.

Mais la principale nouveauté est la réduction de la part accordée à la région autonome kurde, dans le nord du pays.

Cette part passe de 17% à 12,6% du budget. Selon l'article 9 de la Constitution, elle est désormais "basée sur la population dans chaque province", alors qu'avant elle avait été fixée unilatéralement par le gouvernement dirigé par l'ex-

Premier ministre Nouri al-Maliki afin de s'attirer les bonnes grâces des Kurdes. Par ailleurs, indique la loi budgétaire, "le gouvernement autonome du Kurdistan doit exporter 250.000 b/j des champs pétroliers se trouvant sur son territoire par le biais de la Somo (l'agence étatique chargée de la commercialisation du pétrole irakien) et l'argent doit être versé au budget fédéral".

"Si le Kurdistan ne le verse pas, le ministère des Finances le retranchera du budget qui lui est alloué", est-il ajouté.

Le gouvernement fédéral et Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, s'opposent depuis des années sur les recettes pétrolières alors que les forces kurdes s'étaient emparés d'importants champs pétroliers dans des zones disputées depuis lesquelles ils exportaient du pétrole.

Cette réduction du financement de la région autonome est une nouvelle conséquence du référendum d'indépendance organisé fin septembre par Erbil et rejeté par Bagdad.

Le Premier ministre Haider al-Abadi avait envoyé en octobre ses troupes reprendre tous les territoires dont s'étaient emparés les Kurdes qui avaient notamment profité du chaos ayant suivi en 2014 l'offensive du groupe Etat islamique (EI).

Le président du Parlement Salim al-Joubouri a en outre estimé que "le budget a réglé le contentieux des salaires des fonctionnaires du Kurdistan ainsi que des peshmegas (combattants kurdes)", qui seront à nouveau payés par le gouvernement.

Les salaires n'étaient plus payés depuis des mois car le gouvernement exigeait un audit sur le nombre réel de fonctionnaires employés au Kurdistan. ●

The minutes passed in a holding cell as you wait to hear whether you will be sentenced to life in prison or torture.

Portrait of a Turkish novelist as prisoner

Ahmet Altan

EDITORS' NOTE:

On Feb. 16, a Turkish court sentenced Ahmet Altan, a novelist and former newspaper editor; his brother, Mehmet Altan, an economics professor and political commentator; Nazlı Ilıcak, a prominent journalist; and three media employees to life imprisonment without parole for involvement in the July 15, 2016, coup attempt in Turkey.

The Altan brothers had appeared on a television program hosted by Ms. Ilıcak a day before the coup attempt. Turkish prosecutors claimed that they gave "subliminal messages" announcing the coup on the program.

Turkey says that a network led by Fethullah Gulen, an Islamist cleric based in the United States, orchestrated the coup, which included an attempt on President Recep Tayyip Erdogan's life, the bombing of the Parliament and the deaths of more than 270 people. In the purge by the Turkish government that followed, more than 150,000 people have been fired from their jobs, detained or arrested.

Mr. Altan wrote this essay about his imprisonment and sentencing, and about fiction and reality, in his prison cell in the city of Silivri, on the outskirts of Istanbul.

SILIVRI, TURKEY They sit on a bench that is two meters high. They wear black robes with red collars. In a few hours they will decide my destiny. I look at them. They have loosened their ties out of boredom.

The chief judge, sitting in the middle, plays his right arm across the bench like a piece of wet laundry and fiddles with his fingers. He has a long, narrow face. His eyes are hidden under swollen half-closed eyelids. Every now and then he looks at his cellphone to read his messages.

When one of my co-defendants says he is about to undergo heart bypass surgery, the chief judge pulls the microphone toward him and speaks in a mechanical voice. "The hospital told us there were no circumstances preventing your stay in prison," he says.

As defense lawyers talk about the most crucial matters, his mechanical voice orders: "You have two minutes. Wrap it up." I remember what Elias Canetti said about such people: "Being safe, at peace and in splendor, and then

to hear a person's pleas while determined to turn a deaf ear . . . could anything be more vile than that?"

While the defendants and their lawyers speak, the chubby, skew-eyed judge to the chief's right leans back in his chair and looks up at the ceiling. The lines of pleasure moving across his face suggest he is daydreaming. When he doesn't seem to be daydreaming he leans his head on his hand and sleeps. The judge on the left busies himself with the computer in front of him, continuously reading something.

Around noon they tell us they will withdraw for deliberations. We are surrounded by gendarmes. They are wearing RoboCop gear with black plastrons and kneepads. A gendarme takes each of us by the arm and walks us between two rows of guards and down narrow stairs.

They put us in a tiled holding cell with iron bars. We are five men. The sixth defendant, a woman, is taken elsewhere because of her gender.

The Supreme Court had examined the evidence against us and ruled that "no one could be arrested based on such evidence." This has made the journalists on trial with us optimistic. I am not.

We pace the holding cell nervously from one end to the other. The minutes go by, now faster, now slower, depending on the tempo of our conversations. When the minutes slow down, we feel wounds opening inside us. We hide this from one another. The minutes passed in a holding cell as you wait to hear whether you will be sentenced to life in prison are torture.

I encounter with some embarrassment flickers of hope and dreams beneath my pessimism. A man freezing inside cannot abandon hope and its warm glow. I daydream in the cell: I leave the prison, a deep breath, the first embrace, words of joy, the smell of happiness and a wide sky above.

As I dream, three men with ties loosened out of boredom deliberate my destiny. Perhaps they have already made their decision.

I suddenly remember a passage from my novel "Like a Sword Wound," which is set in the last days of the Ottoman Empire. One of my characters is arrested and he is in a room waiting for the verdict.

I wrote of him: "The gap between the moment that a person's destiny changed and the moment the person realized this seemed to him to be the most tragic and frightening aspect of life. The future became clear, but the person continued to wait for another



future with other expectations and dreams without realizing that the future had already been determined. The ignorance during that wait was horrible and to him was humanity's greatest weakness."

I remember those sentences and shiver. I am living what I wrote in a novel. Years ago as I was wandering in that unmarked, enigmatic and hazy territory where literature touches life, I had met my own destiny and failed to recognize it.

I am now under arrest like my protagonist. I am waiting for the decision that will determine my future as he had. My life imitates my novel.

What else that I wrote will come true? I feel I am being dragged into a vortex where my fiction and my life are entangled, where what is real and what is written imitate each other. What kind of destiny had I chosen for my protagonist? What was his fate?

Suddenly, I hear gendarmes' boots. "Come on," says a voice, "the decision has been made." At once, I remember: My protagonist was convicted — that was the destiny I chose for him.

I know I, too, will be convicted. Because that is what I wrote. The gendarmes take us upstairs. We enter the courtroom and sit down. The judges come in and don the black robes they had left on their chairs.

The chief judge, the one with eyes hidden beneath swollen eyelids, reads the decision: "Life without parole."

We will spend the rest of our lives alone in a cell that is three meters long and three meters wide. We will be taken out to see the sunlight for one hour a day. We will never be pardoned and we will die in a prison cell.

That is the decision. I hold out my hands. They handcuff me. I will never see the world again. I will never see a sky unframed by the walls of a courtyard. I am going to Hades. I walk into the darkness like a god who wrote his own destiny. My protagonist and I disappear into the darkness together.

AHMET ALTAN is a novelist and journalist. This essay was translated by Yasemin Congar from the Turkish.

La République islamique d'Iran, entre la puissance et le doute



Le président Hassan Rohani, lors de son discours pour l'anniversaire de la révolution iranienne de 1979, sur la place Azadi, à Téhéran, le 11 février. STRINGER/AFP



Adrien Jaulmes
@AdrienJaulmes
Envoyé spécial à Téhéran, Dizin et Machhad



Le centre de Téhéran est fermé à la circulation, et la foule remplit la grande avenue Azadi (Liberté). Comme tous les 11 février, la République islamique fête l'anniversaire de la révolution iranienne de 1979. Le métro est gratuit, et les gens sortent des stations par groupes compacts. Des haut-parleurs jouent à plein volume des chants patriotiques. Les rues sont pavoisées de drapeaux iraniens et des portraits des deux guides suprêmes de la République islamique : l'ayatollah Khomeïni, le fondateur, et Khameneï, son successeur. Des enfants jouent avec des ballons en plastique aux couleurs iraniennes : orange, blanc et vert. Les mères en tchador noir tiennent les plus petits par la main. Un stand distribue gratuitement un jeu vidéo où le héros doit détruire des bases nucléaires que les Américains essayent d'installer au Moyen-Orient. Un autre est décoré de caricatures de Donald Trump. Sur la chaussée ont été déroulées de longues bandes de matière plastique im-

Le régime paraît solidement installé et a remporté des succès militaires et diplomatiques hors de ses frontières. Mais les récentes manifestations, qui se sont étendues à plusieurs villes, et diverses contestations, telles celles de femmes enlevant leur voile dans les rues de Téhéran, ont décontenancé autorités et dignitaires d'une République islamique qui a fêté son 39^e anniversaire cette année.

primées aux couleurs des drapeaux israélien et américain, que les passants peuvent ainsi fouler aux pieds. Trente-neuf ans après sa révolution, l'Iran reste crispé dans son antiaméricanisme, presque autant que les États-Unis restent presque maladivement obsédés par le régime clérical qu'elle a porté au pouvoir.

La foule converge vers le monument de la place Azadi, arc de triomphe de marbre blanc mêlant le modernisme et le style perse, construit par le chah dans les années 1970. Les haut-parleurs diffusent un discours de Hassan Rohani, le président iranien. Élu en 2013, puis réélu en 2017 sur un programme, si ce n'est réformateur, du moins plus pragmatique que celui de son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad, il a misé sur la relance de l'économie après la levée des sanctions internationales depuis l'accord sur le gel du programme nucléaire iranien conclu en 2015. Il rappelle les récents succès des interventions extérieures iraniennes. L'Iran et ses alliés ont été victorieux de l'État islamique en Irak (avec le concours crucial des Américains) et contre la rébellion syrienne soulevée contre le régime de Bachar el-Assad (avec l'appui des Russes). « L'an dernier, nous avons aidé le peuple irakien et le peuple syrien à se libérer du terrorisme, dit Rohani. Nous négocions pour la paix et la stabilité dans la région. Nous nous sommes heurtés une nouvelle fois aux États-Unis, qui ont voulu de nouveau se mêler de nos affaires. Mais nous leur avons résisté. Ils ont tenté de



Une étudiante tente d'échapper aux fumées des grenades anti-émeute tirées par la police, à l'université de Téhéran, le 30 décembre 2017, pendant la vague de manifestations qui a secoué l'Iran en fin d'année.

comploter contre nous, mais le Conseil de sécurité de l'ONU ne les a pas suivis. » Puis le président iranien mentionne l'accord sur le programme nucléaire, que Trump menace de ne pas reconduire s'il n'est pas unilatéralement renégocié. « Nous respectons l'accord nucléaire aussi longtemps que les autres signataires le respecteront, dit Rohani. S'ils décident d'en sortir, ce sera à leurs dépens. » Mais la foule n'écoute que d'une oreille distraite. Il fait beau, et les quelques jours de congé ainsi que les pluies récentes ont chassé le nuage jaunâtre de pollution qui d'habitude étouffe Téhéran, l'une des trois plus grandes villes du Moyen-Orient, et l'une des plus polluées au monde.

Le 39^e anniversaire de la révolution se déroule sans ferveur particulière. En apparence, la République islamique iranienne n'a jamais été aussi solide. Outre ses succès extérieurs, le régime est solidement installé en Iran. Pourtant, l'assurance des dirigeants iraniens a été ébranlée ces derniers mois par plusieurs événements imprévus. Le premier a été une vague inédite de manifestations qui a secoué le pays pendant quelques semaines entre la fin du mois de décembre et le début du mois de janvier. Parti de Machhad, la deuxième ville d'Iran, le mouvement s'est étendu rapidement à travers tout le pays. D'abord motivée par des raisons économiques, sans revendications précises, cette flambée de colère n'a pas rassemblé des foules, mais a pris par surprise les autorités, décontenancées par l'origine populaire des manifestants et l'absence de mot d'ordre, mais surtout par la rapidité à laquelle ils se sont répandus. Le régime s'est vite ressaisi. Internet a été suspendu pendant plusieurs jours, les réseaux sociaux et messageries cryptées utilisées par les manifestants comme Telegram ou les réseaux privés virtuels (VPN) ont été désactivés, pendant que les forces de sécurité réprimaient les manifestations. Avec une vingtaine de morts et plusieurs milliers d'arrestations, la répression est cependant restée relativement limitée.

Selon le général Ali Jafari, commandant les gardiens de la révolution, le mouvement n'a pas mobilisé plus de quelques dizaines de milliers de manifestants. « Le soutien de Trump aux manifestants a peut-être porté un coup à leur soulèvement, tant sa personnalité constitue un repoussoir jusque chez les plus farouches opposants au régime », dit un homme d'affaires étranger, bon connaisseur du pays. Reste que l'alerte a été chaude pour les autorités iraniennes. « C'était un tremblement de terre pour elles : le mouvement s'est déclenché dans des villes très conservatrices, comme Machhad, Qom et Ispahan, qui sont normalement des soutiens du régime, qui plus est dans des catégories sociales populaires qui lui sont normalement plutôt acquies », dit l'homme d'affaires. Il ne faut pas surinterpréter cet événement : le régime a montré qu'il savait maintenir son contrôle, et qu'il n'avait pas perdu la volonté d'employer la force si nécessaire. Mais ces manifestations ont révélé des fragilités structurelles considérables et grandissantes, devant lesquelles le régime est paralysé, notamment en raison de sa structure même. Le système iranien, qui comprend plusieurs centres de pouvoir, le Guide, le président, les gardiens de la révolution, et différentes factions au sein du régime, se trouve en situation de blocage. »

Presque simultanément s'est développé un autre type de contestation au centre même de Téhéran, où des femmes défilent régulièrement la loi sur le port obligatoire du voile. Cet autre mouvement a commencé le 27 décembre dernier, quand une Iranienne d'une trentaine d'années, Vida Movahed, monte sur une armoire électrique en pleine avenue Enqelab (l'avenue de la Révolution), l'une des grandes artères qui traversent la ville d'est en ouest, en cheveux, brandissant son voile au bout d'un bâton. Son arrestation et sa détention n'ont pas découragé d'autres femmes de reproduire son geste. Depuis le mouvement reste symbolique, mais ne faiblit pas. A ce jour, une trentaine de femmes sont montées à leur tour sur des armoires électriques pour reproduire ce geste. Totalement marginal dans un pays de 80 millions d'habitants, ce mouvement rend cependant le régime nerveux. Les autorités ont fait poser un couvercle en pente sur les armoires électriques de Téhéran afin d'empêcher les « filles d'Enqelab », comme ces manifestantes ont été baptisées sur les réseaux sociaux, de les utiliser comme tribune, comme si la mesure allait suffire.

Une société décalée de la politique

Le port obligatoire du voile, l'une des lois les plus symboliques de la République islamique, n'est pas contesté par la grande majorité des Iraniennes. Mais le soutien à la loi semble s'éroder. Un sondage réalisé en 2014, mais récemment publié, indique que même chez des Iraniens favorables à son port, près de 49 % sont opposés à ce qu'il soit rendu obligatoire.

Comme bien d'autres aspects de la société iranienne, la question du voile est un phénomène complexe. Elle comporte une forte dimension sociale : dans le sud de Téhéran et les quartiers populaires, le tchador noir traditionnel qui enveloppe le corps reste de rigueur. Dans le nord de la ville, les femmes élégantes le remplacent par un foulard et un manteau court qui épouse la silhouette plus qu'il ne la cache. Car le port de ce vêtement est à géométrie variable, et sert de baromètre dans le jeu opaque et subtil entre les Iraniens et leur gouvernement. Depuis la fin de l'année 2017, la police de Téhéran avait décriminalisé les infractions au code vestimentaire, les contrevenantes ne risquant plus qu'une amende et un rappel à l'ordre. Cette mansuétude peut néanmoins s'achever si le mouvement d'Enqelab prend de l'ampleur.

« En Iran, rien n'est autorisé mais tout est permis », ironise un jeune Iranien dans une télécabine de la station de ski de Dize. Cette station de sports d'hiver à près de 3000 mètres d'altitude, dans le massif de l'Elborz, située à quelques heures de Téhéran, est l'un des lieux de villégiature favoris d'une bourgeoisie iranienne occidentalisée. Fondée dans les années 1960 par le chah, grand amateur de sports d'hiver, la station est aujourd'hui gérée par une société appartenant aux gardiens de la révolution. Au départ des pistes veillent les portraits tutélaires de Khomeyni et de Khamenei, mais une fois dans les remontées

mécaniques, les voiles et les bonnets s'enlèvent parfois et l'on échappe à la surveillance continue des Bassidjis, la milice des gardiens de la révolution chargée de faire respecter les lois islamiques.

Le contentieux avec les États-Unis

« Le processus de sécularisation de la société iranienne est en route, dit Amir Nikpey, philosophe franco-iranien et chercheur à l'université Shahid-Beheshti, ancien élève de Cornelius Castoriadis. Les croyants sont majoritaires en Iran, mais cela ne signifie pourtant pas qu'ils sont en faveur d'un État religieux. C'est aussi le cas de l'anti-occidentalisme : il n'existe que dans les discours officiels. Dans la population, c'est très peu répandu. Même s'ils sont très nationalistes, les Iraniens sont plutôt tournés vers l'Occident. »

Dans les luxueux centres commerciaux du nord de Téhéran, le voile est réduit à son expression la plus symbolique. Dans l'entrée du centre Palladium, deux jeunes femmes à la chevelure à peine couverte par un foulard accroché sur l'arrière de la tête à leur chignon, vêtues de longs manteaux très moulants, font la promotion d'un coupé BMW flambant neuf. Dans les galeries au sol de marbre, des vitrines sont pleines de montres de prix et de bijoux. Un magasin propose un stylo Mont-Blanc en série limitée « John Fitzgerald Kennedy ».

Avenue Taleghani, au centre de Téhéran, les États-Unis sont aussi mis en scène, mais de façon un peu différente. Les longs murs d'enceinte de l'ancienne ambassade américaine sont décorés de fresques de propagande célèbres auprès des touristes et des journalistes, mais que les passants ne voient même plus tant elles font partie du paysage : une statue de la Liberté avec une tête de mort, des portraits de l'ayatollah Khomeyni et autres slogans anti-américains. Sur l'immeuble d'en face sont énumérés les crimes supposés commis par les États-Unis à travers l'histoire, depuis les bombardements de Dresde et de Hiroshima jusqu'à la guerre civile en Syrie et la création de Daech, en passant par l'introduction du virus de la syphilis au Guatemala, l'assaut contre la secte davidienne de Waco au Texas et le démembrement de l'ex-Yougoslavie. Les locaux de l'ambassade sont devenus un musée de l'espionnage, géré par les gardiens de la révolution. La prise d'assaut du bâtiment par un groupe organisé sous le nom d'Étudiants musulmans dans la voie de l'imam, le 4 novembre 1979, avec la longue prise d'otages de 52 diplomates américains, a été l'un des événements fondateurs de la République islamique.

Dans le musée, les couloirs poussiéreux montrent les vieux appareils des années 1970, ordinateurs, télécopieurs et appareils de codage, alignés dans des vitrines avec des slogans anti-impérialistes. Dans une salle isolée, trois mannequins montrent les conversations secrètes menées par les diplomates américains dans une chambre insonorisée. Dans des vitrines, des livres rassemblant la correspondance diplomatique saisie à cette époque, patiemment reconstituée à partir des fragments récupérés dans les machines à broyer de l'ambassade, dénoncent la duplicité américaine.

Presque quatre décennies plus tard, les relations entre l'Iran et les États-Unis restent marquées par cet événement dramatique. L'Iran continue de faire de l'opposition aux États-Unis la pierre de voûte de sa politique étrangère, quitte à nier l'évidence quand les deux pays se retrouvent dans le même camp, comme l'an dernier dans la guerre contre l'État islamique en Irak, où les Américains soutenaient les forces encadrées par Téhéran. Pour Washington, le régime des mollahs reste le symbole d'un traumatisme toujours viva-

L'anti-occidentalisme n'existe que dans les discours officiels. Dans la population, c'est très peu répandu. Même s'ils sont très nationalistes, les Iraniens sont plutôt tournés vers l'Occident

AMIR NIKPEY, PHILOSOPHE FRANCO-IRANIEN ET CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ SHAHID-BEHESHTI

ce. Les premières sanctions américaines datent de cette époque, et les menaces de Donald Trump de revenir sur l'accord de gel du nucléaire de 2015 ne surgissent pas de nulle part.

Le complexe religio-économique

Curieuse survivance du passé dans une mégapole sillonnée d'autoroutes, le bazar de Téhéran reste au cœur de la vie économique. Les produits alimentaires ont été déplacés vers la périphérie de la ville, mais les biens de consommation continuent de transiter par le bazar. Ce vaste centre commercial est une ville dans la ville, avec ses ruelles qui s'enroulent comme dans un labyrinthe. Sous les passages couverts éclairés par les néons, on y vend du tissu et des céréales, de la camelote chinoise et des sacs à main, des vêtements de sport et des jouets, de la quincaillerie et des biscuits, des matelas et des épices, des couvertures synthétiques, des serviettes éponge, des produits pharmaceutiques. C'est un monde ancien, peuplé de portefaix qui sillonnent les ruelles avec leurs chariots, mais aussi une plaque tournante tout à fait moderne, baromètre de l'économie iranienne.

« Encore aujourd'hui, le bazar inspire confiance. Une société qui n'est pas présente dans le bazar ne sera pas prise au sérieux », dit Mojtaba, négociant en fruits secs, l'un des principaux produits d'exportation iraniens après les hydrocarbures. Malgré une levée partielle des sanctions économiques internationales depuis la signature de l'accord sur le nucléaire en 2015, l'économie iranienne reste mise au ban du système bancaire international. « Tout notre commerce extérieur passe par des transferts financiers réalisés à Dubaï, explique Mojtaba. La levée des sanctions nous aiderait beaucoup. »

De grandes entreprises occidentales, comme les constructeurs automobiles français Peugeot et Renault ou le groupe pétrolier Total, ont signé récemment d'importants contrats avec l'Iran. Mais les menaces de Donald Trump de revenir sur l'accord n'ont pas aidé à rétablir la confiance et de nombreux groupes étrangers craignent de faire l'objet de mesures de rétorsion de la part des États-Unis.

Une autre particularité de l'économie iranienne est le poids occupé par les fondations religieuses, les Bonyad. À l'origine destinés à venir en aide aux pauvres, ces organismes non gouvernementaux sont aujourd'hui de puissants groupes industriels et financiers. Ce capitalisme religieux représente la face cachée de l'économie iranienne. Son poids est évalué à environ 20 % du produit intérieur brut iranien, mais selon certaines estimations il pourrait atteindre 40 %. Ces fondations, qui ne répondent qu'au Guide suprême, fonctionnent de façon largement opaque. Elles sont aussi exemptées d'impôts.



Située à quelques heures de Téhéran, la station de sports d'hiver de Dizin, à près de 3 000 mètres d'altitude, dans le massif de l'Elborz, est l'un des lieux de villégiature favoris de la bourgeoisie iranienne occidentalisée.

L'une des plus riches et des plus puissantes Bonyads est basée à Machhad, la deuxième ville d'Iran, dans l'est du pays. Astan Qods Razavi gère le mausolée de l'imam Reza, le huitième imam chiite, et le seul inhumé en Iran. Le mausolée occupe un vaste espace au milieu de la ville. Plus grand que le Vatican, recevant plus de 25 millions de pèlerins par an, soit presque autant que La Mecque, ce complexe est un vaste ensemble de cours et de salles souterraines surmontées de minarets et de coupes. Le soir, l'ensemble est illuminé comme une plate-forme de forage pétrolière. Au centre du mausolée, en sous-sol, sous les plafonds recouverts de miroirs scintillants, les fidèles viennent embrasser la grille d'argent qui entoure le tombeau de l'imam. Dans les vastes cours, une armée d'employés déroulent trois fois par jour des centaines de tapis de prière, apportés par des chariots tirés par des voitures électriques. Le mausolée reste ouvert jour et nuit, sept jours sur sept. « Le complexe emploie 2 000 personnes, auxquelles s'ajoutent 36 000 volontaires, qui guident et assistent les visiteurs », dit Hussein Saberi, l'un des porte-paroles de la fondation.

Le mausolée n'est pas seulement le plus important pèlerinage d'Iran. Astan Qods Razavi possède aussi un empire industriel et financier, des terres agricoles et des fermes d'élevage, des usines textiles et pharmaceutiques, des compagnies de transport, des cimenteries et des mines. Ses activités vont du tissage de tapis à l'élevage d'esturgeons pour le caviar. Cette fondation possède une université, trois musées, et les trois quarts des terrains sur lesquels est bâtie Machhad. Son président, Ebrahim Raissi, ancien procureur de Téhéran, membre de l'Assemblée des experts, ce

conseil religieux chargé notamment de la désignation du Guide, est une des figures du camp des ultraconservateurs. Candidat à l'élection présidentielle de 2017, il a été battu par Hassan Rohani, le président sortant. Son beau-père, l'ayatollah Ahmed Alamolhoda, dirige la prière du vendredi à Machhad, et est un critique virulent de la politique de Rohani. Il a interdit la tenue de concerts à Machhad, et ses positions le placent sur une ligne dure de la scène politique iranienne.

« Un régime au service d'une nomenklatura »

Selon le rumeur publique, ces deux personnages auraient été à l'origine des manifestations de décembre, ou du moins les auraient-ils encouragées discrètement, afin d'embarrasser le président Rohani. C'est ce qui s'appelle jouer avec le feu. Les slogans des manifestants n'ont pas tardé à inclure les puissantes institutions religieuses parmi les cibles de leur colère. La publication du budget fin 2017 avait pour la première fois dévoilé en partie les sommes attribuées à des institutions religieuses. « Le régime est de plus en plus vu comme fonctionnant d'abord au service d'une nomenklatura plutôt que dans l'intérêt de la population », dit l'homme d'affaires.

Place Azadi, à Téhéran, le président Rohani a conclu son discours d'anniversaire de la révolution par un message de rassemblement. « Dans le train de la révolution, il y avait beaucoup de passagers; beaucoup en sont descendus. Certains volontairement, mais un grand nombre l'a été de force. Le temps est venu de faire à nouveau monter tout le monde à bord, car nous sommes un seul peuple. » ■

Syrie: 36 combattants prorégime tués par l'aviation turque dans l'enclave d'Afrine

AFP

Beyrouth, 3 mars 2018 (AFP)

AU MOINS 36 COMBATTANTS des forces prorégime ont été tués samedi dans des raids aériens de la Turquie contre l'enclave kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les frappes menées contre la localité de Kfar Janna ont tué 36 membres des forces prorégime, a indiqué l'ONG, précisant qu'il s'agit du troisième bombardement contre des positions des forces loyalistes en 48 heures.

Cela porte ainsi à 54 le nombre de combattants des forces prorégime tués depuis jeudi soir par des raids turcs.

Ces combattants font partie de forces venues en février épauler les Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde de Syrie, que la Turquie cherche à chasser de sa frontière par le biais d'une offensive lancée le 20 janvier.

Jeudi soir, "14 combattants prorégime ont déjà été tués dans des frappes sur le village de Jamma, tandis quatre autres ont péri vendredi près de la localité de Rajo", a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Les frappes turques de samedi contre des positions des forces prorégime ont été confirmées par les Forces démocratiques syriennes (FDS), coalition de combattants kurdes et arabes soutenue par Washington.

Les frappes turques des derniers jours interviennent alors que les forces d'Ankara et les groupes rebelles syriens qui lui sont alliés progressent dans l'enclave d'Afrine.

Samedi, elles ont pénétré dans la localité de Rajo, l'une des principales dans le nord-ouest de la région.

Les forces d'Ankara et les groupes rebelles syriens progressent, en parallèle, en direction de la localité de Jaindaris, dans le sud-ouest d'Afrine.

"Nous avons également pris le contrôle de la colline stratégique de Bafalioun (...) qui assure la voie vers la conquête d'Afrine", a dit à l'AFP un responsable militaire des groupes rebelles pro-Ankara.

Quelque 251 combattants pro-Ankara et 281 membres des forces kurdes ont été tués depuis le début de l'opération, selon l'OSDH, qui fait aussi état de 149 civils tués dans l'enclave d'Afrine. ●

2,795 militants 'neutralized' so far in Afrin operation: Turkish deputy PM

ANKARA March 05 2018
www.hurriyetaidailynews.com

Some 2,795 People's Protection Units (YPG) militants have been "neutralized" in Turkey's ongoing cross-border operation in Syria's northwestern Afrin district, Turkish Deputy Prime Minister and government spokesman Bekir Bozdağ said on March 5 following a cabinet meeting in Ankara.

The Turkish military had earlier on the same day put the number at 2,777.

"In 'Operation Olive Branch,' so far 112 villages, 30 critical positions, and a total of 142 spots have been taken under control," Bozdağ added.

Turkey launched "Operation Olive Branch" on Jan. 20 along with elements of the Free Syrian Army (FSA) to remove the YPG from Afrin.

Turkey sees the YPG as a terror group for its ties to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is listed as a terror group by Turkey, the U.S. and the European Union.



According to the Turkish General Staff, the operation inside Syria aims to establish security and stability along Turkey's borders and the region as well as "protect Syrians from terrorist cruelty and oppression."

Defense Minister Nurettin Canikli said on March 2 that 41 Turkish soldiers and 116 FSA militants have been killed since the start of

"Operation Olive Branch."

Another 119 have been wounded, state-run Anadolu Agency reported on March 3.

20 PKK MILITANTS 'NEUTRALIZED'

Meanwhile, 20 PKK members were "neutralized" in counter-terrorism operations across Turkey between Feb. 26 and March 5, the Interior Ministry stated on March 5.

Turkish authorities often use the word "neutralized" in their statements to imply that the militants in question either surrendered or were killed or captured.

The ministry said in a statement that security forces had carried out 1,079 counter-terrorism operations in the past week.

The ministry stated that seven of the neutralized militants were killed and five were captured while eight surrendered to the authorities.

Tarik Şen, a regional "manager" of the PKK, was among the neutralized militants, the ministry added. ●

Syrian rebels are using the Turkish offensive to take revenge against Kurds

By Louisa Loveluck and Zakaria Zakaria
March 7, 2018
www.washingtonpost.com

SANLIURFA, Turkey — Syrian rebels who have joined Turkey's cross-border offensive against a Kurdish enclave say they see the assault as a way to settle personal scores, and reports are mounting of looting and summary executions carried out by the Syrian fighters.

Backed by Turkish troops and warplanes, thousands of Syrian rebels are now tightening their grip on the Kurdish-controlled Afrin enclave in northern Syria as part of an offensive that Turkey has framed as a matter of its national security.

Turkey has been fighting a decades-old war against Kurdish militants at home, who are closely allied with the People's Protection Units, or YPG, just across the border in Afrin.

But for the Syrian rebels, who are mostly Arabs, participation in the Turkish offensive is personal.

"This is about revenge," said Waleed al-Mahal, a former rebel fighter who says he has



Turkish-backed Free Syrian Army fighters take up position as they advance north of Afrin, March 6. REUTERS/Khalil Ashawi

sent dozens of his relatives to Turkish recruitment offices to join the push and hopes to be called up soon himself. "We're taking our land back."

His rhetoric echoes a video circulated online this week, apparently showing rebel fighters discussing plans to loot houses in Afrin. "An eye



A Turkish-backed Syrian opposition fighter keeps position during the fight to take the town of Sharran, which is controlled by Kurdish People's Protection Units (YPG), north of Afrin, Syria, on Tuesday. (Nazeer Al-Khatib/AFP/Getty Images)

for an eye, a tooth for a tooth," says a fighter who is apparently in charge.

Like Mahal, most of the Syrians taking part in Turkey's operation originally took up arms against Syrian President Bashar al-Assad's army after anti-government protests spiraled into armed insurrection in 2011. A scramble for territory has pitted the rebels against Kurdish fighters, and both sides have traded accusations of war crimes.

Kurdish forces have taken advantage of an unprecedented opportunity to throw off decades of state repression and establish autonomous areas across Syria's north. Much of the territory was captured with U.S. support, ➤

➤ after Washington backed a majority-Kurdish force to seize areas ruled by the Islamic State.

Monitoring groups and local residents say that Kurdish forces razed a number of Arab-majority villages in the eastern province of Hasakah while clashing with the Islamic State, and sought to remove some Arab civilians they feared might harbor extremist fighters if allowed to stay behind. The extent of those abuses remains unclear.

Every Syrian rebel fighter interviewed by The Washington Post in Syria and southern Turkey had a story to share, some of the tales describing in detail what happened to family members, others apparently recycled from acquaintances.

"They killed dozens of members of our extended family, bulldozed our homes and joked that they would plant potatoes there," said Mahal, who is from Hasakah, sitting in a spartan living room in this southern Turkish city. Above his head a green, white and black rebel flag was pinned to a large portrait of Turkish President Recep Tayyip Erdogan.

Mahal and almost a dozen rebel fighters said Turkey would probably support them in a future advance toward Hasakah. But Turkish officials have given few indications that they are eyeing territory that far east.

Kurdish-led forces in eastern Syria said Tuesday that they were withdrawing from the front line against the Islamic State to resist the Turkish offensive in the north of the country.

Kurds pull back from ISIS fight in Syria, saying they feel let down by U.S.

Amnesty International warned last week that indiscriminate Turkish attacks around Afrin

have killed scores of civilians. Although the rebels insist they target only combatants, allegations of abuses are mounting among local residents and monitors.

Some of those abuses have been caught in grainy cellphone footage that was filmed by the rebels themselves. In one, the fighters are shown looting olive oil and chickens from an abandoned home. In another, the rebels appear to execute a man in civilian clothes at point-blank range, pumping bullets into his body when he falls to the ground.

The videos have sparked terror among Afrin residents as the offensive draws nearer. "Everyone has seen them. Is that what's coming?" asked a former schoolteacher, speaking on the condition of anonymity out of fear for his safety.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim said Monday that Afrin was "surrounded" after fighters attacked from the north, west and east. "We have cleared all areas near our borders of terror nests," he said at a rally in the central Turkish province of Konya.

Sensitive to any suggestion that the Syrian rebels have turned their backs on earlier goals, such as toppling Assad, in favor of Turkey's cause, rebel commanders and spokesmen insist that participation in Turkey's operation benefits all sides.

"We have mutual goals in this period," said Osama Akkari, a spokesman for the Almuntafir Billah group. "We haven't given up on fighting the regime, but we are having to shift priorities for now. No one is making us do this."

Another rebel, speaking on the condition of anonymity because rank-and-file fighters are

not permitted to speak with the media, laid out the new progression of the battles ahead as he hoped they would materialize. "Afrin, Manbij, Raqqa, Qamishli, Damascus," he said, naming a string of Kurdish-held cities moving eastward through Syria before the government-held capital.

Last week, an influential Islamic council backed the Afrin fight, prompting fears that the abuses might escalate as the offensive reaches terrain where more civilians are hiding. Until now, the land the rebels have taken has been sparsely populated. The Syrian Islamic Council, a Turkey-based group, described Syria's Kurdish fighters as "a corrupt group that aspires to destroy the earth."

"To fight them is to wage jihad as long as they continue to champion the regime and are enemies of the revolution," said the council in a statement approving the seizing of weapons and looting of Kurdish fighters' possessions.

In one video clip widely circulated online and among Afrin residents, a band of young fighters overlooks Afrin's green plains, singing an Islamist militant song linking their offensive to those of extremists. "We resisted in Grozny, we resisted in Dagestan, we took Tora Bora as a den, our glory will rise in Afrin," they sing.

Reached by phone, one of the men, Abu Zahra Al-Deiri, expressed bemusement at the attention his video was receiving.

"I don't know why people are making a big deal out of it — it's just a song like any other," he said. "They can't really think we're extremists, can they?" ■

FINANCIAL TIMES March 6, 2018

Turkey alienates stateless Kurds to its own detriment

Ankara's aggression towards its ethnic minority strengthens the arc of Iranian power



David Gardner
March 6, 2018
<https://www.ft.com/>

The recent UN Security Council call for a ceasefire in Syria has had little more effect than its previous pleas for an end to the carnage: next to none. It is not just President Bashar al-Assad regime's continuing bombardment of the rebel enclave of eastern Ghouta near Damascus. Turkey's offensive against Kurdish forces in north-west Syria, which opened a new front in the seven-year-old war in January, is accelerating and expanding.

The operation, surreally titled Olive Branch, is popular inside Turkey, where President Recep Tayyip Erdogan is whipping up nationalism, stirring speculation he will call early elections to consolidate his

one-man rule. Yet the cost to Turkey of Mr Erdogan's military extroversion is high.

Not for the first time, Turkey's assault on the Syrian Kurdish fighters of the People's Protection Units (YPG) sets it bitterly at odds with its Nato allies, especially the US, which relies on the YPG as its strike force in the battle against Isis jihadism. Turkey's poisoned history with the region's stateless Kurds — both those inside its borders and spread across Syria, Iraq and Iran — is one of many issues undermining Ankara's withering relationship with the EU.

Turkey's main goal in Syria is to weaken the self-governing Kurdish entity, which the Kurds call Rojava or western Kurdistan, that is being built across swaths of northern Syria by the YPG's political wing, the Democratic Union party (PYD).

Ankara insists both organisations are branches of the Kurdistan Workers' party (PKK), which resumed a 30-year-old insurgency inside Turkey in 2015 after a two-year ceasefire.

Five years ago, a more pragmatic Mr Erdogan was engaged in detente with the Kurds, in Turkey and its borderlands in northern Iraq and Syria. At that time, he was a third-term prime minister on the cusp of a presidency that he is now remodelling in the image of his ally in the Kremlin, Vladimir Putin.

Then, his ruling Justice and Development party (AKP), which has roots in political Islam, was still seen as a Muslim analogue of Europe's Christian Democrats. Its Kurdish policy seemed to break with the Jacobin centralism of the Turkish republic, founded by Mustafa Kemal Ataturk. Mr Erdogan

went further than any leader in talks to end the PKK insurgency, opening a cultural and political space for Turkish Kurds and trying to bring Kurds in north Iraq and Syria into Turkey's sphere of influence.

It was a risky idea but a bold one: to forestall the spectre of a Greater Kurdistan by trying to bind Kurds from both sides of the border into a prosperous, Sunni "Turkosphere" — two nations in one state insulated against the Shia axis Tehran was building from Baghdad to Beirut. That arc of Iranian power is now much stronger.

Ankara also made efforts to stop the Kurds of northern Iraq moving from home-rule to independence, after their much-criticised referendum last September. But it was Iranian intrigue that fatally divided the Iraqi Kurds, as well as Tehran-allied Shia militia that ⇒

⇒ wrenched control of oil-rich territory such as Kirkuk, disputed between Baghdad and the Kurdistan Regional Government.

Iran-backed Assad regime forces are also taking advantage of the Turkish drive against the YPG in Afrin to reclaim lost territory in north-west Syria. As the French scholar Fabrice Balanche observed, after the YPG drove Isis from its Raqqa stronghold last autumn, "the return of the governments of Baghdad and Damascus to the areas occupied by the Islamic

State [Isis] also means the arrival of Iran".

Turkey's position would probably have been much stronger had it continued with Kurdish detente. Instead, a series of severe challenges — from mass protests in 2013 to a coup attempt in 2016 — appear to have convinced Mr Erdogan there are plots to topple him. His pollsters showed Kurdish outreach was costing him votes in 2015, when he lost his majority in June only to regain it in a rerun election in November,

after war with the PKK had resumed.

Salih Muslim, a PYD leader, said recently in an interview with Al Monitor that "had Turkey... worked with the Kurds, it would have become the most powerful country in the Middle East".

Is it too late for Turkey to resurrect that idea? Probably. As Mr Erdogan's party throws red meat to the wolves of Turkish nationalism, the notion seems positively fanciful.

Yet, just as the AKP was once a popular brand outside the region — credited with its ability to marry Islam with democracy — the Kurds have also caught the international imagination. They are lauded for the courage with which their fighters, women to the fore, halted the Isis juggernaut. Turks and Kurds together would have made a powerful combination. They still would. The ascent of Iran at Turkey's expense only highlights that. ●

Bagdad annonce la levée du blocus aérien du Kurdistan

Bagdad a fait cette annonce après avoir obtenu de reprendre le contrôle sécuritaire des deux aéroports de la région autonome.

OLJ/ Bagdad, 13 mars 2018 (AFP)
www.lorientlejour.com

Bagdad a levé mardi le blocus aérien qu'il imposait depuis près de six mois au Kurdistan irakien en réaction à un référendum d'indépendance jugé "illégal", après avoir obtenu de reprendre le contrôle sécuritaire des deux aéroports de la région autonome.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a annoncé dans un communiqué que les aéroports d'Erbil et de Souleimaniyeh, dans le nord du pays, étaient "de nouveau ouverts aux vols internationaux".

Et ce, "après que les autorités locales du Kurdistan ont accepté que les autorités centrales reprennent le contrôle des deux aéroports".

"La levée du blocus sera mise en application durant les prochains jours", en fonction "du temps nécessaire pour que les employés dépendant du gouvernement central commencent à travailler", a indiqué à l'AFP Saad al-Hadithi, porte-parole du bureau de M. Abadi.

Ces derniers "seront directement liés au gouvernement central et travailleront sous son contrôle", a-t-il précisé.

- 'SÉCURITÉ ET PASSEPORTS' CONFISÉS À BAGDAD -

Le Premier ministre du Kurdistan, Netchirvan Barzani, a remercié "Bagdad et le Premier ministre Abadi car c'est lui qui a décidé de rouvrir les aéroports", lors d'une conférence de presse à Erbil, capitale de la région autonome.

De son côté, le représentant de l'ONU en Irak, Jan Kubis, a salué

"un important pas en avant" qui "démontre que les problèmes et les questions en suspens" entre Erbil et Bagdad "peuvent être réglés grâce au dialogue".

Fin septembre, après la tenue d'un référendum d'indépendance contre l'avis de Bagdad, les autorités centrales irakiennes avaient exigé de reprendre la main sur les aéroports et poste-frontières situés au Kurdistan.

Elles avaient également envoyé leurs troupes reprendre des zones disputées entre les Kurdes et Bagdad où les combattants kurdes s'étaient déployés au fil des années, notamment à la faveur du chaos créé en 2014 par la percée du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Le Kurdistan irakien avait ainsi perdu les précieuses ressources pétrolières de la province de Kirkouk (nord).

Bagdad réclamait depuis aux autorités du Kurdistan de reprendre la main sur le contrôle des passeports et permis de séjour dans les aéroports ainsi que sur les questions douanières.

Erbil avait déjà cédé sur ces points et la présence de membres des forces de sécurité du gouvernement central dans les aéroports était la dernière pierre d'achoppement, expliquait un responsable à l'AFP fin février, lorsque le blocus avait été prolongé de trois mois.

Sous le couvert de l'anonymat, un haut responsable kurde a confirmé à l'AFP que M. Abadi avait rencontré mardi une délégation kurde et que les deux parties s'étaient mises d'accord pour que "les domaines de la sécurité et des passeports soient gérés de la même façon que dans les autres aéro-



ports d'Irak", c'est-à-dire, confiés aux autorités centrales.

Depuis le début du blocus, tous les vols du Kurdistan vers l'étranger transitent par Bagdad et les étrangers se rendant au Kurdistan doivent solliciter un visa auprès des autorités fédérales, ce qui n'était pas le cas avant.

- BRAS DE FER POLITIQUE -

Bagdad et Erbil s'étaient engagés avec le référendum d'autodétermination tenu le 25 septembre et largement remporté par le "oui" à l'indépendance, dans un bras de fer politique et territorial.

La dernière étape remonte au 3 mars, lorsque le Parlement irakien a approuvé le budget 2018 en l'absence des députés kurdes qui boycottait la séance pour protester contre la réduction de la part accordée à leur gouvernement autonome.

Elle est passée de 17% à 12,6% du budget. Selon la Constitution irakienne, elle est désormais "basée sur la population dans chaque province", alors qu'avant elle avait été fixée unilatéralement par le gouvernement

dirigé par l'ex-Premier ministre Nouri al-Maliki afin de s'attirer les bonnes grâces des Kurdes.

En outre, la loi budgétaire prévoit que "le gouvernement autonome du Kurdistan doit exporter 250.000 barils par jour des champs pétroliers se trouvant sur son territoire par le biais de la Somo (l'agence étatique chargée de la commercialisation du pétrole irakien) et l'argent doit être versé au budget fédéral".

"Si le Kurdistan ne le verse pas, le ministère des Finances le retranchera du budget qui lui est alloué", est-il ajouté.

Le président du Parlement Salim al-Joubouri avait alors indiqué que ce nouveau budget réglait "le contentieux des salaires des fonctionnaires du Kurdistan ainsi que des peshmergas (combattants kurdes)".

Le gouvernement à Bagdad va dorénavant prendre en charge ces salaires qui n'étaient plus payés depuis des mois par Erbil. Mais Bagdad a réclamé un audit sur le nombre réel de fonctionnaires employés au Kurdistan. ■

Turkey Asks U.S. to Stop Kurds From Shifting Fighters to Western Syria

By ANNE BARNARD / MARCH 7, 2018
www.nytimes.com

BEIRUT, Lebanon — The Turkish government took the extraordinary step on Wednesday of asking the United States to stop Kurdish commanders from diverting their forces from areas of eastern Syria to the fight in Afrin in the west.

The request followed an announcement from the Kurdish forces, which are allied with the United States in the fight against the Islamic State militant group, that they intended to send 1,700 fighters from Deir al-Zour, a strategically important eastern province, to the fight against Turkey in Afrin, a Kurdish enclave.

Ibrahim Kalin, a spokesman for President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, said his country had taken “the necessary steps” through official channels and “expected from the U.S. that it should absolutely step in” to prevent the movement of the Kurdish forces from Manbij to Afrin. “This is our most natural right,” Mr. Kalin added.

It was not clear why Mr. Kalin had referred to Manbij, a city at the westernmost point of the Syrian territory held by the Kurds, though it might have been cited as a way station for the troops as they moved toward Afrin.

There was no immediate American response to the request by the Turks, an American ally and NATO member that invaded Afrin in January and threatened to drive the Kurds from the entire Syria-Turkey border. But the Turkish assault has since bogged down.

The fighting in Afrin is creating problems for the United States. The transfer of personnel from the Kurdish-led, American-backed militia known as the Syrian Democratic Forces, or S.D.F., is a blow to Washington’s effort to stamp out the last vestiges of the Islamic State, also known as ISIS.

On the diplomatic front, the Americans have insisted that although they are allied with the S.D.F. in eastern Syria, they have no affiliation with the group in the northwest and will not aid any of its operations there. But with its Kurdish coalition allies now streaming to join the defenders in Afrin, that posture will be increasingly difficult to maintain. As a result, in Afrin, the Trump administration is finding itself awkwardly on the opposite side from Turkey.

The S.D.F. said in a statement on Tuesday that it had made a “painful decision” to move the fighters from Deir al-Zour to Afrin, citing “the failure of the international community” to pressure Turkey and “stop its madness within our Syrian borders.”

The role in Afrin of the Kurdish militia known as the People’s Protection Units, or Y.P.G., which is the main component of the S.D.F., has raised tensions with Turkey, which considers the militia an extension of a separa-



Kurdish troops at a funeral this month in Qamishli, Syria, for fighters from the Syrian Democratic Forces, an American ally. Credit Delil Souleiman/Agence France-Presse



tist group that is active in Turkey and is listed as a terrorist group by both Ankara and Washington.

For six weeks, Turkey has mounted a campaign to wrest control of Afrin from the Y.P.G., an offensive that has displaced some 10,000 people and killed several hundred civilians and 41 Turkish soldiers. Mr. Erdogan said this week that 159 Syrians belonging to the Free Syrian Army, which is fighting alongside Turkish armed forces, had also died.

The Y.P.G. has responded with cross-border shelling, leading to civilian deaths in Turkey.

Adding to the complications, the Y.P.G., which has carved out a zone of de facto autonomy from the Syrian government within Afrin and in a larger swath of northeastern Syria, last week allowed some pro-government militias to enter its territory to help the fight against Turkey.

The militias did not include formal army troops, but they flew the Syrian government flag. State television in Syria said the militias were aiding in the defense of the country’s borders but made no reference to Kurdish aspirations.

Turkey’s incursion came soon after the United States said that it would continue to support the S.D.F. even after the fight against the Islamic State ends and that it would help the group form a border force to protect the long frontier its territory shares with Turkey.

Now, the movement of troops away from Deir al-Zour threatens two American objectives there: preventing a resurgence of the Islamic State and curbing the growing influence of Iran, which sponsors militias that fight for the Syrian government.

In another crisis point in Syria, negotiations on Tuesday between the government and Jaish al-Islam, the rebel group that controls the northern and eastern parts of the Damascus suburb of eastern Ghouta, went nowhere. Despite mass civilian casualties and major territorial losses, the armed groups in the enclave refused to

withdraw, according to antigovernment activists.

“The result of the negotiations which Jaish al-Islam took part in yesterday is that the displacement and exit of the armed groups and civilians was refused completely,” said Alaa al-Ahmad, an activist in eastern Ghouta, adding that rebel groups had “refused a policy of displacement.”

Videos published by Syrian pro-government news media showed some residents of the town of Hammouriyeh taking to the streets Wednesday afternoon calling on the rebel fighters to leave. The videos, in which some people could be seen waving Syrian government flags, could not be independently verified.

The residents of eastern Ghouta have lived under a harsh government siege since 2013 and have borne the brunt of a heavy bombing campaign that has pounded the enclave for weeks, claiming the lives of over 800 civilians to date. The bombardment has continued despite a unanimously approved 30-day cease-fire agreed to by the United Nations Security Council that was intended to provide respite and an opportunity for civilians to evacuate.

After the failed negotiations, about 700 fresh pro-government troops arrived on Wednesday, the Syrian Observatory for Human Rights reported, in preparation for a push into the urban heart of the rebel-held enclave.

Syrian and Russian authorities maintain that rebels have shelled the humanitarian corridor and prevented civilians from leaving. The Russian Ministry of Defense, in a briefing on Wednesday, maintained that only 17 people had thus far been able to evacuate through the corridor.

Since the onslaught began less than a month ago, pro-government forces have seized about 40 percent of eastern Ghouta, mostly rural areas. Government forces have exploited loopholes in the cease-fire agreement to continue their advance. ●

Syrie : les forces turques menacent, aux portes d'Afrine

Un assaut contre les miliciens kurdes serait désastreux pour les nombreux civils.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)

MOYEN-ORIENT Depuis samedi après-midi, les forces turques et des groupes rebelles syriens qui leur sont proches se trouvent à 2 km seulement d'Afrine, la principale ville de cette enclave kurde du nord-ouest de la Syrie, que l'armée turque bombarde depuis cinquante jours.

Après l'établissement d'une zone dite de sécurité à l'intérieur du territoire syrien, le long de la frontière turque, l'évacuation des rebelles kurdes d'Afrine est le second objectif militaire de l'opération « Rameau d'oliviers » lancée par la Turquie contre ses ennemis kurdes syriens, liés au PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme une organisation terroriste par Ankara.

Jeudi, au terme de violents combats, les forces turques et leurs alliés syriens avaient capturé Jandaris, une localité à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest d'Afrine, ainsi que le barrage de Maydanki, qui fournit l'eau à Afrine. Vendredi et samedi, d'autres forces ont avancé sur d'autres fronts, au nord-est d'Afrine, après avoir conquis la Brigade 135, un camp d'entraînement des combattants kurdes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Avec la conquête de Jandaris, les Turcs contrôlent les cinq principales localités de l'enclave d'Afrine. Au total, en près de deux mois de bombardements - qui ont tué, selon l'OSDH, plus de 200 civils, 370 combattants kurdes, 42 soldats turcs et 340 rebelles syriens - l'armée turque a récupéré plus d'une centaine de villages, 30 positions stratégiques et plus de 60 % de l'enclave d'Afrine, autonome depuis le départ des forces syriennes en 2012 au début du soulèvement contre Bachar el-Assad.

Vendredi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, affirmait que ses forces



pouvaient à « tout moment » entrer dans Afrine. « Désormais, le centre de la ville est dans une situation d'encerclement », se félicitait le chef d'État turc. Reste qu'une offensive contre une ville densément peuplée est particulièrement risquée. Un assaut aurait des conséquences désastreuses pour les milliers de civils qui s'y trouvent encore, alors que de nombreux éléments armés kurdes y sont retranchés.

Erdogan déterminé

En prévision d'une opération contre

Afrine, les Kurdes ont déployé en renforts 1700 combattants venus des régions plus à l'est, qu'ils contrôlent avec des forces arabes, grâce au soutien de Washington. Mais les États-Unis n'étaient pas favorables à un tel redéploiement de forces kurdes à Afrine, où les troupes américaines sont absentes. D'abord parce que ces combattants dégainent, dans la région de Deir ez-Zor, le front anti-Daech, qui reste l'objectif numéro un de Washington en Syrie. Et surtout parce que les États-Unis ne veulent pas envenimer des relations, déjà passablement dégradées avec leur allié turc. « Nous attendons des États-Unis qu'ils bloquent » l'arrivée de renforts kurdes vers Afrine, avertissait en fin de semaine dernière Ibrahim Kalin, le porte-parole de la présidence turque.

Dans le même temps, Erdogan se faisait une nouvelle fois menaçant, déclarant qu'une fois Afrine « nettoyée des terroristes, nous nettoierons Manbij, Aïn al-Arab (nom arabe de Kobané, NDLR) Tall al-Abyad, Ras al-Aïn et Qamichli », villes plus à l'est administrées par les Kurdes. Quant aux miliciens pro-Assad que le régime syrien a envoyés, il y a quinze jours pour épauler les combattants kurdes d'Afrine, certaines informations indiquent qu'ils ont commencé de se replier. Ce qui - si c'était vrai - montrerait un certain niveau de coordination entre la Turquie et la Syrie, via la Russie, alliée à la fois d'Ankara et de Damas.

Avant même d'envoyer quelques centaines d'hommes auprès des Kurdes, Damas cherchait déjà à monnayer son aide, contre un retour de l'enclave kurde sous son autorité. Un objectif qui est aussi celui de Moscou. « Si les Kurdes reviennent en fin de compte vers les Russes et renient leur alliance avec les Américains, décrypte le chercheur Fabrice Balanche, les Kurdes vont devoir en échange de la protection de Moscou, évacuer la zone frontalière avec la Turquie, restituer Raqqa, Deir ez-Zor, Hassaké et Manbij à l'armée syrienne, et partager la souveraineté de Kobané et de Afrine avec l'armée syrienne. Et tant que les Kurdes n'auront pas accepté ces conditions, Poutine ne va pas empêcher Erdogan de les bombarder. » ■



Des forces turques et des rebelles syriens ont pris le contrôle de la ville de Jandaris, au sud-ouest d'Afrine, samedi.



La nuit où des mercenaires russes ont été tués en Syrie

Dans la nuit du 7 au 8 février, une frappe de l'aviation américaine dans la région de Deir el-Zor, dans l'est de la Syrie, a visé des groupes de combattants pro-régime syrien qui avançaient vers les positions des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par les Etats-Unis. Parmi la centaine d'hommes tués, se trouvaient des mercenaires russes combattant aux côtés des forces pro-gouvernementales.

Accord tacite. Dans cette zone le long de l'Euphrate, se concentrent plusieurs forces locales et étrangères ayant participé à la guerre contre l'Etat islamique qui occupait la région. Une rivalité sur le contrôle des territoires oppose le camp du régime syrien soutenu par la Russie et l'Iran à celui de la coalition occidentale menée par les Etats-Unis qui soutiennent les combattants FDS, Kurdes en majorité. Un accord tacite dit de «déconfliction» entre Russes et Américains prévoit un partage des

zones de contrôle entre leurs alliés respectifs, mais les interprétations divergent.

Au cours de cette nuit du 7 au 8 février, une opération coordonnée par le commandement russe a été lancée par une milice tribale influente ralliée au régime et un groupe de mercenaires russes de la société Wagner, indique à *Libération* une source syrienne de la région de Deir el-Zor. Au total, 400 hommes ont pris part à cette incursion, dont une centaine de Russes, en première ligne. «*Les Russes avaient passé un accord avec les YPG [les combattants kurdes des Unités de protection du peuple, ndlr] pour avancer. Mais ils sont tombés sur une unité des FDS qui n'avait pas été mise au courant et a appelé les Américains*», explique un mercenaire proche de Wagner. L'avancée se faisait en direction du grand champ de gaz de Tabiyah, dit Conoco, convoité par les compagnies pétrolières russes. Sans doute aussi, s'agissait-il de tester la réaction américaine à un débordement vers le territoire sous contrôle de leurs

alliés. Après avoir pris deux petites localités, les assaillants se sont retrouvés sous le feu de l'aviation et l'artillerie des forces américaines, alertées par une concentration d'hommes armés. L'accrochage s'est produit au sud de Deir el-Zor entre les localités de Khucham et Al-Tabyah sur l'Euphrate. Selon les sources locales, une centaine de combattants ont été tués dans le raid, dont 35 Syriens de la milice tribale *Liwa Imam Al-Baqer* (dirigée par le chef Nawaf al-Bachir, qui a perdu deux de ses fils dans l'opération), et 70 mercenaires russes.

Le chiffre correspond à celui avancé par un porte-parole américain de la coalition anti-terroriste, le colonel Thomas F. Veale, qui a indiqué que «*100 hommes des forces pro-régime ont été tués dans une frappe combinée de l'aviation de la coalition et de l'artillerie*». Présenté comme une

opération «*d'autodéfense en réplique à une attaque injustifiée des forces pro-gouvernementales syriennes contre un poste de contrôle des FDS*», l'accrochage a eu lieu à 8km à l'est

de la zone de déconfliction le long de l'Euphrate, selon l'officier américain.

Côté russe, le premier communiqué du ministère de la Défense, le 8 février, signalait l'incident sur la localité de Salhiya en raison d'activités d'observation menées par des milices syriennes (FDS) sans l'autorisation de l'armée russe. Le communiqué précisait qu'il n'y avait aucune force militaire russe dans cette zone, tout en reconnaissant que cinq combattants privés seraient morts dans l'attaque.

«A des fins diverses». Par la suite, alors que les chiffres les plus fantaisistes étaient avancés de toutes parts, Moscou a admis que «*plusieurs dizaines de ressortissants de Russie et de la Communauté des Etats indépendants [anciennes républiques soviétiques] avaient été tués ou blessés lors de frappes américaines survenues le 7 février au niveau de la ville syrienne de Deir el-Zor*». Ce communiqué du ministère russe des Affaires étrangères du 20 février ajoutait que les citoyens russes s'étaient rendus en Syrie «*de leur plein gré et à des fins diverses*», et ne faisaient pas partie de la force militaire russe déployée dans le pays.

HALA KODMANI
et **LUC MATHIEU**



Syrie: 1.700 combattants transférés du front anti-EI vers celui d'Afrine

Raqa (Syrie), 6 mars 2018 (AFP)

QUELQUE 1.700 MEMBRES de la coalition arabo-kurde combattant le groupe Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie vont être redéployés à Afrine (nord-ouest), enclave kurde cible d'une offensive turque depuis janvier, ont annoncé mardi les Forces démocratiques syriennes (FDS).

"Nous avons pris la décision difficile de retirer des combattants de la banlieue de Deir Ezzor et des fronts anti-EI pour les déployer à Afrine", a indiqué à l'AFP Abou Omar al-Idlebi, un responsable militaire des FDS, lors d'une conférence de presse à Raqa.

"Nos parents à Afrine constituent une priorité et leur protection est plus importante que les décisions prises par la coalition internationale" dirigée par les Etats-Unis et alliée aux FDS dans la guerre contre l'EI, a-t-il ajouté.

Ces combattants seront essentiellement composés d'Arabes, originaires du nord de la Syrie, et seront déployés cette semaine, selon la même source.

La Turquie a lancé le 20 janvier une offensive contre l'enclave d'Afrine dans le but d'y déloger la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) qualifiée de groupe "terroriste" et considérée par Ankara comme une menace à sa

frontière.

L'annonce des FDS intervient alors que les forces turques continuent de progresser sur le terrain, avec la prise mardi d'une nouvelle localité, portant à 100 le nombre de villages conquis depuis le début de l'offensive turque, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les Turcs et leurs supplétifs syriens "contrôlent désormais 40% d'Afrine", a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane.

Les FDS, dont les YPG constituent la colonne vertébrale, sont soutenues par les Etats-Unis depuis plusieurs années dans leur lutte contre l'EI.

Désormais stationnées sur la rive est de l'Euphrate, elles ont été le fer de lance de la guerre pour déloger les jihadistes de Raqa, ancien chef-lieu de l'EI, ainsi que de Deir Ezzor.

Elles n'ont toutefois pas reçu de soutien de la part de Washington face à l'offensive turque à Afrine.

"Nous avons combattu Daech et avons aidé la coalition à Raqa, mais celle-ci n'a pas soutenu ses partenaires", a souligné M. Idlebi, utilisant un acronyme en arabe de l'EI. "Nous n'attendrons aucune décision (de la coalition) et nous nous dirigeons vers Afrine". ●

« LA TURQUIE, CET ALLIÉ QUI FRAPPE NOS ALLIÉS »

► Dans un entretien au « Monde », François Hollande sort de la réserve qu'il s'était imposée sur les questions internationales

► L'ancien chef de l'Etat critique l'attitude de la Turquie face aux Kurdes en Syrie : « Quel est cet allié qui frappe nos propres alliés avec le soutien au sol de groupes djihadistes ? »

► « La Russie se réarme depuis plusieurs années, et, si elle est menaçante, elle doit être menacée », affirme l'ancien président



Dans son bureau, rue de Rivoli, le 11 mars.
ÉDOUARD ELIAS POUR « LE MONDE »

« Si la Russie est menaçante, elle doit être menacée »

François Hollande prend la défense des Kurdes d'Afrin et dénonce l'entente entre Moscou et Ankara « pour un partage de la Syrie »

ENTRETIEN
La progression des forces turques contre les Kurdes d'Afrin et l'intensification de l'offensive du régime syrien dans la Ghouta orientale, près de Damas, où ses forces ont isolé la ville de Douma, ont incité François Hollande à sortir de la réserve qu'il s'était imposée depuis son départ de l'Élysée, à propos des questions internationales.

Pourquoi avez-vous décidé de sortir du silence sur la tragédie syrienne ?

Je me sens à la fois solidaire et responsable. Solidaire parce que je n'oublie pas ce que les Kurdes ont pu faire en un moment extrêmement difficile pour permettre à la coalition de chasser Daech de Rakka et au-delà. Il n'est pas possible de célébrer la libération d'une partie de la Syrie et de laisser mourir des populations entières dont on sait qu'elles ont joué un rôle déterminant pour arriver à ce résultat.

Mais je me sens également responsable pour la Ghouta. Je n'avais pas été l'auteur de la fameuse « ligne rouge ». C'est Barack Obama qui l'avait définie à propos de l'utilisation des armes chimiques. En août 2013, les États-Unis, après un bombardement au gaz sarin par le régime [de Damas] dans la Ghouta orientale, plutôt que mener des frappes militaires, avaient préféré négocier avec les Russes et la communauté internationale la destruction de l'arsenal chimique du régime. Nous les avions suivis.

Bachar Al-Assad a néanmoins gardé de telles armes et il n'hésite pas à continuer à y recourir,

même s'il le fait de façon plus discrète et donc plus pernicieuse encore. La Russie, elle, est toujours là pour bloquer aux Nations unies des enquêtes pouvant déboucher

« Après le refus d'intervention en Syrie en 2013, Vladimir Poutine a compris qu'il pouvait annexer la Crimée et déstabiliser l'est de l'Ukraine »

sur des sanctions. Elle est toujours là aussi pour empêcher que des résolutions soient votées au Conseil de sécurité, ou faire en sorte qu'elles demeurent lettre morte.

Que serait-il possible de faire ?

Je ne veux pas compliquer un jeu qui l'est déjà beaucoup. Mais je pense que les puissances démocratiques – j'insiste sur ce mot, démocratique – doivent prendre conscience de leur responsabilité, de ce que peuvent être leur influence et leur rôle.

Il y a en Syrie aujourd'hui trois grands acteurs qui sont à l'offensive. Le régime, bien sûr, qui avance en détruisant avec l'aide de combattants iraniens ou du Hezbollah. Après Alep et d'autres villes, c'est maintenant le tour de Damas, car la Ghouta, c'est la banlieue de la capitale. Le deuxième acteur, c'est la Russie qui, face à l'inertie des pays occidentaux, appuie cyniquement le régime et contribue même aux exactions. Le troisième, c'est la Turquie, qui a compris, après avoir été un moment en conflit avec Moscou, la partie qu'elle pouvait jouer : le partage. Ce n'est pas une coïncidence si ces deux épreuves de la Ghouta et d'Afrin se déroulent au même moment. La Russie a laissé faire Ankara à Afrin, et la Turquie va retirer une partie des rebelles qu'elle soutient de la Ghouta, dont certains pourront même aller en renfort dans l'attaque contre Afrin.

Quelles seraient les mesures les plus urgentes que pourraient demander ces puissances démocratiques que vous évoquez ?

Que les avions du régime syrien bombardant la Ghouta, y compris les hôpitaux et même les cimetières, et que les appareils turcs agissant sur Afrin ne puissent plus survoler ces zones.

Les lignes rouges ne peuvent concerner les seules armes chimiques car cela implique à chaque fois de démontrer leur utilisation et de prouver quel côté l'a fait, alors que toute l'habileté du régime, et de son protecteur russe, est à chaque fois de tenter de semer le doute en évoquant des provocations. En outre, si on ne fixe une ligne rouge que sur l'emploi du gaz sarin, on s'interdit d'intervenir si des massacres sont commis avec d'autres armes. Or, les bombardements délibérés des ►

➤ populations civiles, de quelque nature qu'ils soient, créent une situation humanitaire mais aussi politique inadmissible.

Parler de ligne de rouge sans passer à l'acte décrédibilise les Occidentaux ?

Je n'ai jamais parlé de ligne rouge, ni en 2013 ni plus tard. S'il y a une ligne rouge et qu'elle est violée sans entraîner de réaction, celui qui s'est permis une telle transgression s'autorise tout. Après le refus d'intervention en 2013, le régime syrien n'a pas été le seul à se croire tout permis. Vladimir Poutine a compris qu'il pouvait annexer la Crimée et déstabiliser l'est de l'Ukraine sans risquer d'être mis en cause autrement que par des sanctions.

Pensez-vous réellement possible l'instauration de zones d'exclusions aériennes au-dessus de la Ghouta et d'Afrin ?

Le Conseil de sécurité des Nations unies est bloqué par le veto russe. Mais il est impératif d'affirmer que ces territoires ne peuvent plus être survolés, et notamment Afrin, où c'est un pays extérieur à la Syrie qui utilise son aviation et qui, de surcroît est un membre de l'OTAN.

C'est donc à l'OTAN d'agir sur la question d'Afrin ?

La France fait partie de l'OTAN, avec la Turquie. Mais quel est cet allié à qui certains vendent des armes et qui utilise ses avions pour frapper des populations civiles ? Quel est cet allié turc qui frappe nos propres alliés avec le soutien au sol de groupes djihadistes ? Sachant que des porosités existent entre ces groupes et des entités terroristes.

Est-ce que l'éclatement de ces contradictions n'était pas à attendre au moment où la France et la coalition internationale contre l'EI se sont engagées aux côtés des forces kurdes contre les djihadistes en Syrie ?

J'avais prévu d'associer les Kurdes aux discussions sur l'avenir de la Syrie, dès qu'ils auraient réussi avec leurs partenaires arabes à chasser les djihadistes du nord-est du pays. J'avais veillé à rappeler qu'il ne pouvait être question d'un éclatement de la Syrie.

Par ailleurs, s'il y avait eu des

« En permettant à Ankara de bombarder nos alliés kurdes, Moscou pousse aussi pour une division de l'OTAN »

groupes kurdes partant d'Afrin ou d'ailleurs pour attaquer la Turquie, Ankara serait en bon droit de justifier une action de légitime défense. Mais les Kurdes de Syrie n'ont pas attaqué la Turquie. Ils ont d'autres soucis : ils n'avaient pas terminé leur offensive sur les territoires où l'EI s'est repliée entre la Syrie et l'Irak, au moment précis où la Turquie a lancé son opération sur Afrin.

Pour la Turquie, vous appelez l'OTAN à agir. Mais vis-à-vis du régime, la réaction serait plus compliquée. Pour imposer une zone d'exclusion aérienne, il faudrait une résolution des Nations unies ?

Le sujet est de savoir comment nous devons réagir face à Vladimir Poutine, plus que face à Bachar Al-Assad. C'est la Russie qui est la puissance principale et le risque est sérieux d'une escalade si aucune limite ne lui est fixée.

Nous pouvons faire pression, le faire sur les sanctions, les règles commerciales, la question du pétrole et du gaz. Il faut que l'Occident se rende compte de ce qu'est le danger. On doit parler à Vladimir Poutine, on peut évoquer les relations historiques entre la France et la Russie. Mais ce n'est pas une raison pour la laisser avancer ses pions sans réagir. La position de Donald Trump n'est ni claire ni prévisible, c'est donc à la France, à l'Europe, à l'OTAN de se mettre en mouvement.

La Russie se réarme depuis plusieurs années, et si elle est menaçante, elle doit être menacée. En permettant à Ankara de bombarder nos alliés kurdes en Syrie, Moscou pousse aussi pour une division de l'OTAN. Car il y a à peine un an, Vladimir Poutine n'avait pas de mots assez durs contre le président turc Recep Tayyip Erdogan. Maintenant, ces



Dans le bureau de François Hollande, à Paris, le 11 mars.

ÉDOUARD ELIAS
POUR « LE MONDE »

deux pays se sont mis d'accord pour un partage de la Syrie.

Que demanderiez-vous à Emmanuel Macron sur le dossier syrien ?

Mon devoir est de rappeler ce que j'ai pu faire au nom de la France et ce que cela porte comme conséquence. Si j'ai soutenu les Kurdes dans le cadre de la coalition, ce n'est pas pour les laisser dans la situation où ils sont. Si j'ai été aussi dur sur le régime de Bachar Al-Assad, et je l'ai été avec constance, ce n'est pas pour le laisser liquider son opposition et massacrer son peuple. Si j'ai mené avec les Russes des discussions, c'est pour marquer des points d'arrêt.

Les forces turques et leurs supplétifs syriens sont aux portes d'Afrin. Que signifierait sa chute pour les acteurs que la France soutient dans la région et au-delà ?

Cela signifierait qu'on laisserait tomber nos alliés au lendemain d'une victoire que nous avons cé-

lébrée ensemble, et que ce qui se passerait à Afrin se passerait demain ailleurs. Ceux que nous soutenons ailleurs dans le monde pourraient alors penser qu'ils ne sont pas protégés. Que vaut la parole quand elle n'est plus respectée ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALLAN KAVAL ET MARC SEMO



US Coalition Asks for Pause in Hostilities in Northwest Syria

Rikar Hussein / March 06, 2018
<https://www.voanews.com>

WASHINGTON — The U.S.-led coalition battling the Islamic State (IS) is asking for a pause in fighting in Northwest Syria where the Turkish government and its allied Syrian militias are fighting Kurdish forces in the town of Afrin.

"We call on all parties to take measures to de-escalate violence, avoid endangering civilians, and maintain focus on the fight against Daesh," U.S. Army Col. Thomas Veale, a spokesperson for the coalition told VOA, using the Arabic acronym for IS.

Veale said the call for the cessation of violence is in line with the UN Security Council's vote last week calling for a 30-day break across Syria.

"The Coalition will stand by our SDF partners through a U.N.-led peace process in Syria," he added.

The Syrian Democratic Forces (SDF) is an umbrella organization of several Syrian militias who played a key role in the U.S.-led fight against IS in Syria. Kurdish fighters, known as the People's Protection Units or the YPG, are the backbone of the SDF.

"We call for international dialogue that reduces regional frictions and restores everyone's focus to achieving the lasting defeat of Daesh, which has been and continues to be a significant threat to all our homelands," Veale said.

OPERATIONAL PAUSE

Veale's comments come on the heels of the Pentagon's announcement Monday that the Turkish offensive in Afrin has led to an "operational pause" in eastern Syria where the Kurdish YPG



Members of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) dance a traditional Syrian "Dabka" as they celebrate in front of stadium that was the site of Islamic State fighters' last stand in the city of Raqqa, Syria, Oct. 20, 2017.

fighters are fighting against IS. It said Kurdish fighters have started shifting attention to northwest Syria to repel the Turkish attacks.

The SDF on Tuesday said it was deploying around 1,700 members from frontlines against IS in the middle Euphrates river valley to Afrin in an effort to defend against the ongoing Turkish offensive in the region.

"Today we regretfully make a difficult decision of moving our fighters from the east of the Euphrates and the rural areas of Deir al-Zour, who are stationed in the face of terrorist threats, to the frontlines of Afrin," Abu Omar al-Idlibi, an SDF

commander, said in a press conference.

"We would not have taken this decision if it was not for the failure of the international community to restrain the Turkish aggression," al-Idlibi added.

The Turkish air and ground operation, code-named Operation Olive Branch, started in January against the YPG. Ankara says the operation is to protect its borders from the group, which has gained control over large swaths of land across northern Syria.

Turkey considers the YPG a terrorist organization, alleging the group is an extension of the banned Kurdistan Workers' Party, which has been fighting for Kurdish autonomy in Turkey for decades. The U.S. and EU also consider the PKK a terrorist group.

But the U.S. denies the connections between the PKK and the YPG and considers the YPG to be a key ally in the ongoing campaign against the Islamic State.

U.S STANCE ON AFRIN

Washington has repeatedly asked Turkey to show restraint and has warned that the assault on Afrin could hinder the efforts to drive IS completely out of Syria.

Last week, the U.S. State Department asked Turkey to suspend the operation. France and Germany have made similar demands to Ankara.

Those calls have been forcefully rejected by Turkish officials who say the resolution does not apply to their cross-border offensive.

"There some people confusing Operation Olive Branch that we have been conducting in Afrin with East Ghouta. It is obvious that the U.N. Council's resolution refers to East Ghouta," Turkish Prime Minister Binali Yildirim told the Turkish parliament last Thursday.

The U.N. resolution demands all parties to "cease hostilities without delay" across the country to allow "safe, unimpeded and sustained delivery of humanitarian aid and services and medical evacuations of the critically sick and wounded." ●

Iraqi budget drives another wedge between Baghdad, Kurds

Baghdad's parliament cut Kurdistan's budget this week, adding fuel to the fire regarding their disputes.



Omar Sattar
 March 9, 2018
www.al-monitor.com

BAGHDAD — On March 4, the Iraqi parliament completely disregarded the principle of consensus in place since 2003 and approved the general budget law by majority amid a Kurdish boycott and Shiite and Sunni objections to some sections.

The budget, which was supposed to be approved before the end of last year, cuts the Kurdistan Regional Government (KRG) share to 12.5% from 17%.

Kurdistan Democratic Party leader Massoud Barzani called the reduction "a clear violation of the principle of partnership."

In addition, the budget did not include allocations to the Iraqi Kurdistan peshmerga or Iraq's Popular Mobilization Units (PMU), which some critics said was unfair since those groups had helped defeat the Islamic State.



Arbil, the capital of Iraqi Kurdistan

The Kurdish blocs plan to meet with Iraqi President Fuad Masum to discuss how the budget has worsened the situation between the Baghdad government and the KRG in Erbil. The situation reached the crisis stage after the Kurds overwhelmingly approved an independence referendum in September 2017 and Baghdad responded militarily. Despite their different points of view, Masum is working with the KRG parliament to find a unified stance.

Ahmed Hama, a parliament member with the Kurdistan Alliance →

► electoral coalition, told Al-Monitor, "These negotiations will carry on until the situation is rectified," adding, "We weren't the only ones to object. Other parties dismissed different paragraphs. There are legal ways to amend the budget."

Meanwhile, Rezan Delir, a parliament member for the Patriotic Union of Kurdistan, said in a TV interview March 6 that she believes Kurds will withdraw from the political process until their demands are met.

According to Mohsen Saadoun, a Kurdish Alliance member of parliament's Legal Committee, the Kurdish parties are counting on Masum to veto the budget, or they will have to challenge the law before the Federal Supreme Court.

"The budget law had certain constitutional violations, namely sending the KRG's budget to the four provinces of Kurdistan separately, instead of directly to the KRG government," Saadoun said. "Reducing the KRG's share was not based on any legal text or official census that can be relied on to determine population ratios."

However, Legal Committee member Bader al-Morshedi told Badr newspaper March 4 that the Kurdish blocs' appeal would have "no legal grounds that could help fulfill their demands, especially [regaining] the 17% share, which was initially granted to them by virtue of a political consensus."

"The law is above any and every political consensus or agreement," he added. "The president cannot veto the budget, and his ratification is only a formality. Even if he were to refrain from ratifying it, the budget becomes valid after the expiration of the period specified for ratification."

To reduce or modify the budget, the government would have to propose another law to the parliament. Only then could Kurds negotiate again to amend the law or reach other solutions, such as the prime minister cutting expenditures to address the KRG budget deficit, which would only worsen the Baghdad-Erbil crisis.

On March 6, Masum called for action after meeting with Jan Kubis, the

UN's representative in Iraq. Masum said, "The central and KRG governments desperately need to hold an urgent meeting to discuss the budget."

The Baghdad-Erbil crisis is being aggravated by the closing of airports and border crossings, which the federal government wants to control. Baghdad also wants the income from all the oil extracted from the Kurdish provinces. However, as general elections scheduled for May approach, the budget becomes more and more of a bargaining chip or part of the political agreements that will follow the election.

As for the PMU allocations, Prime Minister Haider al-Abadi issued an order March 8 that PMU members and Iraqi soldiers be paid equal salaries, in a bid to calm the PMU factions along with the political parties that threatened to organize public protests.

Meanwhile, Sheikh Qais al-Khazali, the head of the PMU-affiliated, Iran-backed Shiite paramilitary group Asaib Ahl al-Haq, tweeted, "The fact that PMU fighters are still treated as contractors and not as equals to security service officers, despite all the sacrifices they have made and regardless of all the religious authorities' recommendations, is a real betrayal in every sense of the word."

Iraq's general budget for 2018 is about \$88 billion, with 3.8 million barrels of oil expected to be exported per day at \$46 a barrel. The KRG provides 250,000 barrels of crude oil per day delivered to the national oil company Sumo, while the expected KRG deficit is about \$10 billion.

Other parts of Iraq's budget include the suspension of appointments in the parliament, the presidency, the Cabinet's general secretariat, the prime minister's office and affiliated departments. In addition, the budget includes increasing the sales tax on mobile phone and internet services by 20% and crediting the revenues to the public treasury. ♦

Omar Sattar is an Iraqi journalist and author specializing in political affairs. He has worked for local and Arab media outlets and holds a bachelor's degree in political science.

Daily Mail

March 17, 2018

More than 200,000 civilians flee Syria's Afrin in three days: monitor

By Afp / 17 March 2018
<http://www.dailymail.co.uk>

More than 200,000 civilians have fled the city of Afrin in northern Syria in less than three days to escape a Turkish-led military offensive against a Kurdish militia, a war monitor said Saturday.

"There was fierce fighting throughout the night on the northern outskirts of the city as the Turkish forces and their Syrian allies tried to break into the city," the Syrian Observatory for Human Rights said.

The exodus continued on Saturday with at least 50,000 civilians fleeing the city since the early hours of the morning, according to the Britain-based monitoring group, which relies on sources inside Syria for its information.

"The situation is terrifying," said Observatory director Rami Abdel Rahman.

Turkey and its Syrian Arab rebel allies have waged a nearly two-month offensive on the Afrin enclave, which is held by the Kurdish People's Protection Units (YPG).

Earlier this week, they largely surrounded the enclave's sole city, which was home to some 350,000 people, including people displaced from other parts of the enclave already overrun.

A single escape route remains open to the south to territory still held by the YPG or control-



Civilians fleeing Afrin after Turkey said its army and allied rebels surrounded the Kurdish city in northern Syria, walk towards a Kurdish and Syrian pro-regime forces check point AFP



led by the Damascus government.

"Civilians are fleeing through the southern corridor," Abdel Rahman said.

The YPG has been a vital partner for a US-backed coalition against the Islamic State jihadist group.

But it is seen by Ankara as a "terrorist" offshoot of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been waging an insurgency inside Turkey since 1984.

Afrin has come under heavy air and artillery bombardment by the Turkish army.

On Friday evening, a Turkish bombing raid

struck the city's main hospital, killing 16 civilians, a monitor said.

Turkey's military denied hitting the hospital, saying that its operation in Afrin "is carried out in such a way as to not cause any harm to civilians".

Hospital director Jiwan Mohammed told state news agency SANA that the strikes had severely damaged the facility and put it out of service.

Serwan Bery, co-chair of the Kurdish Red Crescent, said earlier it had been the city's only functioning hospital. ●

AINISSA, SYRIA

Units in Syria revere leader held in Turkey on terrorism charges

BY ROD NORDLAND

At the headquarters of the Syrian Democratic Forces in Ainissa, the normally bustling offices were thinly populated on a recent day as the Kurdish-dominated coalition shifted its fighters to battle against the Turkish invasion in northwestern Syria.

Haqi Kobani, the deputy commander of the S.D.F., was holding the fort in his capacious office, where a portrait of Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., had pride of place. While Kurds hold most of the leadership positions, the S.D.F. is a majority Arab force now, engaged with the Americans in the fight against the Islamic State, mostly in Arab rather than Kurdish areas of Syria.

"Arabs love Abdullah Ocalan too," Mr. Kobani said, casting a glance at the portrait. "There's nothing hidden from our side. Everything we do is obvious and clear to the world."

Many Arabs would probably differ about their love of Mr. Ocalan, whose socialist, radically egalitarian philosophy of governance holds sway throughout the autonomous region, known as Rojava, that the Kurds have carved out in Syria, with the help of the American-led international coalition. Their uneasy alliance, held together by the fight against ISIS, could be severely tested as the Kurds expand their control.

Kurdish aspirations will also come up against an implacable Turkey, which regards a self-governing Kurdish region across its southern border, and controlled by the P.K.K., as nothing short of an existential threat. Those fears led to the offensive against Afrin, a part of Rojava, and Turkey has even talked about attacking farther east, which would put it in conflict with American forces.

In the face of those daunting obstacles, the Kurds have been slowly and systematically building Rojava, knowing that eventually the war will end and the truly difficult job of managing the peace will begin.

For six years they have been establishing local and regional governments, sending foreign affairs representatives abroad, collecting taxes, organizing socialist communes and raising militias. They often describe their revolution as "the project" or "the experiment," the implementation of local self-governing democracy, freedom and equality for women and a socialist system inspired by anarchist and Marxist philosophies.

As ISIS has crumbled in the eastern part of Syria controlled by the Americans and the Syrian Democratic Forces,

Alliance with Kurds grows complicated



Residents of Amuda, in northeastern Syria, protest a Turkish offensive in the country. Turkey regards a self-governing Kurdish region across its southern border as a threat.

the Kurds have moved into what had been majority Arab areas, bringing Mr. Ocalan's principles and governing philosophy along with them. Self-administration governments, after the Kurdish model, have been established in the city of Manbij since the Islamic State was defeated there in 2016, and recently even in Raqqa, after the coalition and their Kurdish-led allies drove the extremists from their self-declared capital last year.

On a recent visit to the predominantly Arab city of Manbij, outside Rojava, strains between the Kurdish leadership and the Arab populace were clearly visible, despite official efforts to deny the problem. But there were also signs of acceptance. An Arab schoolteacher said most Arabs in the town were unhappy with what they see as a Kurdish government, but were afraid to speak out. Visiting journalists found it difficult to speak to Arab residents without government minders' being present.

Many Arabs, the teacher said, speaking on the condition of anonymity because he feared detention, have been particularly unhappy since the reported arrests in January of two Arab men, whose bodies were found 17 days later outside town. Government officials at first told journalists that they could visit family members of the dead men, and also meet with a committee of Arab elders, set up to investigate the killings. The officials said both groups had absolved the Kurdish authorities of blame. But the visit to the families was denied, and while the meeting with the commit-

tee did take place, it happened only in front of half a dozen Kurdish officials.

Reached independently later, at the village of Kabor Emo outside Manbij, the father of one of the victims had a different story. "It was the democratic government, I blame the democratic government," said the father, Muhammad Omar al-Masri, but then he broke off the interview as villagers became angry and agitated at visitors.

Dealing with Arab populations is not the only problem that Mr. Ocalan presents for Kurdish aspirations. The group he leads from prison, the P.K.K., is a designated terrorist organization to Western countries, including the Kurds' American allies. The Syrian Kurds claim they have nothing to do with the P.K.K., but Mr. Ocalan's cultlike popularity in Rojava argues otherwise.

Washington does not consider the Peoples Protection Units, or Y.P.G., the Kurdish militia that is the dominant partner in the Syrian Democratic Forces, a terrorist outfit. They fight alongside American Special Operations troops in Syria, and American military leaders praise them for bringing stable government to the areas they control. That includes areas that are largely Arab, as the Kurds have expanded their writ in the north and ISIS has been reduced to small pockets mostly near the Iraqi border in the south.

"There's a lot of people that do equate them with the P.K.K., but I have not seen any indication of that in my dealings with them," said Maj. Gen. James B. Jar-

rard, the American Special Operations commander in Syria and Iraq.

The Kurdish forces have set up civilian governments that are often run by Arabs in areas where they predominate, and have successfully turned the S.D.F. into a majority Arab force, General Jarard said.

Many independent observers disagree about the Y.P.G. "Everybody knows with a wink and a nod that it's the P.K.K.," said Joost Hilberman, a long-time observer of the Kurds with the International Crisis Group. "The Y.P.G. is an integral part of the P.K.K. command structure."

Salih Muslim, the foreign affairs representative for the coalition representing the civilian side of the Kurdish movement, denied that. "We belong in Rojava, we have organized our people in Rojava, but it doesn't mean we are P.K.K. also," he said. "We decide for ourselves."

But he also defended the P.K.K. and refused to describe it as a terrorist organization, one implicated in attacks that killed civilians. "That is not true now, maybe during the '80s or '90s, but then they agreed internationally to protect civilians and since then I didn't hear of any attack on civilians."

For now, Syria's Kurds and their American allies are doing their best to manage an awkward situation, and not all signs are bleak for the future of Ro-



The image of Abdullah Ocalan, left, founder of Kurdish Workers' Party, or P.K.K., appears on the hall of the Martyrs Institute in Kobani, Syria. He is being held by Turkey.

java. Many Arabs say they are happy with the new authority, even in Arab areas. Younger Arab women have eagerly joined gender equality initiatives and even volunteered for the Y.P.J., the Kurdish women's military force.

At the Hassan al-Amin High School in Manbij, a group of Arab teenage boys gathered outside after classes were dismissed, so that people could join demonstrations in town against the Turkish attack on Afrin. All of them said they looked forward to joining the Manbij

Military Council as soon as they were old enough to fight. While the council is majority Arab, its leadership is Kurdish and it is under the ultimate control of the Kurdish military and part of the Syrian Democratic Forces.

Ali, 14, said his father had joined; Thebet, 13, said the same of two of his brothers. "I will be the first to join, as soon as I graduate," said Ahmed, 16, the tallest.

Karam Shoumali contributed reporting from Berlin.

Le Parisien

LUNDI 12 MARS 2018

Hollande au secours des Kurdes

L'ancien président va lancer un appel pour interdire les bombardements turcs au nord de la Syrie.

PAR HENRI VERNET

FRANÇOIS HOLLANDE reprend du service... sur le dossier syrien. Selon nos informations, il s'apprêterait à lancer un appel pour la création d'une « no fly zone » – en clair, zone d'interdiction de survol aérien – au nord de la Syrie. Précisément là où l'aviation turque bombarde jour après jour, depuis le lancement de l'opération militaire Rameau d'olivier il y a près de deux mois, les Kurdes syriens, combattants comme civils. L'objectif est d'obtenir enfin un répit dans l'offensive menée par l'armée turque et ses suppléants syriens, pour la plupart des djihadistes ayant fui les fiefs déchus de Daech. De source kur-

de, ces bombardements ont déjà provoqué la mort de 240 civils et en ont blessé plus d'un millier, dans la région frontalière de la ville d'Afrine.

FAIRE PRESSION SUR ANKARA

Mais pourquoi Hollande s'en mêle-t-il ? « Parce que c'est lui qui fut le tout premier dirigeant étranger à nous aider militairement et diplomatiquement, dès novembre 2014 », explique Khaled Issa, représentant en France du Rojava, ce territoire autonome kurde au nord de la Syrie, autoproclamé pendant la guerre civile qui ravage le pays depuis six ans. A l'époque, le président socialiste avait fourni des armes et envoyé des conseillers militaires français auprès des miliciens kurdes qui se battaient pour libérer



François Hollande a reçu hier en toute discrétion le diplomate kurde Khaled Issa.

Kobané de l'emprise de Daech.

L'ex-chef de l'Etat a reçu hier en toute discrétion le diplomate kurde, venu avec ses cartes d'état-major de la zone de guerre, dans ses bureaux de la rue de Rivoli (Paris 1^{er}). « Il a bien compris que le combat d'Afrine, aujourd'hui, est l'exacte réplique de Kobané et qu'il faut agir, explique Khaled Issa. Car, en chassant les Kurdes, Erdogan (NDLR : le président de la Turquie) réinstalle à leur place les djihadistes. Ces

derniers pourront recommencer à former des terroristes qui iront frapper en France ! »

Le régime turc ne s'embarasse pas de ces considérations. Ce qui lui importe, c'est d'interdire à tout prix la constitution à sa frontière d'un Kurdistan indépendant, dans lequel il voit une base arrière pour le PKK, parti prokurde de Turquie.

Avec son appel, François Hollande entend donc adresser un « signal » pour que la France, mais aussi ses alliés améri-

cains, qui ont tous quelque peu laissé tomber les Kurdes une fois réglé le problème Daech, se réengagent. « Il ne s'agit pas pour lui de prendre en défaut son successeur, Emmanuel Macron », jure l'entourage de Hollande. Mais « d'aider à faire bouger les lignes », convaincre des capitales à hausser le ton et faire pression sur Ankara. Et, selon un bon connaisseur du dossier, l'Elysée serait prêt à appuyer voire relayer l'appel de Hollande.

Avec les Kurdes bombardés par Erdogan

Pour les Kurdes, Afrine est un symbole, celui de la « résistance au fascisme turc ».



Poudrière. Afrine, au Kurdistan syrien, est assiégée et bombardée par des milices islamistes soutenues par l'aviation et les forces spéciales turques. Reportage.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL JÉRÉMY ANDRÉ, À AFRINE (SYRIE)

« **A**bandonnez les bus et courez vous cacher dans ce village ! » Premier à se relever après l'explosion, *heval* Serdar, soudain métamorphosé en officier intrépide, hurle cet ordre. Il y a dix minutes, il n'était encore qu'un binoclard de 19 ans. Un jeune

« camarade » (*heval*, en kurde) parmi un gros millier de civils venus de tout le nord de la Syrie pour manifester à Afrine contre « l'invasion d'Erdogan ». La ville kurde est visée depuis le 20 janvier par une opération conjointe de milices rebelles syriennes et de l'armée turque. A 10 kilomètres de la destination, une pluie d'obus a stoppé net le convoi. Des bus, tous feux

éteints, hommes, femmes, enfants, vieillards, désarmés et terrorisés, sont sortis et ont attendu dehors, indécis. Le tonnerre d'une frappe aérienne s'est abattu sur un tournant, entre deux bus, et a décidé tout le monde à prendre ses jambes à son cou. Puis l'artillerie ennemie a canonné de nouveau, pilonnant ceux qui avaient traîné.

Une guerre chasse l'autre. Soutenues par la coalition internationale menée par les Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS), le pendant militaire de la fédération du Rojava, le Kurdistan syrien (*voir p. suivante*), ont chassé le « califat » de Raqqa, sa capitale syrienne, en octobre 2017. Daech est vaincu, mais les Kurdes se défendent aujourd'hui contre l'armée d'Erdogan, qui veut faire plier les principales forces militaires kurdes de la région, les YPG et le PKK, des « organisations terroristes » selon l'Etat turc, cibles désignées de l'opération Rameau d'olivier, qui vise à les chasser de leurs bastions.

Afrine est une proie facile. Elle est enclavée, séparée du reste du Rojava par une bande de territoires tenus au nord par les rebelles et au sud par Damas. Impossible pour les Kurdes de vaincre sans l'aide du régime, demandée au titre de la défense du territoire national. Mais Bachar n'a pour l'instant envoyé que des drapeaux et des portraits brandis ici ou là à Afrine, dans des rassemblements peu spontanés, qui tiennent plus d'opérations de communication que d'un réel soutien populaire. Plus significatif, quelques centaines de ■■■

Exode. Des milliers de civils kurdes fuient la région d'Afrine, le 12 mars, sous le feu des frappes turques commencées en janvier dans le cadre de l'opération Rameau d'olivier.



■ ■ ■ miliciens chiïtes liés à l'Iran sont partis au front lundi 19 février. A peine arrivés, ils sont tombés comme des mouches sous les frappes turques avant d'être retirés de la bataille après à peine deux semaines. A ce stade, le Rojava, baigné de l'idéologie révolutionnaire d'Ocalan, parie en réalité davantage sur l'agit-prop et la mobilisation générale. D'où ce convoi de manifestants pour faire d'Afrine un symbole, celui de la «résistance au fascisme turc».

Convoi. Dans le bus qui se rend à Afrine, les adolescents sont tous coiffés de foulards à franges typiques de la région. «*Mon surnom, Sêal, veut dire les "trois couleurs du drapeau" du Rojava, jaune, rouge, vert*», explique une jeune brune de 19 ans au charisme électrique. C'est la meneuse, elle fait tourner ses cheveux en dansant entre les sièges. Son ami Malek, le DJ du voyage, enchaîne les tubes kurdes et syriens, mêlant tirs de kalachnikov et chants révolutionnaires. Les gamins fument Gauloise sur Gauloise, leurs cigarettes préférées, font pleuvoir une averse de selfies et s'égosillent. Des heures durant, la steppe du nord de la Syrie défile, les bus cahotent entre les nids de poule et les barrages des YPG. Ils traversent Ain Issa, quartier

général des FDS, et ses camps humanitaires à la grille desquels les déplacés de Raqqa s'agglutinent pour saluer le convoi. La nuit venue, ils font un arrêt à Kobané, ville martyre qui avait été en 2014 le grand symbole de la résistance des Kurdes contre Daech.

Au fil du chemin, le convoi de Qamishlo s'est grossi de véhicules venus de toute la fédération. Il y a des Yézidis du Sinjar, une montagne du nord de l'Irak assiégée par Daech à l'été 2014, qui y a massacré des villages entiers et kidnappé des milliers de femmes et d'enfants. Mais aussi des Arabes de la vallée de l'Euphrate, de Deir ez-Zor, de Raqqa, de Tabqa, dont les tribus soutenaient autrefois Daech... Le 22 février, quand le convoi reprend la route de Kobané, il comprend au moins 130 bus et vans, et transporte un gros milliers de manifestants. Il dépasse finalement Manbidj, à l'ouest de l'Euphrate, une ville dont la libération, à l'été 2016, avait été le premier coup de boutoir contre le califat. Dans des villages à l'ouest de Manbidj, on atteint la fin des zones tenues par les FDS. Au-delà, il faut franchir 150 kilomètres de zones contrôlées par le régime. Le passage du convoi est bien entendu négocié. Seuls les civils syriens sont autorisés à passer. Au premier poste



Déséquilibre. Bruska Hassake, porte-parole du commandement des YPG à Afrine : « Dans cette guerre, nous ne combattons pas des hommes, mais les technologies modernes des Turcs. »

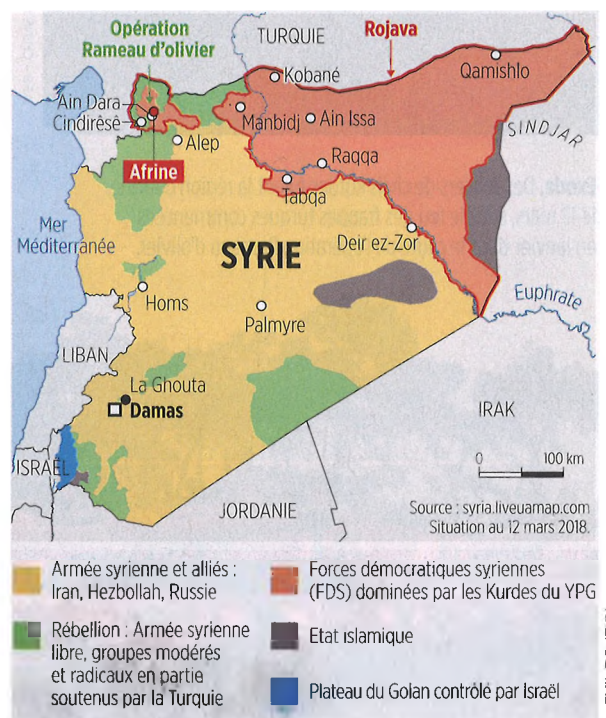
de l'armée syrienne, des officiers de Bachar el-Assad inspectent tous les véhicules.

L'un d'eux remarque un garçon à la peau très blanche, à l'arrière du bus des jeunes de Qamishlo. Il porte des lunettes d'intellectuel, une veste kaki et est amputé de la main droite. Il est resté discret, à l'écart, tout le trajet. «*Tu es kurde, toi ?*» lui demande le soldat syrien en arabe. Le jeune homme paraît interloqué : il ne parle pas arabe. C'est en fait un Turc, il se surnomme *heval* Serdar. Il a quitté son pays natal il y a quatre ans pour rejoindre un mouvement de résistance turc à l'étranger. Le soldat répète sa question. Sozdar, un gamin de Qamishlo, vient à la rescousse de Serdar : «*Oui, Monsieur, on est des Kurdes de Qamishlo!*» Et de discuter avec Serdar en kurde pour prouver son fait. Le soldat lâche l'affaire. La traversée du régime jette ainsi d'abord un froid. Sur des routes défoncées, les véhicules serpentent dans des villages en ruine – ce sont d'anciens territoires de l'EI, libérés en 2016. Comme des spectres, des habitants hêlent les bus. De ceux-ci des chants et des cris leurs répondent. Certains entonnent : «*Vive la Syrie unie!*»

Lors d'une pause, Serdar raconte finalement son histoire. «*J'ai perdu ma main lors d'un combat dans la*

Une mosaïque de territoires

La Fédération démocratique du nord de la Syrie (voir carte ci-contre) est une institution régionale mise en place par les Kurdes de Syrie. Affaibli par la guerre civile, le régime s'est retiré dès 2011 du Rojava, autrement dit le « Kurdistan de l'Ouest », ou « Kurdistan de Syrie », suivant une géographie héritée du nationalisme kurde. Les principales forces militaires kurdes du Rojava sont regroupées au sein des YPG (initiales kurdes des Unités de protection du peuple, la milice des Kurdes de Syrie), proches d'Abdullah Ocalan, fondateur du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), mouvement révolutionnaire, fondé au Kurdistan de Turquie, qui mène depuis plus de trente ans une guérilla contre les forces d'Ankara. Cependant, autour de Qamishlo comme d'Afrine, les zones à majorité kurde ne peuvent être résumées à la présence du PKK ou des YPG et sont en fait de véritables arlequins politiques, ethniques et religieux. La fédération inclut de vastes territoires arabes, chrétiens et yézidis (adeptes d'une religion pré-islamique), libérés de l'Etat islamique (EI, ou Daech en arabe) ■



EMILIE BUZYNI



montagne du Zab, en Irak. Les soldats turcs avaient pris deux collines. Il pleuvait, c'était le moment de contre-attaquer. Je suis tombé nez à nez avec deux d'entre eux, je leur ai jeté une grenade. Ils sont morts. Mais, quand j'ai voulu lever la main pour faire signe à mes camarades de me suivre, une balle explosive l'a sectionnée. Pas de chance!» Lui n'est pas venu que pour manifester. Si on lui donne une arme, il ira se battre. «Je me débrouille très bien juste avec la main gauche.»

Après deux jours, le convoi atteint la poche d'Afrine. La joie des manifestants explose. Les chants kurdes repartent de plus belle, les habitants des villages traversés viennent saluer les nouveaux arrivants. Mais, immédiatement, l'artillerie turque se fait entendre. Elle cible directement le convoi. Dans le bus de Qamishlo, on coupe le son et la lumière, tout le monde s'assoit par terre entre les sièges, quelques irréductibles persistent à chanter. A 10 kilomètres du but, les bombes tombent si près des véhicules que les chauffeurs éteignent les phares, s'arrêtent et font descendre les passagers sur les routes de montagne. L'artillerie cesse.

Un calme inquiétant s'installe. Au bout d'un quart d'heure, un rugissement de réacteur d'avion déchire le ciel de pleine lune. Une



immense explosion jette tout le monde à terre. On retient son souffle et une pluie d'éclats et de grosses pierres projetées par la bombe s'abat sur des centaines de mètres alentour. Dans le nuage de poussière qui se dissipe, Serdar se redresse et donne l'ordre à tous de fuir pour se cacher dans le village à proximité. Mais un peu plus haut sur la route, près du point d'impact, un homme reste à terre, le crâne en sang, les mains à côté. Des activistes internationaux européens se précipitent et chargent le corps dans un bus qui part en trombe malgré le risque d'être ciblé, en direction de l'hôpital d'Afrine. Quelques secondes plus tard, les canons tonnent de nouveau, des obus s'abattent sur la route quasi déserte. Le blessé

Vie. D'origine arménienne et yézidie, Sêal (ci-dessus à gauche) est une meneuse des organisations de jeunesse du Rojava. Dans les bus, les jeunes dansent et chantent à la gloire de la résistance d'Afrine.

sera déclaré mort à l'hôpital. Il s'appelait Salem el-Khalif, c'était un jeune Arabe de 28 ans venu de Jezrah, une ville sur l'Euphrate entre Raqqa et Deir ez-Zor.

Pour la nuit, les passagers du convoi ont trouvé refuge dans les sous-sols des maisons du village. A Basutê, les bombardements sont permanents depuis le début de l'opération, il y a un mois. Dans son refuge, la «camarade» Sêal débat avec Muhammad Ahmed el-Fannam, un vieil homme arabe de Jezrah, le même village que la victime de la frappe. «Je suis venu pour montrer notre solidarité, se justifie ce vieux cheikh. Nous sommes passés dans les zones du régime et nous n'avons eu aucun problème. Dès que nous sommes arrivés ici, Erdogan nous bombarde. On veut une Syrie unie. On ne veut pas d'ingérence!» De temps à autre, les murs des maisons tremblent, les regards des enfants se figent. Finalement vient une accalmie dans les bombardements. Serdar, Sêal et leurs copains en profitent pour remonter dans un van et rejoindre le centre d'Afrine.

Dernier verrou. A 15-20 kilomètres des fronts, la ville ignore la guerre. Sur trois collines, surmontées comme des maisons troglodytes par des rangées d'immeubles compacts et surpeuplés, elle conserve une petite Syrie multi-ethnique, vestige du brassage de Kurdes, d'Arabes et de Yézidis qui a disparu de toutes les régions voisines. D'après les autorités locales, le canton abriterait 900 000 habitants, dont 400 000 déplacés qui ont fui d'autres régions de Syrie. Malgré les combats et les bombardements dans les campagnes, les rues klaxonnent et vrombissent, les passants marchent et palabrent. Le point de ralliement est la station de bus. Toute la journée, les jeunes y dansent la dabka, genre de ronde kurde, y regardent du théâtre politique, y écoutent des discours et en partent pour manifester en ville. Dans cette station, le Croissant rouge kurde a installé des tentes où se côtoient les visiteurs du convoi et des villageois qui ont dû fuir leur maison à cause ■■■

Après deux jours, le convoi atteint la poche d'Afrine. La joie des manifestants explose.



face, c'est l'Etat islamique, Jabhat al-Nosra, des Afghans, des groupes islamistes. Ce sont eux qui encerclent Cindirê. » Cette petite ville à 20 kilomètres au sud-ouest est le dernier verrou qui garde l'entrée de la plaine d'Afrine. Début mars, elle est tombée, ouvrant un boulevard aux Turcs pour encercler la ville et commencer les combats urbains.

Résistance. Le régime interviendra-t-il avant que cela ne se produise ? Les Kurdes y croient de moins en moins. Fin février, Brusk Hassake évoque entre 400 et 1 000 miliciens chiites pro-Bachar venus prêter main-forte aux YPG. « Tant que les Russes laissent l'aviation turque opérer, ça ne renversera pas la vapeur », nuance Abdel Rahman Salman, 50 ans, membre du comité diplomatique du canton d'Afrine. Il connaît bien les négociations avec la Russie et le régime, et ne se fait pas d'illusion : « Les Russes utilisent les Turcs pour qu'Afrine soit sous le contrôle de Bachar el-Assad. » Longtemps, des troupes russes basées à Afrine avaient été l'assurance-vie des Kurdes, jusqu'à leur retrait soudain à la veille de l'offensive. « La Russie a ensuite fait une proposition au canton d'Afrine : remettre au régime le contrôle total sur l'administration, les infrastructures et la population ! Mais c'était évidemment inacceptable. Nous avons sacrifié trop de martyrs pour capituler sans condition. »

■■■ des bombes ou de l'avancée de l'ennemi.

Les Yézidis ont été les premiers à fuir pour ne pas subir le même sort qu'en 2014 au Sinjar, craignant que les milices soutenues par la Turquie comptent des anciens de l'EI. « Avant 2011, nous étions 50 000 à Afrine, détaille Pir Abdulrahman Shamo, un des chefs des Yézidis de la région. Fin 2017, nous n'étions plus que 35 000. En un mois d'opération, 10 000 ont été déplacés, dont 1 000 qui ont directement fui à l'étranger. » Trop proches du bastion pro-turc d'Azaz, les villages de Qastal et de Bafliyoun ont été immédiatement désertés. En outre, les milices ennemies ont dynamité deux sanctuaires dont elles se sont emparées. Un geste qui rappelle lui aussi les exactions du Sinjar, qualifiées par un rapport de l'Onu de « génocide ». Les crimes contre le patrimoine ne sont d'ailleurs pas que le fait des milices : le 26 janvier, c'est l'aviation turque qui a bombardé les ruines vieilles de trois mille ans du temple hittite d'Ain Dara, endommageant gravement ce site. En son centre, dans l'énorme cratère qu'elle a laissé, on trouve encore des fragments de la bombe turque.

« Ils détruisent notre culture en ciblant Ain Dara, Basutê, Nabi Udi et tous ces sites archéologiques. Celas'ap-

pelle du nettoyage ethnique ! » s'emporte Hevi Mustafa, coprésidente du canton d'Afrine. La cheffe des autorités locales est une de ces innombrables femmes fortes qui peuplent les administrations de la fédération, marquées par une stricte parité. « La Turquie utilise les réfugiés syriens qu'elle accueille comme un moyen de pression contre les pays de l'Union européenne. Et aujourd'hui elle attaque Afrine pour y installer une partie des 3,5 millions de réfugiés syriens qui vivent en Turquie », ajoute la coprésidente, commentant des déclarations des dirigeants turcs.

Porte-parole du commandement des YPG à Afrine, Brusk Hassake lance le même cri d'alarme : « Les médias turcs disent que les Kurdes d'Afrine ne sont pas les propriétaires de cette terre, qu'ils s'y sont installés seulement récemment. (...) Déjà, les villages le long de la frontière ont été lourdement bombardés, en particulier avec des roquettes, depuis le début de l'opération. Il n'y a plus un mètre qui n'ait été atteint par des armes lourdes. »

Contrairement à la propagande très optimiste d'autres responsables, Brusk Hassake ne fanfaronne pas. « C'est la deuxième armée de l'Otan qui nous attaque, avec des technologies allemandes, des armes russes et américaines. (...) Et nous ne combattons pas juste la Turquie. En

Colère. Dans les rues d'Afrine, sur la pancarte d'un manifestant, au premier plan : « Stop aux bombardements à Afrine. »



Nettoyage. Gule Jumo, le « ministre de la Défense » d'Afrine : « Les Turcs ont amené des prêcheurs à la frontière, qui ont fait des discours au nom de l'islam appelant à éliminer enfants, femmes, jeunes et toute personne désarmée. Le plan de la Turquie est un changement démographique. »

Quant à la communauté internationale, elle a été incapable d'imposer aux Turcs la fin de leurs opérations en application du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité de l'Onu. Les habitants d'Afrine se préparent donc à une bataille urbaine sans merci. Dans son appartement, une vieille femme reçoit les jeunes de Qamishlo et leur explique : « Ils veulent prendre nos terres mais nous ne partirons pas. Vous avez vu ce qu'ils ont fait à la martyre Barin Kobané ? » Début février, une vidéo filmée par une milice ennemie montrait le corps d'une jeune commandante de 23 ans, capturée, mutilée. « S'ils arrivent en ville, s'ils menacent de me capturer, je préfère avoir une ceinture d'explosifs pour me faire sauter. » ■

JERÉMY ANDRÉ (X2)

Les habitants d'Afrine se préparent à une bataille urbaine sans merci.

Syrie: vers une fin tragique à Afrine et dans la Ghouta orientale

Dans le Nord-Ouest, les Kurdes sont encerclés par les Turcs. Près de Damas, les rebelles sont aux abois.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

SYRIE Est-ce une coïncidence ? Après plusieurs semaines de bombardements meurtriers, les offensives menées séparément par le régime syrien contre les rebelles de la Ghouta orientale et par la Turquie contre ses ennemis kurdes d'Afrine sont sur le point d'aboutir. Non loin de la capitale, les troupes loyales à Bachar el-Assad, appuyées par leur allié russe, contrôlent désormais 70 % de l'ultime enclave rebelle aux portes de Damas. Au nord-ouest de la Syrie, les forces turques et leurs alliés parmi les insurgés syriens encerclent, quant à eux, la ville d'Afrine, tenue par les combattants kurdes.

Jeudi, les forces pro-Assad ont repris la ville clé de Hamouriya dans le sud de la Ghouta orientale. La grande majorité des insurgés du groupe islamiste Faylaq al-Rahman se sont retirés, tandis que 7 000 civils ont fui, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). À pied, à moto ou en voiture, ces derniers ont gagné, à travers un couloir ouvert par le régime, des zones tenues par le gouvernement syrien. Il s'agit du plus grand nombre de civils à quitter le bastion rebelle, depuis le début, le 18 février, d'une vaste offensive lancée par le régime ayant tué près de 1 250 civils, dont plus de 250 enfants, et fait plus de 4 800 blessés, selon l'OSDH.

À Hamouriya, l'avancée des loyalistes a été précédée par des bombardements d'une rare intensité dans la nuit de mercredi à jeudi, qui ont tué 48 personnes, selon l'OSDH. Dans le nord de l'enclave, l'autre groupe rebelle puissant, l'Armée de l'Islam qui contrôle Duma, la plus grande ville de l'enclave, a négocié avec la Russie, par l'intermédiaire des Nations unies, l'évacuation de civils, blessés et malades. Jeudi, un convoi humanitaire des Nations unies de 27 camions d'aide en nourriture a pu pénétrer à Duma pour soulager les souffrances de 25 000 personnes. Au prix de bombardements intensifs, le pouvoir syrien - auquel Moscou a renouvelé son appui jeudi - est parvenu à couper en trois l'enclave, isolant les groupes rebelles les uns les autres.

Les Kurdes abandonnés

Près d'Afrine, l'étau ne cesse également de se resserrer. Là aussi, les forces pro-turques ont déjà capturé plus de 70 % de l'enclave tenue par les combattants kurdes, depuis le départ en 2012 des forces syriennes dans la foulée de la révolte



Environ 7 000 civils ont fui la Ghouta orientale à travers le couloir d'évacuation ouvert, jeudi, par le régime syrien. LOUAI BESHARA/AFP

contre Assad. Rezan Hedo, conseiller média des miliciens kurdes, dit craindre un « massacre » si les forces turques lancent l'assaut sur Afrine. En 24 heures, 30 000 civils ont, là aussi, pris le chemin de l'exode vers des villages au sud, tenus par Damas. Mais depuis trois jours, l'unique voie de sortie d'Afrine est visée par des bombardements. Et mercredi, 10 combattants parmi les forces pro-régime venues soutenir les miliciens kurdes ont péri dans des frappes turques. Selon certaines informations, certains de ces renforts pro-Assad ont, eux aussi, commencé de quitter Afrine, abandonnant les Kurdes à leur sort.

« Afrine et la Ghouta sont deux opérations menées en parallèle, analyse un diplomate des Nations unies, en charge du dossier syrien. Ce n'est pas un hasard si, ces derniers jours, les choses se sont précipitées. À Afrine, le fruit est mûr et devrait tomber, et dans la Ghouta, des négociations ont eu lieu, sans l'ONU, entre rebelles, Russes et le régime ». « Il y a un deal, selon ce diplomate, entre Russes et Turcs, ces derniers reprendront Afrine aux Kurdes grâce à une bénédiction de Moscou, et le régime syrien accélère sa reconquête de la Ghouta avec là encore l'appui russe ».

À Afrine, la question est de savoir si les combattants kurdes résisteront aux forces turques ? « Oui », soutiennent leurs porte-parole. « Les Kurdes n'ont pas d'autre choix que de quitter leurs positions », répond, de son côté, le diplomate onusien. Selon lui, « leurs alliés américains, qui ne sont pas venus les secourir à Afrine, leur conseilleront de se replier pour ne pas risquer un bain de sang dont les civils seraient les premières victimes ».

Bref, les combattants kurdes risquent d'être les grands perdants de la nouvelle donne enclenchée dans le nord de la Syrie. D'autant que des informations font état de négociations entre Turcs et Américains pour calmer le jeu dans la ville voisine de Manbij, à 100 km à l'est d'Afrine, qu'Ankara jure de prendre également aux Kurdes, mais où sont stationnés quelque 200 militaires américains. Pour éviter un clash entre alliés, « une formule » aurait été trouvée au terme de laquelle les combattants kurdes - qui administraient Manbij, ville à majorité arabe, après en avoir chassé Daech en 2016 - seraient remplacés par des insurgés syriens pro-turcs en lien avec les soldats américains.

« Si les Kurdes perdent le contrôle des régions d'Afrine et de Manbij à l'ouest de l'Euphrate, cela va gravement nuire à leur projet d'autonomie à l'est de l'Euphrate où ils sont minoritaires face aux Arabes », prévient, jeudi, le chercheur Hassan Hassan dans le journal émirien *The National*. Selon lui, les Kurdes ont commis une erreur en refusant le plan russe, présenté juste avant l'offensive turque, qui visait à remettre Afrine au régime syrien. « Les Kurdes auraient au moins préservé une certaine présence qu'ils risquent de perdre complètement lorsque Afrine tombera », estime Hassan Hassan. D'où la colère, teintée de rancœur à l'égard de l'Occident, exprimée par un militant kurde, joint par Twitter, près d'Afrine : « Pourquoi un tel silence en Occident, s'insurge Abdulrahman. C'est votre façon de nous remercier d'avoir sacrifié nos hommes pour lutter contre Daech, après avoir arrêté des djihadistes qui venaient de vos pays ? » ■

ÉVÉNEMENT

Marianne

N° 1096 Du 16 au 22 mars 2018

POLITIQUE

ERDOGAN, LE PRÉSIDENT DJIHADISTE CHÉRI

Le maître de la Turquie a poussé la manipulation des foules au paroxysme. Il vante désormais aux enfants les beautés du martyr islamiste. Les parents applaudissent. PAR MARTINE GOZLAN

Il faut voir et revoir cette scène. Il faut cliquer sur la vidéo et regarder le maître de la Turquie, pays membre de l'Otan, faire monter une toute petite fille sur la scène de son meeting, le 24 février à Kahramanmaras, dans le sud du pays. Une adorable bambine de 6 ans, costumée en militaire et coiffée d'un béret de l'armée. On se dit, tiens, bientôt carnaval. Raté, ce n'est pas mardi gras pour la mignonne, c'est djihad roucoulé par le président. Elle pleure, elle a peur, le loup se penche tendrement : « *Son drapeau turc est dans sa poche, si elle tombe en martyr, inch Allah, on l'enveloppera dedans...* »

EXTASE COLLECTIVE

La foule est en délire, et ce n'est pas une figure de style. Un délire dûment cerné par Sigmund Freud, en 1921 déjà, dans son essai *Psychologie collective et analyse du moi*. « *Il suffit de peu pour qu'un lien religieux intense se convertisse en intense excitation sexuelle* », écrit le médecin de Vienne. Quand Erdogan évoque la petite fille autocroquée toute crue par son sacrifice, la foule hurle de volupté en agitant ses drapeaux. Bambinette sanglote de plus belle et la foule se trémousse dans des déhanchements djihad-nationalistes moulés dans le drapeau et le hidjab. C'est la même chose. Deux rideaux tombent sur la raison. C'est long, c'est bon, ça n'en finit pas. Seule la poupée terrifiée voudrait que ça s'arrête. Nos commentateurs qui ont adulé les mêmes envoûtés, de la prise de pouvoir d'Erdogan, à l'époque qualifié de démocrate, jusqu'à la révolte de la jeunesse, place Taksim à Istanbul, en juin 2013, rivalisent d'analyses sociopolitiques pour expliquer ce désolant revirement. Naguère, quand

l'auteur de ces lignes commettait en 2011 un essai sur l'imposture turque (Grasset), appuyé par des enquêtes de terrain réalisées pour *Marianne*, les mêmes hurlaient : « *Imposteurs vous-mêmes !* », tant ils refusaient d'être arrachés au songe de l'islamisme idéalement modéré qui faisait les beaux soirs du gauchisme politico-médiatique. Oubliée, la vieille promesse d'Erdogan de transformer les minarets en baïonnettes, les mosquées en casernes et les croyants en soldats ! N'étaient-ils pas, eux aussi, soumis à la même divine pâmoison qui faisait voguer le lider turco maximo sur la houle des foules ?

La puissance des charmeurs de micros est prodigieuse, Charlie Chaplin l'avait magistralement mise en images. Souvenons-nous du nourrisson enrubanné brandi par le dictateur Hynkel et imaginons ce que Charlot aurait fait de la scène atroce du meeting de Kahramanmaras. Se serait-il attardé sur l'heureux père qui amène la fillette et vient la rechercher ? Sur les braves gens qui peuplent les gradins et frissonnent d'une extase collective bien supérieure au frisson privé des alcôves ? « *Les relations amoureuses forment le fonds de l'âme collective* », écrit Freud. Ce que tous les grands politiques savent par cœur sous tous les cieux. Mais comment la transe peut-elle conduire à plébisciter le non-droit – Erdogan a liquidé la justice, les médias, l'opposition, tous les contre-pouvoirs – et à ovationner l'épouvante, l'appel au sacrifice humain ? Le public du meeting est-il particulièrement barbare ?

ÉCHEC DE LA DÉISLAMISATION

La ville de Kahramanmaras, située aux confins de l'Anatolie, n'est pas une bourgade perdue, mais une pré-



PUBLIC EN TRANSE, ENFANT EN PLEURS
Le 24 février à Kahramanmaras, en plein meeting, le président turc a fait monter sur scène une petite fille habillée en soldat national.

LA PUISSANCE DES CHARMEURS DE MICROS EST PRODIGIEUSE. QU'AURAIT FAIT CHARLOT DE LA SCÈNE ATROCE DU MEETING DE KAHRAMANMARAS ?

fecture de plus de 500 000 habitants. Elle a un musée archéologique et doit compter plusieurs bibliothèques, des lycées en nombre. En quoi cela est-il significatif ? Les Allemands qui ovationnaient Hitler avaient fréquenté lycées et bibliothèques. La comparaison n'est pas si outrée : Erdogan propose, en public, à une petite fille de mourir, inch Allah, dès que possible, et il est en train de perpétrer une liquidation ethnique à Afrin contre les Kurdes, héros et héroïnes de la résistance à l'Etat islamique.

Qui sont les amants et amantes d'Erdogan sur les gradins ? Ils ne pensent plus. Ils sentent le vertige de la vie qui s'accouple avec la mort. Le cher Freud, qui ne sait pas encore en 1921 qu'il finira ses jours en exil à Londres, chassé loin du 19 Berggasse, son cabinet viennois, par la fièvre des masses nazies, relève : « *L'affectivité d'une foule subit une exagération extraordinaire tandis que son activité intellectuelle se trouve considérablement rétrécie.* » Les intellectuels ont été les premiers traqués en Turquie.

Les artistes, les écrivains, les journalistes, les enseignants. Beaucoup sont aux quatre coins du monde. La Turquie que nous aimons, celle du prix Nobel de littérature Orhan Pamuk, du musicien Fazıl Say, de l'écrivain Nedim Gürsel qui ne perd pas une occasion de vanter le goût d'un verre de raki sur le Bosphore, cette Turquie a été chassée d'elle-même. A sa place pavoise celle à qui Erdogan parlait le langage du refoulé antikémaliste : l'islam, le passé dominateur et anti-

occidental. « C'est parce que le projet de désislamisation d'Atatürk a échoué qu'Erdogan est plébiscité par une Turquie profonde ayant résisté au kémalisme », écrivait dans nos colonnes Eric Conan en 2016, à propos de l'inauguration par le président d'un pont sur le Bosphore nommé pont Selim I^{er}-le-Conquérant, le jour anniversaire de la prise de Constantinople par les Ottomans, le 29 mai 1453. On n'avait pas vu davantage cet échec de la désislamisation dans l'Iran du

chah. Lors de la révolution de 1979, les intellectuels parisiens se donnèrent avec jouissance à Khomeyni comme ils se donneraient à Erdogan de 2003 à 2013. Michel Foucault se précipita à Téhéran : les grands esprits sont eux aussi aimantés par l'attraction des foules.

Ce qui se passe en Turquie aujourd'hui suscite l'effroi. La raison, l'humanisme, l'éthique, la beauté, tout ce qui peut conduire les hommes à repousser les clameurs obscènes de

la foule pour se retirer dans la libre et féconde solitude de leur être, est pourchassé et interdit. Cependant, en dehors des multiples associations de droits civiques – saluons l'action de nos amis de Reporters sans frontières –, on ne voit que des remarques bien légères adressées au dictateur d'Ankara. La peur des foules, sans doute. L'un des proches d'Erdogan, Ahmet Ogras, préside notre Conseil français du culte musulman. ■

Courrier
international

19 mars 2018

Syrie. Chute d'Afrine : une conquête majeure pour les Turcs

Courrier international -19/03/2018
www.courrierinternational.com

Les forces turques ont pris dimanche 18 mars le contrôle de la ville kurde d'Afrine, située au nord de la Syrie. Après cette incursion significative en Syrie, contre des alliés des Américains, la Turquie va-t-elle poursuivre son offensive plus loin dans le pays ?

La prise s'est faite avant l'aube. Dimanche matin, les forces turques et leurs alliés syriens, des combattants de l'Armée syrienne libre, sont entrés à Afrine, en Syrie. Une victoire pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, un peu moins de deux mois après le lancement de l'opération "rameau d'olivier" pour déloger de cette ville kurde du nord du pays la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), des alliés de Washington dans la lutte contre les djihadistes. Ankara, qui craint la contagion des velléités autonomistes kurdes syriennes aux Kurdes de Turquie, considère les forces kurdes comme "terroristes".

Les troupes ont rencontré peu de résistance : selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, 250 000 personnes avaient quitté Afrine depuis mercredi et il ne reste plus que quelques milliers d'habitants dans la ville. "La plupart des terroristes avaient déjà fui, la queue entre les jambes", a commenté M. Erdogan lors d'une conférence de presse dimanche, rapporte le quotidien turc Hurriyet. Le dirigeant turc a précisé qu'une opération de déminage était en cours. Dans la journée circulait une vidéo présentée comme tournée à Afrine, et relayée par CNN, montrant des soldats tirant en l'air en signe de célébration et déployant le drapeau turc sur un bâtiment public. On pouvait aussi voir, sur des photos, des

soldats déboulonnant une statue de Kaveh le forgeron, un héros de la mythologie kurde. L'agence de presse officielle syrienne SANA a de son côté fait état de pillages menés par les forces ayant envahi la ville.

Pour autant, les membres des YPG n'ont pas l'intention de quitter les armes : ils ont promis de passer à une nouvelle phase de guérilla contre les troupes turques et leurs alliés syriens. Et l'administration locale kurde a promis que ses combattants deviendraient un "cauchemar permanent" pour l'armée turque.

"LE RÊVE DES KURDES SYRIENS A SUBI UN COUP TERRIBLE"

Quel bilan tirer de l'offensive sur l'enclave ? Selon M. Erdogan, 3 603 militants ont été "neutralisés" - un terme utilisé pour désigner les militants blessés, tués, capturés ou qui se sont rendus, précise Hurriyet. Les autorités turques ont annoncé 46 soldats tués dans leurs rangs. Alors qu'Ankara nie avoir visé des civils, SANA écrit qu'ils sont "plus de 1100" à avoir "été martyrisés ou blessés". Quant à l'OSDH, il évalue à 1500 le nombre de combattants kurdes tués, ainsi que 400 rebelles alliés à la Turquie, et à plus de 280 le nombre de civils tués.

Au-delà des pertes humaines, "le rêve des Kurdes syriens de créer un État autonome s'étendant à travers le nord du pays a subi un coup terrible dimanche", estiment les correspondants du LA Times dans la région. Une analyse partagée par le New York Times, qui ajoute que la prise d'Afrine a renforcé "l'empreinte croissante de la Turquie" en Syrie. Pour le quotidien libanais L'Orient-Le Jour, "la prise de Afrine est un revers sans précédent pour les Kurdes de Syrie, partenaires privilégiés de la coalition internationale dans la lutte contre l'organisation État islamique en Irak et en Syrie, et qui sont montés en puissance depuis 2014. Damas, qui pensait que les Kurdes allaient être dans l'obligation de lui céder la province, a également perdu son pari. Il voit au contraire le principal parrain de l'opposition renforcer son emprise sur son



Les forces turques et leurs alliés de l'Armée syrienne libre à Afrine, au nord de la Syrie, le 18 mars 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

territoire."

"Le risque à Afrine est que beaucoup d'habitants qui reviendront sont kurdes et verront la Turquie comme l'agresseur", prévient toutefois le correspondant de la BBC en Turquie, pour qui l'offensive pourrait s'avérer contre-productive. "L'opération à Afrine va-t-elle en réalité pousser plus de gens dans les bras des YPG?", interroge-t-il.

Le pouvoir turc pourrait enfin vouloir pousser l'assaut plus loin en Syrie. Plusieurs fois par le passé, M. Erdogan a promis d'étendre l'offensive à d'autres territoires kurdes dans le nord syrien, notamment Manbij, où sont stationnées des troupes américaines. Une offensive qui menace d'alimenter les tensions avec Washington, qui s'est allié avec les YPG dans sa lutte contre les djihadistes du groupe État islamique. Mais, relève le correspondant de CNN, pour l'heure, "les Américains sont restés largement silencieux". Ils "semblent être restés là, regardant leurs alliés kurdes être mis en pièces par les Turcs." ♦

L'Europe veut contrer les espions turcs sur son sol

Les justices européennes coopèrent pour empêcher les agents du MIT d'éliminer des responsables kurdes

Les justices européennes veulent s'attaquer aux commandos itinérants des puissants services secrets turcs (MIT) contre les dirigeants kurdes liés au PKK. Depuis 2017, la Belgique, l'Allemagne et la France ont accru leur coopération judiciaire afin d'empêcher les agents du MIT d'agir à leur guise en surveillant et en liquidant les principaux chefs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Cette offensive a été relancée par le dépôt d'une plainte pour « menaces de mort », le 1^{er} décembre 2016, à Bruxelles par Remzi Kartal, l'un des principaux représentants de la communauté kurde en Belgique. Sa démarche faisait suite à la réception, sur son téléphone portable, de trois messages émis d'un numéro ukrainien. Leur contenu permettait de faire un lien direct avec des événements visant des membres de la communauté kurde en Allemagne et en France, et montrait l'étendue du périmètre d'action du MIT.

« Tu té (sic) réjouis des déclarations de la personne de Brême. (...) Nous t'aurons toujours à l'œil jusqu'à ta mort », indiquait le premier message. L'allusion faisait référence à l'arrestation, fin 2016, à Brême, de Mehmet Fatih Sayan, suspecté de s'être fait passer pour un journaliste de la télévision kurde afin d'espionner les principales figures kurdes, dont Yuksel Koc, président de l'association des Kurdes d'Allemagne. Dénoncé par son ex-compagne, Sayan, présenté par le procureur, lors de son procès à Hambourg en octobre 2017, comme « un agent du MIT depuis 2013 », a été jugé pour espionnage. Il a été remis en liberté et n'a écopé que d'une faible peine, faute « de preuves », a dit le tribunal.

Le deuxième message – « nous avons donné la mort à ceux qui devaient être éliminés (...) un hasard que tu aies pu t'échapper » – évoquait l'assassinat, à Paris le 9 janvier 2013, de trois hauts responsables du mouvement kurde en France, Sakine Cansiz, Fidan Do-

gan et Leyla Söylemez au siège du Centre d'information du Kurdistan (CIK). Le 16 janvier, Omer Güney, le chauffeur de M^{me} Cansiz, l'une des fondatrices du PKK, se rendait à la police pour aider les enquêteurs.

De témoin, il devenait vite le seul auteur présumé. La justice française a estimé qu'il travaillait pour le MIT et l'a renvoyé devant la Cour d'assises, mais l'action publique s'est éteinte avant qu'il soit jugé, après son décès de maladie, en décembre 2016.

Un policier et « un tireur d'élite »
Enfin, le troisième message – « nous allons faire en sorte que les gens qui t'entourent t'abattent » – faisait écho à d'autres éléments fournis par Remzi Kartal qui ont permis aux enquêteurs belges d'entendre, en juin 2017, le champ de leurs investigations. Il est, en effet, apparu qu'un salarié d'origine kurde, Hacı A., avait été approché par son employeur, habitant à Lovendegem, en Belgique, pour qu'il travaille pour le « gouvernement turc », selon un document judiciaire belge. Cet homme a alors tenté de recueillir des informations sur Remzi Kartal et Zubeyir Aydar, un autre dirigeant kurde en Belgique, avant qu'il lui soit demandé de passer à l'étape suivante : « Liquidier les personnes concernées », d'après le même document.

Placés sous surveillance, Hacı A. et ses deux agents traitants ont été contrôlés, le 14 juin 2017, par des policiers à Bruxelles dans un véhicule immatriculé en France. Ces derniers, qui communiquaient avec des numéros de téléphone français, montrèrent leur carte de police turque en guise de papier d'identité.

Le chauffeur et propriétaire de la voiture résidait, lui, à Argenteuil (Val-d'Oise). Deux jours plus tard, selon la justice belge, ces deux hommes rencontraient quatre autres Turcs, à Paris. Parmi eux, selon la même source, se trouvaient un policier turc de haut rang et « un tireur d'élite ».

« Les Européens ne veulent pas d'assassinats en pleine rue, d'où les tactiques d'infiltration douce du MIT »

ADEM UZUN
conseil exécutif du KNK

La présence en France de ces individus a conduit la justice belge à émettre, le 14 octobre 2017, « une décision d'enquête européenne » par laquelle elle sollicitait l'aide du ministère public pour obtenir des éléments sur leurs agissements en France, susceptibles d'être rattachés au MIT. Des soupçons renforcés par le rôle de « coordination » des activités du MIT en Europe prêté, par la Belgique, dans sa demande d'entraide, à un haut responsable de la diplomatie turque à Paris.

La France avait déjà eu connaissance de menaces visant Remzi Kartal. Le réquisitoire définitif du 9 juillet 2015, dans l'affaire du triple homicide contre les dirigeants kurdes à Paris, avait déjà conclu qu'Omer Güney, un Turc ultranationaliste infiltré, avait pris part à une campagne d'assassinats lancée par le MIT, visant les cadres du PKK en Europe, « dont Remzi Kartal ». Que son nom apparaisse de nouveau, en tant que cible du MIT, montre que les services secrets turcs n'auraient pas cessé, depuis 2012, jusqu'à aujourd'hui, de traquer les responsables kurdes en Europe.

La sonorisation des parloirs d'Omer Güney, lors de son incarcération à Fresnes (Val-de-Marne), avait, par ailleurs, montré les liens étroits existant entre le suspect et des agents du MIT en Allemagne et en Belgique. Des perquisitions menées par la police allemande avaient même confirmé le projet d'évasion de Güney monté avec l'appui logistique du MIT, prévue lors d'un sé-

jour à l'hôpital parisien de la Salpêtrière. Dans son enquête actuelle, la justice belge a, d'ailleurs, saisi son homologue allemande au regard de nombreux éléments de l'affaire Kartal rattachés à son territoire.

« Impunité »

Le gouvernement turc a toujours nié être impliqué dans les opérations visant les dirigeants kurdes en Europe. Le MIT a démenti, publiquement, le 14 janvier 2014, les accusations le concernant, notamment celles sur le triple assassinat à Paris. Fortes des éléments fournis par la Belgique et faute d'avoir obtenu justice, les familles des trois victimes ont déposé, lundi 12 mars, à Paris, une nouvelle plainte contre les coauteurs de ces assassinats en soulignant « la connexité qui paraissait exister entre ces entreprises criminelles en Europe ». Selon l'un de leurs avocats, M^e Antoine Comte, « l'impunité de ce genre de crime, parce que la Turquie serait un pays ami, constitue un grave danger pour les opposants politiques réfugiés à Paris ».

Interrogé par *Le Monde*, Adem Uzun, principale figure du conseil exécutif du Congrès national du Kurdistan (KNK), basé à Bruxelles, qui fédère la communauté kurde en Europe, s'est dit peu optimiste sur l'avancée de la justice européenne face aux intérêts des gouvernements. « Les pays européens ne veulent pas d'assassinats en pleine rue, d'où les tactiques d'infiltration douce du MIT, mais je ne suis pas sûr que l'Europe se soucie pour autant du sort des responsables kurdes sur son sol. A ce jour, quand la justice fonctionne, c'est davantage pour dire à Ankara : "Attention, on sait ce que vous faites", que pour condamner. Au grand jour, la Turquie dit respecter les traités internationaux mais, en réalité, elle agit comme un Etat bandit. » ■

JACQUES FOLLOROU

Syrie : les Turcs prennent Afrine aux Kurdes

Les soldats turcs et leurs alliés islamistes syriens se sont emparés de la cité kurde. La partition du nord du pays est enclenchée.

GEORGES MALBRUNOT
@GeorgesMalbrunot

SYRIE La bataille de la ville d'Afrine n'a finalement pas eu lieu. Les forces turques et leurs alliés syriens anti-Assad contrôlent désormais la quasi-totalité de cette cité du nord-ouest de la Syrie. Dimanche soir, leurs ennemis - les combattants kurdes qui contrôlaient Afrine depuis le retrait des troupes syriennes en 2012 - avaient quitté la ville, tandis qu'une poignée de civils, encore présents, se terraient dans des caves.

Ces derniers jours, alors que l'étau se resserrait sur une ville qui n'a pas été détruite, plus de 150 000 civils, effrayés par l'intensification des bombardements turcs, avaient pris le chemin de l'exode. « Les derniers sont allés dans des zones tenues par le régime syrien à Shahbaa au nord d'Alep et dans les villages de Nobl et Zahra », confie Adlelsallam, un activiste kurde près d'Afrine, joint sur Twitter. Quant aux ultimes miliciens, ils se sont repliés, selon lui, à Shahbaa et Manbij.

La défaite est cuisante pour les Kurdes, qui avaient fait d'Afrine le laboratoire de leur autonomie dans le nord de la Syrie, frontalier de la Turquie. Deux mois après avoir lancé son opération militaire baptisée « Rameau d'olivier », Ankara a réalisé son



objectif de chasser de l'enclave d'Afrine les miliciens kurdes du PYD, liés au PKK, le Parti des travailleurs kurdes, considéré par Ankara comme une organisation terroriste, en raison d'une guérilla meurtrière menée par celle-ci sur le sol turc, depuis des décennies.

Avant l'aube dimanche, les forces turques et les insurgés syriens ont pénétré dans Afrine par l'est, l'ouest, et le nord. Sans rencontrer de résistance, ils ont immédiatement célébré leur victoire en détruisant aux cris d'Allah Akbar - « Dieu est grand » - les portraits d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK, emprisonné en Turquie. « Maintenant, le drapeau turc flotte là-bas ! Le drapeau des Forces syriennes libres flotte là-bas ! », se félicitait peu après le prési-

dent turc, Recep Tayyip Erdogan. À Afrine, des équipes des forces spéciales traquaient les mines, laissées par les combattants kurdes derrière eux, tandis que des vidéos diffusaient des images de stocks d'armes souterrains abandonnés par les miliciens kurdes. Dans deux jours, les Kurdes d'Afrine ne célébreront pas leur Norouz - le Nouvel An - en se recueillant devant la statue de Kawa, héros de la résistance kurde, qui a été détruite par les forces turques.

Nettoyage ethnique

En deux mois d'offensive, 46 soldats turcs ont été tués, mais plus de 1 500 combattants kurdes ont perdu la vie, en majorité dans des frappes aériennes et des tirs d'artillerie. « Où sont les meilleurs combattants anti-Daech comme les vantaient leurs alliés occidentaux ? », s'interroge, sarcastique, un responsable turc. « Il ne s'agit que d'un retrait, le combat continue », répond dans un tweet Saleh Mouslim, l'un des responsables kurdes syriens, tandis qu'un communiqué annonce le début de la guérilla kurde contre les « forces d'occupation » turques dans le Nord syrien.

Ankara soupçonnait les Kurdes d'avoir transformé Afrine et sa région en un vaste réseau de fortifications en vue d'attaquer la Turquie. En capturant cette enclave, les Turcs relient géographiquement le secteur d'Afrine à la région voisine à l'est d'Azaz et de Djarabulus, qu'ils ont déjà conquise aux Kurdes à l'été 2016.

La Turquie compte reloger dans l'enclave d'Afrine des réfugiés syriens, qu'elle accueille sur son territoire. Quitte à pratiquer une opération de nettoyage ethnique. En

effet, contrairement aux autres régions gérées par les Kurdes plus à l'est, Afrine avait la particularité d'être majoritairement peuplée de Kurdes, aux côtés d'Arabes. Mais de nombreuses questions se posent. Qui va administrer la région d'Afrine ? « Les Turcs vont créer une administration locale sur le modèle d'Azaz et de Djarabulus », répond au Figaro un diplomate en charge du dossier syrien. Quels insurgés seront aux commandes ? « Les rebelles originaires d'Afrine demandent aux Turcs que ce soient eux, mais certains venus d'autres régions ne sont pas d'accord », ajoute le diplomate. Sur certaines vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, on aperçoit déjà, paraissant dans Afrine, des leaders islamistes, expulsés d'Alep-Est fin 2016. Des pillages de maisons kurdes par des insurgés arabes ont également eu lieu, relève Elizabeth Tsurkov, spécialiste du conflit syrien.

Fort de cette victoire rapide, Ankara ne cache pas sa volonté de poursuivre sa campagne militaire contre d'autres poches kurdes, plus à l'est. « Espérons qu'avant d'autres combats, la Turquie et les Kurdes puissent parvenir à des arrangements grâce à une médiation américaine », veut croire le chercheur Emile Hokayem.

Une chose est sûre : la chute d'Afrine aux mains de la Turquie dessine une nouvelle carte de la guerre dans le nord de la Syrie. La partition du pays s'accélère. ■



Des rebelles syriens soutenus par la Turquie marchent dans les rues d'Afrine, dimanche en Syrie. BULENT KILIC/AFP

Erdogan s'installe en Syrie

CONQUÊTE L'armée turque est en passe de s'emparer du canton d'Afrine avec le bon espoir de mettre fin au rêve d'un État chez les Kurdes syriens

C'est l'un des exodes les plus massifs et rapides que la Syrie ait connus en sept ans de guerre civile. Des milliers de familles ont encore emprunté hier le seul corridor ouvert pour fuir l'enclave kurde d'Afrine (nord-ouest du pays) devant l'avancée de l'armée turque et de ses supplétifs syriens. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), depuis mercredi, ils seraient 200.000 à avoir gagné les territoires plus au sud contrôlés par le régime de Bachar El-Assad ou ceux à l'ouest encore aux mains des combattants kurdes des YPG (Unités de protection du peuple). « Ça n'arrête pas, des centaines de familles continuent d'arriver », témoignait vendredi soir Mohamed Ali, un jeune professeur arrivé le matin dans le village de Naboul, en zone gouvernementale, avec sa femme et sa mère. D'autres n'ont pas eu sa chance. Selon l'OSDH, 11 personnes essayant de fuir sur un tracteur ont été tuées hier lors d'un raid aérien turc.

Restent aussi ceux qui n'ont pas quitté la ville d'Afrine. Combien sont-ils encore ? « Plusieurs dizaines de milliers », affirmait hier au JDD Rolat Adele, un médecin travaillant dans le dernier hôpital ouvert, dans l'ouest de la localité. « Mais nous n'avons plus de chirurgiens ni d'anesthésistes », ajoutait-il. Toujours selon l'OSDH, l'aviation turque aurait frappé vendredi soir l'hôpital Afrine, le plus important de la ville, où sont notamment soignés les combattants kurdes. Seize civils seraient morts, mais l'armée turque a nié l'attaque. Des tirs d'artillerie auraient aussi frappé différents quartiers ces dernières heures. Pour autant, le médecin ne semble pas inquiet. « La ville est assez calme, affirme-t-il. Moi, je ne vais pas m'en aller. Je ne suis pas un combattant. »



Hier, des combattants syriens soutenus par la Turquie font face à des réfugiés au check-point du village d'Anab. BULENT KILIC/AFP

La chute d'Afrine semble imminente. « Compte tenu de la suprématie aérienne de la Turquie et de sa puissance de feu, l'issue de la bataille laisse peu de doutes », estime Julien Barnes-Dacey, spécialiste du Moyen-Orient à l'European Council on Foreign Relations. D'autant que les troupes turques et les brigades de rebelles syriens qui leur sont fidèles sont aux portes de la ville. Une source au sein de ces rebelles nous expliquait même hier que les forces spéciales turques

200 professeurs et une « nouvelle police » dans les zones contrôlées par la Turquie

avaient pénétré à l'intérieur d'Afrine dès vendredi soir. Même si des bâtiments ont été piégés et que des combats de rue sont à prévoir, les capacités de résistance des forces kurdes semblent limitées. La Turquie affirme avoir neutralisé 3.500 militants YPG depuis le 20 janvier. Hier, Rolat Adele, le médecin, expliquait n'avoir croisé que quelques combattants dans la ville. Et selon divers témoignages, les responsables du commandement militaire auraient déserté. « Ces connards ont fui les premiers », s'emporte Mohamed Ali, très remonté.

Deux mois après avoir lancé l'opération Rameau d'olivier, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est en passe de parvenir à ses fins : éliminer sur une partie de la frontière la présence des Kurdes des YPG, qu'il accuse d'être le pendant syrien du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), l'ennemi absolu. « Il met aussi un terme définitif au rêve des autorités kurdes de Syrie d'établir un grand État dans le nord du pays », complète Julien Barnes-Dacey.

Galvanisé par cette victoire, Erdogan va-t-il pousser son avantage ? Depuis des mois, il répète que le prochain objectif est Manbij, ville au nord d'Alep bien plus stratégique qu'Afrine. Ankara a engagé des discussions avec les États-Unis pour qu'ils demandent aux YPG de s'en retirer. « Pour avoir les Turcs de nouveau de leur côté, les Américains pourraient céder à la demande et lâcher leurs alliés kurdes », souligne Julien Barnes-Dacey.

Quid de ces territoires après avoir chassé les « terroristes », comme les appelle Ankara ? « Nous voulons redonner Afrine à ses propriétaires légitimes », a prévenu Erdogan. L'idée serait d'y transférer des centaines de milliers de réfugiés syriens présents sur le sol turc, certains depuis le début de la guerre. Des populations à majorité arabe. L'opération modifierait ainsi la composition ethnique et religieuse de la région. Parmi les groupes rebelles syriens engagés dans l'opération Rameau d'olivier, certains revendiquent d'ailleurs

un islam radical, laissant craindre des exactions contre les Kurdes mais aussi contre les Yézidis, une des minorités présentes dans le canton d'Afrine.

Cette recomposition démographique pourrait s'accompagner d'une colonisation pure et simple, déjà visible dans les zones du Nord syrien conquises en 2016. Les nouvelles écoles y sont sous contrôle d'Ankara, qui a envoyé 200 professeurs ainsi que des forces de sécurité, appelées « nouvelle police », et du personnel administratif. Dans la petite ville de Jarablus, une poste turque a été établie. « À Azaz ou à Al-Bab, des émetteurs téléphoniques Turkcell [opérateur turc] ont été érigés », assure un responsable d'association syrien qui souhaite conserver son anonymat. Et de poursuivre : « L'autre jour, nous voulions distribuer des médicaments dans la région de Jarablus. Nous avons consulté le conseil de la ville, mais il ne peut rien décider. Désormais, tout cela est géré depuis la Turquie. » ●

ANTOINE MALO

Syrian Rebels, Backed by Turkey, Seize Control of Afrin

By CARLOTTA GALL and ANNE BARNARD / MARCH 18, 2018
<https://www.nytimes.com>

GAZIANTEP, Turkey — Turkish-backed Syrian rebels seized control on Sunday morning of the city of Afrin, the target of a two-month military operation against Kurdish militias in the enclave in Syria. The takeover dealt a blow to Kurdish aspirations for self-administration there and added to Turkey's growing footprint in the country.

The Syrian rebel forces, which have served as advance troops for the Turkish operation, seemed to have entered the city without a fight, after the Kurdish People's Protection Units, or Y.P.G., withdrew to the surrounding hills. But residents described chaos as fleeing civilians were trapped by artillery and by Turkish airstrikes.

The seizure of Afrin, a mainly Kurdish city near the Turkish border, came as other Syrian rebel groups appeared close to collapse in the besieged enclave of eastern Ghouta, in the suburbs of Damascus. Syrian forces have split the enclave into three parts under a blistering barrage of artillery and airstrikes.

On Sunday, President Bashar al-Assad was photographed visiting troops near the front line.

The Y.P.G. denied that the city had fallen and said that fighting was continuing. But a growing number of witness accounts and social media posts indicated that the Free Syrian Army had entered.

"Afrin is free!" Hussein Ali, 23, a fighter with the Free Syrian Army, shouted with excitement



Turkish-backed Syrian rebels in Afrin, Syria, on Sunday, after seizing control of the city. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse — Getty Images



Civilians ran for cover in Afrin on Sunday. Tens of thousands had already evacuated as the fall of the city neared. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse — Getty Images

when contacted by telephone. "It was cleared early today. Kurdish fighters pulled out toward the surrounding mountains, and they're still sniping at us."

Negotiations were underway between Ghouta's two main rebel groups and Syrian and Russian officials, which could lead to some fighters being evacuated to rebel-held areas in the north. Some 20,000 civilians have already fled to government-held areas.

But a coalition of civilian groups, saying that their concerns needed separate representation, called for guarantees of safety for medical workers, civilian activists and others who could face arrest by government security forces, amid reports that some of those fleeing had been detained.

In recent days, doctors in Ghouta have described desperate scenes as families trying to flee were bombarded by government warplanes, drones and artillery, leaving the wounded — including women and children — lying in the street and cut off from medical care.

In Afrin, too, tens of thousands of civilians have fled in recent days, as Turkish troops encircled the city but left a corridor open to the south.

A unit of the rebel force, which comprises several groups that fight under the banner of the Free Syrian Army, posted video of its fighters strolling through the empty streets between deserted high rises. "The Syrian National Army inside Afrin city," one of them says to the camera.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey announced the takeover of the city in a speech at a commemoration ceremony in Gallipoli on Sunday, hailing the Turkish and Syrian soldiers who had accomplished the takeover as heroes.

"This morning at 8.30 a.m., Afrin city center was completely taken under control by F.S.A. members, who are supported by our Turkish military," he said. "The majority of terrorists had already escaped, their tails between their legs." Turkish special forces were assisting in clearing mines and weaponry left behind,

he added.

The operation was a turnabout for the Syrian fighters, who had originally taken up arms to fight their government and are now fighting Syrian Kurds who had sought a measure of autonomy in Syria. Turkey, one of the main backers of Syrian rebels, has shifted its focus to preventing the Y.P.G., which it considers a terrorist organization, from establishing a foothold along its border. It has enlisted rebels, including some displaced from their homes by the Y.P.G.

The events have fueled fierce controversy among Syrian opposition activists, with some saying that Syrian rebels were working for Turkey against other Syrians. Even some members of the Turkish-backed rebel force expressed ambivalence, with one fighter saying on the eve of the battle that the revolution had gone off course.

But others argue that Turkish protection is the best bet for establishing areas free of government control and bombing.

The Turkish military released footage of a soldier hanging a Turkish flag from the first-floor balcony of the governor's office in Afrin, as a fighter next to him waved a Syrian opposition flag.

Mr. Erdogan vowed to rebuild the region to allow citizens to return.

"We will take all kinds of steps for people of the region currently living in our country and other places to turn back to their homeland, houses as soon as possible," he said.

The process appeared to be starting in the southern Turkish city of Gaziantep on Sunday as Syrian opposition leaders and activists from Afrin gathered at a hotel to select council members to run an administration in the city, including policing arrangements.

Arabs, Kurds and other minorities, including Yazidis, Alawites and a Christian ⇒



Syrian civilians ride their cars through Ain Dara in Syria's northern Afrin region as they flee Afrin city on March 12, 2018

⇒ from Afrin, took part in the council meeting, which was closed to the news media. Many had taken refuge in Turkey in recent years because of their opposition to the Y.P.G., and 15 people had also traveled from Afrin for the meeting, organizers said.

Turkish officials will post Turkish troops and Free Syrian Army fighters to secure the wider region but intend to leave the internal security of the city to the local police, according to Abdolaziz Tammo, the Kurdish politician who organized the meeting. He is the head of the Syrian Kurds Independent Association.

Mr. Tammo has been campaigning for Syria's Kurds to break free of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., and its affiliate, the Y.P.G.

Mr. Tammo said he blamed the Syrian government and the P.K.K. for collaborating in the assassination of his brother, the politician Mashaal Tammo, in 2012.

Mr. Ali, the Free Syrian Army fighter, said that many of the Kurdish troops had abandoned their guns. "The fighters left their weapons behind," he said. "We found many on the ground and in the trash." But he said five of his comrades had been killed by land mines.

Mr. Ali vowed to continue the fight to his hometown, Manbij, where American forces are based and where they have been working



A statue in Afrin of Kawa the Blacksmith, a figure from Kurdish and Persian mythology, was toppled by the rebels on Sunday. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse — Getty Images

alongside Y.P.G. forces to defeat Islamic State militants in Syria.

Other rebel fighters posted photographs of their units, holding the opposition Syrian flag aloft, at the main intersections and before a statue on Afrin's central square. Later, photographs showed that the rebels had toppled the statue of Kawa the Blacksmith, a figure from Kurdish and Persian mythology who is celebrated on March 21, the time of the Kurdish New Year.

Discussions erupted on social media over

why the Free Syrian Army had felled the statue. Some said that the fighters probably thought it represented the Kurdish leader of the P.K.K., which is designated a terrorist group.

Video also circulated on social media of residents of the city emptying the former stores of the Kurdish militias. One man carried a sack of grain away on his shoulder, and women rushed back and forth piling up food in the courtyard. ●



18 MARS 2018

Scènes de pillage à Afrine après l'entrée des forces pro-turques



Des rebelles syriens alliés à la Turquie se livrent à des pillages dans la ville kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, après avoir pris le contrôle de la cité le 18 mars 2018 ©BULENT KILIC, AFP

Source: AFP 18/03/18
<http://www.7sur7.be>

Des rebelles syriens alliés à Ankara se sont livrés dimanche à des pillages dans la ville kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, après avoir pris avec les forces turques le contrôle de la cité, selon une ONG et des correspondants de l'AFP.

Vidéo de sa population de 350.000 habitants, la ville était le principal objectif de l'offensive lancée le 20 janvier par la Turquie pour chasser de sa frontière la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).



Des supplétifs syriens des forces turques transportent des motos récupérées dans des actes de pillage après la prise de la ville kurde d'Afrine, dans le nord-ouest de la Syrie, le 18 mars 2018 ©BULENT KILIC, AFP

Cette faction qualifiée de "terroriste" par Ankara, est un allié précieux de Washington dans la lutte anti-djihadiste. Après l'entrée des forces turques et leurs supplétifs syriens dans la ville, les rebelles "ont commencé à piller les biens des habitants, ainsi que des bâtiments politiques et militaires, mais aussi des magasins", a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Des correspondants de l'AFP ont vu des magasins pillés, et des rebelles charger pêle-mêle dans des pick-up cartons de nourriture, chèvres, couvertures, et même des

motos empilées les unes sur les autres, avant de quitter la ville. C'est au volant de tracteurs que ces combattants ont notamment remorqué des voitures hors de la ville.

Un habitant avait indiqué à l'AFP plus tôt dans la journée avoir vu des combattants voler des voitures et piller des magasins. Quelques heures après leur entrée dans Afrine, combattants syriens et soldats turcs se sont déployés dans l'ensemble des quartiers, tirant en l'air et paradant pour célébrer leur victoire, ont rapporté des correspondants de l'AFP. ■

Erdogan says Turkey to expand military operation in Syria to Manbij, Kobane and Qamishli

Turkey's president also threatens military operation in Yazidi heartland of Sinjar in Iraq



Fergus Kelly
March 19, 2018
thedefensepost.com

A day after Turkey-led forces took control of Efrin, President Recep Tayyip Erdogan on Monday vowed to expand Turkey's campaign in Syria to other Kurdish-held territory as far as the Iraq border in the east, and again threatened a military operation against Sinjar in Iraq.

Indicating there was no plan for the Turkish army to call off its offensive after Turkish troops and Syrian opposition fighters took control of Efrin virtually unopposed on Sunday, Erdogan described the taking of the town as merely a "comma" and warned that Turkey could launch a surprise attack on Kurdish strongholds in Iraq.

He said the campaign in Syria, led by the Turkish Armed Forces alongside allied Syrian opposition fighters, could now extend as far as Qamishli, the most easterly Syrian town held by the Kurdish People's Protection Units (YPG) before the Iraq border, and the main administrative centre for the self-declared Democratic Federation of Northern Syria.

Turkey sees the YPG as a Syrian offshoot of Turkey's outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged a decades-long insurgency against the Turkish state, but the mainly Kurdish militia is also the backbone of the U.S.-led Coalition-backed Syrian Democratic Forces that successfully expelled the Islamic State from large parts of eastern Syria including Raqqa.

Erdogan described Efrin's capture after almost two months as a "major stage" of Operation Olive Branch, the military incursion that Turkey says is designed to increase control of its border in northern Syria.

"We marked a comma. God willing a full stop will come next," Erdogan said.

"Now we will continue this process until we entirely eliminate this corridor, including in



The collapse, or eviction by military force, of the SDF from Manbij would have dire consequences for the stability of the SDF, and by extension, the entire US mission to build stability in the wake of the Islamic State in Syria



Manbij, Ayn al-Arab [Kobane], Tel-Abyad, Ras al-Ayn [Serekaniye] and Qamishli," Erdogan said in a speech in Ankara.

Kurds have long held that Turkey would expand its operation to the east. In January, the U.S. representative of the Syrian Democratic Council, Sinam Mohamed, told reporters that she believed that after Efrin, Turkey would target all of northern Syria.

The symbolic importance of Kobane cannot be overstated. The city which lies to the east of the Euphrates river is where Kurds in 2015 halted a bloody six-month Islamic State onslaught with the help of U.S. airstrikes.

Manbij, a major town 100 km east of Efrin but to the west of the Euphrates is a particular geopolitical flashpoint due to the U.S. military presence there, raising the risk of confrontation between two NATO allies.

After the SDF recaptured Manbij from Islamic State in August 2016, the YPG said it handed its points of control west of the Euphrates river to the SDF-aligned Manbij Military Council as it had agreed ahead of the offensive. Turkey has long disputed this version of events, and some YPG fighters remain in the city.

The U.S. confirmed it had deployed forces to the Manbij area in March 2017, saying that their role was to reassure the SDF and deter hostilities between factions on the ground, but since then Turkey-backed FSA fighters have often fired at MMC forces near the frontline.

AN INCOMPLETE AGREEMENT?

Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said

on March 13 that an agreement had been reached with the United States that would see Turkish troops stationed alongside their U.S. counterparts in Manbij and that YPG forces would leave the city.

He said the issue was to be discussed at a meeting with U.S. officials in Washington scheduled for Monday, a high-level meeting that appears to have been cancelled due to the recent sacking of U.S. Secretary of State Rex Tillerson. Cavusoglu vowed that Turkish forces will launch a military operation if the talks failed, Hurriyet Daily News reported.

U.S. Department of Defense spokesperson Johnny Michael last week told The Defense Post that the specifics of any deal would "emerge out of the work by our diplomats and experts."

"We are not going to get ahead of the process and speculate on potential outcomes or proposals," Michael said.

At a Monday press briefing, Pentagon spokesperson Colonel Robert Manning again declined to comment on how the U.S. might react if Manbij comes under attack, but said there was no indication that U.S. forces would leave the town.

Manning reiterated the U.S. line, saying that the Turkish offensive in northern Syria takes the focus away from the fight against Islamic State, adding that the Turkish incursion is leading to a slowdown in Coalition operations in the Middle Euphrates River Valley near Deir Ezzor.

On March 5, the Pentagon confirmed that Kurdish fighters had left the Deir Ezzor front, leading to an "operational pause" in the offensive against ISIS, and the following day a number of mostly Arab SDF factions announced the redeployment of around 1,700 fighters from fighting ISIS to defend Efrin.

"What's going on right now is taking away our ability to defeat a very serious threat in Syria and that's ISIS," Manning said. ♦



Turkish forces and Free Syrian Army are deployed in Afrin, Syria March 18, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi



Syrie: Afrin tombe aux mains d'Erdogan, les Kurdes ne s'avouent pas vaincus

Les forces turques, appuyées par l'Armée syrienne libre, ont pris dimanche le contrôle de la cité kurde du nord de la Syrie. Nombre de défenseurs de la ville assiégée et d'habitants avaient déjà fui.

Par **QUENTIN RAVERDY**
Correspondance à Istanbul

Dimanche, au 58^e jour de l'opération «Rameau d'olivier», le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'annonçait non sans fierté: «Les unités de l'Armée syrienne libre, soutenues par les forces armées turques, ont pris le contrôle total du centre-ville d'Afrin, à 8 h 30 du matin.» Lancée le 20 janvier, l'opération militaire turco-syrienne a donc marqué, ce week-end, une avancée décisive dans la conquête de ce canton du nord-ouest de la Syrie, contrôlé depuis 2012 par les milices kurdes des YPG. Des milices considérées par la Turquie comme l'émanation syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement kurde en guérilla sur le sol turc depuis plus de trente ans.

La date de l'opération semblait toute choisie pour le président Erdogan qui s'exprimait depuis la ville de Çanakkale, où l'on a commémoré, dimanche, le 103^e anniversaire de la victoire des troupes ottomanes sur les forces alliées lors de la bataille de Gallipoli en 1915. Comme à son habitude, le leader turc n'a pu se priver d'un parallèle historique

cousu de fil blanc: «Ils pensaient que la Turquie n'est pas aussi forte qu'elle l'était à Çanakkale», a-t-il lancé à la foule. Et de rappeler qu'aujourd'hui, à Afrin, «le drapeau turc flotte».

La capitale de la province syrienne, encerclée depuis mardi par les forces de l'opération «Rameau d'olivier» s'attendait à un assaut imminent. Dès mercredi, près de 250 000 habitants avaient pu fuir via un corridor laissé ouvert par l'armée turque dans le sud de la ville. C'est donc dimanche matin, à l'aube, que les forces spéciales turques et les rebelles syriens sont entrés à Afrin, ne rencontrant sur leur chemin aucune résistance. «La plupart des terroristes avaient déjà fui la queue entre les jambes», a souligné Recep Tayyip Erdogan dans son discours. Il n'aura donc fallu que quelques heures pour prendre le contrôle de la cité kurde.

«**Martyrs.** Dans l'après-midi de dimanche, des officiels kurdes ont confirmé le retrait des combattants YPG. «Ils ont commencé à se retirer depuis une semaine déjà, comprenant qu'ils ne pourraient pas résister à l'avancée turque. Ils n'ont pu aller qu'en direction des territoires contrôlés par le régime plus au sud. Ils devraient ensuite passer dans les zones contrôlées par les YPG, plus à l'Est», estime pour sa part Nihat Ali Özcan, spécialiste des questions de sécurité. Si la région d'Afrin est tombée, le combat ne semble pas terminé, prévient Salih Muslim, l'ancien président du PYD (principal parti dans les zones kurdes de Syrie):

«Se retirer d'une bataille ne signifie pas perdre la guerre et abandonner la lutte. La lutte va continuer et le peuple kurde continuera de se défendre.» Dans



Des soldats de l'Armée syrienne libre à Afrin, dimanche.

HASAN KIRMIZITA.
DHA. AP

islamique ralenti-, la Turquie a poursuivi son opération, faisant fi des critiques. Ainsi, la motion du Parlement européen, ce jeudi, appelant au retrait des troupes turques de Syrie, a été sèchement reçue par l'exécutif turc. «Hey Parlement européen, qu'est ce que vous faites? [...] Depuis quand donnez-vous des conseils à cette nation? Gardez-les pour vous. Nous poursuivrons l'opération à Afrin», a ainsi rétorqué Recep Tayyip Erdogan.

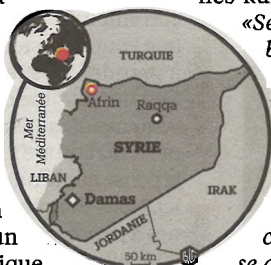
«L'opération n'est pas terminée à Afrin», prévient cependant Nihat Ali Özcan. Une nouvelle phase laborieuse commence pour Ankara: «Maintenant il faut sécuriser la région, reconstruire les infrastructures, le système d'eau, l'électricité, les hôpitaux et surtout gérer la population locale», rappelle l'expert. Et d'annoncer: «Ensuite, il faudra observer ce que fait Ankara. Sortie renforcée de cette opération, la Turquie pourrait envisager ensuite d'autres mouvements militaires, plus à l'est, comme vers la ville de Manbij [une ville contrôlée par les YPG avec le soutien des Etats-Unis, ndlr], voire en Irak, où le PKK possède des bases.»

le centre de la ville fraîchement conquise, sous l'objectif des caméras, un soldat turc hisse le drapeau de la République au balcon du Conseil législatif de la région, au côté de la bannière de la révolution syrienne. «Une victoire dédiée aux martyrs tombés le 18 Mars», lance-t-il en hommage aux soldats ottomans de Gallipoli. Dans le même temps, un bulldozer met à terre la statue de Kaveh le forgeron, personnage du panthéon kurde.

Portraits. Les rebelles syriens, eux, retirent les drapeaux des YPG et déchirent les portraits d'Öcalan, leader du PKK. Des opérations militaires se poursuivent dans le nord et l'ouest de la région où subsistent quelques poches de résistance. Mais «le terrorisme est terminé à Afrin», conclut sur Twitter le porte-parole du gouvernement

turc, Bekir Bozdog. En deux mois d'opération, 1500 combattants kurdes ont été tués, estime l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). L'ONG compte également plus de 400 morts du côté des rebelles syriens et des troupes turques, même si Ankara annonce pour l'heure que seuls 46 de ses soldats sont tombés en «martyrs».

«**Phase laborieuse.** Une fois de plus, les civils n'ont pas été épargnés, rappelle l'OSDH: 286 ont été tués depuis le 20 janvier. Un chiffre vivement contesté par Ankara, qui estime avoir pris toutes les précautions, quitte à ralentir son opération, pour prévenir les pertes civiles. Malgré les appels à la retenue de ses partenaires occidentaux, soucieux d'éventuelles pertes civiles –et de voir le combat mené par les Kurdes contre l'Etat





Par
MARIE FORESTIER

Envoyée spéciale à la frontière turco-syrienne
Dessin **DAVID ORTSMAN**

Sept ans après le début de la révolution syrienne, Bachar al-Assad apparaît en position de force. Sept années de combats meurtriers – avec les soutiens russe et iranien – et d’attaques féroces contre les civils ont forcé près d’un Syrien sur deux à quitter son domicile. La stratégie du régime s’est avérée gagnante. Au cœur de cette stratégie, une tactique aussi efficace que secrète: le viol. Les membres des forces de sécurité syriennes ont à dessein agressé sexuellement des opposantes, ou des proches d’opposants. «Un officier des services de renseignement militaire m’a dit: “Ces gens doivent être tués. Nous devons violer les femmes. Nous devons tout faire pour les arrêter”», se souvient ainsi un ancien lieutenant de l’armée syrienne en poste à Idlib.

À l’automne 2011, le régime commence à craindre pour sa survie et durcit sa répression, attestent les témoignages d’anciens fonctionnaires et militaires que nous avons pu recueillir. Haut fonctionnaire à Homs en 2011-2012, Mahmoud (1) participait régulièrement à des réunions avec officiers et responsables

de services de renseignement, les redoutés moukhabarat. Il a vu alors les forces de sécurité employer une violence inédite contre l’opposition, comme si un verrou avait sauté. «Un membre des moukhabarat m’a dit: “Nous avons reçu l’ordre de notre chef de faire tout ce que l’on veut. Cela veut dire que les filles sont en danger maintenant”» se souvient-il, désormais réfugié en Turquie. Il raconte encore comment le directeur des services de renseignement de l’armée de l’air à Homs a lancé à un autre officier: «Allez baiser les femmes de leurs familles! Faites tout ce que vous voulez! Personne n’aura à rendre de comptes.»

En Syrie, «baiser toutes les femmes pour les punir»

Plusieurs ex-cadres et agents du régime racontent comment, dès 2011, Damas a utilisé le viol comme arme de guerre pour mater et terroriser l’opposition.

ENQUÊTE

«Faites tout ce que vous voulez.» Comme un leitmotiv aussi implicite que pernicieux, levant tout interdit et encourageant les forces de sécurité à la violence la plus sauvage. Les menaces proférées à l’encontre des détenues font écho à cette politique répressive. Accusée de participer aux manifestations, Safa, une photographe de 34 ans aujourd’hui réfugiée en Turquie, a été emprisonnée dans un centre des renseignements de l’armée de l’air début 2012. «Les gardes entraient dans ma cellule et me menaçaient: “Tu es une fille de la côte, là où les gens ont commencé la révolution. On va te violer!” Et ils décrivaient différents actes sexuels», raconte-t-elle la gorge serrée.

«ILS S’EN VANTAIENT»

À cette époque, Fadel Tlass travaille à Homs comme agent de renseignement – ces agents chargés d’arrêter et de détenir les prisonniers politiques. Un jour de l’automne 2011, son directeur, le colonel Okab Abbas, le convoque avec ses collègues. «Notre grand chef vous remercie pour vos efforts, leur dit-il d’un ton solennel, faisant allusion à Bachar al-Assad. Il veut que vous employiez tous les moyens nécessaires pour garantir la puissance du régime et pour résister à la révolution. Donc vous pouvez faire tout ce que vous voulez. Vous pouvez arrêter les habitants de Baba Amr et de Khaldye [quartiers pro-opposition de Homs, ndr].» «Une fois que l’on a arrêté une femme, que fait-on?» demande un agent. «Prends-la et couche avec elle», répond Okab Abbas sans hésiter.

Okab Abbas et ses proches collaborateurs – choisis parce qu’ils étaient alaouïtes, la minorité chiite à laquelle appartient la famille Al-Assad – conduisaient les interrogatoires d’opposants ou des membres de leur famille à huis clos. «Un jour, ils ont arrêté une lycéenne de 17 ans pour l’interroger sur son frère qui faisait partie de l’opposition. Je l’ai aperçue, dans la salle des interrogatoires. Elle était toute nue et elle pleurait, se souvient Fadel Tlass. Elle a ensuite été emmenée dans le bureau d’Okab Abbas et il l’a violée, m’a dit un de mes collègues.» Peu de temps après, un des proches collaborateurs d’Okab Abbas lance à Fadel Tlass: «Tu penses qu’on va laisser le régime tomber?

On va baiser toutes les femmes pour les punir!» Fadel Tlass fait défection peu de temps après.

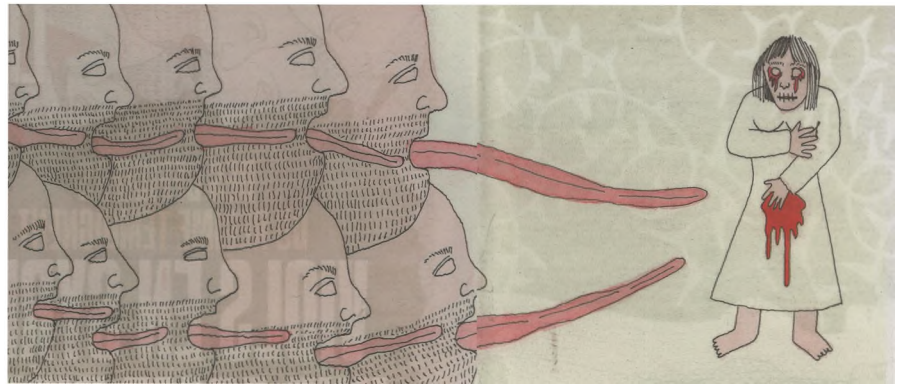
«Le régime utilise le viol comme punition parce que c’est extrême. Il n’y a rien de pire dans notre culture», souligne Mahmoud. Les autorités ont sciemment utilisé les violences sexuelles comme une tactique de guerre redoutable pour humilier et punir les Syriennes – et à travers elles les Syriens – qui ont osé se rebeller contre le régime, mais aussi pour les terroriser. Ces viols leur ont permis d’atteindre leurs objectifs politiques. «Ils voulaient effrayer les gens pour qu’ils arrêtent d’aller aux manifestations et qu’ils abandonnent la révolution», explique Fadel Tlass. «Ils s’en vantaient. Ils se sentaient fiers», ajoute Mahmoud.

Ces viols sont loin d’être le fait d’agents incontrôlables dans des centres de détention isolés. Des dizaines de témoignages concordants de victimes (lire ci-contre) indiquent que les forces pro-Al-Assad ont violé des femmes, ainsi que des hommes, dans la quasi-totalité des gouvernorats, tout au long du conflit. Selon le Réseau syrien des droits de l’homme, 7700 femmes ont été victimes de violences sexuelles ou de harcèlement aux mains des forces pro-régime, dont plus de 800 cas en prison. La honte éprouvée lorsqu’il s’agit de révéler ces crimes et la difficulté d’accès aux victimes laissent penser que le nombre réel est plus élevé. La majorité des ex-prisonnières racontent qu’elles ont vu ou parlé avec d’autres femmes violées pendant leur détention.

Impossible d’imaginer que les plus hauts dignitaires ignoraient ces pratiques, tant l’appareil sécuritaire syrien est hiérarchisé et organisé autour d’une stricte chaîne de commandement. Des crimes aussi répandus ne peuvent qu’être tolérés, a minima, au sommet de l’Etat. Un faisceau d’indices indique plutôt une pratique systématique, organisée, préméditée. «Les viols et autres actes de violence sexuelle [...] font partie d’une agression répandue et systématique visant la population civile, et s’apparentent à des crimes contre l’humanité», conclut un rapport de la Commission internationale d’enquête sur la Syrie publié le 15 mars.

La préméditation est apparue flagrante à Oum Ahmad, gardienne de prison dans l’est du pays. «Dès que les manifestations ont commencé, en mars 2011, les agents ont distribué une pilule con-

receptive aux détenues, tous les jours avec leur repas, raconte-t-elle. Je réceptionnais l'approvisionnement. Chaque semaine, je recevais douze boîtes. Les gardes m'envoyaient aussi vérifier si les femmes avaient leurs règles ou pas.» La voix ferme, les mots précis, Oum Ahmad, qui, à 57 ans, n'a jamais travaillé ailleurs qu'en prison, se souvient des hurlements des opposantes la nuit, des tortures et du viol de deux adolescents sous ses yeux. «J'ai vu des choses horribles. Tellement horribles que je ne peux pas les décrire. En trois mois, mes cheveux sont devenus blancs», souffle-t-elle. Pour avoir dénoncé ces crimes, elle est à son tour enfermée et violée.



PILULES ABORTIVES

Les gardiens ont distribué la pilule aux détenues dans au moins quatre centres de détention à travers le pays en 2012-2013, selon plusieurs témoignages. Parmi les femmes violées qui ne prenaient pas la pilule, certaines sont tombées enceintes. C'est le cas de Maya (lire aussi ci-contre). Violée à trois reprises, elle finit par être transférée à l'hôpital militaire de Mezze à la suite d'une hémorragie vaginale sévère. Pendant qu'il la soigne, le docteur la supplie : «S'il te plaît, si tu

as quelque chose à avouer, dis-le. De nombreuses femmes sont mortes à cause des viols. Tu risques aussi de tomber enceinte. Alors dis ce que tu sais !» Quelques semaines plus tard, Maya se rend compte qu'elle est enceinte et confie ses craintes à un gardien. Un médecin lui fait une prise de sang et lui dit qu'elle est juste faible car elle a perdu beaucoup de sang. Il lui donne des pilules «pour la fortifier». Après avoir avalé deux pilules, Maya ressent une douleur aiguë au ventre et perd beaucoup de sang. Elle comprend alors que les

comprimés étaient en fait des pilules abortives et qu'elle a subi un avortement forcé. L'implication de médecins, conscients des crimes subis par les détenues, et la distribution de médicaments laissent peu de doutes quant au degré d'organisation des autorités pour couvrir ces viols ou au moins en limiter les conséquences. Des éléments accablants, dont se saisira peut-être un jour la justice internationale. ◀

(1) Certains noms ont été changés.

Libération LUNDI 19 MARS 2018

Le viol, la double peine des Syriennes

Les témoignages de victimes attestent d'une pratique répandue et organisée par le régime. Agressées, ces femmes se heurtent aussi au rejet d'une société qui les considère salies.

En ce jour ensoleillé et doux de décembre 2013, Maya (1) n' imagine pas ce qui l'attend. Cette mère au foyer de 31 ans se rend dans l'un des principaux centres de détention des services de renseignement militaire de Damas pour essayer de savoir ce qu'est devenu Ahmed, son mari. Sans nouvelles depuis son arrestation lors d'une opération militaire contre un bastion de l'opposition il y a plusieurs mois, Maya est rongée par l'inquiétude. Accusée d'être «l'épouse d'un

terroriste», elle est immédiatement incarcérée. Au bout de quelques jours, elle est convoquée pour un interrogatoire. Dans un bureau rempli de gardes, elle se retrouve face à son mari, couvert de marques de coups. «Son regard me disait : pourquoi es-tu venue ici ?» se souvient Maya. L'officier, qui se fait appeler Sidi («mon maître» en arabe), menace Maya de viol collectif et de violer ses enfants si Ahmed ne parle pas. «Je me suis jetée à ses pieds en le suppliant de ne pas me faire de mal. Il a alors proposé de me libérer si mon mari et moi avions une relation sexuelle devant eux, raconte Maya la voix brisée. Ils ont entraîné mon mari sur moi, mais il était comme paralysé. Alors l'officier a appelé un des gardes et lui a ordonné de me violer. J'étais dans un état second.» Les semaines qui suivent, Maya est interrogée plusieurs fois, seule. Parce qu'elle ne parle pas, elle est violée en réunion par les gardes à deux reprises. Sidi leur promet un

mois de permission s'ils miment un film pornographique qu'il regarde en même temps à la télévision. «Je me disais qu'ils me libéreraient peut-être après ça», confie la jeune femme à voix basse. La nuit, impossible de trouver un bref répit dans le sommeil. Les cris des autres détenues l'empêchent de dormir. «J'entendais des femmes supplier les gardes de les frapper mais de ne pas les violer. On ne peut pas oublier ces cris. C'est comme si quelqu'un criait à l'intérieur de votre tête», se souvient Maya. Libérée après encore plusieurs longs mois de détention, la jeune femme vit toujours en Syrie.

«Tu veux la liberté ?» De nombreuses ex-détenues dévoilent des récits similaires de violence sexuelle dans les centres de détention des services de renseignement à travers le pays. Malina, une activiste de 31 ans (lire aussi page 5), a été détenue dans la même prison que Maya quelques mois avant elle. Dès son arrivée, les gardiens la déshabillent, comme tous les activistes capturés ce jour-là – hommes et femmes – et les font se tenir entièrement nus, en cercle, pendant qu'ils les inspectent. «Tu veux la liberté ? La voilà ta liberté ! dit un garde en insérant ses doigts dans le vagin de Malina. On va te donner la liberté sexuelle !» «Il faisais cela pour m'affaiblir. Je me disais que j'étais très forte et qu'ils ne me faisaient pas

«J'entendais des femmes supplier les gardes de les frapper mais de ne pas les violer. On ne peut pas oublier ces cris.»

Maya détenue plusieurs mois à Damas

peur. Même s'ils abusait de moi», se souvient Malina. Elle sait d'autant plus ce qu'elle risque qu'elle a déjà été violée lors d'une précédente détention quelques mois auparavant, en guise de représailles pour avoir refusé d'espionner son groupe d'activistes pour le compte du gouvernement. Asma a été arrêtée en 2014 parce que son mari était recherché pour avoir manifesté. Les agents d'un centre de détention de Damas la torturent avec des câbles qui lui envoient des décharges électriques sur les seins puis la violent à plusieurs reprises. Loubna aussi a été torturée à l'électricité et violée. A cause de ces violences, elle a fait une fausse couche. Yasmine, elle, a été dénoncée parce qu'elle distribuait de l'aide humanitaire dans la banlieue de Damas. Arrêtée, elle est abusée sexuellement lors des interrogatoires, torturée, puis violée quatre fois. Zeina, une

infirmière qui soignait les rebelles dans un hôpital clandestin de Homs, le bastion de la révolution, a été détenue un an par les services de renseignement militaire. Au cours d'un interrogatoire, un agent la frappe avec un tuyau, puis lui dit: «Comme tu es sun- **Suite page 4**
Suite de la page 3 nite, on va te faire ça!» avant de la violer. Les onze compagnes de cellule de Zeina, dont une sexagénaire, lui confient ensuite avoir aussi été violées. «Sois forte, ce qui t'arrive nous est aussi arrivé» lui souffle l'une d'elles.

Au fil des témoignages s'esquisse une pratique récurrente à travers le pays et dans le temps. Si les activistes comme Malina ou Yasmine sont les cibles privilégiées, de nombreuses victimes n'étaient pas engagées dans la révolte. Epouses, sœurs d'opposants ou même simples habitantes de quartiers étiquetés «pro-révolution» subissent des violences sexuelles. «Au début, les viols avaient principalement pour but de dissuader les gens de rejoindre la révolution. Bachar al-Assad envoyait ainsi le message qu'il ferait n'importe quoi pour écraser la révolte», explique Sema Nassar, militante syrienne des droits de l'homme et auteure de plusieurs rapports sur les violences commises en détention. Certaines femmes racontent que leur famille leur interdisait de se joindre aux manifestations par crainte d'agression sexuelle.

«**Ennemie**». Les fréquents récits de viols en 2012-2013 semblent indiquer un pic à cette période, sans doute lorsque le régime s'est senti le plus menacé. «Plus tard, violer les femmes était une façon de les punir pour leur engagement. C'est une des

armes favorites du régime car elle ne coûte rien et les femmes restent stigmatisées et affectées, même une fois sorties de prison», ajoute Sema Nassar. Terroriser, punir, soumettre. Une stratégie employée tout au long du conflit par le régime.

Les viols n'ont pas lieu uniquement dans les prisons. Les femmes courent le risque d'être agressées sexuellement lorsqu'elles passent les check-points pour sortir ou rentrer dans leur quartier. Transporter des médicaments, une caméra ou avoir des photos de la révolution sur un téléphone suffit à les mettre en danger. Dans les guérites supervisées par les *chabiha*, les milices pro-régime, c'est la roulotte russe lors de la fouille et du contrôle d'identité. A tel point qu'à la nuit tombée, beaucoup de femmes n'osent plus passer sans un homme de leur famille pour les escorter.

Au début de la guerre, lors d'offensives militaires pour reprendre certains quartiers ou villages à l'opposition, les soldats de l'armée syrienne ont aussi violé les résidentes, comme une arme indissociable de leur attaque. A l'automne 2012, l'armée syrienne lance une opération pour reconquérir Qaddam, un quartier traditionnel de classe moyenne dans le sud de Damas, dominé par l'opposition. Alors que toute la population a fui, Maryam, une grande femme de 27 ans au visage encore enfantin encadré par un voile serré, retourne chercher quelques affaires chez elle. Elle est alors arrêtée par un groupe de soldats. Ils la pressent pour savoir si elle est affiliée aux «terroristes». «Pour eux, j'étais une ennemie, une terroriste car je venais de ce quartier. Ils voulaient me punir», dit la jeune femme. La nuit tombe. Les

soldats attachent Maryam sur une banquette à l'arrière d'un minibus. «Un officier est arrivé et s'est assis à côté de moi, tandis que deux soldats se tenaient derrière. L'officier a mis sa main sur ma cuisse, raconte-t-elle les yeux baissés en se tordant les mains nerveusement. J'ai crié. L'officier m'a menacé: "Si tu cries, je vais te tuer!" et un des soldats a mis sa main sur ma bouche. Les trois hommes ont commencé à me toucher partout, y compris sur mes parties intimes. Je ne voyais rien car il faisait trop sombre, mais j'entendais qu'ils se masturbaient.» L'officier force Maryam à lui faire une fellation tandis que les deux autres hommes continuent à la toucher. «Ensuite, l'officier m'a enlevé mon pantalon. Je l'ai supplié de ne pas faire ça. Il est monté sur moi et je me suis évanouie», continue la jeune femme avec difficulté. Quand je suis revenue à moi, il était en train de remettre son pantalon et il est sorti du minibus. J'ai ressenti une forte douleur dans le vagin. J'ai beaucoup saigné les jours qui ont suivi et j'ai eu une infection.»

Tabou. Maryam est transférée dans une prison d'où elle est libérée au bout de trois jours, à condition de signer une promesse écrite de ne jamais révéler ce qu'elle a enduré. «Personne ne le sait dans ma famille. Ils me feraient des reproches et me diraient que je n'aurais pas dû re-

tourner là-bas», précise-t-elle, aujourd'hui réfugiée en Turquie, mariée et mère d'une petite fille. La plupart des victimes se taisent car pour la majorité des Syriens, le viol constitue le tabou ultime. «C'est pire que la mort, dit un avocat originaire de Homs. J'aurais plus peur du viol pour ma femme et ma fille que de la mort.» Dans une société largement patriarcale et conservatrice, l'honneur des femmes est central dans l'ordre social. Une femme violée est perçue comme déshonorée et ce déshonneur rejaillit sur sa famille. Double peine cruelle, nombre de victimes de viol ont été rejetées par leur famille, répudiées par leur mari qui a immédiatement demandé le divorce et conservé la garde de leurs enfants.

Dans les cas les plus extrêmes, certaines ont été poussées au suicide. «Une mère m'a raconté que sa fille de 23 ans s'était suicidée car elle n'avait pas pu supporter la réaction de sa famille, raconte Sema Nassar. A sa sortie de prison, elle était enceinte, son fiancé l'a quittée, son père et son frère l'insultaient. Son père la cachait en disant à tout le monde quelle était en voyage. Désespérée et à bout, elle s'est jetée du cinquième étage de sa maison. Quand elles ne les ont pas rejetées, beaucoup de familles ont quitté le pays avec leur fille pour échapper à la honte.» Le viol a ainsi contribué à vider la Syrie de ses opposants.

Selon des témoignages indirects, les viols continuent actuellement dans les geôles du régime. «Il est effrayant de voir que même en position de force, le régime continue à agresser sexuellement les détenues, relève Sema Nassar. Il veut prendre sa revanche sur les activistes qui se sont opposés à lui.»

MARIE FORESTIER

(1) Les prénoms ont été changés.

Nombre de victimes de viol ont été rejetées par leur famille, répudiées par leur mari.



MARCH 19, 2018

Five people killed, injured as Islamic State launches attack, west of Kirkuk

by Nehal Mostafa March 19, 2018, www.iraqinews.com

Kirkuk (IraqiNews.com) Five people were killed and injured as Islamic State members attacked a village, west of Kirkuk, a security source from the province said on Monday.

"IS members set up an ambush near al-Heleiwat village in al-Zab town, west of Kirkuk, killing two villagers and wounding three others," the source told Alghad Press.

"As the people heard the shooting, they headed to the accident place. They managed to transfer the victims and the injured to Kirkuk Public Hospital," he added. "The militants, who set up the ambush, ran away."

On Sunday, five civilians, including a woman, were killed in an armed

attack, believed to be carried out by IS members against a village in al-Riyad town in Hawija.

A total of 91 Iraqi civilians were killed and 208 others were injured in acts of terrorism, violence and armed conflict in February, according to the monthly report issued by the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI).

Baghdad was the worst affected Governorate, with 195 civilian casualties (49 killed, 146 injured). Anbar Governorate ranked second place, with 14 killed and 37 injured, and Diyala had 12 killed and 11 injured.

As many as 3,298 civilians were killed and 4,781 others were wounded in 2017, excluding Anbar civilian casualty figures for November and December, which are not available, UNAMI said in a report in December. ●

Post-Crises Prospects for Reconciliation in Iraq: A Kurdish-Shi'ite Debate in Najaf

March 19th, 2018

ABOUT THE AUTHOR



Khogir Wirya
Research Fellow



Yasir Kuoti
Research Fellow

<http://www.meri-k.org>

With the military defeat of Islamic State (IS) militants in Mosul and other Iraqi territories, the Government of Iraq (GoI) is moving ahead with plans to stabilize violent environments, rebuild war-ravaged physical infrastructure, and restore vital services. Equally important is the need for developing a feasible national reconciliation strategy among the country's various ethnic, religious, and social groups, through dialogue and trust-building mechanisms.

In light of warm historical relations and significant political influence between Iraqi Kurds and Shi'ites, reconciliation between them is of paramount importance for lasting stability in the country. Indeed, in the absence of Erbil-Baghdad rapprochement, overcoming future political challenges will be very difficult. Towards that end, the Middle East Research Institute (MERI) and Al-Rafidain Centre for Dialogue (RCD) jointly organized a series of unofficial meetings involving representatives of Shi'ite political parties and a MERI-led Kurdish delegation between 28 February and 01 March 2018.

Religious leaders, academics, political party representatives, members of parliament from the Kurdistan Region of Iraq (KRI), Baghdad and Najaf attended the meetings, organized under the themes of "The Future of Governance in Iraq: Crises and Partnership Opportunities" and "The Role of Decision-makers and Political Elites in Building Confidence Among the Components of Iraqi Society." The MERI-led delegation also visited the Marja'iya (Shi'ite religious authority) in al-Najaf city.

HISTORICAL RELATIONS

The Kurds and Shi'ites have more to unite than divide them, including a shared history of struggle against Saddam Hussein's dictatorship. "There are many Shi'ite leaders who were with us in the trenches and mountains of



The MERI-led delegation included Prof. Dlawer Ala'Aldeen, President of MERI; Dr. Abdullah al-Waisi, President of the Islamic Scholars Association in Kurdistan; Mr. Ja'far Eminki, Deputy Speaker of the Kurdistan-Iraq Parliament; Mr. Sa'di Ahmed Pera, Polit Bureau member of the Patriotic Union of Kurdistan party (PUK); Mr. Hadi Ali, president of the political Board of the Kurdistan Islamic Union party (KIU); Mr. Shwan Rabar, rapporteur of the leadership council in the Islamic Movement in Kurdistan; Mr. Arafat Karam, member of Iraqi Parliament representing the Kurdistan Democratic Party (KDP); Mr. Muhammad Ridha, member of the Iraqi Parliament representing the Change Movement party (Gorran); Muthana Ameen, member of the Iraqi Parliament representing the KIU; and MERI researchers Yasir Kuoti, Khogir Wirya, and Fuad Ismail.

Kurdistan. We have even shared prison cells with them," said Sa'di Ahmed Pera, member of the political bureau of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). He added that this historical struggle has often been referenced "to overcome differences, and we should not shy away from that legacy."

With the fall of Saddam Hussein's regime in 2003, Shi'ites and Kurds forged a natural alliance in the stride toward democratic governance. "Kurds and Shi'ites took on leading roles in building the new Iraq," noted Ja'far Eminki, deputy speaker of the Kurdistan-Iraq Parliament. This includes working together to adopt the permanent Iraq Constitution in 2005. Certainly, Kurdish voters from the swing governorate of Nineveh provided the critical votes to pass the Constitution. Without these votes, the Sunni "No" campaigners—who secured al-Anbar and Salahadin governorates—could have prevented the Constitution from being adopted according to Iraq's electoral rules stipulating that a "No" vote by the majority of voters in three governorates would render the Constitution null and void.

In the post-Saddam era, the Kurds' connection to Iraq rose. "The Kurds have never felt as Iraqis as in post-2003 era when they partnered with the Shi'ites to form the new system in Iraq," stated Arafat Karam, member of the Iraqi parliament representing the Kurdistan

Democratic Party (KDP). "Under the Shi'ite rule, and for the first time since 1992, Kurds felt as Iraqis," added Karam. In short, Kurds have, since 2003, become major contributors to the decision-making process in Baghdad, as they, along with the Shi'ites, held several powerful executive and ministerial posts throughout all levels of state bureaucracy.

GRIEVANCES AND FRACTURES

But the decades-long alliance between Iraqi Kurds and Shi'ites was thrown into doubt when relations began to deteriorate between the government of former Prime Minister Nouri al-Maliki and the KRG in 2014, mainly over an oil dispute, resulting in the freezing of the KRG's share of national budget. Then in 2017, Kurdish-Shi'ite relations further eroded following the Kurdistan Referendum for Independence on 25 September 2017.

Kurdish policymakers claim that Baghdad's very policies toward the Kurds kindled urges to hold the independence referendum to begin with. "The referendum was a reaction to Baghdad's bad treatment of Kurds," said Sa'di Pera. Importantly, "it was not meant to change the status quo, redraw borders, or create realities on the ground," but rather as a "procedure to ask people about what they want for their future," added Pera. And yet, Shi'ite policymakers object to this narrative, counter-

claiming that the Kurds have been actively working on their independence project since 2005.

Notwithstanding the KRGs intent, the Iraqi government of Prime Minister Haider al-Abadi strongly stood against it, citing its unconstitutionality and potential to further weaken the Iraqi state. The Marja'ya also opposed it. As a result, Baghdad moved to impose a host of punitive measures against the KRG, such as closing KRI airports to international flights and resuming control over disputed territories, including oil-rich Kirkuk.

But it is not fair to blame one side and not the other for fractured relations. Rather, it is the result of "politicians on both sides not doing their jobs properly, and we need to learn from the mistakes and turn a new page, lest we will face more problems in the future," said Hadi Ali, president of the political bureau of the Kurdistan Islamic Union (KIU). "Iraq is at its weakest point because of internal governing issues which caused its territorial integrity and unity of its people to be threatened," Hadi added. These weaknesses have also made the state very vulnerable to foreign interferences. Mr. Mahmood Raza, MP from Gorran Movement, also stressed that many Kurds prefer a democratic and law-abiding Iraq to an undemocratic Kurdistan .

RECONCILING DIFFERENCES AND LEARNING FROM THE PAST

Iraq's diverse communities have and can again coexist by reversing the trends of conflict. By helping the Iraqi people become resilient through, among other things, engaging in reconciliation and developing a robust economy, Iraqi policymakers can ensure lasting stability, peace and prosperity. Without reconciliation, for example, the defeat of the IS could be short-lived and vital Shi'ite-Kurd victories in liberating Mosul, Kirkuk, and surrounding areas could be forgotten.

One metric of success for reconciliation is getting relevant actors to sit around one table and discuss contentious issues openly and without fear of retribution. Indeed, throughout the meetings in al-Najaf city, Shi'ite and Kurdish policymakers laid out their visions for the future, advancing the notion that a stable democracy based on the rule of law is the only way forward. They all agree that if the Iraqi state were strong, it would not have fallen to terrorist groups, resulting in mass suffering and loss of life, a crushing economic crisis, and widespread destruction to public and private property.

And here lies the need for a robust path forward. "We have come here to reduce tensions and prepare the grounds for meaningful dialogue," said Sa'di Pera. Serious and candid dialogue is, thus, key to solving lingering grievances between Baghdad and Erbil, in accordance with the Iraqi Constitution. "True that there are unresolved issues between the two sides which led to current debacle, we are responsible for solving them; we might differ on the process, but we will get there," noted



Ja'far al-Minkî. Dialogue must be institutionalized with clear agendas and mechanisms.

CONCLUSION AND POLICY RECOMMENDATIONS

There is a historical opportunity to build a new and inclusive government in Iraq. It is in no one's interests to remain in a state of constant crisis. All ethno-sectarian groups are responsible for the success or failure of governance in Baghdad, including the Kurds who are part of the ruling elite since 2003. Both Baghdad and Erbil must learn from the past and invest more heavily in strengthening Iraq's political institutions in both capitals. The two groups should reconcile differences while they are small and manageable and not wait until it is too late.

Seeking partnership should take priority, since its absence has led to grievances and fractures among Iraq's various governing groups. Kurds, for example, want to be treated as equals in the political process, not as mere participants. "The problem nowadays is that the existing mentality in Baghdad doesn't believe in partnership; the Kurds were told to abide by their responsibilities, but not by their rights; the Iraqi government acts based on the victor and the vanquished worldview," said Hadi Ali. Baghdad, in this regard, needs to do its utmost to ease tensions with Erbil.

Among the Shi'ite leaders who took part in the roundtable included: Nassar al-Rubai, a leader of the Sadrist movement and former Minister of Labor and Social Welfare; Sami al-Askeri, leader in the State of Law coalition and advisor to Vice President Nouri al-Maliki; Adnan al-Zerfi, leader of the Iraqi Loyalty Movement within the Victory Alliance led by PM al-Abadi; and Ahmed al-Fatlawi, member of the political bureau of the National Wisdom Movement. Unlike the earlier open seminar, the roundtable was conducted under Chatham House Rules, hence the quoted statements are not affiliated to a particular speaker.

The Shi'ite leaders stressed that, likewise, Erbil needs to address Baghdad's concerns. "The Kurds need to accept the ruling of the Iraqi Supreme Court without being linguistically ambiguous" . They must also agree to concede some of KRG's prerogatives to federal authorities. "Kurdistan operates as a state within a state...[and] if this is not changed, it would contribute to the overall weakening of government."

Shi'ite policymakers also complained that the

KRG reaps the benefits of belonging to Iraq while contribution little to it. For example, KRG receives 17% of Iraq's total budget without having to transfer revenue payments to the federal treasury. In Addition, Erbil doesn't send customs or oil export revenues to Baghdad while still exerting full control over borders with Turkey and Iran and international airports in Erbil and Sulimaniah. Moreover, The KRG needs to do more to make Iraqis feel that Kurdistan is part of Iraq. "We don't want Iraqis from the south or center of Iraq to feel as if they are not in Iraq when they visit Kurdistan. Kurds must also make clear their true intentions to gain independence or remain within a federal Iraq." stated one of the participants.

The governance system also needs to be amended and the Constitution fully implemented. "We can't call Iraq a federal state when there is only one federal region; Baghdad needs to solve this". Policymakers should also promote Iraqi national identity, placing it ahead of all secondary identities. In this vein, one of the Shi'ite participants lamented: "The issue is that the Kurds don't consider themselves Iraqis, seeing themselves as part of a bigger Kurdistan. Likewise, Shi'ites regard themselves as part of the Shia Crescent. Sunnis, in turn, see themselves as part of a bigger Sunni umbrella. This ought to change. All groups must see themselves as Iraqis first and foremost and before other secondary identities."

In sum, it is the national duty of all policymakers from every ethno-sectarian stripe to advocate for the rights of Iraqis, irrespective of religious and ethnic affiliation or geographic concentration. However, before achieving that, policymakers need to familiarize themselves with the concerns of all Iraqi citizens, not just their own constituencies. This would require establishing a special committee that looks after the grievances and needs of all Iraqis across Iraq and propose solutions, as suggested by several Shi'ite and Kurdish participants.

Finally, Dlawer Ala'Aldeen, President of MERI emphasised that it is high time "to exchange visions on how to implement the constitution in its entirety, fill the legislation gaps and support judiciary independence. It is time to institutionalise Erbil-Baghdad relations on the basis of real power-sharing, and for Baghdad to devolve power to local governments who are best placed to solve their problems and ensure prosperity among their local communities"

◆◆◆

La ville d'Afrin tombe aux mains de l'armée turque

Les combats de rue annoncés n'ont pas eu lieu dans la localité syrienne, d'où se sont retirées les forces kurdes

ISTANBUL - correspondante

L'armée turque et ses supplétifs syriens ont pris le contrôle de la ville d'Afrin, dans l'enclave kurde du même nom, dans le nord-ouest de la Syrie, dimanche 18 mars. La prise de la localité intervient au 58^e jour de l'offensive turque vouée à déloger la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), décrite comme « terroriste » par Ankara. Honnies par les autorités turques pour leur affiliation aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les YPG sont les meilleurs alliés des Etats-Unis et de la coalition internationale dans la lutte menée contre l'organisation Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie.

Dès dimanche matin, des correspondants de l'Agence France-Presse (AFP) à Afrin ont constaté la présence de chars et de drapeaux turcs dans plusieurs quartiers de la ville. Les membres des groupes armés syriens, utilisés en renfort de l'armée turque, ont fait circuler sur les réseaux sociaux les images de leur conquête. Une photographie, largement diffusée, montrait un bâtiment officiel de l'administration d'Afrin coiffé d'un drapeau turc. Un deuxième, tendu au balcon, était flanqué d'une bannière de l'opposition syrienne.

« Nouvelle phase » de la lutte

Issus de la rébellion armée, nombre des combattants syriens utilisés pour cette opération partagent une idéologie islamiste. Certains reprennent à leur compte les signes extérieurs prisés des djihadistes : barbes longues, pantalons au-dessus de la cheville, index levés en l'air pour proclamer l'unicité de Dieu... Une image, relayée dimanche, a résumé leurs méthodes : celle de la statue du héros mythologique kurde Kawa, qui ornait jusqu'ici un rond-point de la ville, jetée à terre et défigurée.

« Ils sont arrivés à l'aube, marchent dans les rues en vainqueurs, arrachent nos drapeaux. On craint qu'ils nous pillent, qu'ils volent les voitures, qu'ils vidant les maisons. On ne pourra rien leur dire », déplore un habitant d'Afrin. Resté dans la cité et à présent calfeutré

« Ils sont arrivés à l'aube, arrachent nos drapeaux. On craint qu'ils nous pillent », déplore un habitant d'Afrin

chez lui avec les siens, il a pu être joint par la messagerie en ligne WhatsApp et demande à rester anonyme, de peur d'être identifié par les combattants syriens qui ont pris le contrôle de la localité. Dimanche soir, l'AFP faisait état de pillages à grande échelle des magasins, des véhicules, du bétail et des effets personnels de ceux qui avaient quitté la ville.

La résistance et les combats de rue annoncés n'ont pas eu lieu. Les forces kurdes ont quitté Afrin, en laissant derrière elles les derniers civils qui n'avaient pas fui auparavant. « Cela fait deux jours que les YPG ont commencé à abandonner la ville », rapporte un habitant joint par WhatsApp. Dès l'arrivée de l'armée turque et de ses milices dans les premiers quartiers, la cité leur était ouverte. Des responsables kurdes ont reconnu que les forces vouées à défendre la localité s'étaient repliées. « Se retirer d'une bataille n'est pas perdre la guerre (...) », déclarait sur son compte Twitter Salih Muslim, personnalité kurde syrienne de premier plan et ancien chef du Parti de l'union démocratique (PYD), la principale incarnation en Syrie du mouvement kurde.

Dans une déclaration à la presse, les autorités du canton d'Afrin ont annoncé la poursuite de la lutte par d'autres moyens. « L'occupation turque » implique le passage de la confrontation directe à une « nouvelle phase » dans les combats, une guérilla censée aboutir à la reprise de la localité, a déclaré à cette occasion un responsable de l'administration civile, Othman Cheikh Issa : « Nos forces seront un cauchemar constant pour eux. »

A ce stade pourtant, les populations civiles restées dans Afrin et



Des supplétifs syriens de l'armée turque évacuent une habitante de la ville d'Afrin, en Syrie, dimanche 18 mars. BULENT KILIC/AFP

déplacées dans les environs vivent un drame. Avant l'intervention, elle était l'unique région de Syrie à avoir été épargnée par la guerre et ses destructions. « La plupart des gens sont partis vers les villages situés autour d'Afrin ou vers les endroits contrôlés par le régime », rapporte un habitant, joint par WhatsApp.

A point nommé pour Erdogan

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), près de 300 civils auraient perdu la vie dans l'opération menée par la Turquie. Des dizaines de milliers d'habitants avaient commencé à quitter la ville dès la semaine dernière, parfois à pied. L'OSDH évalue le nombre de déplacés venus de toute l'enclave à 250 000 personnes. Pour les civils jetés sur les routes, l'aide humanitaire ne s'est pas encore matérialisée à un niveau suffisant. A terme, les acteurs humanitaires présents dans les zones contrôlées par les forces kurdes dans le nord-est du pays se préparent à recevoir plus d'une dizaine de milliers d'exilés.

Leur crainte est que ceux-ci arrivent de tous côtés. « Un accord des Kurdes est possible avec le régime qui tient les voies d'accès vers les territoires du nord-est en vue du transfert des populations déplacées. Mais l'administration kurde

n'a pas encore de vision claire sur ce qui va se passer. »

La prise de la ville tombe à point nommé pour le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a fait de cette offensive un instrument de reconquête de l'électorat, au moment où sa popularité stagne, à dix-huit mois de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2019.

Dimanche matin, il a été le premier à clamer la victoire depuis la ville de Canakalle dans les Dardanelles (ouest du pays), où il se trouvait dans le cadre du 103^e anniversaire de la victoire de l'Empire ottoman sur les alliés occidentaux qui voulaient s'emparer d'Istanbul en 1915. « La plupart des terroristes ont fui, la queue entre les jambes. Nos forces spéciales et les membres de l'Armée syrienne libre nettoient ce qu'il en reste ainsi que les engins piégés laissés derrière eux », a-t-il déclaré.

Jusqu'où ira l'armée turque ? A maintes reprises, M. Erdogan a menacé d'étendre l'offensive plus à l'est, vers Manbij, où des troupes américaines sont stationnées aux côtés des YPG. Déterminé à éradiquer les miliciens kurdes, Ankara brûle de repeupler les zones conquises avec les 3 millions de Syriens qui ont trouvé refuge sur son sol ces dernières années.

Lors de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » (août 2016-mars 2017), réalisée avec l'aval de la Russie, la Turquie avait déjà mis la main sur

une partie du territoire syrien, sur 90 kilomètres, de Djarabulus à Azaz. La prise d'Afrin, avec la bénédiction russe, lui permet d'étendre

son contrôle sur une bonne moitié de la frontière – plus de 400 kilomètres sur 911 – ce qui renforce son poids dans les négociations

avec ses partenaires russe et irakien en vue du partage de la Syrie en zones d'influence. ■

MARIE JÉGO

ET ALLAN KAVAL (À PARIS)

Le Point 2376 | 15 mars 2018



L'éditorial de Franz-Olivier Giesbert

Génocide des Kurdes par la Turquie : nous sommes tous complices

Avec l'affaire des Kurdes de Syrie, principaux artisans de la victoire contre Daech, l'Occident est arrivé au bout du bout de la bêtise et de l'ignominie. Avec un cynisme sans fond, le voici qui laisse la Turquie, son « alliée », les exterminer avec l'aide des soldats de feu l'Etat islamique.

Retrouvant les réflexes de son président « collabo » de sinistre mémoire Emil Hacha (1938-1939), la République tchèque n'a même pas hésité à arrêter ce week-end Salih Muslim, figure historique des Kurdes de Syrie, de passage à Prague, sous prétexte que son nom était inscrit sur la liste des « terroristes » établie par Ankara.

On ne refuse rien et on passe tout à la Turquie.

Membre de l'Otan, elle a réussi à faire oublier que, pendant tout le conflit avec Daech, elle est restée du dernier bien avec les islamistes, leur fournissant des armes en douce et leur servant de prête-nom pour vendre du pétrole. Une professionnelle du double jeu, de l'escobarderie.

Nationaliste hystérique, Recep Tayyip Erdogan, son président, Selim le Terrible de poche, n'a qu'une obsession : en finir avec les Kurdes de Syrie (moins de 3 millions de personnes) qui, s'ils obtenaient l'autonomie territoriale, doperaient, pense-t-il, les ardeurs indépendantistes des Kurdes de Turquie (entre 12 et 15 millions), minorité maltraitée sinon persécutée.

C'est pourquoi les plus hautes autorités religieuses de la Turquie ont décrété, sans doute à la demande d'Erdogan, le djihad contre les Kurdes de Syrie, selon un scénario déjà bien rodé : quelques mois avant le génocide de plus de 1 million d'Arméniens en 1915, le cheikh ul-Islam, chef spirituel des sunnites, avait pareillement donné le signal de la guerre sainte contre lesdits Arméniens. Aujourd'hui, les soldats turcs et les islamistes syriens attaquent les villages kurdes aux cris de : « *Allahou Akbar ! Sus aux porcs athéistes !* »

La Turquie en est-elle à un génocide près ?

Un siècle plus tard, on dirait que l'Histoire radote. Ce qui se passe aujourd'hui dans l'enclave d'Afrin et se perpétuera demain dans le Rojava a pour objet d'anéantir les Kurdes de Syrie et de les remplacer par des réfugiés arabes islamistes à qui seront données leurs terres. Toutes les conditions d'un succès semblent réunies pour Erdogan, qui s'est assuré la neutralité plus ou moins bienveillante de l'Iran, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de la France.

Il n'y en a pas un pour racheter l'autre. Honte aux gouvernants qui, à gauche comme à droite, d'Obama à Trump, rivalisent de cynisme et d'hypocrisie sur le dos des martyrs kurdes. Honte au troupeau des médias qui, avec leurs réflexes pavloviens, se déshonorent avec suffisance et bonne conscience.

N'entendez-vous pas les cris d'effroi sous les bombardements ? Non, bien sûr : tout le monde est sourd, personne ne veut savoir, les caméras ont mieux à faire ailleurs. Il est vrai que les chers confrères de la gauche bien-pensante à l'indignation sélective, pardon de l'euphémisme, ne s'intéressent qu'aux exactions commises par les « méchants » soldats de Bachar el-Assad dans la Ghouta orientale contre les « gentils » rebelles qui, cela va de soi, ne sont pas islamistes. Le conformisme islamo-gauchiste est en marche, rien ne l'arrêtera.

Bachar el-Assad est un boucher sans scrupules, de la même espèce que Recep Tayyip Erdogan, mais à cette différence près : tueur de masse, le dictateur syrien n'est pas génocidaire ; il n'a pas entrepris de supprimer une ethnie, celle des Kurdes de Syrie, de la surface de la terre. Pourquoi, alors, le président turc est-il tellement mieux traité par le camp du bien ? Qu'est-ce qui amène les « élites » politico-médiatiques de la planète à fermer systématiquement les yeux sur les massacres de Kurdes par l'armée turque et ses alliés islamistes ?

Mégalomane paranoïde et maître-chanteur patenté, Erdogan fait peur.

Il menace tour à tour de lâcher les vannes de l'immense réserve de migrants syriens parqués dans son pays (avec les subventions européennes) ou de remettre en question le maintien à Incirlik, sur son territoire, d'une grande base militaire américaine avec son arsenal d'ogives nucléaires. Face à lui, tout le monde se couche, y compris Trump-le-Matamore. Quant au président Macron, nous dirons, par politesse, que, dans ce festival de pleurerie internationale, il est à peu près aussi inflexible qu'un marshmallow. Pas glorieux, excusez du peu.

Rares sont ceux qui ont osé briser le silence radio.

Jean-Luc Mélenchon a bien donné, et grâce soient rendues à François Hollande, qui a sauvé l'honneur de l'Europe, ce dimanche, en prenant vigoureusement le parti des Kurdes de Syrie, qu'il avait déjà soutenus contre la Turquie il y a trois ans, quand ils ont libéré Kobané contre Daech et... les Turcs. Merci, M. Hollande ! Merci pour eux ! ■

« Ne laissons pas Afrin devenir, comme Rakka, un foyer djihadiste »

Des personnalités kurdes, originaires d'Afrin et vivant en Europe, lancent un appel à la communauté internationale et aux gouvernements européens, qu'ils jugent trop silencieux face à l'intervention de la Turquie dans l'enclave d'Afrin, dans le nord-ouest de la Syrie

Collectif

La population kurde d'Afrin lance un appel au secours à ses amis d'Europe et d'Occident pour leur rappeler que nous, les Kurdes, avons lutté ensemble contre la menace terroriste que représente l'organisation Etat islamique (EI) jusqu'à la victoire commune à Rakka. Aujourd'hui, la communauté internationale doit nous aider afin d'empêcher qu'une occupation durable et définitive du canton d'Afrin, imposée par le dictateur turc avec les armes de l'OTAN, ne soit admise dans l'indifférence totale des dirigeants du monde libre. Compte tenu de l'urgence de la situation, il est primordial d'agir immédiatement pour empêcher qu'un nouveau foyer djihadiste ne se constitue dans les montagnes d'Afrin. Si les puissances occidentales n'agissent pas, il sera impossible de se débarrasser de ces terroristes qui se préparent à exporter la guerre sainte en Europe. Ce foyer sera une menace pour les libertés et les citoyens du monde démocratique. Des crimes de guerre sont en cours, perpétrés par l'armée turque et les djihadistes dans la plus grande impunité.

La Turquie et ses supplétifs djihadistes sont engagés dans une entreprise d'épuration ethnique contre les Kurdes d'Afrin. Depuis le 20 janvier, l'armée turque a lancé une opération militaire cyniquement appelée « Rameau d'olivier ».

L'objectif du président Erdogan est clair. Il s'active à vider Afrin de sa population kurde afin d'y installer des personnes déplacées par la guerre et des réfugiés syriens se trouvant sur le territoire turc pour mettre fin à l'existence des Kurdes dans ce canton. Cette offensive consiste à détruire les infrastructures de la région au moyen de bombardements, privant ainsi la population de tout moyen de subsistance.

Dès le début de l'invasion, l'alimentation en eau potable a été coupée. Les habitants

n'ont accès qu'à de l'eau non traitée grâce à de rares puits, et sont victimes de graves maladies. Contrairement aux affirmations du gouvernement turc, les villes et les villages peuplés par des centaines de milliers de civils sont aussi les cibles de l'artillerie et des frappes aériennes. Celles-ci ont causé des milliers de morts et de blessés, dont de nombreux enfants, femmes et personnes âgées qui étaient dans l'incapacité de s'enfuir. A l'exemple de Jinderes et de Rajo, devenues aujourd'hui des « villes fantômes ». Ces bombardements ont même visé l'hôpital d'Afrin avant l'occupation, le 18 mars, qui a provoqué un exode total de la population du canton (de 150 000 à 250 000 personnes). Le sort de ces réfugiés ne connaît à cet instant même qu'une issue tragique. Selon les témoignages qui nous parviennent, les groupes djihadistes se livrent à des spoliations de biens des habitants dans toutes les localités qu'ils occupent désormais.

IMAGES INSOUTENABLES

Selon le président Erdogan et ses partisans, la guerre contre les Kurdes est une guerre sainte. Les forces turques et leurs supplétifs djihadistes armés et entraînés par Ankara mènent une campagne de terreur qui s'est traduite par de nombreuses exactions : exécutions sommaires de civils, prises d'otages, tortures de Kurdes yézidis et musulmans considérés comme des mécréants par les factions djihadistes. Ces faits sont avérés au vu des nombreux témoignages qui nous sont parvenus.

Pour rappel, les cadavres ne sont pas non plus épargnés, à l'exemple de cette jeune femme d'à peine 23 ans, Barin Kobané, dont le corps a été sauvagement mutilé le 2 février par les milices djihadistes, qui ont diffusé les images insoutenables de leur barbarie dans le but de provoquer la terreur au sein des Kurdes et de les forcer à fuir et à abandonner leurs terres ancestrales.

A ce jour, toute l'enclave kurde est désormais sous le contrôle de l'armée turque et des rebelles syriens. Leur première action a été de hisser le drapeau turc sur les bâtiments officiels et de détruire la statue de Kawa le Forgeron, symbole du peuple kurde et de la lutte contre la tyrannie. Les Kurdes qui sont directement visés sont ceux à qui l'Occident s'est allié pour chasser les djihadistes de l'EI du nord de la Sy-

rie. Les Kurdes visés par ce nettoyage ethnique sont les mêmes qui se sont sacrifiés en combattant l'EI aux côtés de la coalition occidentale pour protéger la population européenne du terrorisme islamiste.

Les Kurdes de Syrie, avec les chrétiens, les Arméniens et les autres minorités ethniques et religieuses demeurent les garants d'un futur système démocratique et laïque séparant la religion de la politique. Dans cette nouvelle Syrie coexisteraient toutes les communautés religieuses et ethniques, ce qui constituerait un exemple de savoir vivre ensemble en paix. Malgré cela, il semble que la peur qu'inspire Erdogan aux capitales occidentales les empêche de soutenir, ne serait-ce que diplomatiquement, leurs amis kurdes. Le silence de la communauté internationale participe ainsi au plan macabre planifié par Erdogan. Silence vaut acceptation.

Le peuple kurde résistera jusqu'au bout malgré le peu de moyens dont il dispose, mais les gouvernements européens doivent comprendre qu'il ne s'agit pas uniquement de la sécurité de notre peuple, car la chute d'Afrin signifie la création d'un nouveau foyer djihadiste menaçant la sécurité de Paris, de Berlin, de Londres et des villes où les individus aspirent à vivre libres et en sécurité dans un Etat de droit.

Alors que les militaires turcs et leurs supplétifs djihadistes sont entrés dans la ville d'Afrin, nous lançons un appel au secours : n'abandonnez pas vos alliés, agissez avant qu'il ne soit trop tard !

Nous demandons aux instances européennes ainsi qu'à la communauté internationale de fournir le support adéquat au peuple kurde afin de mettre maintenant un terme à l'occupation djihadiste-turque, et d'exiger la libération du canton. Nous demandons aussi la mise en place d'un couloir humanitaire afin que les instances internationales puissent faire parvenir toute aide indispensable à la survie de la population civile livrée à son sort sur le plateau de Robari du canton d'Afrin.

Ne laissons pas se créer un second Rakka ! ■

¶

Premiers signataires :

Mannan Seuleiman, professeur émérite UPMC-Paris, coordinateur du Comité de soutien pour Afrin (CSA, en cours d'enregistrement), Paris ; **Hassan Hamdoche**, consultant en système d'information, membre de CSA, Paris ; **Ghaleb Semo**, ingénieur en informatique, PDG d'Astan Informatique, Paris ; **Kulilk Marc**, avocate, Paris ; **Zainab Jemo**, ingénieure en génie civil, Paris ; **Ayman Chaabo**, docteur en chimie ; **Golnichan Semo**, diplômée en histoire de l'art, Ecole du Louvre, Paris ; **Apo Jemo**, ingénieur en génie civil, membre de CSA, Paris ; **Ali Bilal**, médecin, France ; **Ahmed Simo**, cardiologue, France ; **Cihan Xan**, artiste chanteuse, membre de l'ONG Lafam, membre de CSA, Paris

**SELON LE PRÉSIDENT
ERDOGAN,
LA GUERRE MENÉE
CONTRE LES KURDES
EST UNE GUERRE
SAINTE**

Syrie. Afrin tombé aux mains des Turcs : et maintenant ?

Après avoir chassé les Kurdes d'Afrin le 18 mars, l'armée turque pourrait poursuivre son offensive vers l'est, jusqu'à Manbij. Mais les troupes américaines, qui se trouvent sur place, risquent de riposter.

— **L'Orient-Le Jour** (extraits)
Beyrouth

Presque deux mois jour pour jour après le lancement de l'opération turque baptisée "Rameau d'olivier" contre les forces kurdes, la ville d'Afrin est tombée sous la coupe d'Ankara et de ses supplétifs syriens. Les forces turques et leurs alliés sont entrés sans combattre dans l'enclave qui était jusqu'alors sous contrôle kurde. Ankara considère la milice des Unités de protection du peuple (YPG), branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et alliée de Washington, comme un groupe terroriste dont il ne peut tolérer l'autonomie de facto à sa frontière avec la Syrie.

La prise d'Afrin est un revers sans précédent pour les Kurdes de Syrie, partenaires privilégiés de la coalition internationale dans la lutte contre l'organisation État islamique en Irak et en Syrie, et qui sont montés en puissance depuis 2014. Damas, qui pensait que les Kurdes allaient être dans l'obligation de lui céder la province, a également perdu son pari. Il voit au contraire le principal parrain de l'opposition renforcer son emprise sur son territoire.

Ankara, qui a bénéficié au préalable du feu vert de Moscou pour lancer son offensive, renforce un peu plus sa légitimité à la table des négociations aux côtés des Russes et de l'Iran. Le pari n'était pas gagné d'avance, alors que l'opération qui était censée être une attaque éclair a duré plus longtemps que prévu.

Revigoré par cette victoire, le président Erdogan devrait désormais être tenté

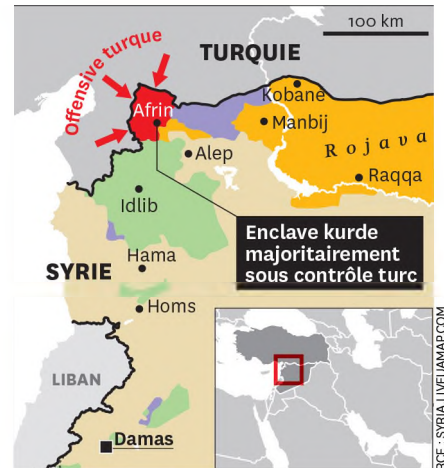
d'étendre son opération vers l'est, en direction de Manbij, comme il l'a souligné à plusieurs reprises. Il doit toutefois prendre en compte les positions de son partenaire au sein de l'Otan, les États-Unis, qui sont présents à Manbij, en soutien aux Kurdes, et qui ont déjà signalé à plusieurs reprises qu'ils ne comptaient pas s'en aller. "Il faut qu'ils [les États-Unis] se retirent immédiatement de Manbij", avait déclaré le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, au début de l'opération. "Il faut que les États-Unis rompent totalement avec eux [les YPG], qu'ils récupèrent les armes qu'ils ont données", avait-il ajouté. Une demande que Washington a feint d'écouter pour mieux l'ignorer.

Zone d'influence. Si les Américains n'ont jamais considéré Afrin comme faisant partie de leur zone d'influence, la donne devrait être différente à Manbij, où les forces américaines sont stationnées depuis la reprise de la ville par la coalition internationale des mains de l'État islamique (EI) en 2016. Toute attaque contre les Kurdes engendrerait une riposte des troupes américaines sur place, a déjà prévenu Washington, alors que les deux alliés de l'Otan souhaitent éviter toute confrontation qui serait désastreuse pour la région.

À la demande d'Ankara, Washington pourrait accepter de déplacer ses alliés kurdes à l'est de l'Euphrate pour une administration conjointe de Manbij. En échange, les Américains pourraient ainsi continuer à exploiter la base militaire turque d'Incirlik pour la lutte contre l'EI. Alors que les relations turco-américaines sont bien fragiles, les pourparlers ont eu lieu sous l'égide de l'ancien secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, remplacé par Mike Pompeo jeudi dernier, et du conseiller à la Sécurité nationale américain, H.R.

McMaster, dont le temps restant à la Maison-Blanche serait compté selon de nombreuses rumeurs. Alors que Tillerson et McMaster formaient un duo ayant pour fonction de calmer les ardeurs du président américain, Pompeo a un tempérament et des vues bien différents de ceux de son prédécesseur. Autant d'éléments qui pourraient influencer la politique américaine en Syrie.

— **Julie Kebbi**
Publié le 19 mars



Territoires sous le contrôle :

- des Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes des YPG
- des forces loyales à Bachar El-Assad
- des forces rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), soutenues par la Turquie
- d'une alliance entre l'ASL et des djihadistes



Contexte

"Jour de victoire pour la Turquie", proclame la une du quotidien **Sabah** lundi 19 mars. Comme l'ensemble de la presse pro-gouvernementale, le journal se félicite

de la prise de la ville d'Afrin, chef-lieu du district du même nom. L'armée turque et les forces syriennes qui lui sont alliées ont fait leur entrée dans la ville.

"Les terroristes ont fui sans regarder derrière eux", se réjouit le quotidien. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les forces kurdes ont subi de lourdes pertes, avec la mort de 1 500 combattants. L'armée turque a perdu 46 soldats et 225 seraient blessés, tandis que 400 de ses alliés rebelles auraient péri. En outre, 250 000 civils auraient fui la ville, estime l'OSDH. Au total, pas moins de 280 civils seraient morts depuis le début de l'offensive. Les yeux du président Erdogan se portent désormais plus à l'est, vers la ville de Manbij : il a aussi promis d'en chasser les YPG, qui l'avaient reprise des mains de l'État islamique en août 2016.



U.S. Actually Agrees With Iran and Syria, Says Turkey Is Helping ISIS by Attacking Afrin



Turkey-backed Syrian rebels walk past a burning shop after taking the city the majority-Kurdish city of Afrin in northwestern Syria, March 18, 2018. The U.S. and Syria have both highlighted reports of Turkey's insurgent Syrian allies destroying property and looting shops and homes in the city. BULENT KILIC/AFP/Getty Images



A man and children sit beneath posters bearing the images of Syrian President Bashar al-Assad (R), Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei (C), and Lebanese Hezbollah Secretary-General Hassan Nasrallah (L), next to another poster of Hezbollah, while taking refuge in the Shiite town of Nubel in Aleppo province, March 13, 2018 after fleeing from the Turkish offensive on the Syrian Kurdish town of Afrin. GEORGE OURFALIAN/AFP/Getty Images

By Tom O'Connor On 3/19/18
<http://www.newsweek.com>

The U.S. found itself on Monday roughly aligned with Syria and Iran—two nations it regularly condemns—over their mutual opposition to a Turkish offensive that has rocked the alliances of a seven-year civil war.

Washington hails Turkey as both a fellow NATO Western military alliance member and a partner in the fight against the Islamic State militant group (ISIS), but Ankara's ongoing offensive against a mostly Kurdish city in northwestern Syria has caused Pentagon-backed Kurdish fighters to redirect their efforts away from battling jihadis, frustrating the U.S.-led coalition. As Turkey and the mostly Arab Sunni Muslim insurgents of the Free Syrian Army took control of Afrin on Sunday, the State Department said it was "deeply concerned" over reports of mass evacuations and looting.

In a statement delivered by spokeswoman Heather Nauert on Monday, the U.S. fell short of explicitly condemning Turkey and acknowledged its "legitimate security concerns." It also said, however, that Washington remained committed to defeating ISIS via the Syrian Democratic Forces, a group dominated by Kurdish militias considered terrorist organizations by Ankara.

"The fighting in western Syria over the last two months, including in Afrin, has distracted from the Defeat ISIS campaign and provided opportunity for ISIS to begin reconstituting in some areas. This is a serious and growing concern. We call on all actors in Syria to remain focused on this significant threat from ISIS," the statement read.

As the Syrian Democratic Forces' Kurdish fighters left the U.S.-led coalition assault on ISIS in eastern Syria, they struck an alliance with the government of Syrian President Bashar al-Assad. The agreement left Washington in an awkward position as its leading ally on the ground teamed up with a government Western powers have attempted to overthrow since 2011.

The U.S. initially entered the Syrian conflict by helping fund, train and arm anti-Assad rebels such as the now-Turkey-aligned Free Syrian Army. As the Syrian opposition became increasingly jihadi and Russia intervened on behalf of Assad and his Iranian allies in 2015, the U.S. switched support to Kurdish fighters, many of which were seen as ter-

rorist organizations by Turkey due to alleged links to the restricted militant Kurdistan Workers' Party (PKK).

Not wanting to risk their partnerships with Turkey, neither the U.S. nor Russia have gotten directly involved on either side of the Afrin operation. Syria and Iran also have complicated relations with Turkey—whom they see as a regional competitor—and Kurds, who have sought greater autonomy in all three countries as well as in neighboring Iraq.

While Syria also referred to the People's Protection Units (YPG) as a terrorist organization, Assad saw the mostly secular Kurdish community as a potential partner against rebel groups and Turkey, which—along with the U.S.—he considered an invading force. In a letter sent Monday to the United Nations Security Council, the Syrian Foreign Ministry condemned the Turkish occupation of Afrin as well as reports of civilian casualties, theft and forced displacement.

"These acts and the Turkish aggressions not only threaten the lives of civilians and the territorial integrity of the Syrian people, but also prolong the war against Syria in service to terrorism and its supporters and threaten the security and peace in the region and the world," the ministry wrote, according to the official Syrian Arab News Agency.

As the Russia-backed Syrian military recovered losses suffered earlier on in the war to rebels and Islamist militants, a number of Iran-backed and mostly Shiite Muslim militias that support Assad have become increasingly influential in the country. Like Russia, Iran has attempted to balance its support for Assad with maintaining a strategic relationship with Turkey.

The two Middle Eastern powers may not agree on the political future of Syria, but they do share an enmity for Saudi Arabia and have worked together under the Russia-led Syrian peace process based in the Kazakh capital of Astana.

About a month after Turkey and the Free Syrian Army launched the campaign against Afrin, Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif said he understood why Turkey would oppose the deployment of U.S.-backed Kurds near the border, but argued that "incursions in others' territories is not the way to address the problems," according to Iran's semi-official Press TV outlet. ♦



Syrie: les Kurdes abandonnés par les Occidentaux

Après la prise d'Afrine, la Turquie veut élargir son offensive vers le nord-est de la Syrie contre les alliés de l'Occident dans la lutte contre les djihadistes de Daech. PAGES 2, 3 ET L'EDITORIAL

Syrie des Kurdes de Turquie, au nom de la sécurisation des frontières. Le même prétexte a été utilisé en 1915, quand la Turquie a déporté les Arméniens pour les éloigner de la Russie, soi-disant pour les mettre à l'abri. D'un siècle à l'autre, les arguments, les techniques et les modes opératoires sont identiques.

Vous dénoncez un abandon des Kurdes par les Occidentaux...

Malheureusement personne n'a eu le courage d'affronter diplomatiquement le président Erdogan par peur de représailles. Les Kurdes ont été sacrifiés. C'est une faute morale incommensurable, car ceux qui sont morts là-bas sont ceux que l'on célébrait, il y a quelques mois, quand ils ont libéré Raqqa et le nord de la Syrie de Daech.

« La France a fait le service minimum »

KENDAL NEZAN

Kendal Nezan: « Cet abandon de l'Occident est une grave erreur politique »

PROPOS RECUEILLIS PAR
THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris.

LE FIGARO. – Faut-il craindre un nettoyage ethnique dans l'enclave d'Afrine ?

Kendal NEZAN. – Les habitants d'Afrine se sont installés dans des conditions effroyables dans un no man's land qui n'est contrôlé ni par les Kurdes, ni par le régime syrien. Les Turcs ne les laissent pas revenir chez eux. On peut craindre une opération de nettoyage ethnique car les Turcs ont fait savoir qu'ils comptaient installer à Afrine des centaines de milliers de réfugiés syriens en Turquie, pour l'essentiel des Arabes. Erdogan parle de rendre ces territoires à leurs « véritables propriétaires ». Il a fait fabriquer des statistiques selon lesquelles il y aurait une majorité arabe, 15 % de Turkmènes et 25 % de Kurdes.

S'il y a un domaine où la Turquie excelle, c'est bien celui de l'ingénierie démographique. Elle sait modifier la géographie d'un peuple comme elle l'a démontrée en 1915 avec les Assyro-Chaldéens puis avec les Kurdes, et dans les années 1980-1990 en forçant à l'exil plus de 3 millions d'entre eux. Le projet turc était connu depuis le début de la guerre en Syrie : elle voulait créer à la frontière syro-turque une zone « tampon » d'une trentaine de kilomètres de profondeur et y installer une population arabe pour couper les Kurdes de



SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

« Personne n'a eu le courage d'affronter diplomatiquement le président Erdogan par peur de représailles », explique Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

Ce sont eux qui ont neutralisé des milliers de djihadistes occidentaux, y compris des Français. Le devoir de loyauté, de solidarité est oublié. On est plus dans les temps où l'on parlait du sens de l'honneur, mais un minimum de devoir moral aurait dû conduire les alliés occidentaux à condamner formellement la Turquie pour son intervention. Personne ne l'a fait. On leur a donné carte blanche. Au-delà de la faute morale, c'est une erreur politique aux graves conséquences. Les combattants kurdes sont le rempart contre Daech. Mettez-vous à leur place ? Pourquoi se battre contre Daech alors qu'ils ont été abandonnés à Afrine ? L'État islamique n'est pourtant pas fini. Sur qui peuvent compter aujourd'hui les Occidentaux ? Sur la Turquie ? Sur ceux que l'on appelle par commodité les rebelles, alors que ce sont des mouvements salafistes et pour certains d'entre eux djihadistes ?

Quel jugement portez-vous sur la position de la France ?

La France a fait le service minimum. On compatit aux malheurs des Kurdes et en même temps on accorde le droit à la Turquie de sécuriser sa frontière qui n'est pas menacée. On ménage la chèvre et le chou, au lieu de mobiliser l'Europe et le Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a un changement important avec les Kurdes de Syrie. Le président Hollande les avait soutenus en les recevant et en les armant, avec l'appui des forces spéciales qui opéraient en Syrie. C'étaient des alliés. Le président Macron n'a pas cette histoire et cette sensibilité. Il est intervenu auprès d'Erdogan, mais ce dernier n'entend pas les discours modérés. Le sentiment des Kurdes est que les Occidentaux ont laissé faire. La France a fait plus que les autres, mais pas assez pour prévenir cette catastrophe alors qu'elle en avait les moyens.

Les combattants kurdes pourront-ils maintenir leur contrôle sur le nord

de la Syrie ?

Après Afrine, je crains que cela se passe de la même manière au Rojava (*nord de la Syrie, NDLR*). Tout dépendra des Américains. Il se peut qu'ils s'opposent à l'invasion turque du Rojava, mais à l'heure

actuelle personne ne peut dire ce qu'ils vont faire. Le Rojava est pour les Américains l'occasion non pas d'imposer une entité kurde mais de peser sur les négociations sur l'avenir de la Syrie, car ils n'ont pas d'autres leviers. Ils ne veulent

pas que les Iraniens contrôlent toute la région, et menacent gravement Israël. Les Kurdes dans ce jeu sont des alliés de circonstance. ■

LE FIGARO

mercredi 21 mars 2018

Après Afrine, la Turquie veut élargir l'offensive contre les Kurdes syriens

Ankara et les rebelles anti-Assad entendent prendre le contrôle de Manbij, cent kilo mètres plus à l'est.



ALUERE AL-KHATIB/AFP

Si nous sommes votre partenaire stratégique, alors vous devez nous respecter, vous devez marcher à nos côtés.

RECEP TAYYIP ERDOGAN, S'ADRESSANT AUX AMERICAINS



Des civils fuient les combats dimanche à Afrine, alors que les chars de l'armée turque viennent d'entrer dans la ville.

NAZEER AL-KHATIB/AFP

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

NI LA TURQUIE ni ses alliés, les insurgés syriens, ne s'en cachent : après avoir conquis Afrine aux miliciens kurdes, Ankara et les rebelles anti-Assad entendent prendre le contrôle de Manbij, à cent kilomètres plus à l'est, et au-delà d'une bande de terre administrée par les Kurdes, le long de la frontière avec la Turquie. Mais à Manbij, le déploiement de 200 soldats américains fait planer la menace d'affrontements entre alliés au sein de l'Otan. Le scénario de la débâcle d'Afrine peut-il se rééditer à Manbij ?

Lundi, alors que les Kurdes annonçaient le lancement d'une « guérilla » contre « l'occupation turque » de l'enclave d'Afrine, des responsables militaires américains affichaient ostensiblement leur présence à Manbij. Washington est « préoccupé » par l'exode de dizaines de milliers de civils kurdes jetés sur les routes. Mais que pèsent ces manifestations

d'indignation face à la realpolitik ? Washington est-il prêt à partir en guerre contre son allié turc, pour satisfaire les miliciens kurdes syriens, certes partenaires de l'Occident dans la guerre contre Daech, mais également émanation locale d'une organisation - le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan - que les États-Unis, comme Ankara et l'Union européenne, qualifient de « terroriste » ?

Manbij n'est pas Afrine. Celle-ci était peuplée d'une majorité de Kurdes, tandis qu'à Manbij, ce sont les Arabes, qui y sont majoritaires à 75 %. En 2016, après la conquête de Manbij sur Daech par une alliance de combattants arabo-kurdes, soutenue par les États-Unis, un « Conseil civil » fut installé à Manbij et sa campagne. Mais dans cette portion de Syrie post-Daech, la greffe arabo-kurde n'a pas pris.

Vers un nouveau recul

« Le Conseil est dominé par les Kurdes, en

particulier les vétérans du PKK qui coopèrent les notables locaux et les renvoient en cas de problème », analyse le chercheur Fabrice Balanche, qui était à Manbij en février. Les incidents se sont multipliés.

Le chef du comité de réconciliation et un responsable kurde de la sécurité furent assassinés. En janvier, des manifestations contre le Conseil de Manbij éclatèrent, organisées par des tribus arabes, hostiles à la conscription de leurs enfants par les Kurdes.

Après la défaite d'Afrine, des miliciens kurdes se sont repliés à Manbij. « Les Kurdes ne laisseront pas les clés de Manbij à la Turquie », anticipe F. Balanche, car « ce serait une autre humiliation, et Erdogan pourrait alors continuer son offensive plus à l'est. »

Mais une fois de plus, peu d'options s'offrent aux Kurdes. Compter sur la protection des 2 000 soldats américains, déployés dans le Nord-Est syrien ? Pour ne

pas aggraver son contentieux avec Ankara, Washington se serait entendu avec la Turquie pour éviter un affrontement entre alliés à Manbij. Une des solutions envisagées serait le déploiement de forces turques aux côtés des marines... et l'expulsion des miliciens kurdes de Manbij.

Pour éviter ce scénario synonyme de nouveau recul, les Kurdes n'auront probablement pas d'autre choix que de se tourner vers Damas. Comme ils l'ont fait pendant l'offensive turque contre la poche d'Afrine. « Les Kurdes ont certainement tiré la leçon de leur erreur », estime un diplomate occidental, qui suit le dossier syrien. Juste avant le déclenchement de l'opération militaire turque, le 20 janvier, la Russie proposa aux Kurdes de céder le contrôle d'Afrine au régime syrien, moyennant quoi la Turquie n'interviendrait pas contre eux. « S'ils avaient accepté, ils auraient certes dû renoncer à une part de leur autonomie, mais ils n'auraient pas tout perdu à Afrine », estime le chercheur Hassan Hassan.

Douloureux réajustements

Le retour du régime syrien à Manbij impliquerait le départ de la petite garnison américaine sur place. Mais cette présence contrevient à l'accord de déconfliction conclu entre Washington et Moscou dans le Nord syrien, au terme duquel les Russes sont à l'ouest de l'Euphrate, les Américains à l'est. Or Manbij est à l'ouest.

Erdogan se tourne maintenant vers l'Est

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) LE 19 MARS 2018

Forces démocratiques syriennes (FDS)* Régime syrien Daech
 Rebelles syriens... ... avec le soutien de l'armée turque

Les régions faiblement peuplées apparaissent en clair sur la carte

Présence de l'armée turque hors de la région d'Afrine Présence de l'armée américaine aux côtés des FDS



« Si les Kurdes n'ont pas été capables de résister dans une région montagneuse et ethniquement homogène comme Afrine, où ils avaient fortifié leurs positions, comment pourraient-ils résister au milieu de populations mixtes à Manbij, Tall Abyad ou Kamechliyé », s'interroge Fabrice Balanche. « Afrine était un fief historique kurde », insiste-t-il. Dans les années 1990, quand le leader kurde Abdullah Ocalan était réfugié à Damas, son parti, le PKK, recrutait de nombreux

jeunes d'Afrine pour sa guérilla antiturque. Devenus des vétérans du combat, ce sont eux qui ont bâti le « Rojava », ces trois cantons kurdes quasi autonomes, après le départ des troupes d'Assad en 2012.

Depuis, forts d'appuis internationaux probablement surestimés, les Kurdes ont avancé en profondeur en territoire arabe. Mais aujourd'hui, l'heure des douloureux réajustements a, sans doute, sonné pour la minorité kurde de Syrie. ■

MORT D'UNE COMBATTANTE BRITANNIQUE PROKURDE



Une combattante britannique engagée aux côtés des forces kurdes a été tuée lors de l'offensive menée par la Turquie dans la région syrienne d'Afrine, a indiqué lundi une porte-parole de ces forces. Anna Campbell a été tuée la semaine dernière dans l'enclave d'Afrine, cible d'une offensive d'Ankara et de supplétifs syriens depuis deux mois, a indiqué Nisrine Abdallah, porte-parole des Unités de protection de la femme (YPJ). Selon la porte-parole, Anna Campbell avait rejoint les YPJ en mai 2017 et n'a été mobilisée sur le front que ce mois-ci. Après le début de l'offensive turque sur Afrine, « elle a insisté pour être envoyée là-bas », a-t-elle précisé.

ÉDITORIAL par Arnaud de La Grange adelagrang@lefigaro.fr

Renielement

En grand chroniqueur de la comédie humaine, Honoré de Balzac nous dit que « l'ingratitude vient peut-être de l'impossibilité où l'on est de s'acquitter ». C'est une tragédie qui se joue dans le nord de la Syrie, mais l'une de ses clés se trouve peut-être dans ces mots. Aux Kurdes qui leur ont servi de fantassins dans la lutte contre Daech, les Occidentaux ne savent qu'offrir. Alors ils les lâchent, les sacrifient.

Cette indignité se fait dans l'indifférence de l'opinion et l'indignation très amortie des politiques. Il y a trois ans, les jeunes combattantes kurdes qui avaient défendu Kobané face aux djihadistes étaient célébrées jusqu'au Palais de l'Élysée. Aujourd'hui, on les regarde mourir en silence.

Cela semble une fatalité. Comme si, à la fin, dans cet Orient compliqué, les Kurdes devaient toujours perdre. Il est vrai qu'ils ne s'aident pas toujours eux-mêmes. Divisions claniques, conflits et sous-conflits en cascade, alliances de revers minent leur cause et leurs projets.

Cet abandon est d'autant plus révoltant que les Kurdes sont laissés seuls face à un auto-

crate turc qui passe son temps à défier ces mêmes Occidentaux. Et qui s'appuie sur des soi-disant « rebelles syriens » aux forts relents islamistes. Nous renions notre propre camp.

Il ne s'agit pas de faire des forces kurdes de Syrie une armée des anges. Elles restent cousines du PKK marxiste-léniniste de Turquie, même si cette coloration idéologique a passé

Le lâchage des Kurdes est une faute morale et politique

avec les années. Mais nous avons des valeurs en commun. Et nous serons toujours plus proches d'un mouvement qui met les femmes au même rang que les hommes que de ceux qui les rangent dans une catégorie inférieure. Ce lâchage est une faute morale. C'est aussi une faute politique. Les Occidentaux montrent que leurs alliés d'un jour peuvent le lendemain être traités comme de vulgaires supplétifs. De la chair à canon qu'on laisse tomber quand elle a fini de servir. Alors que des combats essentiels sont loin d'être terminés, le signal est désastreux. ■

Erdogan savoure une victoire stratégique

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

LA PHOTO du drapeau turc hissé sur Afrine – et qui tapissait, ce lundi, la une de tous les journaux turcs – résume l'état d'esprit de Recep Tayyip Erdogan au lendemain de la « victoire » : celui d'un président déterminé à capitaliser sur la conquête de cette ville syrienne contrôlée par les milices kurdes de l'YPG pour peser de tout son poids dans les négociations internationales sur le devenir de la Syrie et redorer son blason auprès de la population. « C'est un tournant stratégique pour la Turquie », avance Murat Yesiltas, directeur des études sur la sécurité au sein du think-tank progouvernemental Seta. « Par cette victoire, précise-t-il, le pouvoir turc sécurise sa frontière avec la Syrie, en guerre depuis sept ans, et inflige au PKK un revers sans précédent (les forces YPG étant considérées comme une extension syrienne du PKK, classé « terroriste » par Ankara, NDLR) ». Cette position de force devrait ainsi permettre à Ankara de « relancer les discussions avec les États-Unis » (connus pour leur soutien envers les TPG, alliés de taille dans leur lutte contre Daech), notamment sur le devenir d'une autre ville syrienne, Manbij, à l'est de l'Euphrate, où sont déployés de nombreux combattants kurdes.

Dimanche, l'arrivée des chars de l'armée turque au cœur d'Afrine, a créé la surprise. « Personne ne s'attendait à une victoire si rapide », concède le politologue turc Behlül Özkan, et professeur associé à l'université Marmara. Déterminé à déloger les miliciens YPG de cette enclave syrienne, pour empêcher la création d'un corridor kurde le long de sa frontière, Ankara avait lancé, il y a deux mois, l'opération « Rameau d'olivier ». Les soldats turcs, appuyés par les combattants de l'Armée syrienne libre, avaient d'abord rencontré une résistance farouche de leurs adversaires, familiers du paysage montagneux et aguerris dans la bataille contre les djihadistes de l'EI. Une fois les forces turques et leurs supplétifs syriens parvenus aux portes d'Afrine, les rumeurs gonflaient sur le risque d'une bataille urbaine particulièrement meurtrière, voire d'un massacre à grande échelle des populations kurdes.

L'avantage du pouvoir turc

Or, d'après un premier bilan officiel turc, l'offensive de 58 jours a coûté la vie à 46 soldats turcs et a permis de « neutraliser 3 603 terroristes ». Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, quelque 280 civils ont été tués depuis le début de l'opération. En revanche, toujours d'après cet organe indépendant, environ 250 000 habitants d'Afrine auraient fui la ville en moins d'une semaine. Ce soudain retrait – qui explique la facilité avec laquelle les Turcs sont finalement entrés dans la ville sans combattre – « a proba-

blement été négocié préalablement entre Ankara et Washington », poursuit Behlül Özkan. Et de rappeler une accélération notoire des événements depuis la visite, en février dernier à Ankara, de l'ex-secrétaire d'État américain Rex Tillerson, qui aurait vraisemblablement encouragé ses alliés à se retirer d'une ville que Washington n'a jamais considérée comme faisant partie de sa zone d'influence.

Pour l'heure, cette victoire à moindre coût joue à l'avantage du pouvoir turc. « Au niveau national, le gain politique est conséquent pour Erdogan, à l'approche des élections de 2019. Avec Afrine, il est parve-

nu à titiller la fibre nationaliste des Turcs et à rassembler l'essentiel de l'opposition turque, à l'exception du parti prokurde HDP », observe le politologue. La suite est plus incertaine. « La conquête militaire d'une région ne va pas toujours de pair avec son contrôle. Reste à voir comment les populations kurdes vont accepter la présence turque. De plus, la crainte d'un changement démographique, en vertu d'une relocalisation des populations syriennes arabes, réfugiées en Turquie, sur Afrine, pourrait provoquer d'importants changements démographiques – et exacerber les tensions interethniques », prévient-il. ■

Une défaite qui marque le début de la fin d'un Kurdistan syrien



DÉCRYPTAGE

Adrien Jaulmes

ajaulmes@lefigaro.fr

L'ÉTAU se resserre sur les Kurdes de Syrie. La prise d'Afrine par l'armée turque et ses alliés djihadistes syriens marque le début de la fin du rêve kurde du Rojava. Né à la faveur de la guerre civile dans le nord-est de la Syrie, ce proto-État voit son existence commencer à être remise en cause de toute part. Même si les milices kurdes des YPG (Unités de protection populaire) représentent toujours une force militaire non négligeable sur le champ de bataille syrien, les circonstances favorables qui ont permis aux Kurdes de se tailler un territoire autonome sont en train de disparaître. La défaite de la rébellion syrienne a joué contre les Kurdes. Ceux-ci avaient habilement profité du soulèvement populaire contre Bachar el-Assad pour gagner leur autonomie. Se tenant soigneusement à l'écart des combats entre le régime et les rebelles, les partis kurdes sont sortis dès 2012 de la clandestinité, et les YPG ont sanctuarisé leurs villes et leurs villages dans le nord et l'est du pays. À partir de ces îlots, les Kurdes ont ensuite pris peu à peu le contrôle d'un territoire continu allant de l'Euphrate à la frontière irakienne, Afrine restant une enclave distincte à l'ouest du fleuve. La reconquête par Assad des territoires perdus fait monter la pression sur les Kurdes, et leur succès même représente une menace intolérable pour l'État syrien comme pour la Turquie voisine.

Les Kurdes syriens ont entre-temps perdu leur utilité pour leurs alliés occidentaux. Devenus les soldats au sol de la coalition internationale en guerre contre Daech, ils sont à l'apogée de leur influence en octobre 2017, moment de la prise de Raqqa, la capitale syrienne de l'État islamique. Leur situation com-

mence à se dégrader après cette date. La défaite de l'État islamique rend les Kurdes moins indispensables, et leur autonomie plus irritante pour leurs adversaires, et en particulier la Turquie. Le président turc, Erdogan, qui a presque tout raté depuis le début de la crise syrienne, misant d'abord sur la chute rapide de Bachar el-Assad, puis sur les djihadistes les plus radicaux avant de les voir se retourner contre lui, a vu avec fureur se constituer sur sa frontière sud un territoire pouvant servir de base arrière aux séparatistes kurdes du PKI, les cousins turcs des YPG. Après une première incursion le long de l'Euphrate pour empêcher la jonction des cantons kurdes, Erdogan lance le 20 janvier dernier l'opération « Rameau d'olivier » visant à reprendre Afrine.

Chantage aux migrants

La Russie a aussi décidé d'agir contre les Kurdes. Afin de déranger les plans américains, les Russes ont donné leur feu vert à l'opération turque, en laissant l'aviation d'Ankara opérer dans l'espace aérien qu'ils contrôlent. Le régime syrien n'a laissé passer que les réfugiés Kurdes fuyant Afrine, mais empêchant des renforts de rejoindre l'enclave. Cette mauvaise conjonction stratégique risque de durer. La présence des forces américaines dans le reste du Rojava constitue le dernier atout des Kurdes syriens. Mais la politique de Washington, qui ne s'est pas caractérisée par sa cohérence depuis le début de la crise syrienne, reste une donnée aussi changeante qu'imprévisible. Quand aux Européens, soumis au chantage aux migrants d'Erdogan, leur capacité d'action est limitée. Et le sort de leurs alliés kurdes risque de ne pas peser bien lourd face à la perspective d'une nouvelle vague de migrants, si la Turquie relâche le contrôle de ses frontières. Vic-times historiques de la constitution des États du Moyen-Orient au XX^e siècle, les Kurdes sont au début du XXI^e de nouveau bien seuls. ■

Turkey Is Launching the Next Middle East War With Attacks on Kurds in Iraq and Syria

By Tom O'Connor On 3/21/18
<http://www.newsweek.com>

The U.S. and Turkey have offered conflicting statements as to whether Washington had agreed to allow Ankara to expand its war against Kurdish fighters operating alongside U.S. Special Forces in Syria. Meanwhile, new Turkish airstrikes targeted other Kurdish fighters in Iraq on Wednesday, signaling a new phase of conflict in two nations still reeling from being partially overtaken by the Islamic State militant group (ISIS).

Ibrahim Kalin, a spokesman for Turkish President Recep Tayyip Erdogan, initially told Al Jazeera on Monday that his government had reached a general agreement with the U.S., one that would allow Turkish forces and their Syrian rebel allies to expand an offensive against Syrian Kurdish fighters across northern Syria. The U.S. has trained and equipped a number of these Kurdish groups, including the People's Protection Units (YPG), in order to fight ISIS as part of the larger Pentagon-backed Syrian Democratic Forces.

Turkey, however, has argued these Kurdish groups are linked to the militant Kurdistan Workers' Party (PKK) that has launched a decades-long separatist insurgency against Ankara. Turkey launched an invasion of Syria in January to oust the YPG from the northwestern Syrian city of Afrin. On Sunday, nearly two months later, they succeeded, and Erdogan has plans of continuing the operation to other Kurdish cities such as Manbij, where U.S. forces are supporting their Kurdish allies.

In response to Kalin's suggestion that the U.S. had agreed to move these troops or order them to stand down in the event of a Turkey-backed attack, State Department spokeswoman Heather Nauert told reporters Tuesday,



Turkish troops sweep the Kani Rash area of northern Iraq in an operation against suspected Kurdistan Workers' Party (PKK) militants, on March 21. Iraq and Syria have both called for Turkish troops to immediately withdraw from their countries. **TURKISH ARMED FORCES**



A tank belonging to Turkish soldiers and rebel Free Syrian Army fighters is seen in the Kurdish-majority city of Afrin, in northwestern Syria, after they took control of the city from the Kurdish People's Protection Units (YPG), on March 18. Turkish flags adorned local buildings in the city, signaling a potential long-term presence. **OMAR HAJ KADOUR/AFP/Getty Images**

"That's funny, because no agreement has been reached."

After speaking with outgoing Secretary of State Rex Tillerson on Wednesday, Kalin clarified, saying they had reached "an understanding," not an agreement, as Turkish troops and insurgent Free Syrian Army fighters advanced closer to U.S. military positions in northern Syria, according to Turkey's Daily Sabah. Not wanting to risk its partnership with fellow NATO member Turkey, the U.S. has so far declined to get involved in the Afrin operation, but its cost Washington the trust of its leading ally on the ground in Syria. Kurdish fighters of the Syrian Democratic Forces active in the fight against ISIS in eastern Syria have redeployed en masse in an attempt to defend Afrin, and now other Kurdish cities in the north.

It has also established an unlikely alliance of local actors whose tensions far predate the ongoing civil war. Kurds have accused Syrian President Bashar al-Assad of oppressing their cultural and political aspirations in the country, and the Baathist leader's father actually expelled PKK leader Abdullah Öcalan to Turkey in 1998, a year before Öcalan was arrested by Turkey and two years before the senior Assad's fatal heart attack placed his youngest son in power.

Turkey went on to join the West and Gulf Arab states in backing the 2011 uprising against Assad, however, and Syrian Kurds have since been alienated by an increasingly jihadi opposition. Last month, Syrian Kurds appealed to Assad for help and a number of pro-government National Defense Forces units were sent to the region to fight.

While Syria has yet to fully open a new front against the Turkish incursion, it has appealed to the United Nations Security Council, which has been more focused recently on criticizing Assad's violent offensive against other pockets of rebel groups that continue to launch deadly rocket attacks on Damascus. Russian and Iranian support has allowed the Syrian military retake control of vast swathes of the country, leaving only bastions of insurgent control and large sections of the north under Syrian Democratic Forces administration.

If Turkey and its rebel allies swept through the Kurdish heartland of northern Syria, they would come across U.S. military bases established to defend Kurds against ISIS, and the Pentagon has offered no indication that its forces would step aside.

The rise of jihadi Sunni Muslim groups in the aftermath of the U.S. invasion of Iraq 15 years ago left the country's border with Syria permeable. As unrest gripped Syria as well, the former Al-Qaeda-affiliate Islamic State of Iraq used this as a platform to spread across the border under the banner of ISIS in 2013. The following year, it took over about half of both Iraq and Syria.

In Syria, ISIS faced a pro-Syrian government campaign by the military, Russia and a number of mostly Iran-backed militias as well as the U.S.-led coalition campaign spearheaded by the Syrian Democratic Forces. In Iraq, the U.S.-led coalition supported Kurdish forces and the Iraqi military, which fought alongside other Iran-backed militias. Last year, both the Iraqi and Syrian governments declared ISIS effectively defeated.

Early this year, Iraq and Syria have expressed concern about Turkey, which has also begun conducting airstrikes against Kurdish fighters in northern Iraq. While the Syrian government outright considered the U.S. and Turkish military to be invaders in the country due to their support for insurgents throughout the war, the Iraqi government has maintained better ties. Iraq has agreed to work with Turkey against suspected PKK-aligned groups, but it has warned that Ankara must do so with Baghdad's approval. Iraqi Foreign Minister Ibrahim al-Jaafari told his Turkish counterpart on Wednesday that he hoped to develop better relations between the two nations, but called for an end to unsanctioned Turkish attacks on Iraqi Kurds and a withdrawal of Turkish troops from northern Iraq.

"While we give importance to the depth of Iraqi-Turkish relations, we categorically reject violations of Iraq's borders by Turkish forces, and re-emphasize the need to withdraw of Turkish troops from the city of Bashiqa," Jaafari said, according to an Iraqi Foreign Ministry statement. ♦

Turkey demands 'respect' after taking Syria's Afrin from Kurdish militia

Turkish President Recep Tayyip Erdogan called on the United States to support its NATO partner as it prepares to expand military operations against the Syrian Kurdish People's Protection Units.



Ayla Jean Yackley
March 20, 2018
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan called on the United States today to "show respect" to Turkey as it prepares to expand an offensive against a Kurdish militia deeper into Syria after the swift capture of one of its strongholds in the war-torn country's northwest.

The Turkish military and members of the Free Syrian Army (FSA) aligned with it took the city of Afrin on Sunday, capping a two-month operation to repulse the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) from a province on Turkey's border.

The YPG has enjoyed American support, including arms and training, in the fight against the Islamic State (IS), helping the US-led coalition since 2014 to expel the jihadis from almost all of Syria.

But Ankara sees the YPG as an extension of the Kurdistan Workers Party, which it lists as a terror group for waging a three-decade insurgency for greater autonomy within Turkey at a cost of 40,000 lives. Erdogan has vowed to eradicate Kurdish militants and said on Monday that his army would attack them in other parts of Syria and even northern Iraq.

"You say you are our strategic partner, and then you go collaborate with terrorists. The truth is now out there. If we are going to be strategic partners, you have to respect us and walk with us. You tried to deceive us," Erdogan told his party's lawmakers on Tuesday, referring to the United States.

"You told us you would clean up IS by cooperating with this terrorist organization and did not believe us when we said we should do it together. Now you see how our soldiers and our FSA take care of business," he said.

The outgunned YPG said it will switch to guerrilla tactics against Turkish forces in Afrin. Its withdrawal from a territory on which the Kurds had pinned hopes for eventual autonomy in a post-war Syria shows how daunting that project is without a foreign power's backing.

Evidence the YPG had initially planned to stay and fight in the city includes large stores of weapons supplied by Russia and the United States that were found by Turkish forces, reported Hurriyet citing intelligence sources. But the fighters abandoned Afrin, hiding in civilian convoys headed for Tell Rifaat and Aleppo beginning March 14 after US commanders, recognizing Turkey's determination and capacity to take the area, persuaded the YPG to return to the Kurdish-controlled city of Manbij and resume the fight against IS, some in Ankara believe.

Erdogan has repeatedly said Turkey will move on to Manbij some 60 miles



Turkish-backed Free Syrian Army members pull down a Kurdish statue in the center of Afrin, Syria, March 18, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

east of Afrin. But that could pit NATO's second-biggest army dangerously close to US troops; some 2,000 US special forces support the YPG there.

The Pentagon warned Turkey on Monday that American troops would remain in Manbij. Yet Turkey insists it has a deal with the US administration to remove the YPG from Manbij and is waiting for the United States to implement it.

A 90-day plan to eject the YPG from Manbij agreed with Secretary of State Rex Tillerson in February has been put on hold after he was fired by President Donald Trump, reported Haberturk. Turkey now awaits Tillerson's successor to take office and honor the deal.

But it will not wait forever. Turkey will launch an operation in Manbij at the end of May or beginning of June, according to the newspaper, citing war plans drawn up by Turkish security officials for Syria last year. Another offensive to remove Kurdish positions from areas further east to the Iraqi border is set for early 2019.

"The US-led coalition sees Manbij as a successful example of an area liberated from IS with local forces, where there is order and people have been able to return to their homes," said Mutlu Civiroglu, an independent Kurdish affairs analyst based in Washington.

"That makes it difficult for Erdogan to redirect there, but he is clearly not joking. He has seen that international reaction [to Turkey's incursion into Afrin] has been weak, and so there is a serious risk that Turkey could enter into a fight that the United States does not want it to," he told Al-Monitor.

Syrian Kurds believe Erdogan has been encouraged by Moscow, which allowed Turkish airplanes to use the space it controls above Afrin, to exacerbate the dispute between the NATO partners as a step toward weakening the alliance, Civiroglu added.

Some in the Turkish media urged their government to promptly build on the victory in Afrin and "plant the flag" to quash Kurdish dreams of statehood in territory spanning Syria to the Iranian border.

"It is impossible that America or another superpower ... will risk a war with Turkey," wrote columnist Can Atakli in Sozcü newspaper.

In the meantime, Turkey will erect a half-dozen military outposts in Afrin and rebuild public buildings damaged in the operation. Government-sanctioned groups are delivering aid to civilians, according to news reports.

Residents are returning to the streets of Afrin despite ongoing explosions, Hurriyet reported. Seven civilians and four FSA fighters were killed on Monday after a bomb detonated in a building they were inspecting, it said.

The Red Cross wants access to civilians in Afrin, saying Turkish aid groups lack credibility among Syrian Kurds after the military operation.

The United States is "deeply concerned" about the humanitarian situation in Afrin and called on Turkey, as well as Russia and Syria, to allow in →



At least 30,000 people have fled Afrin since fighting broke out two months ago, a city once seen as a beacon of refugee for those fleeing Isis Reuters

→ international aid groups, said US State Department spokeswoman Heather Nauert on Monday. "The fighting in western Syria over the last two months, including in Afrin, has ... provided opportunity for [IS] to begin reconstituting in some areas," she added.

Nauert's "baseless" comments underscore the United States' failure to comprehend Turkey's mission in Afrin, said the Turkish Foreign Ministry in an emailed statement. "What is really damaging the fight against terrorism in Syria is the approach that uses one terrorist organization against another, creates a fait accompli about this terrorist organization's separatist agenda and turns a blind eye to the demographic changes it [seeks]."

For its part, Syria accused Turkey of war crimes and called on it to "immediately withdraw" from Afrin in two letters the Foreign Ministry sent to the United Nations. "Turkey's behavior and attacks not only threaten citizens and the unity of Syria's land and people — they also prolong the war in Syria," it said. ♦

Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights. Her reporting has also taken her to Iraq, Iran, Syria, Afghanistan, Russia, Germany and Cyprus. You can follow her on Twitter: @aylajean

The Washington Times

March 21, 2018

Why America must help the Kurds in Syria

By Rachel Avraham / March 21, 2018

<https://www.washingtontimes.com>

ANALYSIS/OPINION:

In recent days, the situation has deteriorated dramatically for the Kurds in Syria. According to Kurdish sources, more than 200,000 Kurds have been displaced within the past week and several hundred Kurds have been killed as Turkey and its Syrian allies take over Afrin.

Both Turkey and its Syrian allies have committed numerous atrocities against the Kurdish people in the city. Turkey has bombed schools, hospitals, bakeries and water stations, which resulted in many civilians facing death and starvation.

Most of the victims of Turkey's assault upon Afrin are innocent Kurdish women and children. Also among the victims in the assault upon Afrin are Yazidis, who are being specifically targeted by Turkish President Recep Tayyip Erdogan's Islamist allies.

There have been reports of human rights abuses in Afrin. Turkish-backed Syrian rebels have ridden on donkeys on top of the Kurdish flag, seized animals, produce and tractors belonging to local Kurds, and the Jerusalem Post reported that they even took down a statue of Kawa, a mythical figure associated with the Newroz holiday who is much adored in Kurdish culture.

In addition, they have looted civilian homes and stolen cars. Now with the fall of Afrin and the rest of the Kurdish areas in Syria under threat, the door is wide open for ISIS to re-emerge in areas where they were booted out of in Syria.

For seven years, the jihadists wanted to conquer Afrin. After they got the backing of the Turkish Army who has American-made fighter jets, German-made tanks and Israeli-made drones, the jihadists managed to reach the city outskirts.

The YPG then abandoned the city in order to save civilian lives. And thanks to this reality that came into fruition due to the fact that the U.S. abandoned the Kurds, Turkey's Islamist allies who are merely former ISIS, former Muslim Brotherhood and former al Qaeda that switched uniforms are poised to ethnically cleanse Kurds from the region and in the process eliminate America's foothold in Syria.

Although Russia, Turkey, ISIS and Iran disagree on many things, they all agree on booting America out of the region and given the present



A convoy of US forces armored vehicles drives near the village of Yalanli, on the western outskirts of the northern Syrian city of Manbij.

situation in Afrin, there is a real risk that this could happen. This reality represents a clear and present danger to the United States, its Middle Eastern allies, Europe and the world at large.

Turkey presently seeks to hold onto Afrin indefinitely in order to ensure that the YPG, which is associated with the PKK, does not have a foothold in Syria.

They also seek to prevent the creation of an independent Kurdistan, thus killing off all of the Kurds' dreams and aspirations. The Turks are so adamant in this that they are willing to have radical Islamists be their neighbors just in order to ensure the YPG is not controlling their borders.

However, the YPG is not the only Kurdish group active in Syria. The Kurdistan National Assembly of Syria, led by Sherkoh Abbas, is an umbrella organization of Kurdish organizations that are pro-American and they are also critical of the YPG due to their failed strategies.

They are prepared to take over the areas that Turkey took from the YPG if only given the opportunity to do so. America should use its influence in order to pressure Mr. Erdogan to hand over Afrin to the Kurdistan National Assembly of Syria in order to assure that Islamists do not take over the area or that ISIS starts an insurgency in the area like they did in Mosul.

The Kurds remain the only alternative to the

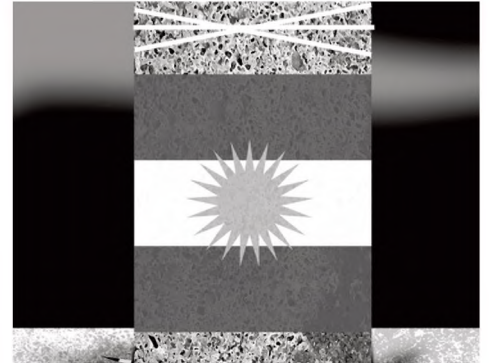


Illustration on the strategic importance of supporting the Kurds by Alexander Hunter/The Washington Times

brutalities being committed by the Assad regime and its allies and Turkey and its Islamist allies.

For this reason, America has a moral obligation to help the Kurds out at this critical time and if they do not want to support YPG, then they should place a Kurdish group in charge of the area who is not YPG, which would both be good for the struggle against Iran and ISIS but also accommodate Turkey's desire to not have the PKK control the area.

It is critical to recognize that in recent years, the Kurds have become a pivotal part of the anti-ISIS struggle and America has no plan B if their areas are overrun. ISIS will never be permanently eradicated from Syria without boots on the ground and if America does not want to provide those boots, then they need to help those who have been acting as America's boots on the ground in order to maintain the gains that they have won.

The alternative to supporting the Kurds in Syria is further entrenching the Iranian axis in Syria or allowing ISIS to re-emerge under the tutelage of Turkey, which despite its opposition to the murderous terror group still prefers ISIS along its borders to the Kurds.

Neither option is a good one. Therefore, it is of utmost importance that America support the only major player in Syria that is fighting against ISIS and remains separate from the Iranian axis. The time has come for the U.S. to act and to stop ignoring what is happening on the ground. The time has come for the United States to put an end to Turkey and its ally's atrocities in Syria. ■

• Rachel Avraham, a senior media research analyst at the Center for Near East Policy Research and a correspondent for the Israel Resource News Agency, is the author of "Women and Jihad."

Avec la chute d'Afrin, les derniers yézidis de Syrie disparaissent



Le 7 mars, dans un village près d'Afrin, ces femmes yézidiennes se sont réunies pour manifester leur soutien aux défenseurs kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Elles sont arrivées de Sinjar, ville tombée aux mains des Turcs. *Émilie Buzyn/Ciric*

Dimanche, la ville kurde syrienne a été prise par des groupes islamistes soutenus par la Turquie.

Ses 50 000 yézidis ont fui, craignant des massacres comme au Sinjar en 2014.

Ain Dara, située au sud d'Afrin (Syrie)
De notre envoyé spécial

« Dans notre village de Qastal Jando, les deux mausolées ont été détruits... » Sur la route de l'exode, à 5 km au sud d'Afrin, la voix d'Abdu Alo, yézidi syrien de 59 ans (1), est douce et tragique. « Autrefois, tous nos voisins venaient à nos fêtes religieuses, même les Kurdes et les Arabes sunnites », soupire-t-il. Il ajoute : « Tout le monde est parti en un jour, pour éviter qu'ils capturent qui que ce soit. » Abdu Alo sait qu'il ne reverra jamais sa terre natale. Afrin, ville kurde du nord-ouest de la Syrie, est tombée dimanche sous le contrôle de groupes islamistes syriens soutenus par la Turquie.

Quand l'opération militaire Rameau d'olivier, lancée par les Turcs, a débuté, le 20 janvier, Qastal Jando fut l'un des premiers vil-

lages attaqués. De ses maisons, on voyait Azaz, bastion des djihadistes. Sachant bien que ces derniers étaient les supplétifs des Turcs, les habitants yézidis de Qastal Jando ont compris que c'était la fin. Ils ont fui, ne voulant pas que se répètent les exactions de Daech durant l'été 2014 au Sinjar, cette montagne du nord de l'Irak où des villages entiers avaient été pris. Les hommes exécutés, les femmes et les enfants kidnappés.

Avant guerre, Abdu Alo, ingénieur, vivait et travaillait à Alep. Il a préféré se replier dans son village lorsque la deuxième ville de Syrie a été ravagée. Comme les dizaines de milliers de yézidis peuplant autrefois la région d'Afrin, il fait à présent partie des plus de 150 000 civils évacués par

les autorités kurdes, pour éviter un massacre. Il s'est d'abord réfugié chez un ami à Ain Dara, au sud d'Afrin, où les yézidis vénéraient les ruines d'un temple hittite vieux de 3 000 ans. L'aviation turque l'a bombardé. « On n'ose plus s'y rendre, proteste celui qui l'a hébergé. Ainsi que dans notre temple. La zone est constamment bombardée. »

« Avant la guerre, nous étions 50 000 autour d'Afrin », détaille Pir Abdulrahman Shamo, l'un des chefs de la minorité, qui pratique une religion pré-islamique. Rencontré dans le centre culturel yézidi d'Afrin, avant la chute de la ville, il poursuit : « Lors de la guerre civile, 15 000 yézidis avaient déjà fui la Syrie. L'invasion nous a forcés à nous replier de village en village, ou vers Afrin. » Et d'énumérer le patrimoine déjà dévasté par les assaillants dans cette succession de fuites : les mausolées de Qastal Jando, un vieux château d'une grande famille, le temple d'Ain Dara...

« Toute cette guerre cible en particulier les yézidis », s'indigne le vieux sage, la main tremblante. « Le but est d'effacer l'identité kurde de cette région, parce que le yézidisme était autrefois la religion de tous les Kurdes. » Son ami Mahmoud Kalash dénonce « un génocide ». « Le silence international rend possible d'autres actes d'extermination. Alors que notre religion n'est que paix et

« Le but est d'effacer l'identité kurde de cette région, parce que le yézidisme était autrefois la religion de tous les Kurdes. »

amour », fulmine-t-il. Si certains fuyards peuvent s'arrêter à Alep, où subsiste une petite communauté yézide - 13 000 selon Pir Shamo -, la plupart cherchent à rejoindre le nord de l'Irak, et l'Europe.

De rares informations parviennent désormais des territoires occupés par les milices islamistes soutenues par la Turquie. Des yézidis font état de proches ayant disparu : des vieillards ou des familles qui n'ont pas pu fuir. Des vidéos circulent. Elles montrent des hommes barbus, en tenue de combat, hilares, faisant subir à des villageois yézidis terrorisés des interrogatoires sur leur connaissance de l'Islam. « Vous méritez d'être massacrés », les menace un combattant. « Voilà le marché des cochons », scande un autre, qui filme le bazar d'un village yézidi.

Une autre vidéo montre des supplétifs turcs saccageant un mausolée. Comme dans tous les lieux saints yézidis, un « arbre à souhaits » se trouve à côté du temple. À ses branches, les fidèles ont noué des tissus colorés pour demander quelque chose à Tawusi Melek, incarnation de leur divinité. À la fin de la vidéo, les djihadistes mettent le feu à l'arbre sacré.

Jérémy André

(1) Rencontré et interviewé il y a trois semaines.

Triste Norouz pour les Kurdes

Hier, 21 mars, était célébrée la fête de Norouz, qui est notamment le Nouvel An des Kurdes. Tous les ans, les communautés allument des feux de bois et revêtent des habits fleuris traditionnels. Cette année, Norouz était teintée de tristesse et d'amertume : « Le silence de la communauté internationale participe au plan macabre planifié par (le président turc) Erdogan. Silence vaut acceptation », déplorait, la veille, dans une tribune publiée par *Le Monde*, un collectif de Kurdes originaires d'Afrin et vivant en Europe. Ils reprochent aux États-Unis et à l'Europe de « laisser à la merci de l'armée turque » les « combattants qui luttèrent courageusement contre Daech ». « N'abandonnez pas vos alliés ! », crient-ils.

1900

Les Kurdes sont une minorité dans la mosaïque de l'empire ottoman.



L'éternel combat des Kurdes

Aux avant-postes de la guerre contre Daech, attaqué par les Turcs, ce peuple millénaire est la plus grande nation au monde sans Etat

Par FRANÇOIS REYNAERT

Hier, au temps de la lutte contre Daech, qu'ils menaient en première ligne, ils étaient les héros du monde civilisé. Aujourd'hui, chassés d'Afrin, enclave du nord de la Syrie, ils cèdent face à l'armée turque, soutenue par des milices islamistes. Le monde civilisé regarde ailleurs. Le destin des Kurdes est-il d'être les éternels vaincus de l'Histoire ?

Sans doute arrivées du Caucase, les premières tribus kurdes s'installent il y a 4 000 ou 5 000 ans dans les montagnes de Haute Mésopotamie, à l'est de l'Anatolie. Au cours des temps, les Kurdes adoptent les religions venues de l'extérieur – la majorité sont musulmans sunnites, les autres peuvent être juifs, chrétiens, yézidis –, mais tous, à travers les siècles,

restent fidèles à une culture, des mœurs, une langue (apparentée au persan). A côté des innombrables autres peuples de la région, ils s'intègrent bientôt dans les grands ensembles multiethniques qui dominent la zone, le califat de Bagdad, puis l'empire ottoman.

Le principe national, cette idée du XIX^e siècle qui voudrait qu'un peuple ait forcément son Etat, change le cours de cette histoire. Pour les sultans ottomans, elle est un poison mortel : n'a-t-elle pas conduit à la perte de toutes les provinces balkaniques ? Pour éviter qu'elle ne morcelle le reste du territoire, les dirigeants de Constantinople jouent le jeu pervers de la division. Des pogroms des années 1890 au sinistre génocide de 1915, les Kurdes sont utilisés sans vergogne dans la lutte à mort menée contre les Arméniens.

La défaite de l'empire en 1918 rebat toutes les cartes et suscite des espoirs. Le vainqueur américain, Wilson, n'a-t-il pas proclamé l'avènement du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ? La réalité qui s'impose est plus brutale. Malgré leurs promesses, Anglais et Français se partagent les anciennes provinces arabes ottomanes, où ils créent de toutes pièces des pays dont ils font leurs jouets : l'Irak (plus la Transjordanie et la Palestine) pour les premiers, la Syrie (et le Liban) pour les seconds. Le traité de Sèvres, qui scelle en 1920 le sort du reste de l'empire déchu, prévoit bien de donner un Etat aux Kurdes et un autre aux Arméniens. Il ne sera jamais appliqué. Refusant ce texte humiliant, le militaire Mustafa



2018

Au Rojava (en Syrie), les Kurdes défendent leur autonomie contre la Turquie et les groupes islamistes.

Kemal, depuis Ankara, lance les Turcs dans une « grande guerre patriotique » qui, contre toute attente, réussit à écraser les uns après les autres tous les ennemis qui voulaient dévorer l'Anatolie, et crée un nouvel Etat, la Turquie, garanti par un nouveau traité, signé à Lausanne en 1923.

Toute la zone est alors redessinée. Les Arméniens obtiennent une petite république, englobée dans la nouvelle URSS. Les Kurdes perdent tout. Ils vivent sur une zone grande comme la France, écartelée entre un vieux pays, l'Iraq, et trois nouveaux, la Syrie, l'Iraq et la Turquie.

Dès lors, toute leur histoire se résume à l'inlassable espoir, dans chacun des territoires où ils sont éparpillés, d'arracher enfin un coin à eux. Au début, cela se passe côté turc. Entre 1924 et 1938, les révoltes kurdes s'y succèdent. Elles sont toutes écrasées par les Turcs kémalistes, traumatisés par l'éclatement de l'empire ottoman, ivres d'un nationalisme unitaire. En 1946, profitant de la désorganisation de l'après-guerre, les Kurdes d'Iraq fondent une république. Elle dure onze mois. A partir des années 1950 montent les vellétés d'autonomie du Kurdistan d'Iraq. Il affronte bien des horreurs, dont, en 1988, les bombardements à l'arme chimique ordonnés par Saddam Hussein. En 1991 enfin, après la première guerre du Golfe – et grâce à l'insistance de François Mitterrand –, l'ONU impose au dictateur de Bagdad de concéder une zone autonome à ceux qu'il a tant

DES COMBATTANTES

Durant le combat des Kurdes contre Daech, on a pu admirer une chose rare dans le monde musulman, des femmes soldats. La presse anglo-saxonne n'est-elle pas allée jusqu'à dénicher une « Angelina Jolie kurde », Asia Ramazan Antar, tuée au combat en 2016, à l'âge de 18 ans ? Opération de com, disaient les esprits forts : ces femmes masquent une société toujours patriarcale. Le fait est pourtant que, sous l'influence du PKK, parti marxiste-léniniste passé à des thèses anarchistes, le Rojava (Kurdistan syrien) affiche, au moins officiellement, des idéaux progressistes où figure en bonne place l'égalité homme-femme.

martyrisés. En sort ce Kurdistan irakien qui n'a pas échappé aux guerres fratricides mais reste, à ce jour, le seul territoire kurde quasi indépendant.

Depuis le début des années 1980, les hostilités ont repris côté turc. Le PKK, nouveau parti kurde, d'extrême gauche, a déclaré la guerre aux généraux au pouvoir à Ankara, qui, en retour, ne reculent devant rien pour l'anéantir. L'arrivée au pouvoir d'Erdogan – islamiste et donc, en principe, antikémaliste – fait croire à la possibilité d'une paix. Son virage ultranationaliste et surtout le grand maelström régional des années 2010 en ont décidé autrement. La révolution syrienne relance cette interminable partie, dans la dernière des grandes zones kurdes (celle de Syrie). En 2012, Bachar al-Assad, préoccupé de sauver son pouvoir à Damas, se retire de cette région, laissant se créer un nouveau petit Kurdistan, appelé le Rojava. Directement confrontés aux djihadistes de Daech, les soldats kurdes, poussés dans le dos par l'Occident, les affrontent victorieusement, et la zone, en 2016, réussit à se proclamer à son tour autonome. Comment M. Erdogan pourrait-il supporter de voir ainsi, de l'autre côté de sa frontière, une évidente base arrière du PKK ? En février, il lance ses troupes sur Afrin, une enclave séparée du reste de la région. Tétanisés à l'idée d'affronter une puissance membre de l'Otan, les Etats-Unis laissent faire. Ravi de voir un peu plus de chaos dans une région qu'il espère vassaliser, M. Poutine, en secret, encourage. ■

Les Occidentaux ont-ils abandonné les Kurdes de Syrie?



Jean Marcou
Responsable de la chaire Méditerranée-Moyen-Orient de Sciences-Po Grenoble

Les Européens avancent en ordre dispersé

Avec la crise syrienne, les Occidentaux sont confrontés à un problème de contradiction dans leurs alliances. Lorsque le phénomène djihadiste s'est révélé en Syrie en 2013-2014, notamment avec l'émergence de Daech, les États-Unis, comme d'autres nations, ont fortement soutenu les Kurdes syriens.

La Turquie a, elle, longtemps eu des positions ambiguës vis-à-vis de Daech. Mais avec le pic d'attentats sur son sol en 2015-2016, elle a décidé de combattre l'organisation djihadiste. En 2017, les États-Unis ont choisi de continuer à soutenir les Kurdes contre Daech alors même que la Turquie proposait aussi ses services.

Dès lors que la Turquie bombarde les Kurdes syriens, les États-Unis se retrouvent dans une position contradictoire : ils soutiennent les Kurdes syriens lorsque ces derniers combattent Daech, mais ils ne les soutiennent pas face à la Turquie, pays qui est un de leurs alliés via l'Otan.

De plus, la Turquie n'a pas manqué de reprocher aux Américains de soutenir le Parti de l'union démocratique (PYD), une organisation qu'elle considère comme terroriste parce qu'affiliée au PKK, classé comme tel par les Occidentaux. Le problème, pour ces derniers, est de gérer cette contradiction. Ils n'ont pas envie de rompre avec la Turquie, qu'ils veulent voir rester dans l'Otan, notamment parce qu'elle est courtisée par la Russie.

Plusieurs options sont ouvertes. La première est de soutenir les Kurdes de Syrie tout en préservant la relation avec la Turquie – ce qui est périlleux. La seconde est l'abandon pur et simple des

Kurdes. Ce risque est réel si on regarde certaines positions américaines, qui peuvent être cyniques. On a déjà vu la Maison-Blanche reculer face à la Turquie sur un certain nombre de dossiers pour préserver la relation bilatérale.

Les Européens ne sont pas forcément sur cette position même s'ils avancent, comme souvent, en ordre dispersé. Les Britanniques sont des alliés de la Turquie dans son processus d'adhésion à l'Union européenne. Lors de l'opération à Afrin, ils ont pris une position qui lui était favorable en expliquant qu'elle avait le droit de veiller à sa sécurité.

La France a un rapport particulier avec les Kurdes mais, en même temps, elle a une relation ancienne avec la Turquie.

La France a un rapport particulier avec les Kurdes mais, en même temps, elle a une relation ancienne avec la Turquie. Et récemment, notre diplomatie s'est positionnée en interlocuteur de la Turquie en Europe.

Sur Afrin, la France a tenu plusieurs fois des positions fermes par rapport à celles des Occidentaux, en parlant « d'occupation » ou « d'invasion », des termes employés par nos diplomates qui ont été relevés par la Turquie. Elle risque d'avoir un rôle important à jouer dans cette affaire, notamment pour empêcher un lâchage pur et simple des Kurdes.

Recueilli par Anaïs Brosseau



Didier Billion
Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris)

Les alliances des Kurdes se retournent toujours contre eux

Après des Kurdes de Syrie, les Américains, qui les ont soutenus, ont un jeu trouble, et les Européens sont inexistantes. Certes, les Kurdes ont subi une défaite à Afrin. Les combats qui ont précédé la chute de la ville ont été meurtriers, mais celle-ci est tombée sans presque aucun coup de feu. Ce qui signifie qu'il y a eu un accord entre le Parti de l'union démocratique (PYD) et les Turcs pour qu'ils puissent exfiltrer leurs combattants et les civils.

Par ailleurs, il y a des liens troublants entre les Kurdes du PYD et Damas. Aux débuts de la guerre en Syrie, en 2012, les militaires syriens ont quitté la zone d'Afrin en quelques jours et le PYD s'est tout de suite imposé en structurant les villages et hameaux. Ces dernières semaines, des milices liées à Damas sont passées par des zones contrôlées par le régime de Bachar Al Assad, pour aller renforcer les Kurdes d'Afrin contre les Turcs. Car Bachar avait intérêt à s'opposer aux Turcs qui n'ont aucun mandat pour occuper Afrin. Les Kurdes ne sont pas totalement isolés. Les liens avec Damas n'ont jamais été rompus.

Mais il demeure que les Kurdes de Syrie, cadres politiques et militaires du PYD, sont tous du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ce qui s'explique par la longue histoire de celui-ci dans le canton d'Afrin qui était une de leur base. En 1998, au moment de vives tensions entre Syrie et Turquie – qui ont conduit au départ de la Syrie d'Öcalan (leader du PKK aujourd'hui emprisonné) qui y était réfugié –, des chars turcs s'étaient déployés à la frontière avec la Syrie parce qu'il y avait eu des escarmouches entre l'armée turque

et le PKK. Et parmi les combattants du PKK tués, beaucoup avaient des papiers d'identité syriens.

Mais les dynamiques politiques portées par le PKK et par le PYD ne sont pas les mêmes. La question kurde en Syrie se pose en relation avec ce qui se passe dans le reste du pays et avec une hypothétique solution politique au conflit.

Sans le soutien politique, militaire et logistique du PKK, le PYD n'est rien.

Les Kurdes de Syrie n'ont pas dit leur dernier mot car dans cette région, les Turcs sont perçus comme armée d'occupation, alors que les combattants du PYD sont comme des poissons dans l'eau. Après le début de la guerre en Syrie, en 2011, beaucoup de petits groupes politiques kurdes ont émergé, mais les opposants potentiels au PYD ont été éliminés par eux et par le PKK. Ce ne sont pas de grands démocrates.

Et même si certains Kurdes du PYD voulaient s'emanciper du PKK, ce dernier ne les laisserait pas faire. Sans le soutien politique, militaire et logistique du PKK, le PYD n'est rien. Ils n'ont pas le choix de s'autonomiser du PKK qui est totalement hégémonique. Mais ils n'ont pas le même agenda politique et il n'est pas impossible qu'à un moment donné, il y ait un accord entre le PYD et Damas. La tragédie du peuple kurde, c'est que toutes les alliances qu'ils passent se retournent contre eux à un moment donné.

Recueilli par Agnès Rotivel

Turkey's 'holy war' in Syria puts a more religious nationalism on display

Rebranding Turkish nationalism with Islamic themes has helped President Erdoğan mobilize support for the Afrin military operation and his style of leadership. The rhetoric also has deepened anti-Western sentiment.



Scott Peterson
Staff writer
March 23, 2018
[//www.csmonitor.com](http://www.csmonitor.com)

ISTANBUL and LONDON—When Turkey's armed forces finally seized control last Sunday of the Kurdish enclave of Afrin in northern Syria, after a two-month campaign, it was presented as a victory by "Islam's last army" in a holy war, or "jihad."

Turkey has mounted frequent cross-border operations into Iraq over the years to target militants of the Kurdistan Workers' Party (PKK). And "Operation Olive Branch" — as Turkey named the Afrin offensive — is the second major operation into Syria since 2016, aimed at preventing Syrian Kurds affiliated with the PKK from building their own mini-state on Turkey's southern border.

But never before has an operation by Turkey's military — the second-largest army in the NATO alliance, with a fiercely secular tradition — been wrapped in such overtly religious language.

That portrayal signifies how far President Recep Tayyip Erdoğan and the ruling Justice and Development Party (AKP) have progressed in rebranding Turkish nationalism in their own, Islam-rooted image. The results, analysts say, have been an extension of the AKP's conservative and religious agenda; less room for opposition; and a deepening of anti-Western sentiment that has portrayed Turkey as the front line in a clash of civilizations.

"You do have a combination — a nexus of Islamism and Turkish nationalism — that has not existed before," says Aslı Aydintaşbaş, a Turkey expert at the European Council on Foreign Relations who is based in Istanbul.

"It resonates. And the moment you define it as a religious war, you have no sympathy for the people on the other side. They're the enemy. They are terrorists. They are not innocent," says Ms. Aydintaşbaş.

"Once you call something a holy war, citizens

are very constrained in their ability to say anything about it," she says. "We've had lots of people who are detained or under investigation for their tweets, or criticizing the war, so social media has really been silenced about it."

President Erdoğan vowed this week that Turkey would advance much further east in northern Syria, using its soldiers and the Syrian militia it supports to seize control over all the border territory, most of it now in the hands of US-backed Syrian Kurds. Much of that ground is now held by Kurdish militias, whom Turkey considers to be terrorists, that were backed by the US to fight the Islamic State (ISIS) — with American units seeded among them.

Taking Afrin was but a "comma" in the Turkish advance, and it will continue "until we entirely eliminate this [Kurdish-controlled] corridor," said Erdoğan.

The price has been high. Some 50 Turkish soldiers have been killed, with reports of several hundred civilians dead. Turkey claims to have killed or captured more than 3,700 Syrian Kurdish fighters, though other estimates suggest 1,500 of them were killed. Tarnishing the result, Turkey's own Syrian proxy force has been photographed engaging in wholesale looting of Afrin, as well as destroying a statue of a mythical figure in Kurdish history who represented resistance and freedom.

SURGE IN RELIGIOUSLY INFUSED NATIONALISM

The blending of nationalism and religiosity, which has been a growing feature of AKP rule since it came to power in 2002, surged in the aftermath of a failed July 2016 coup attempt. Nightly "unity" rallies, organized in cities across the country by the AKP for a month, were steeped in mixed religious and political imagery.

Mustafa Akyol, the Turkish author of "The Islamic Jesus" and "Islam Without Extremes," says Erdoğan is using a religiously infused nationalist narrative to support his status as a strong leader. While "the dominant and official ideology in Turkey has always been nationalism," he says, the religious component has become more visible in the past couple of years.

"Now we are seeing Turkish nationalism again as the dominant ideology, but this time with a lot of Islamic references, so the nation is defined mainly through its Islamic heritage and the Ottoman Empire. Islamic themes are more visible," Mr. Akyol says, noting that it helped mobilize support for the Afrin operation.

"The narrative of President Erdoğan in the



past 5 or 6 years has been defined by these grave threats to Turkey," says Akyol, who is also a fellow at the Freedom Project at Wellesley College in Massachusetts. "Some of these are real threats. The PKK is a real threat to Turkey. And the coup was a real threat to Turkey," he says.

"But then these threats are taken to advance a highly ideological narrative, which basically says Turkey is now threatened by endless conspiratorial powers, the Western allies, the PKK movement, Gülen, and all of them are connected somehow. And against such grave enemies, we need a strong leader, a strong national psyche ... with a lot of holy references."

From the start, the Afrin operation has been cast in Islamic terms.

"There will be no progress unless there is jihad," Parliament Speaker İsmail Kahraman said as the offensive began. "The great state will stand up, we have martyrs, may Allah grant them mercy."

Funerals for fallen Turkish soldiers have also been saturated with religious terminology. Speaking at one last week, Erdoğan said, "paradise is near," and that, "Our martyrs have undertaken a great struggle ... for our religion."

Erdoğan has a history of using Islamist rhetoric, and was jailed for four months for breaking secular laws in 1997 when he was mayor of Istanbul, by reciting these lines in a speech: ➤

► “The mosques are our barracks, the domes our helmets, the minarets our bayonets, and the faithful our soldiers.”

Last week he compared the spirit and faith of Turkish soldiers at Afrin to those Ottoman troops whose legendary faith helped them prevail in the World War I battle of Çanakkale on the Gallipoli peninsula in 1915.

Marking that anniversary, Erdoğan quoted lines from the poet Yahya Kemal, which spoke of the Turkish Army then as “the army which has died for you; you raise them high in the call to prayer; victory is claimed, because this is the last army of Islam.”

NATIONALIST CONCEPT OF ‘JIHAD’

Even Turkey’s official Directorate of Religious Affairs issued a sermon in mid-February, proclaiming upon the Afrin offensive.

“It is the highest level of jihad to enter armed struggle for the faith, existence, the homeland, and freedom,” the sermon said. “Our heroic army fighting for independence and our future, for unity and togetherness, is victorious!”

While words like “martyr” have always been used by the Turkish military, and Allah invoked by soldiers, the open use of words like “jihad” have surprised secular Turks, especially. One columnist asked pithily, after the “last army of

Islam” and “God’s army” lines of poetry were posted, whether the Twitter account of the Turkish Armed Forces had been hacked by ISIS.

Author Akyol says he’s sometimes uncomfortable with the use of religious terminology, but sees it in more political terms.

“This is a very nationalist concept of the word jihad, and holy struggle, as defending our homeland against the enemies ... but I would not see this language as akin to that used by jihadist terrorist groups like Al Qaeda and ISIS,” he says.

Islam is more present in Turkey’s official education, with even TV series and state TV making increasing references to the nation’s Islamic values and past. But there are limits, too. Erdoğan lashed out this month at ultraconservative clerics – one of whom had recently condoned wife beating – saying, “Islam must be updated.”

“AKP’s social agenda can be rightly called conservatization, more than anything else,” says Akyol. “Does this include ‘Islamization’? Yes, obviously Islam is more dominant in the official narrative, [but] it is not an Islamization that will make Turkey look like, say, Saudi Arabia or Iran in 10 years.”

SQUELCHING OPPOSITION

Still, describing the Afrin offensive as a “holy

war” has made opposition more challenging, especially under a state of emergency that has continued since mid-2016. Just over two weeks into the offensive, the Interior Ministry announced that 449 people had been arrested for social media use about Afrin, and accused of making “propaganda and terrorism.”

Another element is anti-Western sentiment, which characterizes Turkey’s role as a front line in a broader civilizational clash, says analyst Aydıntaşbaş. She notes that on Turkish television this week – even the CNN affiliate CNN Türk – there have been discussions about “America’s Chaos Plan,” in which panelists speak seriously of US support for ISIS and its aim to bring chaos to the Middle East.

“You see this a lot,” says Aydıntaşbaş. “‘Islam’s last army’ isn’t just fighting Kurds, it’s fighting Kurds who are being used by the West and Christian world, in the old set-up that they are describing.”

“Turkish leaders want it both ways,” she adds, noting Turkey’s EU membership bid and NATO role. “They want to cooperate with the West, but have the right to do West-bashing, Euro-bashing, and US-bashing in the public sphere.” ♦

REUTERS

Kurdish guerrillas 'withdrawing' in northern Iraq after Turkish threat

March 23, 2018 / Ece Toksabay, Raya Jalabi / REUTERS

ANKARA/BAGHDAD (Reuters) - Sources in northern Iraq said on Friday Kurdish PKK guerrillas would withdraw from the Sinjar area, after Turkey threatened cross-border military action against them there.

The Kurdistan Workers Party (PKK) has waged an insurgency against the Turkish state for decades. President Tayyip Erdogan said on Monday they were creating a new base in Sinjar, and warned Turkish forces would attack if necessary.

The PKK gained a foothold in Sinjar in 2014 after it came to the aid of the Yazidi minority community, who were under attack by Islamic State militants.

“Guerrilla forces intervened in Sinjar in order to rescue the Yazidis from genocide. With the confidence of reaching this goal, guerrilla are withdrawing from Sinjar,” said a statement on Friday from the Kurdistan Communities Union (KCK), an umbrella group of Kurdish organizations.

It was unclear when the guerrilla withdrawal would actually begin, and a source in the region said local groups affiliated to the PKK would maintain a presence in Sinjar.

A source in the Sinjar Resistance Units (YBS), a local ally of the PKK, said the withdrawal would happen soon.

The PKK, considered a terrorist organization by Turkey, the European Union and United States, has for decades been based in the Qandil mountain range near Iraq’s border with Iran. Erdoğan alleged on Monday a “second Qandil” was being established in Sinjar, further west.

Erdogan said Turkey had demanded that the Iraqi government clear the area of militants, and warned that Turkish forces would launch a military offensive “if this issue is prolonged much longer”.

Turkish forces are currently pressing an offensive against Kurdish fighters in northwest Syria. Erdoğan said the campaign could be extended



Turkish-backed Free Syrian Army members celebrate after taking Afrin, Syria, March 18, 2018. REUTERS/ Khalil Ashawi

along the length of Turkey’s border with Syria, and if necessary into northern Iraq.

Sinjar lies in disputed, ethnically mixed territory. After the fall of Saddam Hussein in 2003, the area came under control of Kurdish government forces but was claimed by Baghdad.

In October, Iraqi government forces launched an offensive to retake the area in response to a Sept. 25 referendum on Kurdish independence, which Baghdad opposed.

Iraqi forces, including Iran-backed Shi’ite militias, have since shared control of the Sinjar area with KCK-affiliated groups, in a largely peaceful but uneasy alliance. ●

AFP

Syrie: 167.000 déplacés par les hostilités dans la région d'Afrine



Des civils fuyant la ville d'Afrine en Syrie le 16 mars 2018 pour échapper aux bombardements de l'armée turque et de ses supplétifs syriens. *afp.com – George OURFALIAN*

Genève, 23 mars 2018 (AFP)

QUELQUE 167.000 PERSONNES ont été déplacées par l'avancée des forces turques contre les milices kurdes dans la région d'Afrine (nord-ouest de la Syrie), ont indiqué vendredi les Nations unies.

"L'estimation est maintenant de 167.000 personnes qui ont été déplacées par les hostilités dans le district d'Afrine", a déclaré un porte-parole du bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), Jens Laerke, lors d'un point de presse.

"La plupart, 137.000 personnes, sont partis à Tal Rifaat", a-t-il dit, précisant que les autres sont allés à Nobol, Zahraa et dans les villages environnants.

Cet "afflux massif de déplacés met sous pression les communautés d'accueil, qui sont déjà débordées", a également indiqué Ocha.

"La situation à Tal Rifaat, Nobol et Zahraa", qui sont sous contrôle du gouvernement syrien, "est difficile, les villages étant surpeuplés", selon l'ONU.

L'armée turque a déclenché le 20 janvier une offensive dans le nord-ouest de

la Syrie pour chasser de la frontière avec la Turquie la milice kurde des Unités de protection du Peuple (YPG), prenant le contrôle total de l'enclave kurde d'Afrine.

"A l'intérieur de la ville d'Afrine, on estime qu'il y a encore entre 50.000 à 70.000 personnes", a spécifié M. Laerke.

Selon un communiqué de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur les quatre hôpitaux qui fonctionnaient à Afrine avant l'offensive turque, seul un est encore opérationnel.

L'agence spécialisée de l'ONU a aussi indiqué avoir déployé des cliniques médicales mobiles et acheminé du matériel médical dans les zones qui accueillent les personnes nouvellement déplacées du district d'Afrine.

"Enfants, femmes et hommes ont effectué des voyages éreintants pour fuir Afrine et ont besoin d'une assistance sanitaire urgente. Notre personnel a rencontré des civils qui ont déclaré avoir marché pendant 36 heures pour atteindre des zones plus sûres", a déclaré la représentante de l'OMS en Syrie, Elizabeth Hoff, citée dans le communiqué. ●

Le Monde.fr 22 mars 2018

« Le drapeau turc flotte sur Afrin ! Le rêve démocratique kurde est tombé ! »

Par CHRISTINE VALAIN (Citoyenne) 22 mars 2018 Lemonde.fr |

Après avoir abandonné les Kurdes, écrit Christine Valain dans une tribune au « Monde », je ne suis pas fière d'être française aujourd'hui ! Les Kurdes ont eu plus de cran que nous, ils se sont battu pour des valeurs qui devraient nous être chères « liberté égalité fraternité ».

Tribune. Recep Tayyip Erdogan, maître dans l'art de la duplicité, membre de l'OTAN mais ami de la Russie et des fondamentalistes, narque le monde entier ! C'est bel et bien une invasion et, comme il ne cesse de le répéter, il ne va pas s'arrêter là !



Toute guerre est effroyable, violente et injuste, mais être trahi par ses alliés est pire que tout. Et les Kurdes sont lâchement abandonnés par la coalition dont fait partie la France. Alors ce soir et comme beaucoup de mes concitoyens, je vais exprimer ma honte et je voudrais que nos décideurs regardent leurs femmes, leurs époux, leurs enfants, que leur

viennent à ce moment-là les images de ces femmes Yézidiennes brûlées vives parce qu'elles ont refusé de servir d'esclaves sexuelles, de ces femmes violées par des islamistes sanguinaires, de ces hommes assassinés, décapités sous les yeux de leurs proches, de ces combattant(e)s torturé(e)s, mutilé(e)s en défendant leurs terres, de ces corps d'enfants

démembrés par les bombes ou les balles.

Qu'ils se mettent un instant à la place de ce peuple kurde et qu'ils imaginent les sentiments que peuvent ressentir ces hommes et ces femmes à l'encontre de l'Occident qui les a abandonnés à leur sort alors qu'ils sont morts par milliers pour épargner la vie de nos soldats et pour une cause qui étaient bien plus la nôtre que la leur. S'imaginer un instant qu'ils ont combattu Daesh sans qu'on ne leur ait rien promis serait prendre les gens pour des idiots !

UNE RANÇON DE 3 MILLIARDS

Parce qu'à un moment il faudra bien prendre « NOS » responsabilités. Il est faux et vain de se réfugier derrière des « c'est compliqué ! » ou des « La Turquie fait partie de l'OTAN ! », quand à la fin, on se rend ➔

→ compte que l'Allemagne continue de vendre des armes à Ankara, que l'Europe paie une rançon de 3 milliards [d'euros] pour que la Turquie garde les réfugiés sur son sol et que Etats-Unis et Russie se querellent cette zone pour un gazoduc !

Il est insupportable de se faire traiter d'islamophobe par des dirigeants qui ne respectent pas les droits de l'homme et emprisonnent et traitent de terroriste tous ceux qui ne pensent pas comme eux !

Une fois de plus, les grandes puissances ont sacrifié un peuple, des civils innocents sur l'autel de leurs seuls intérêts géopolitiques et/ou économiques ! On nous avait promis une autre façon de gouverner et on est retourné à des pratiques d'un

autre siècle ! Comme beaucoup de Français, je me demande à quoi sert cette politique si elle se fait au détriment des populations et de nos valeurs.

« **JE SUIS TELLEMENT EN COLÈRE !** »

N'avons-nous rien appris de notre histoire ? Combien faut-il de cérémonies du souvenir avant que nous ne changions : L'esclavage, le génocide des Arméniens, la Shoah... N'avons-nous pas encore compris que c'est notre cynisme qui crée la haine dont se nourrissent les terroristes ! Que c'est notre avidité qui génère le flux de réfugiés syriens ! Que c'est notre abandon du peuple kurde, après les avoir armés, après les avoir sacrifiés face à Daesh, qui va générer l'un des plus grands net-

toyages ethniques de ce siècle ! Que c'est cette attitude qui alimente la défiance des politiques et qui nourrit les partis populistes !

Le traité de Sèvres (1920) à l'initiative des vainqueurs de la Grande Guerre, garantissait au peuple kurde la création du Kurdistan. Il n'a jamais été respecté et depuis leur histoire est jalonnée de promesses, de trahisons, de déplacements de masse, de massacres, de tortures, de privation de leurs droits, de leur langue et de leur culture. Ils n'ont jamais combattu que pour se défendre d'une oppression cruelle et injuste, créée de toutes pièces en 1920 par des frontières qui n'arrangeaient que l'Europe. Indépendantistes, certainement ! Terroristes, jamais !

Je suis tellement en colère ! Il est temps que nous retrouvions notre humanité. Et face à un tel abandon, honnêtement, je ne suis pas fière d'être française aujourd'hui ! Les Kurdes ont eu plus de cran que nous, ils se sont battu pour des valeurs qui devraient nous être chères, « liberté égalité fraternité », là où nous n'avons défendu que nos seuls intérêts ! Alors, oui, aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous taire. Oui, aujourd'hui il est du devoir de nos dirigeants de respecter les engagements faits aux Kurdes syriens, de faire cesser ce massacre et que nous exigions de la Turquie qu'elle retourne se défendre légitimement mais légalement, derrière ses frontières ! ■

LA CROIX 24 MARS 2018

A Minbej, la présence américaine vue comme seul rempart contre une attaque turque

Minbej (Syrie), 24 mars 2018 (AFP)

www.la-croix.com

Les marchés sont bondés et les commerçants se prélassent devant leur boutique: malgré le calme apparent dans la ville de Minbej, dominée par les Kurdes dans le nord syrien, les habitants vivent dans l'angoisse d'une possible offensive turque.

Une seule chose les rassure: la présence de troupes américaines stationnées dans leur région pour soutenir les combattants kurdes engagés dans la lutte contre les derniers réduits en Syrie du groupe Etat islamique (EI).

Située dans une zone frontalière de la Turquie, Minbej est dans le viseur d'Ankara. La ville sera la prochaine cible des forces turques, qui ont déjà pris le contrôle de l'enclave kurde d'Afrine, a répété à plusieurs reprises le président Recep Tayyip Erdogan, enjoignant les soldats de son allié américain au sein de l'Otan à partir.

Dans la cité, la chute d'Afrine (nord-ouest de la Syrie), à une centaine de kilomètres à l'ouest, arrachée le 18 mars par des forces turques et des supplétifs syriens à la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), hante les esprits. D'autant plus que des réfugiés d'Afrine sont hébergés dans un camp en périphérie de la ville.

"Tout le monde a peur", lâche Hamid al-Damakli, un cordonnier de 50 ans, en train de recoudre à la machine une paire de tennis usée, devant son échoppe dans le marché couvert de Minbej.

Il est encore traumatisé par les impressionnantes scènes de pillage filmées à Afrine, où les combattants emportaient



Le général américain James B. Jarrard arrive au conseil civil gérant la ville de Minbej, dans le nord de la Syrie, le 22 mars 2018 / AFP

des pick-ups cartons de nourriture, chèvres, couvertures, et même des motos empiilées.

"Ce sont tous des voleurs, ils ont tout pris, ils sont cupides, ils veulent prendre le pays", dit à l'AFP le quinquagénaire à la peau mate, arborant une jellaba grise tachée et une barbe drue grisonnante.

- **MENACES** -

L'engagement militaire de la Turquie dans le nord syrien vise à déloger de sa frontière les YPG, qu'Ankara qualifie de "groupe terroriste", mais qui sont un précieux allié de Washington face à l'EI. Les YPG ont été un des fers de lance de la reprise de Raqa, capitale autoproclamée de l'EI en Syrie.

Des dizaines de soldats américains

avaient initialement été positionnés aux abords de Minbej, et des renforts avaient été acheminés il y a près d'un an.

Un assaut turc sur cette ville risquerait ainsi de provoquer un affrontement sans précédent entre deux puissances de l'Otan.

Malgré les craintes, l'animation règne dans les rues de Minbej, arrachée en 2016 aux jihadistes de l'EI par des forces kurdes et arabes, et où la population est majoritairement arabe.

Au marché, des femmes en jellaba aux couleurs sombres, des hommes, keffieh rouge et blanc sur le crâne, flânent devant les devantures exhibant des écharpes colorées ou des chaussures.

"Tous les jours, ils (les Turcs) menacent

de venir à Minbej, on ne sait pas quand on va devoir fuir et partir", lâche Ali al-Sataf, crâne dégarni et veste grise sur sa jellaba bleue, qui change des devises.

"On est rassuré quand même quand on voit les Américains ici, on se dit qu'il n'y aura pas de raids aériens", souligne-t-il. Le déluge de feu déversé par les avions turcs avait forcé les combattants kurdes à abandonner Afrine.

- **'FATIGUÉS'** -

Deux années durant, de 2014 à 2016, la ville et ses habitants ont subi les exactions de l'EI. Les stigmates de l'occupation des jihadistes ou des combats qui ont permis de les déloger sont partout visibles: immeubles à moitié effondrés, façades arborant les slogans et le drapeau noir de l'EI.

Sur la "place des Martyrs", s'affichent des portraits de combattants et de combattantes, arabes et kurdes, tombés dans la lutte contre les jihadistes.

"On ne veut plus de combats à Minbej", déplore Rim, 30 ans, qui fait des courses avec ses deux enfants.

"Nous vivons dans la stabilité, aujourd'hui on a peur pour nos enfants. On veut juste que cette guerre se termine", poursuit la jeune maman. "On est fatigué, les enfants sont fatigués".

Jeudi, une délégation américaine regroupant un haut responsable du département d'Etat et des dirigeants américains de la coalition internationale anti-EI s'est rendue à Minbej pour rencontrer le conseil civil qui gère la ville.

"L'objectif, rassurer la population", explique le co-président du conseil administrant Minbej, Ibrahim al-Kaftan. "Il n'y aura pas d'attaque à Minbej et nous avons reçu des assurances en ce sens de la part de la délégation", martèle-t-il.

Alors qu'ils quittent le siège de l'administration locale, un fonctionnaire interpelle les responsables américains: "bienvenue", dit-il, tout sourire. Ils s'arrêtent pour lui serrer la main. ♦

In time for Kurdish new year, a new alliance with Baghdad

ERBIL, IRAQ

BY MARGARET COKER

Markets are bustling with shoppers seeking new holiday outfits. Airport flight boards feature packed schedules. And political tempers, which were erupting a few months ago, are tamped back within the bounds of diplomatic niceties.

These scenes illustrate a remarkable turnaround in relations between Iraq's central government in Baghdad and the Kurdish regional government in Erbil since last autumn, when Iraqi troops were battling Kurdish fighters after a disputed Kurdish referendum backing independence. After the vote, Iraqi forces reasserted federal control over key oil installations and banned international flights to Kurdish airports, depriving the Kurds of two of their most potent symbols of autonomy.

Before the Kurdish new year festival on Wednesday, Iraqi politicians announced an agreement capping months of back-room negotiations aimed at alleviating the political fallout and the Kurds' economic hardships, and ultimately at bringing Iraq's Kurdish region back into the fold.

Prime Minister Haider al-Abadi approved the transfer of \$268 million to the Kurdish regional government to pay the salaries of Kurdish security forces and thousands of civil servants, whose livelihoods have been hostage to the dispute.

The political battles have centered on the Kurdish goal of independence from Baghdad, and the fact for the Kurds that they are dependent on federal money as they pursue that dream. Baghdad agreed to send half the money needed to pay government salaries, with the understanding that the Kurdish regional government in Erbil would pay the remainder with its own oil revenue.

In an interview on Tuesday, Masoud Barzani, the former president of the Iraqi Kurdish region and still a central political figure, struck his own note of conciliation and hailed this week's agreement as a "breakthrough."

"It is important to find a new formula for our mutual benefit, so that we, as two good neighbors in full confidence with each other, can move forward," he said. "We hope that such a breakthrough can help alleviate some of the economic hardships that our people are suffering right now."

Mr. Abadi offered his own good-will gestures that he said were aimed at proving to the Kurds that he considered



The Kurdish new year festival was celebrated with a fire ceremony and a display of the flag of Kurdistan this week in Akra, Iraq.

them a vital part of the stronger, united Iraq that he hopes to build after the victory over Islamic State last year.

His government declared a two-day national holiday for the Kurdish new year, a tradition that predates Islam and is not celebrated by Iraq's Arab majority. On Tuesday, Mr. Abadi delivered a brief holiday greeting in Kurdish, a first for an Iraqi leader despite the fact that Kurdish and Arabic have both been official languages of Iraq for years.

"We don't want a return to division," he said during his weekly news conference in Baghdad.

Iraq's Kurds, who account for the majority in three northern Iraqi provinces, have long dreamed of independence, a goal that they hoped would accelerate after the fall of Saddam Hussein in 2003. The referendum, held in September, came after years of acrimony with the central government in Baghdad over oil revenue and the control of borders and security in the Kurdish region.

Baghdad opposed the vote, which threatened to sheer off a strategically important northern border region.

Although relations between Baghdad and Erbil have normalized again, major differences remain. Most Kurdish leaders still espouse independence and the two sides have yet to work out a formula for sharing federal oil revenue.

Iraq's Kurdish region is mired in an economic crisis driven by many causes, including its reliance on public sector jobs as political patronage, a reputation for corruption and the lack of clarity

about the legality of oil deals the Kurdish government signed with international oil companies.

Kurdish leaders have not paid full salaries to government employees in almost two years, since Baghdad cut budget payments in response to the Kurds keeping revenue from local oil deals. The Kurdish security forces, known as the pesh merga, have been paid by the American-led coalition, which depended on them to help defeat the Islamic State.

Civil servants in Erbil reported Monday that they only received half of their monthly salary, leading to questions and recriminations about which set of politicians — Erbil or Baghdad — weren't holding up their end of the bargain.

A statement from the Kurdish regional government cited by Kurdish media on Monday blamed Baghdad for not sending enough money. Mr. Abadi said Tuesday that his government paid what it had agreed to. A Kurdish government spokesman said Wednesday that the government would meet after the holiday to assess its cash flow and decide what to do.

Despite the uneven rollout of the salary payments, the other part of the deal came off without hitch.

On Monday, the first international flights landed in Erbil since the October crisis. Other regional carriers said they would resume their flight schedules soon. Baghdad's demands that Erbil end its longstanding flouting of Iraqi visa

rules appear to have been accepted, officials said, but the control of customs in Kurdish area airports still needs to be worked out.

Around Erbil, even the partial payment of wages lifted spirits, providing a much-needed cash injection to the local economy and some hope for the end of the political crisis.

Burhan Dabbagh, 56, said he was seeing greater demand at his clothing shop in Erbil's old city, as more shoppers had disposable income for holiday purchases. He credited Mr. Abadi.

"We rely on Baghdad for our entire well-being," Mr. Dabbagh said. "It's the best of solutions that we could have hoped for."

Other shopkeepers in Erbil's old city expressed similar pro-Abadi views, citing his management of the political crisis in addition to their disgruntlement with local Kurdish leaders and what many see as a long history of corruption.

Yet some civil servants said they feared that their well-being would continue to be a political Ping-Pong ball, especially with national parliamentary

elections coming in May, since the underlying political disputes have not been solved.

Speaking of both governments, in Baghdad and Erbil, Safeen Daher, a 49-year-old driver for the Ministry of Education in Erbil, said: "We are victims between them and their politics."

Falih Hassan contributed reporting from Erbil, Iraq, and Muhammed Nashat from Barzan, Iraq.

International New York Times FRIDAY, MARCH 23, 2018

The young feminist who died for my people

Ilham Ahmed

RAQQA, SYRIA A few days before Anna Campbell was killed in Syria by a Turkish missile on March 15, she called my office in Raqqa. Anna, a 26-year-old British feminist who had come to my country in May 2017 to fight alongside Syrian Democratic Forces in northern Syria, was begging to go to Afrin, a Kurdish-controlled city that Turkish forces were on the verge of seizing after a brutal two-month offensive.

Her military commanders in the Kurdish Women's Protection Units — the all-female army known as the Y.P.J. — were not allowing her to go, arguing that a Western woman would be a particular target for Turkey and the radical jihadist groups it is backing. But Anna was insistent.

"My government and the Western world left you alone to face the second largest army in NATO," she said. "I won't abandon you."

"We need you here," I told her. "We need you to get our story out to the British media."

"My country gave you nothing but words," she replied. "I want to give you action."

Anna's bravery astonished me. Here was a smart young woman born into freedom and comfort in southern England. But she could not bear to stand by as President Bashar al-Assad, Russia, Turkey and the Islamic State tried to stamp out my people and our democratic vision. As her father, Dirk Campbell, put it in an interview with The New York Times: "She was somebody who saw the injustices of the world and the plight of the weak and vulnerable and disempowered, and she also saw the idealism, the amazing utopian vision of Rojava, and she found those two elements irresistible."

Anna Campbell could not stand by as President Assad, Russia, Turkey and the Islamic State waged war on Syrian Kurds.



A vigil honoring Anna Campbell in Lewes, East Sussex, England. Ms. Campbell died fighting with a Kurdish armed unit in Syria.

When we, the Syrian Democratic Council, an assembly of multiethnic groups that serves as the political leadership for the Syrian Democratic Forces, started to work with the United States Department of Defense in the city of Kobane in 2014, many people discouraged us. The United States does not have friends, they argued. It has only interests.

But Anna and others like her have shown me that isn't true — at least for some brave individuals in the West who cherish the values we Syrian democrats stand for: the protection of individual and religious freedoms, the rights of women and our particular vision of democracy, which empowers local and state governments rather than concentrating all authority in a distant capital.

Anna was one of many Western volunteers who have fought alongside the Syrian Democratic Forces over the past three years — at first against the Islamic State and, more recently,

against Turkish aggression in Afrin.

For a time it seemed that the United States, too, was on our side. American officials spoke of diplomatic recognition of Syrian democrats, serious investment in reconstruction and training the 30,000 Syrian democratic soldiers so that they could serve as a professional security force.

Such promises were greeted with hope and joy in places like Afrin, Manbej and Qamishli.

A strong American-Syrian relationship meant that Syria would no longer be a rogue state, or turn into the failed state that it threatened to become, but a state that would have productive relationships with the United States, Europe, Arab countries and even Turkey.

But these dreams of a new Syria were transformed into a nightmare by President Recep Tayyip Erdogan's pro-jihadist policies.

Rather than working with the Syrian Democratic Forces, Turkey is attacking

us. Rather than celebrating the defeat of the Islamic State with us, Turkey is killing the same soldiers who secured its Syrian border against the Islamic State. Rather than keeping us focused on protecting our oil fields from falling into Russian hands, Turkey is distracting us and forcing our troops to be dispatched to Afrin.

Why is Turkey doing this? Because it insists that Syrian Kurds are an offshoot of the P.K.K., a Kurdish party in Turkey that is engaged in a war for more Kurdish rights. While many Kurdish leaders, including me, have stated many times that we and the P.K.K. are different organizations, with different leadership, Turkey refuses to believe us. They also refuse to believe the United States, which has said the same.

Although the Islamic State poses a threat to everyone in the free world, including the United States, the Syrian Democratic Forces never asked the United States to fight our war. Our young women and men have gone

bravely to the front lines to fight this genocidal group. We have built our own defense units, our own political institutions and governing bodies to establish pockets of freedom and democracy in a country being torn apart.

It's not a coincidence that the cities and neighborhoods that we govern are the only places in Syria where American soldiers can walk safely and shake hands with people without fear of being stabbed in the back.

We are not calling on the United States to end its relationship with Turkey. But we are asking the United States and the West to stop abetting our deaths. Is the United States going to stand by as the same soldiers who protected the American soldiers in Raqqa are being burned by Turkey's military and their mercenary jihadist groups?

Is the United States going to keep watching its political allies being slaughtered in front of their own eyes? Just consider the fact that Anna Campbell was a British citizen killed by an-

other member of NATO.

Despite scarcity, we do not want bullets, we do not want food, and we do not want money. All we are asking for is action that will stop Turkey from flying its warplanes over the heads of our children.

Two weeks ago, I was able to smuggle myself from eastern Syria to Afrin, where I spent a week. The people of Afrin understand the complexity of United States-Turkey relations, but they kept asking the same question: "You assured us that history is not going to repeat itself. But look at the American-made Turkish jets. Are not they the same jets that provided us with air cover when we liberated Al Raqqa, Manbij, Kobane and the oil fields in Deir Al Zor? Why are they now being used to kill our children and destroy our homes?"

I didn't know how to respond.

ILHAM AHMED is a co-president of the Syrian Democratic Council.

lepoint.fr 19 MARS 2018

ANKARA COUPABLE DE "NETTOYAGE ETHNIQUE" À AFRINE (représentant du Kurdistan syrien en France)

Par AFP - Paris le 19 mars 2018
Le point.fr



Khaled ISSA, représentant en France du Kurdistan syrien (Rojava).

La communauté internationale porte une "responsabilité morale" face à l'"agression injustifiée et illégale" des forces turques dans la ville kurde syrienne d'Afrine, où se déroule un véritable "nettoyage ethnique", a dénoncé lundi Khaled Issa, représentant en France du Kurdistan syrien (Rojava).

"Il y a une responsabilité morale pour la communauté internationale face à une agression injustifiée et illégale", a-t-il déclaré à l'AFP, au lendemain de la prise d'Afrine par les militaires turcs et leurs supplétifs syriens, qui ont chassé de la ville la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG).



Des civils fuient la ville d'Afrine dans le nord de la Syrie vers des zones de la province d'Alep tenues par les forces gouvernementales, le 19 mars 2018
© GEORGE OUTFALIAN /

Cette faction, qualifiée de "terroriste" par Ankara, est un allié précieux en Syrie de la coalition internationale anti-Etat islamique (EI) emmenée par Washington.

"Ce qui se passe à Afrine est un nettoyage ethnique, et les grandes puissances restent spectatrices", a insisté le représentant du "Rojava", qui contrôle une partie du nord et du nord-est de la Syrie repris depuis deux ans aux groupes jihadistes.

L'avancée des forces pro-turques à Afrine a entraîné ces derniers jours un exode massif de civils, faisant craindre un nouveau drame humanitaire dans un pays ravagé par une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés depuis 2011.

Plusieurs dizaines de civils ont été tués dans la région d'Afrine depuis le lancement de l'offensive turque, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Ankara, de son côté, dément viser les populations.

"Nous sommes frustrés de voir que les mêmes combattants qui luttèrent courageusement contre Daech (acronyme arabe du groupe EI, ndlr) sont laissés à la merci de l'armée turque alliée aux jihadistes, lâchés sous les bombes d'Ankara", a déploré Khaled Issa.

"La Turquie ne va pas s'arrêter avec Afrine", a-t-il encore averti en s'inquiétant du sort de la ville syrienne de Manbij, située une centaine de kilomètres à l'est d'Afrine. ●

Syrie

L'OCCIDENT INDIFFÉRENT AU MASSACRE DES KURDES

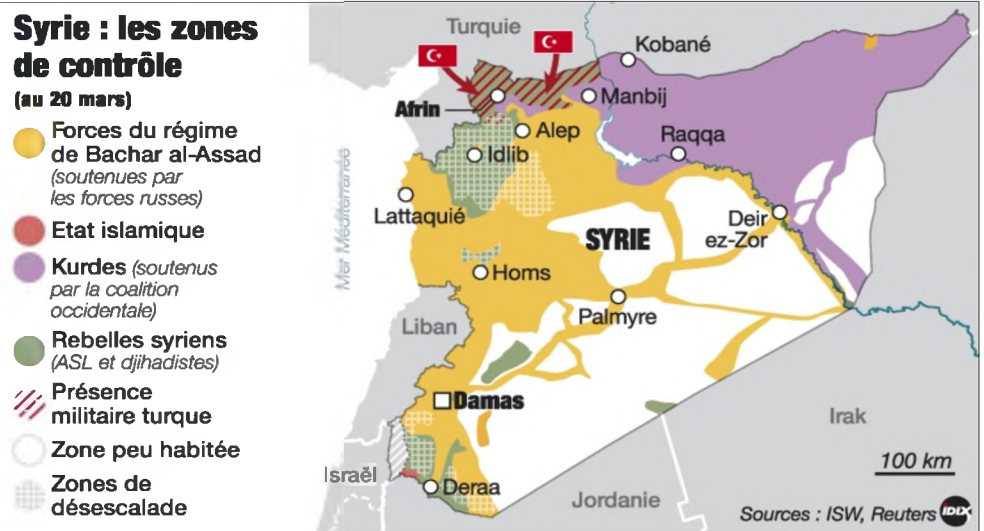
Pour un bel anniversaire, quelque part du côté du détroit des Dardanelles, ce 18 mars 2018 fut un bel anniversaire ! Furieusement nationaliste et follement revancharde. Au moment où ses troupes et leurs supplétifs djihadistes hissaient foison de drapeaux turcs et de l'Armée syrienne libre (ASL) dans les rues d'Afrin désertées par les combattants kurdes, à Canakkale, Recep Tayyip Erdogan commémorait une autre victoire : celle des forces ottomanes sur les troupes franco-britanniques lors de la bataille de Gallipoli, en 1915. Face à une foule électrisée, et dans la ville fondée par Mehmet II, le néosultan Erdogan ne pouvait que filer avec gourmandise l'analogie historique : « Nous avons administré une leçon à ceux qui ont tenté de nous assiéger dans la bataille de Canakkale et nous faisons maintenant la même chose avec ceux qui ciblent notre stabilité et notre avenir à travers la mise en place d'un Etat terroriste tout au long de notre frontière. » Après tout, pourquoi s'interdire une fanfaronnade visant ouvertement les Occidentaux puisque ces derniers n'ont rien fait pour empêcher la « leçon » qui fait aujourd'hui chavirer de bonheur des millions de Turcs, une partie du camp sunnite et plus largement des islamistes de toutes tendances ?

Vaincus doublement
Vae victis ! Malheur aux vaincus donc ! Après deux mois de résistance acharnée, les premiers vaincus, dans leur chair et sur leur terre, sont évidemment les combattants syriens des Unités de protection du peuple (YPG), ces « milices kurdes », selon les termes couramment utilisés dans les dépêches de presse, qui



En faisant tomber le bastion kurde d'Afrin, Recep Erdogan se livre à l'élimination d'une minorité qu'il qualifie de "terroriste". Pendant que certains détournent pudiquement le regard sur les exactions commises. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**

"VAE VICTIS !"
 Après la chute d'Afrin, des soldats turcs et syriens paradedent dans la ville syrienne située à la frontière turque, le 18 mars.



se veulent avant tout le bras armé d'un peuple éternellement ballotté par l'histoire. Vaincues, les YPG le sont doublement. Militairement, elles se savaient probablement incapables de prendre le dessus sur la deuxième armée de l'Otan, tout affaiblie qu'elle fût par les purges massives ordonnées par le régime d'Erdogan après le putsch manqué de juillet 2016. Mais, diplomatiquement, peut-être espéraient-elles un

geste fort de leurs anciens alliés et protecteurs de la coalition internationale anti-Daech pour stopper la si mal nommée opération « Rameau d'olivier » lancée au petit matin du 20 janvier dernier. Au lieu de quoi, malgré les bombardements incessants et indiscriminés de l'aviation turque, les pertes importantes chez les civils et les exactions commises par des centaines de djihadistes issus aussi

bien des rangs d'Al-Qaida que de l'Etat islamique, à Washington, à Paris ou à New York, siège de l'ONU, ce ne furent que paroles savamment pesées pour ne pas trop froisser le dictateur et vite dispersées par le vent des intérêts supérieurs de la Realpolitik.

La fin d'un rêve

A quel moment précis les cadres militaires et politiques des YPG et du Parti de l'union démocratique (PYD)* ont-ils réalisé que le sort d'Afrin était joué ? A partir du 14 mars, l'exode de la population a commencé. La ville et ses environs étaient devenus le point de convergence de plusieurs centaines de milliers de réfugiés de toutes origines, fuyant tout aussi bien les djihadistes de Daech que les forces de Damas et diverses factions rebelles islamistes. Certains membres des YPG souhaitaient y engager une guérilla urbaine de longue haleine contre « l'occupant turc », mais, dans la nuit du 16 au 17 mars, la plupart se sont, semble-t-il, résolus à la poursuivre sur le terrain plus propice des montagnes toutes proches. « Contrairement aux mensonges de la propagande turque, il était pour eux hors de question de se servir de boucliers humains, une pratique très courante dans la région... assure l'écrivain Patrice Franceschi, engagé à leurs côtés depuis le début de >

> la guerre civile. Rester dans Afrin, c'était prendre le risque de pertes décuplées parmi les civils et aussi de la destruction de la ville, comme ce fut le cas à Kobané. »

A quelque 200 km au nord-est d'Afrin, et de l'autre côté de l'Euphrate, Kobané est, toutes proportions gardées, le Stalingrad des YPG. En janvier 2015, après plusieurs mois de combats, ils en chassent les combattants de l'EI qui occupaient la



Dell Soudainman / AFP Photo

moitié de la bourgade depuis 2014. Kobané représente alors pour les Kurdes le rêve d'un territoire autonome où ils disent vouloir mener à bien une expérience politique et sociale (le confédéralisme démocratique laïque et paritaire) assez unique dans ce coin du Proche-Orient où la religion dicte sa loi. Pour Ankara, qui ne fait aucune différence entre le PKK, son ennemi kurde de l'intérieur, et les YPG, tous « des terroristes », le Rojava est, à l'inverse, un casus belli et Kobané, une défaite qu'il faudra effacer.

Variable d'ajustement ?

Ceux qui soutiennent le régime de Bachar al-Assad voient dans l'installation durable des Kurdes la main posée des grandes puissances – en l'occurrence les Etats-Unis – sur des ressources naturelles prometteuses. Et, de fait, à la tête de la coalition internationale, Washington ne va pas négocier son soutien militaire aux YPG, dans le ciel mais aussi à terre avec l'envoi de membres

PLUS DE 280 CIVILS auraient été tués depuis le début de l'opération "Rameau d'olivier". Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, plus de 250 000 personnes ont déjà fui Afrin. Ci-dessus, funérailles de membres des YPG, le 29 janvier.

des forces spéciales et de dizaines d'instructeurs. Après avoir balbutié la diplomatie de la France dans le borborygme de la guerre civile, François Hollande fera de même et son ministre de la Défense de l'époque, Jean-Yves Le Drian, n'y est pas pour rien. Signe que les liens sont solides et supposément durables, en mai 2016, une représentation du Rojava ouvre dans le centre de Paris, pendant officieux de celle dont dispose – officiellement – le gouvernement régional du Kurdistan irakien (KRG) de Massoud Barzani depuis 2001. Active sur le front syrien anti-Daech, la France l'est tout autant aux côtés des peshmergas, jusqu'à la libération de Mossoul à l'été 2017. Pourtant, quand, à l'automne, le KRG annonce son intention d'organiser un référendum portant sur le simple principe d'une future indépendance, la quasi-totalité des alliés de la coalition internationale tentent de l'en dissuader. Trop tôt, trop risqué, au moment où il faut avant tout stabiliser l'Etat irakien. Le clan Barzani s'entête et les frères ennemis de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) lui donnent apparemment raison. Le vote en faveur du oui (plus de 90 %) a un petit parfum soviétique, mais à Erbil ou à Soulaïmanié la foule semble heureuse. La liesse sera de courte durée. Dès que les troupes de Bagdad, épaulées par des milices chiites pro-iraniennes, partent à l'assaut des puits de pétrole reconquis par les peshmergas, l'UPK dénonce « la funeste erreur » de Barzani et les alliés d'hier se mettent soudain aux abonnés absents. Du côté de l'Elysée, Emmanuel Macron propose donc sa médiation pour résoudre la crise entre Bagdad et le KRG. Elle est sèchement refusée par le

LES HÉSITATIONS DE TRUMP

Que va faire Emmanuel Macron ? » s'interrogeait une chaîne de télévision au lendemain de l'entrée des troupes turques dans Afrin. Pour les Kurdes de Syrie, il s'agit surtout de savoir quelles sont les intentions de la Maison-Blanche alors que Recep Erdogan annonce la poursuite de ses opérations militaires vers la ville de Manbij. Les YPG affirment ne plus y entretenir de base militaire et en avoir cédé l'administration à leurs

partenaires arabes, ainsi que le demandaient leurs alliés américains. Ankara ne croit pas à ce retrait des combattants kurdes et espère convaincre Washington que les FDS n'ont pas plus leur place à Manbij qu'à Afrin. Après avoir jugé que Rex Tillerson ne faisait plus l'affaire comme secrétaire d'Etat, Donald Trump a nommé au poste Mike Pompeo, l'ancien directeur de la CIA, réputé pour être sur une ligne « dure » concernant Bachar al-Assad et ses

ambitieux parrains iraniens. Or, se couper des FDS pour éviter un conflit armé, intenable, avec Ankara, présente le risque de pousser les Kurdes dans les bras du régime. Avec, à la clé pour celui-ci, le contrôle de riches zones pétrolifères. Les choix offerts à Donald Trump sont d'autant plus compliqués que de nombreux cadres de premier niveau lui font toujours défaut, le reste de son administration étant, semble-t-il, divisée sur la « question syrienne »... ■

Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi. D'alliés couvés, les Kurdes deviennent-ils alors une variable d'ajustement ? Dans le même temps, en Syrie, l'intervention de la Russie a changé la donne et remis Bachar al-Assad en selle et les relations entre Ankara et Moscou, qui étaient exécrables, se réchauffent considérablement. Les grandes manœuvres du « processus de paix » ont commencé et, en marge des négociations de Genève sous l'égide de l'ONU, Vladimir Poutine entend mener les siennes à bon port. Avec le soutien de l'Iran mais aussi de la Turquie qui doit lui ouvrir les portes d'une partie de l'opposition à Bachar al-Assad. Dans diverses réunions organisées à Moscou, si l'on en croit leurs propres déclarations, les Kurdes syriens sont alors priés d'accepter sans condition la tutelle de Damas sur les territoires où ils sont présents. Ce qu'ils refuseront avant d'en payer le prix. La voie est libre pour l'armée turque tout comme l'espace aérien qui a permis

“RESTER DANS AFRIN, C'ÉTAIT PRENDRE LE RISQUE DE PERTES DÉCUPLÉES ET AUSSI DE LA DESTRUCTION DE LA VILLE, COMME CE FUT LE CAS À KOBANÉ.”

à son aviation d'écraser les YPG. La conquête d'Afrin aura mis deux mois avant de se concrétiser, mais, comme il l'a promis, Recep Erdogan désigne maintenant la prochaine étape de sa Reconquista du nord de la Syrie, Manbij, à mi-chemin entre Afrin et Kobané. La ville et le canton ont été repris par les Forces démocratiques syriennes (FDS, alliance arabo-kurde) avec l'appui très concret des Américains pour lesquels le secteur représente leur principal point d'ancrage dans le paysage mouvant de la future Syrie post-Assad. Et en partant purement

et simplement reviendrait à laisser un jour le champ libre à Damas et à l'Iran dont Washington entend museler les ambitions régionales. Malgré les rodomontades destinées à son opinion intérieure, Erdogan le sait et va probablement tenter de négocier une sorte d'administration conjointe de la ville où les populations arabes sont majoritaires. Les Kurdes connaissent déjà la suite possible de ce scénario : un repli à l'est de l'Euphrate, en attendant, qui sait, des jours meilleurs... Après les avoir indirectement qualifiés de « terroristes potentiels », dans le sillage d'un Jean-Yves Le Drian, Emmanuel Macron s'est inquiété de leur devenir auprès de Vladimir Poutine qu'il félicitait pour sa réélection. La diplomatie d'un « nouveau monde » ressemble terriblement à l'ancien. ■ A.L.

* Le Parti de l'union démocratique est la principale formation politique kurde syrienne, dont l'inspiration, sinon les méthodes, est proche de celle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Ocalan.

CHRONOLOGIE

JUILLET 2011

Création de l'Armée syrienne libre (ASL) dont les éléments « modérés » collaborent d'abord avec les YPG dans le nord du pays. Ils céderont peu à peu la place aux islamistes, proches d'Al-Qaïda. Depuis l'Irak, le futur Etat islamique s'intéresse à la Syrie. La guerre civile a commencé.

ÉTÉ 2012

Début de la bataille de la Ghouta orientale, à l'est de Damas. Pendant plusieurs années, elle sera le siège de combats entre le régime et divers groupes rebelles islamistes.

2013

Progressivement l'Etat islamique s'installe en Syrie et, conjointement

à son offensive de l'été 2014 en Irak, va occuper une partie du pays.

JANVIER 2015

Soutenus par la coalition internationale, les YPG reprennent Kobané à Daech.

21 OCT. 2017

Raqqa, la capitale du califat autoproclamé, capitule à son tour face aux FDS.

13 NOV. 2017

Pour la cinquième fois depuis le début de l'année, Erdogan et Poutine se rencontrent à Sotchi. Au menu, règlement de la crise et sort des FDS dans les négociations de paix que préside Moscou.

20 JANV. 2018

Début de l'offensive turque contre Afrin.

 26 Mars 2018

En Turquie, le péril patriotique

L'escalade militaire dans le nord de la Syrie ne marque pas seulement un tournant dans ce conflit, mais aussi le retour d'une martyrologie exacerbée au sein du pays d'Erdogan, qui participe ce lundi à un sommet avec l'Union européenne.

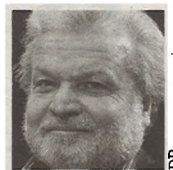
Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2015, la Turquie n'est plus un pays démocratique, comme ses dirigeants le prétendent, à chaque occasion, surtout à l'égard des responsables de l'Union européenne. Avec ses écrivains et ses journalistes incarcérés, ses universitaires et ses artistes poursuivis en justice, ses opposants kur-

des réprimés, elle dérive chaque jour davantage vers un autoritarisme qui la rapproche, sur le plan politique, de ses voisins russe et iranien. L'Etat de droit n'existe plus, la justice a perdu son indépendance, et les médias, à quelques exceptions près, ont perdu leur tête. Il faudrait désormais parler non pas de dérive autoritaire, comme on a l'habitude de le faire, mais de « péril totalitaire ». L'escalade militaire dans le nord de la Syrie ne marque pas seulement un tournant dans un conflit fort compliqué et déjà vieux de huit ans mais aussi une régression absolue des valeurs démocratiques à l'intérieur du pays. Le gouvernement et l'opposition ne parlent désormais que d'une seule voix pour célébrer « la victoire d'Afrin ». La seule différence, c'est que l'opposition (il faut entendre par ce terme le parti républicain du peuple CHP, étant donné que la plupart des dirigeants de HDP, parti pro-

kurde sont en prison) demande au gouvernement de ne pas faire de différence entre les martyrs de la bataille des Dardanelles ayant eu lieu en 1915 et ceux du coup d'Etat militaire échoué en 2015. Ce discours de martyrologie, ce patriotisme exacerbé qui pourraient sembler émergés d'un autre âge sont devenus, hélas, une réalité dans la Turquie d'Erdogan. Ce dernier, toujours omniprésent et omniscient, ne cesse d'appeler la population à faire la guerre en Syrie. Et de dire qu'il sera le premier à combattre, s'il le faut, tout en restant dans son somptueux palais à Ankara. Et Kemal Kılıçdaroglu, le chef de l'opposition crie haut et fort : « Nous sommes tous des soldats de Mustafa Kemal Atatürk. » Elevé dans le culte du kéralisme, ayant même écrit à l'école primaire des poèmes rythmés et rimés sur la gloire de mes ancêtres, je ne serais pas surpris par cet élan militariste si celui-ci n'était pas suivi d'une martyrologie macabre. La mise en scène, lors d'un rassemblement récent dans une ville d'Anatolie, où nous avons vu le président « éternel » de l'AKP (le parti-Etat au pouvoir) et le Président non moins « éternel » de la Turquie embrasser une

petite fille en uniforme militaire en lui souhaitant le martyr pour aller au paradis, a été digne d'une farce tragique. Heureusement que des voix s'élèvent encore pour dénoncer ce climat d'hystérie et de folie, mais on ne les entend pas. La Turquie n'est plus, hélas, ce qu'elle était. Et elle ne sera pas ce qu'elle doit être, c'est-à-dire, un pays démocratique et pacifique tant qu'elle ne sera pas débarrassée de son « héros national » qui a encore le soutien d'une partie de la population. Mais jusqu'à quand ? Je ne souhaite pas répondre à cette question en reprenant ce que dit un dicton populaire turc : « Quand le poisson grimpera au peuplier. »

Par **NEDIM GÜRSEL**



Ecrivain turc. Dernier ouvrage paru : *Etreintes dangereuses*, éd. Le Passer, 2018.

TURQUIE-UE

Tensions avec Chypre et la Grèce, crise syrienne, accord migratoire de 2016 et gel du processus d'adhésion à l'UE... Ankara est invité en Bulgarie ce lundi soir à la table des dirigeants européens. Une rencontre qui s'annonce houleuse.

ANALYSE

Un dîner à couteaux tirés



Par
MARIA MALAGARDIS

Faut-il y voir un symbole subliminal ? Ce lundi soir, c'est dans le coquet petit château d'Euxinograd qu'aura lieu un dîner jugé crucial pour l'avenir des relations entre l'Union européenne et la Turquie. Ancienne résidence des tsars de Bulgarie, Euxinograd se trouve à la sortie de Varna, principale ville portuaire du pays. Mais surtout, son nom fait référence à l'ex-appellation de la mer Noire : le Pont-Euxin, baptisé lui-même à partir d'un mot de grec ancien signifiant «mer hospitalière». La mer et l'hospitalité seront justement au menu de ce repas, au cours duquel on n'attendra peut-être pas le dessert pour évoquer les tempêtes qui bousculent le couple Ankara-Bruxelles. Autour de la table, quatre convives prendront place : le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ainsi que l'hôte de la soirée, le Premier ministre bulgare, Boiko Borissov, qui assume jusqu'en juin la présidence tournante de l'UE. A leurs côtés, le Polonais Donald

Tusk, président du Conseil, accompagné de Jean-Claude Juncker, à la tête de la Commission européenne. Que sortira-t-il de ce meeting informel et à huis clos ? Difficile de le prévoir à l'avance. Reste que ce dîner à Euxinograd, qui a failli être annulé, risque de tourner en partie de poker. Où chacun jouera sa partition, tout en évaluant les cartes dans son jeu. Le duo Juncker-Tusk a déjà annoncé qu'il s'attendait à une rencontre «houleuse», ou en tout cas «pas facile». De son côté, le Premier ministre bulgare, qui a beaucoup insisté pour l'organiser, l'a qualifiée d'«une des dernières chances pour maintenir le dialogue avec la Turquie». En guise d'invitation à dîner, on a connu plus convivial...

FRÈRES ENNEMIS

Il est vrai que les relations avec Ankara ne cessent de se détériorer depuis plusieurs mois, incitant les Européens à sortir de leur réserve. Outre les inévitables questions sur un régime qui bafoue ouvertement les droits de l'homme (lire aussi page 25) et agit en électron libre – voire en

meurtrier dans le conflit syrien, comme le démontre encore la récente prise d'Afrin –, ce sont les actions de la Turquie en Méditerranée orientale qui ont également troublé les dirigeants européens à la veille de cette rencontre.

Celles-ci visent deux membres de l'UE : la Grèce et Chypre. Voilà bien longtemps, certes, que les violations de l'espace aérien et maritime, toujours à l'initiative de la Turquie, font partie d'un étrange duel entre Ankara et Athènes, frères ennemis séculaires qui se font face en mer Egée. Mais début décembre, Erdogan aura été le premier chef d'Etat turc à remettre ouvertement en cause le traité de Lausanne de 1923. Et par conséquent les frontières maritimes entre la Grèce et la Turquie. Ce côté vintage XIX^e siècle, malgré tout lourd de périls, s'est trouvé renforcé à la mi-février, lorsque deux patrouilleurs, l'un grec et l'autre turc, se sont heurtés au large des îlots inhabités d'Imia. Lesquels appartiennent à la Grèce mais sont revendiqués par la Turquie.

Au même moment, bien plus au sud, au large de l'île de Chypre, une plateforme de forage de gaz sera bloquée à deux reprises par des vaisseaux turcs, d'abord sous prétexte de «manœuvres militaires» avant qu'Ankara ne décrète officiellement son refus de toute exploitation d'hydrocarbures au profit de la république de Chypre tant que la partie de l'île qu'elle occupe depuis 1974 n'ait son mot à dire sur ses ressources.

Reste que cette «entité» turcophone dans le nord de l'île n'est reconnue que par Ankara, alors que la république de Chypre et la Grèce sont membres de l'UE. Bruxelles s'est souvent montré très discret face aux agressions turques dans cette région. Mais depuis peu, le ton a changé.

Lors du Conseil européen du 23 février, le président de la République de Chypre, Níkos Anastasiádis, a obtenu de ses pairs de l'UE de conditionner le maintien du meeting de Varna à l'arrêt des hostilités en Méditerranée orientale. Et, à l'approche de ce dîner crucial, Donald Tusk en rajoutait une couche jeudi en affirmant un clair soutien à la Grèce et à Chypre. Des déclarations très mal vécues par Ankara, qui dès vendredi les a jugées «inacceptables». Il a donc fallu tout l'entregent du Premier ministre bulgare pour maintenir ce dîner au château.

«Borissov est lié par les députés musulmans, d'origine turque, qui assurent sa majorité parlementaire. Sans eux, il serait peut-être nettement plus hostile à la



Turquie. Mais dans l'immédiat, il est contraint d'assumer le rôle d'arbitre pour des raisons d'équilibre interne», rappelle l'analyste grec Georges Seferzis contacté à Athènes, où les récentes rodomon-tades turques suscitent d'autant plus d'inquiétudes qu'Erdogan refuse de relâcher deux officiers grecs arrêtés le 1^{er} mars, «égarés» du côté turc de la frontière. Des militaires que le maître d'Ankara pourrait tenter de monnayer contre huit officiers turcs ayant fui leur pays pour la Grèce dans la foulée du coup d'Etat de juillet 2016.

«La tension est vive, tout le monde est très préoccupé, en Grèce comme à Chypre», confirme Georges Seferzis, qui estime cependant que le soutien de Bruxelles à Chypre est «une redistribution des cartes» qui n'a pas grand-chose à voir avec les principes éthiques: «La découverte d'importants gisements de gaz dans le sud de la Méditerranée, et notamment au large de Chypre, a changé la donne. L'Europe y voit l'occasion d'assurer enfin son autonomie énergétique et de cesser de dépendre de la Russie. Du coup, Chypre reprend de l'importance dans la zone. La Turquie, elle, par laquelle passe actuellement le gaz russe, se trouverait affaiblie par ces nouveaux deals. Les prises de position actuelles sont liées aux promesses de cet eldorado gazier», explique-t-il.

ENCHÈRES

Le gaz dans l'eau ne figure pas, du moins officiellement, au menu des difficiles discussions de Varna. Depuis plusieurs semaines, la Turquie qui a insisté pour la tenue de cette réunion, fait savoir qu'elle compte surtout obtenir des avancées sur des questions gelées, comme la libéralisation des visas ou la réactivation du processus de son adhésion à l'Union européenne. Tout en réclamant à nouveau du cash pour contenir les réfugiés qui se trouvent désormais coincés sur son territoire depuis la conclusion d'un accord controversé en mars 2016 avec Bruxelles.

Dans une interview accordée le 9 février au quotidien italien *la Stampa*, Erdogan l'a rappelé: «Nous voulons être membre à part entière de l'UE [...], il n'y a pas

d'autre solution», balayant dans la foulée toute proposition alternative d'un «partenariat», formulée par Emmanuel Macron. Pourtant, rares sont les observateurs qui jugent cette exigence sérieuse: «C'est d'abord une manière de faire monter les enchères en soulignant les lacunes côté européen», confirme Georges Seferzis, alors qu'en réalité, Erdogan ambitionne d'abord de devenir le leader du monde musulman, à la tête d'une nouvelle puissance régionale.»

Reste donc la carte maîtresse d'Erdogan face à l'Europe, la même depuis deux ans: ces réfugiés qui avaient massivement afflué sur les côtes grecques en 2015, et qui se trouveraient désormais cantonnés en Turquie depuis l'accord migratoire de mars 2016. Avec près de 4 millions de réfugiés sur son sol, Ankara assume indiscutablement une part importante du fardeau. En échange de ce confinement sur son territoire, la Turquie avait obtenu de recevoir dès 2016 3 milliards d'euros. Et les Européens ont d'ores et déjà promis qu'ils s'engageraient à remettre 3 milliards supplémentaires sur la table à Euxinograd ce lundi soir.

La mise est importante, mais au poker, c'est le bluff qui pèse. Or sur ce terrain-là, Erdogan reste le maître du jeu. «Les promesses n'ont pas été tenues», affirmait-il récemment, soulignant que «jusqu'à présent, seuls 850 millions d'euros sont entrés dans [les] coffres» sur les 3 milliards déjà prévus. Avant d'ajouter, dans ce style menaçant qu'il affectionne: «Ce pays a une fierté et on ne peut pas jouer avec notre fierté [...], s'ils veulent s'endormir sur leur argent, c'est leur choix. Nous le leur mettrons sous les yeux à Varna.» La vérité comptable semble plus complexe. Mais

**«Erdogan
ambitionne
d'abord de devenir
le leader du monde
musulman, à la tête
d'une nouvelle
puissance
régionale.»**

Georges Seferzis
analyste grecque

au-delà, la Turquie d'Erdogan dispose, avec les réfugiés, d'un levier susceptible de faire taire, ou baisser d'un ton, les critiques de leaders européens encore hantés par l'afflux humain de 2015 et désormais soucieux d'«externaliser la gestion des flux migratoires», et «d'éloigner ce qui est perçu comme un problème; les personnes fuyant la guerre et la persécution», déplorait Amnesty International à la veille du deuxième anniversaire de l'accord entre la Turquie et l'UE. Lequel, outre la remise en cause radicale du droit d'asile, ne fonctionne pas si bien que ça: les relocalisations promises en contrepartie par les Etats membres se font au compte-gouttes en raison des réticences de certains d'entre eux. Et les réfugiés arrivés après mars 2016, depuis les côtes turques, se trouvent désormais condamnés à attendre l'issue d'interminables procédures dans des camps de transit surpeuplés sur les îles grecques qui font face à la Turquie. Les conditions de vie y sont abjectes, l'incertitude et le désespoir provoquent de multiples tensions. Bien plus préoccupant: malgré le deal avec la Turquie, les arrivées se poursuivent en Europe. Certes, moins impressionnantes qu'à l'été 2015, elles sont néanmoins en hausse depuis l'été dernier, à raison de 1000 à 1200 nouveaux venus par mois. Dans l'ignorance ou l'indifférence des dirigeants européens, focalisés sur leurs agendas électoraux. En Grèce, certains expliquent d'ailleurs cette augmentation des flux par la montée des tensions entre l'UE et Erdogan, qui n'aurait qu'à lâcher du lest pour recréer le chaos aux portes de l'Europe. Qui pourrait douter que le président turc ne joue de cet avantage lors de cette rencontre au bord de la mer Noire? Une conférence de presse est prévue à l'issue du dîner. Mais, à moins d'un clash inattendu, pas certain qu'on apprenne tout de suite qui a sorti le couteau le premier, ni qui a réellement gagné cette partie de poker. ◀

International New York Times MARCH 24-25, 2018

As Turkey gets deeper into Syria, risks loom

KILIS, TURKEY

Expanding campaign puts Ankara in a conflict that involves U.S. and Russia

BY CARLOTTA GALL

After two months of uncertain fighting, Turkey appears suddenly to be riding high in its military campaign to take control of a larger piece of northern Syria.

Along the border, studded with spring flowers and pistachio and olive groves, the artillery guns and fighter jets that until recently pounded the low mountains have fallen silent since Turkish forces captured the enclave of Afrin this month.

The victory has been widely celebrated in Turkey and has further emboldened President Recep Tayyip Erdogan, who has vowed to take his campaign across northern Syria and even into Iraq.

Yet the road ahead for Turkey in Syria is uncertain and fraught with risks.

The deepening inroads of Turkey and its allies have been tolerated so far by the two powers that control Syria's airspace, Russia and the United States. But Turkey may yet meet resistance if it pushes much further.

There is every risk that Turkey, which has a less than illustrious history dealing with its Kurdish population, could find itself embroiled in a guerrilla war in Syria, an extension of its decades' old battle against the Kurdish insurgency at home led by the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

"Afrin is not a region easy to command for Turkey," said Ozgur Unluhisarcikli, director in Turkey of the German Marshall Fund of the United States. "Not only is the majority of the population there Kurdish, but an important part of the population is sympathetic to the P.K.K."

Even Turks' euphoria surrounding their sudden win in Afrin was quickly tempered by the messy aftermath of that battle.

No sooner had Turkey's proxies on the ground, the Free Syrian Army, captured the city of Afrin than social media lit up with video and messages depicting looting by its fighters.

The environment remains volatile. A booby trap planted in Afrin killed seven civilians and four Free Syrian Army soldiers in the past week. A Syrian journalist was among those killed, the Committee to Protect Journalists reported.

Yet the fall of Afrin has made it increasingly clear that Turkey and its allies will have to be reckoned with in whatever negotiation might eventually end the seven-year conflict.

"Turkey and the F.S.A. have become an undeniable force in Syria," Mr. Un-



The Red Crescent camp in Jarabulus, Syria. Turkey sees Jarabulus, which is run by a council of teachers and engineers, as a blueprint for how it could manage other cities in Syria.

luhisarcikli said, referring to the Free Syrian Army.

The deepening engagement places Turkey in the middle of the fight between the government of President Bashar al-Assad of Syria, who is backed by Russia, and the rebel groups determined to remove him from power.

Some of those rebel groups are supported by the United States, but are bitterly opposed to Turkey and its proxies.

Afrin's capture changes things on the ground. It opens a link between parts of northern Syria, where Turkish forces maintain a presence, and the rebel-held western province of Idlib, where Turkey has been steadily expanding its presence.

About two million people live in Idlib, half of them displaced from elsewhere in Syria, and they are under daily attack from Syrian government and Russian airstrikes.

The opposition is dominated by radical Islamist groups, and Russia has been pushing Turkey to contain the rebels. But Turkey has been reluctant to confront the strongest among them, a group linked to Al Qaeda, Tahrir al-Sham.

Flush with success, its Free Syrian Army allies are first set on pushing eastward from Afrin, and on to the city of Manbij.

Along the way is a string of 15 Arab villages from which many of the Free Syrian Army fighters taking part in the operation have been displaced.

The villages are now controlled by the same Kurdish group ousted from Afrin, known as the People's Protection Units, or Y.P.G., which the United States has supported to combat the Islamic State.

"The question is, can it be settled by way of negotiation with the U.S.," said

Sinan Ulgen, chairman of the Center for Economics and Foreign Policy Studies in Istanbul.

Turkish officials say they have agreed to the outlines of a plan with the Americans for the Y.P.G. to withdraw to east of the Euphrates River.

That could allow Turkey and the United States to undertake a joint operation in Manbij, and to avoid a confrontation between the NATO allies.

But, Mr. Ulgen said, the United States has been sending conflicting signals, with the State Department working on a compromise, and the Pentagon and American commanders in the region resisting moves against the Y.P.G.

An agreement between the United States and Turkey over Manbij could usher in a new era of collaboration between them in Syria after mounting tensions.

"Manbij is important for reinstating the confidence between the U.S. and Turkey," Mr. Unluhisarcikli said. "If an agreement is reached with the U.S. about Manbij, it will have an enormously important effect on Turkey-U.S. relations."

Mr. Erdogan seemed to indicate that he was ready to work with the United States on a joint effort to secure the city and region.

"If you are strategic partners with us, you should show us respect and walk with us," Mr. Erdogan said on Tuesday at a weekly gathering of lawmakers from his party.

He has insisted that Turkey's aim is to secure areas where the hundreds of thousands of displaced Syrians — many of whom now live in Turkey — could return and run their own lives.

One showcase for that effort is the

town of Jarabulus, 100 miles east of Afrin, which Turkey sees as a blueprint for Afrin.

Eager to show off its successful administration of areas of northern Syria under Turkish protection, the Turkish government arranged a rare visit for The New York Times.

Liberated from the Islamic State in 2016, Jarabulus is now run by a local Syrian council of teachers and engineers.

The small border town is swollen to over twice its original population, with people displaced from all over Syria, and Turkish assistance does not go far. People in a camp complained they had received no assistance in months.

But with Turkey's help, the administration has opened a hospital and over 100 schools. The town is busy, with commerce and construction sites on every street.

Some Syrians, as well as Turks, condemn the presence of the Turkish military in Syria as a colonial exercise. But the Turkish presence has allowed those opposed to the Assad government to live freely without the threat of bombings.

Many of those there today said that Jarabulus was preferable to the repression they had experienced under the Assad government or radical Islamists, and to the compulsory conscription the Y.P.G. enforced in areas it controls.

One man, Saleh Khodor, a doctor from

the southern city of Deir al-Zour, pushed through the crowd and interrupted the deputy governor to address his visitors.

"I have lived in almost all areas of Syria, under the Islamic State, the Syrian Democratic Forces and now here," he said. "Ninety percent of Syrians would come, if they had the chance to live in this area."

He paid smugglers and traveled 15 days from the south with his family to reach Jarabulus.

"I came for the security, second for the schools, and third, it's a job opportunity," he said. "It's safe, it has freedom of speech."

Le Monde 23 MARS 2018



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Les Kurdes face à la trahison

Sans les Kurdes, la barbarie de l'organisation dite Etat islamique (EI) sévirait encore. Les djihadistes disposeraient toujours de leurs points d'appui en Syrie et en Irak. Les « hommes en noir » asserviraient les populations locales. A Mossoul, en Irak, les djihadistes fabriqueraient de la voiture piégée à la chaîne – pour tuer et mutiler ici et là. A Rakka, en Syrie, ils entraînaient de jeunes Européens, convertis à leur cause, pour qu'ils repartent semer la mort – à Bruxelles, Paris et ailleurs.

Aux Etats-Unis et en Europe, on présentait la lutte contre le terrorisme islamiste comme une priorité stratégique. On assurait qu'il s'agissait d'une « guerre » à mener sur tous les fronts. La menace était jugée « existentielle ». Nos alliés dans ce combat seraient nos frères d'armes. On ne les oublierait pas, juré, promis. C'était hier. Entre-temps, l'EI a été défait, en tout cas singulièrement affaibli, chassé de Mossoul et de Rakka. Soulagement en Europe et aux Etats-Unis. On peut passer à autre chose.

Aujourd'hui, la Turquie occupe le nord-ouest de la Syrie. Notre alliée de l'OTAN y traque les Kurdes, nos alliés de la lutte

contre l'EI. Dans le chaos des guerres syriennes, les 2 à 3 millions de Kurdes de Syrie, sous la houlette du parti PYD, se sont taillé une région autonome le long de la frontière avec la Turquie. Ils l'appellent le Rojava. Le PYD est proche du PKK – les autonomistes kurdes de Turquie, en guerre contre Ankara depuis quarante ans –, que les Etats-Unis et les Européens considèrent comme une organisation terroriste, non sans quelque raison.

Une étonnante équipée

L'armée turque ne veut pas que le Rojava serve de base arrière au PKK, même si aucune attaque contre la Turquie n'a été lancée depuis la Syrie. Elle entend démanteler le Rojava. Elle a le feu vert de la Russie, qui laisse l'aviation turque bombarder les villages kurdes. Sur le terrain, la Turquie a recruté des milliers de combattants arabes de Syrie, pour la plupart des islamistes, dont des anciens d'Al-Qaïda et de l'EI, rapporte le journaliste Patrick Cockburn, l'un des meilleurs connaisseurs de la région. Pour casser du Kurde, se trouve ainsi constituée une étonnante équipée : la Russie, ennemie de l'OTAN, la Turquie, membre de l'OTAN, et une vaste soldatesque islamiste, en principe ennemie des Russes...

Le PYD a des tendances autocratiques. Ne voulant pas se mêler de l'affrontement entre Damas et la rébellion syrienne, il a pactisé ici et là avec Bachar Al-Assad. Mais ce sont les femmes et les hommes du PYD qui ont libéré tout le nord-ouest syrien de la présence de l'EI. Sans ces combattants admirables, l'aviation américaine n'aurait pas suffi pour prendre Rakka. Sans eux, qui sont intervenus aussi en Irak, les yézidis du mont Sinjar auraient été massacrés jusqu'au dernier. Les Kurdes ont été l'instrument au sol de la dé-

faite de l'EI en Syrie. Dans cette bataille, ils ont perdu des centaines de combattants.

Les Etats-Unis vont-ils laisser la Turquie pousser plus avant et attaquer les cantons Est du Rojava, là où se trouve le gros des troupes du PYD, appuyées par des forces spéciales américaines ? Washington et les pays de l'UE vont-ils faire pression sur Ankara ou laisser les Kurdes seuls face à l'armée turque et aux islamistes ? Ces derniers ont une revanche à prendre : la haine des Kurdes les anime. Chaque Kurde tombé entre leurs mains – homme, femme, enfant – est promis au viol, à l'esclavage, à la mort.

Ces temps-ci, les Kurdes d'Irak ont mauvaise presse. Autonomes depuis les années 1990, ils ont été sauvés in extremis, par les Américains et les Iraniens, de l'offensive menée par l'EI en Irak en 2014. Après quoi, sujets à l'*hubris*, ils ont agrandi leur territoire et organisé un référendum sur l'indépendance – contre l'avis de leurs amis. Echec sur toute la ligne. Les Kurdes d'Irak ont reperdu ces territoires et Bagdad a restreint leur autonomie. Ils restent prisonniers de leur système politique (suranné). Mais voilà, deux ans durant, ils ont été le principal point d'appui essentiel des Occidentaux pour préparer la reprise de Mossoul. Face à l'EI, ils ont tenu une ligne de front de plus de 1500 kilomètres : plus d'un millier de peshmergas y ont perdu la vie. Ils ont accueilli un million de réfugiés de la région, notamment les chrétiens.

En Irak comme en Syrie, les Kurdes ont été au premier plan de la lutte contre l'EI. Historiquement, ils ont toujours été victimes du cynisme des grandes puissances. Faut-il vraiment qu'il en aille encore ainsi ? Une fois de plus. ■

frachon@lemonde.fr

**LES ÉTATS-UNIS
VONT-ILS LAISSER
LA TURQUIE
POUSSER PLUS
AVANT ET ATTAQUER
LES CANTONS
EST DU ROJAVA ?**

Athènes craint l'expansionnisme d'Ankara

ALEXIA KEFALAS  @alexiaKefalas
ATHÈNES

LE TEMPS est long dans la prison ultra sécurisée d'Edirne, en Turquie, pour les deux officiers grecs retenus depuis plus de trois semaines. Leurs parents leur rendent visite une fois par semaine, mais au fil des jours, il est de plus en plus difficile de les rassurer sur leur sort. Ces deux militaires de 26 et 28 ans étaient en patrouille, le 1^{er} mars dernier, au nord du fleuve Evros qui sépare les deux pays, quand ils se sont égarés en raison du mauvais temps. Ils sont entrés en zone militaire turque interdite sans s'en rendre compte, et ont immédiatement été capturés avant d'être jetés en prison. Malgré les demandes réitérées, le chef d'accusation de la justice turque reste toujours inconnu. Ce retard de procédure fait craindre aux autorités grecques une accusation plus lourde qu'une « entrée illégale sur le territoire ». On en vient à parler d'espionnage.

Le gouvernement grec considère qu'il s'agit d'un incident mineur mais craint ouvertement qu'Ankara s'en serve pour exiger l'extradition de huit militaires turcs qui ont fui vers la Grèce, et demandé l'asile politique après le coup d'État avorté de juillet 2016 en Turquie. Selon les médias turcs, le re-

fus de la Cour suprême grecque d'extrader les militaires et autres personnes liées à « un groupe terroriste turc » suggère que la Grèce est devenue « une terre d'asile pour les Turcs », ce que réfute Athènes. « La diplomatie grecque, sans fanfare ni coups de sang, fait tout ce qui est en son possible pour défendre l'intérêt national et les droits des officiers grecs », affirme Nikos Kotzias, ministre des Affaires étrangères au Figaro. « Par le passé, ce genre d'incident était traité par des commandants militaires locaux », puisque les deux pays sont membres de l'Otan et que l'Organisation atlantique encourage les deux protagonistes à régler leurs différends sur ce point entre eux.

« C'est à la Turquie de décider si elle veut suivre une voie européenne et jouer un rôle constructif dans la région »

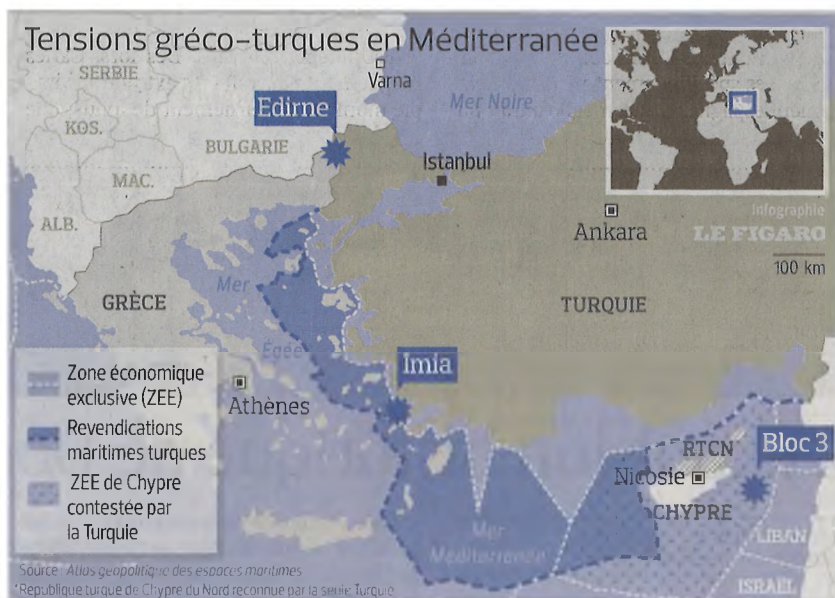
NIKOS KOTZIAS, MINISTRE GREC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Or, pour Constantin Fillis, directeur du centre de recherche en relations internationales de l'Université de sciences politiques d'Athènes, il ne s'agit pas d'un simple problème régional. « La nouvelle arme de la Tur-

quie est la détention, la prise d'otage de binationaux, comme le journaliste germano-turc Deniz Yücel, dans un rapport de force avec Berlin. Ou encore le pasteur américain Andrew Brunson, qui risque la prison à vie parce qu'Ankara veut pouvoir l'échanger contre l'extradition en Turquie de Fethullah Gülen, exilé aux États-Unis depuis 1999, que les autorités turques considèrent comme commanditaire de la tentative de coup d'État il y a deux ans », avance-t-il. Cette politique de l'otage a, selon l'expert, plus d'impact que les violations quotidiennes des espaces aériens et maritimes grecs, menés par l'armée turque. « C'est de la provocation de la part du président Recep Tayyip Erdogan, qui veut être sur tous les fronts, alors que son pays tend vers plus de nationalisme avec un parti d'opposition kémaliste (CHP) qui remet en question le statu quo de la mer Égée établi depuis 1932 par le droit international en revendiquant 18 îles grecques », reprend Constantin Filis.

Ces visées sur certaines îles grecques traduisent la volonté d'Ankara de bénéficier de la richesse des fonds marins de la Méditerranée. Le dernier exemple en date, au large de Chypre, est très révélateur. Fin février, un navire de la compagnie italienne ENI, qui devait explorer un bloc de la Zone économique exclusive (ZEE) de Chypre, a été empêché de forer par la marine turque. Quelques jours plus tard, alors qu'ExxonMobil a pris le relais, encadré par des navires de guerre américains, les dirigeants de la partie nord de Chypre, occupée par l'armée turque depuis 1974, menaçaient de s'opposer à toute exploration offshore de gaz « s'ils continuent d'être exclus du processus ».

Il semble pourtant difficile de les associer à cette opération, tant que l'île n'est pas réunifiée et que le processus de paix patine. Chypre a octroyé des licences à cinq compagnies étrangères, dont Total, pour effectuer ces forages « mais la Turquie refuse probablement que Chypre dispose de la même force énergétique que l'Égypte ou Israël. Elle veut avoir un rôle, et obtenir des garanties pour recevoir une partie des hydrocarbures qui seront trouvés. Il faut s'attendre à des menaces similaires quand Total va commencer les recherches d'hydrocarbures », confie Georges Papandréou. L'ancien premier ministre et ex-ministre grec des Affaires étrangères avait œuvré pour le rapprochement des deux pays entre 1999 et 2004, porté par une diplomatie citoyenne basée sur l'entraide des deux peuples au moment des dramatiques séismes qui ont frappé leurs pays accompagnés des initiatives sportives et associatives communes. C'est à cette époque que la Grèce s'est portée, pour la première fois, en



faveur d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne même si nombre de sujets étaient encore en suspend dont la délimitation du plateau continental, soit les fonds marins et leur sous-sol. « Ce problème n'est toujours pas réglé et c'est pourquoi la Turquie refuse de reconnaître les Zones économiques exclusives grecques et chypriotes », ajoute-t-il.

Toute la question sera de savoir si le

cas des officiers de l'armée grecque ou les menaces contre les forages de Chypre, seront évoqués lors du sommet de l'Union européenne de Varna, en Bulgarie (lire ci-dessus), où le président turc fera le déplacement pour parler de l'Europe. « C'est à la Turquie de décider si elle veut suivre une voie européenne et jouer un rôle constructif dans la région, ou si elle préfère miner la stabilité régionale et compromettre ses re-

lations avec les autres États membres de l'UE », souligne Nikos Kotzias, ministre grec des Affaires étrangères. « Nous sommes en faveur de l'europanisation de la Turquie, mais si elle a une politique étrangère agressive et qu'elle perpétue des menaces envers des pays tiers, elle ne pourra pas jouer un tel rôle », conclut-il. ■

Le Monde MARDI 27 MARS 2018

« Les Européens vont s'habituer à la nouvelle Turquie »

Le chef de la diplomatie turque juge son pays « irremplaçable » pour l'UE

ISTANBUL - correspondante

Le « mini-sommet » qui s'ouvre, lundi 26 mars à Varna, en Bulgarie, entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et les présidents de la Commission et du Conseil européen, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk, est censé durer quelques heures. Suffira-t-il à recoller les morceaux de la relation dégradée entre l'Union européenne et la Turquie ? Sans trop s'attarder sur les sujets qui fâchent – les tensions en Méditerranée, la dérive autoritaire du président Erdogan, les atteintes aux droits de l'homme –, les responsables européens vont jouer la conciliation.

Dépendante d'Ankara pour la gestion des flux migratoires, la lutte antiterroriste et la coopération pour la capture des djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) de retour de Syrie, l'UE marche sur des œufs. Conformément à l'accord sur les migrants conclu en mars 2016 avec la Turquie, Bruxelles a décidé de débloquent trois milliards d'euros supplémentaires pour aider l'Etat turc dans sa prise en charge de trois millions de réfugiés syriens.

Comme il faut bien sanctionner les manquements à l'Etat de droit, les versements octroyés à la Turquie en 2018 au titre de la préadhésion vont diminuer (moins 100 millions d'euros). Les versements de préadhésion existent mais il n'est plus question d'adhésion. Depuis la dérive autoritaire qui a suivi le coup d'Etat manqué de juillet 2016, aucun responsable en Europe ne peut croire sérieusement à l'arrimage de la Turquie à l'UE. « L'accession de la Turquie à l'Union en tant qu'alliance politi-

LE PROFIL



Mevlüt Çavusoglu

Agé de 50 ans, Mevlüt Çavusoglu est l'un des fondateurs du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan. Ancien président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, il dirige la diplomatie turque depuis novembre 2015.

que organisée n'est plus à l'ordre du jour », écrit Marc Pierini, chercheur à la Fondation Carnegie Europe, dans une analyse publiée le 14 mars. Malgré cela, « il faut continuer à coopérer », ajoute l'ancien diplomate.

« Morgue »

Le gouvernement turc, lui, continue d'y croire, ou fait comme si. « L'adhésion reste notre but stratégique. Notre volonté n'a jamais faibli mais, malheureusement, Bruxelles fait tout pour l'ignorer », a expliqué Mevlüt Çavusoglu, le chef de la diplomatie, lors d'un entretien avec *Le Monde* à Ankara, à la veille de la rencontre de Varna. De celle-ci, il attend des avancées dans trois domaines : « La libéralisation des visas, l'union douanière, l'accord migratoire. » Selon lui, les tensions dans la relation Turquie-UE sont « passagères » : « Les Européens vont

s'habituer à la nouvelle Turquie. Bien sûr, cela prendra du temps. Ils vont devoir réaliser que nous ne pouvons plus patienter les bras croisés devant la porte. »

Sûre d'elle, la « nouvelle Turquie » entend tenir la dragée haute aux partenaires européens tant elle se voit comme « irremplaçable » pour la gestion des flux migratoires et la lutte antiterroriste. « Il est inacceptable que les Européens nous rappellent combien nous sommes éloignés d'eux, estime M. Çavusoglu. Nous faisons partie de ce continent. » Selon lui, la mésestimation est due en grande partie « à la morgue des Européens ». « Bruxelles a un regard condescendant sur certains pays, à commencer par ses propres États membres, regrette M. Çavusoglu. Il faut arrêter de nous regarder de haut. Menacer, mépriser est contre-productif. Pour progresser ensemble, encore faut-il voir l'interlocuteur comme un égal. »

La Turquie n'a-t-elle pas quelques manquements à déplorer ? « Aucun. » Le coupable, c'est l'autre. « Les Européens ne savent pas ce qu'ils veulent par rapport à l'élargissement, attaque le diplomate. Leur projet est plein d'incertitudes, leur politique n'est pas claire. Certains Etats veulent rétrécir l'Union, retourner à l'ordre ancien, douze pays ; d'autres veulent la quitter. L'émergence de mouvements politiques souverainistes et xénophobes remet en question la raison d'être de l'Union et lui fait perdre sa crédibilité. »

Le « partenariat privilégié » évoqué par Emmanuel Macron lors de la visite de son homologue turc à Paris, en janvier, n'est pas vu d'un bon œil. « Cette proposition est floue », balaie M. Çavusoglu. C'est

l'adhésion ou rien. Mais pour y prétendre, ne faudrait-il pas commencer par rétablir l'Etat de droit en Turquie ? « Toutes les exigences des Européens en matière de respect des droits de l'homme figurent dans les chapitres 23 et 24 des négociations d'adhésion. Il ne tient qu'à Bruxelles de décider de les ouvrir. De notre côté, nous sommes prêts à appliquer ces critères. Si nous échouons, ces chapitres seront fermés. Pourquoi ne pas les ouvrir ? »

Litige chypriote

Comme si les sujets qui fâchent ne suffisaient pas entre l'UE et la Turquie, un nouveau litige s'est ajouté, qui porte sur l'exploitation des réserves de gaz au large de Chypre. Ankara s'y est opposé en empêchant un navire de la compagnie italienne ENI d'accéder aux gisements. Jeudi 22 mars, le Conseil européen a condamné « la poursuite des actions illégales de la Turquie en Méditerranée orientale et en mer Egée », affirmant sa « pleine solidarité avec Chypre et la Grèce ».

Les Turcs ont une lecture opposée. « Tous les pays garants reconnaissent que les Chypriotes turcs ont des droits sur ces richesses. La partie chypriote grecque agit de façon inacceptable en niant ces droits. Pour eux, négocier la part des Chypriotes turcs sur les réserves gazières offshore équivaut sans doute à reconnaître la partie turque de Chypre en tant qu'Etat », affirme M. Çavusoglu. « Une solution pourrait être négociée avec l'aide [de l'UE]. Mais que fait-elle ? Au lieu de convaincre la partie chypriote grecque de reconnaître les droits des Turcs de l'île, elle n'est que critiques vis-à-vis de la Turquie. » ■

MARIE JÉGO

Ahmet Insel: « La question kurde, en Turquie et dans la région, est la plus grande hantise de l'État turc »

ENTRETIEN

Après le sommet de Varna entre l'Union européenne et la Turquie, l'intellectuel turc* analyse la stratégie d'Erdogan en Syrie et l'impuissance des Occidentaux à la contrer. Les relations entre Ankara et ses partenaires de l'Otan se dégradent.



PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGÉNIE BASTIÉ [EugenieBastie](#)

LE FIGARO. - Recep Tayyip Erdogan a affirmé le 26 mars que l'adhésion à l'Union européenne reste un objectif stratégique pour Ankara... Est-il sincère ?
Ahmet INSEL. - Cette volonté affichée est d'abord stratégique : c'est un effet d'annonce à destination de l'opinion turque. Erdogan ne veut pas être celui qui rompt les négociations en premier : il voudrait que ce soit l'Union européenne qui brise le processus. Ainsi, il pourrait utiliser une stratégie de victimisation et proclamer : « L'Europe chrétienne qui ne veut pas des musulmans. » L'opinion turque est partagée : une majorité reste favorable à l'entrée dans l'Union, moins pour son attractivité socio-économique, comme dans les années 2000, que pour des raisons de stabilité politique. L'existence de cette opinion pro-adhésion, notamment dans l'électorat d'AKP, oblige Tayyip Erdogan à proclamer la poursuite de la stratégie d'adhésion. Le « dîner de travail » entre Erdogan, Tusk et Juncker, le 26 mars, à Varna, a été présenté à l'opinion turque comme un sommet Turquie-Union européenne.

Quelle est la stratégie d'Erdogan en Syrie ? Jusqu'à où est-il prêt à aller pour écraser les Kurdes ?

Son objectif évolue en fonction de la position des acteurs de la région, Russes et Américains. Si les Russes n'avaient pas donné leur feu vert, l'armée turque n'aurait pu entrer dans Afrine. Russes et

Américains ont accepté l'idée qu'Afrine devait passer sous contrôle d'Ankara et de ses protégés syriens. La deuxième étape dans le viseur

d'Erdogan est Manbij, où sont présents les Américains. Ceux-ci pourraient faire en sorte que les Kurdes du YPG se retirent pour mettre en œuvre une administration locale, tout en assurant aux Kurdes une présence à l'est de l'Euphrate. La question kurde, en Turquie et dans la région, est la plus grande hantise de l'État turc.

Que pense l'opinion turque de l'intervention de leur armée en Syrie ?
L'opinion turque y est favorable, y compris l'opposition sociale-démocrate, et nationaliste libérale qui font dans la surenchère. Seule une infime partie de la gauche et le parti pro-kurde HDP y sont opposés. Mais ils sont très peu audibles, car décimés par le pouvoir depuis la proclamation de l'état d'urgence qui a suivi la tentative du coup d'État de juillet 2016. Tayyip Erdogan a transformé le prétexte du coup d'État pour mettre en place un époustoufflant régime répressif.

Est-ce le chantage migratoire qui rend les Occidentaux impuissants ?

L'Occident est paralysé, démuné face aux Russes qui font payer aux Kurdes leur engagement pro-américain. Et aux Turcs qui leur font payer leur velléité d'autonomie. Lors du « dîner de travail » du 26 mars, l'Union européenne n'a quasiment pas émis de critiques, en tout cas publiquement, au sujet de l'intervention militaire dans Afrine, et à peine des sou-

haits. Je ne crois pas que le chantage migratoire soit la principale raison de cette attitude. Sinon l'Union n'aurait pas condamné non plus les actions de la Turquie contre

la Grèce ou Chypre, ce qu'elle a fait clairement. Tusk a évoqué le droit de la République de Chypre à faire des explorations de gaz et de pétrole offshore, ce que conteste énergiquement la Turquie. Nous verrons dans les semaines prochaines si la Turquie va pouvoir de nouveau empêcher le travail des bateaux de forage occidentaux et, dans l'affirmative, quelle sera la réaction de l'Union. Quant à la Syrie, je crois surtout que l'Union n'a pas de position commune et claire sur cette question, et ne sait donc pas comment réagir à l'agenda turc ou russe.

Erdogan reproche à l'Otan de ne pas l'aider en Syrie. La Turquie pourrait-elle sortir de l'alliance transatlantique ?

Je ne crois pas. Ça aurait des conséquences encore plus graves pour la Turquie que l'abandon du processus d'entrée dans l'Union. Mais il est certain que les relations entre Turquie et autres pays de l'Otan se dégradent. La Turquie, pourtant membre de l'Otan, a acheté un système de défense aérienne russe S-400. Début mars, deux soldats grecs ont été arrêtés à la frontière turco-grecque pour « tentatives d'espionnage ». On soupçonne la partie turque de vouloir les utiliser comme monnaie d'échange contre des officiers turcs réfugiés en Grèce après la tentative du coup d'État de 2016. Il est clair qu'il y a des soupçons sur la fiabilité de la Turquie comme allié au sein de l'Otan.

Vous évoquiez une « dérive autoritaire » dans votre livre. En est-on toujours là ou peut-on parler carrément de dictature en Turquie ?

La dérive autoritaire s'est transformée en véritable autocratie. Erdogan concentre dans ses mains la justice, l'exécutif et le législatif. L'opposition est bâillonnée, le Parlement, fantoche. Un conglomérat pro-Erdogan est en passe de racheter Dogan, le plus grand groupe de presse du pays. Désormais, 100 % de la télévision est directement ou indirectement entre les mains du pouvoir, et plus de 80 % de la presse écrite. Erdogan n'a face à lui aucun contre-pouvoir. Mais en même temps, il craint de perdre les élections de 2019 et accentue sa mainmise sur les médias, l'université, la société civile. Erdogan est tout-puissant mais n'arrive pas à obtenir une adhésion qui va au-delà de la moitié du corps électoral. D'où la mise en place d'un système électoral taillé sur mesure. ●

* A publié « La Nouvelle Turquie d'Erdogan » La Découverte « Poche-Essais », 2017.

After Months of Acrimony, Baghdad Strikes Deal With Kurds

By MARGARET COKER / MARCH 22, 2018
<https://www.nytimes.com>

ERBIL, Iraq — Markets are bustling with shoppers seeking new holiday outfits. Airport flight boards feature packed schedules. And political tempers, which were erupting a few months ago, are tamped back within the bounds of diplomatic niceties.

These scenes illustrate a remarkable turnaround in relations between Iraq’s central government in Baghdad and the Kurdish regional government in Erbil since last fall, when Iraqi troops were battling Kurdish fighters after a controversial Kurdish referendum for independence. After the vote, Iraqi forces reasserted federal control over key oil installations and banned international flights to Kurdish airports, depriving the Kurds of two of their most potent symbols of autonomy.

Ahead of the Kurdish new year festival on Wednesday, Iraqi politicians announced an agreement capping months of back-room negotiations aimed at alleviating the political fallout and the Kurds’ economic hardships and ultimately at bringing Iraq’s Kurdish region back into the fold.

Prime Minister Haider al-Abadi approved the transfer of \$268 million to the Kurdish regional government to pay the salaries of Kurdish security forces and thousands of civil servants, whose livelihoods have been hostage to the dispute between the two capitals. Those political battles center on the Kurdish goal of independence from Baghdad, and the inconvenient fact for the Kurds that they are dependent on federal money while they pursue that dream.

Baghdad agreed to send half the funds needed to pay government salaries, with the understanding that the Kurdish regional government in Erbil would pay the remainder with its own oil revenues.

In an interview outside his home village on Tuesday, Masoud Barzani, the former president of the Iraqi Kurdish region and still a central political figure, struck his own note of conciliation and hailed this week’s agreement as a “breakthrough.”

“It is important to find a new formula for our mutual benefit, so that we, as two good neighbors in full confidence with each other, can move forward,” he said. “We hope that such a breakthrough can help alleviate some of the economic hardships that our people are suffering right now.”

Mr. Abadi offered his own good-will gestures that he said were aimed at proving to the Kurds that he considered them a vital part of the stronger, united Iraq that he hopes to build after

the victory over Islamic State last year.

His government declared a two-day national holiday for the Kurdish new year, a tradition that predates Islam and is not celebrated by Iraq’s Arab majority. On Tuesday, Mr. Abadi delivered a brief holiday greeting in Kurdish, a first for an Iraqi leader despite the fact that Kurdish and Arabic have both been official languages of Iraq for years.

“I want to congratulate our Kurdish citizens in Kurdish,” he said during his weekly news conference in Baghdad. “I don’t speak it, but it is meant to prove that Iraq is one and united. We don’t want a return to division.”

Iraq’s Kurds, who account for the majority of three northern Iraqi provinces, have long dreamed of independence, a goal that they hoped would accelerate after the fall of Saddam Hussein in 2003. The referendum held in September came after years of acrimony with the central government in Baghdad over oil revenues and the control of borders and security in the Kurdish region.

Baghdad opposed the vote, which threatened to sheer off a strategically important northern border region at a time when the government was fighting the Islamic State for a third of the country.

Although relations between Baghdad and Erbil have normalized again, major differences remain. Most Kurdish leaders still espouse independence and the two sides have yet to work out a formula for sharing federal oil revenue.

Iraq’s Kurdish region is mired in an economic crisis driven by many causes, including its reliance on public sector jobs as political patronage, a reputation for corruption and the lack of clarity about the legality of oil deals the



Prime Minister Haider al-Abadi, seen here in Mosul, Iraq, this month, delivered a holiday greeting in Kurdish to prove that “Iraq is one and united.” Credit Iraqi Prime Minister’s Office, via Reuters

Kurdish government signed with international oil companies.

Kurdish leaders have not paid full salaries to government employees in almost two years, since Baghdad cut budget payments in response to the Kurds keeping revenue from local oil deals. The Kurdish security forces, known as the pesh merga, have been paid by the American-led coalition, which depended on them to help defeat the Islamic State.

The Kurdish government has insisted it lacked the money to pay these salaries, although it has never released an audit of its own substantial oil revenues.

Even this week’s salary deal does not seem to have fully resolved the problem.

Civil servants in Erbil reported Monday that they only received half of their monthly salary, leading to questions and recriminations about which set of politicians — Erbil or Baghdad — weren’t holding up their end of the bargain.

A statement from the Kurdish regional government cited by Kurdish media on Monday blamed Baghdad for not sending enough money to cover the wages.

Mr. Abadi said Tuesday that his government paid what it had agreed to.

A Kurdish government spokesman said Wednesday that the government would meet after the holiday to assess its cash flow and decide what to do about its portion of the salary bill.

Despite the uneven rollout of the salary payments, the other part of the deal came off without hitch.

On Monday, the first international flights landed in Erbil since the October crisis, one from Jidda, Saudi Arabia, and the other from Dubai. Other regional carriers said they would →



Passengers board an Iraqi Airways plane at the airport in the Iraqi Kurdish city of Sulaimaniyah, a week after Baghdad announced the lifting of a nearly six-month-old air blockade on Iraqi Kurdistan in response to an independence referendum

⇒ resume their flight schedules soon. Baghdad's demands that Erbil end its long-standing flouting of Iraqi visa rules appear to have been accepted, officials said, but the control of customs in Kurdish area airports still need to be worked out.

Around Erbil, even the partial payment of wages lifted spirits, providing a much-needed cash injection to the local economy and some hope for the end of the political crisis.

Burhan Dabbagh, 56, said he was seeing greater demand at his clothing shop in Erbil's old city,

as more shoppers had disposable income for holiday purchases. He credited Mr. Abadi.

"We rely on Baghdad for our entire well-being," Mr. Dabbagh said. "It's the best of solutions that we could have hoped for."

Other shopkeepers in Erbil's old city expressed similar pro-Abadi views, citing his management of the political crisis in addition to their disgruntlement with local Kurdish leaders and what many see as their long history of corruption.

Yet some civil servants said they feared that

their well-being would continue to be a political Ping-Pong ball, especially with national parliamentary elections coming in May, since the underlying political disputes have not been solved.

Speaking of both governments, in Baghdad and Erbil, Safeen Daher, a 49-year-old driver for the Ministry of Education in Erbil, said: "We are victims between them and their politics." ■



..30.March 2018

France's Macron pledges support for Kurd-led Syria force



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) attend the funeral of Kurdish fighters from the Syrian Democratic Forces on March 3, 2018, in Qamishli, Syria. Delil Souleiman / AFP |

2018-03-30 (REUTERS)
<http://www.france24.com>

France's president on Thursday assured the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) of Paris' support to stabilise northeastern Syria against Islamic State, and Kurdish officials said he had committed to sending troops to the region.

Emmanuel Macron has been criticized at home over his response to a Turkish military operation against YPG militants.

The group makes up a large portion of the SDF, which have been at the forefront of the U.S.-led coalition's strategy to defeat the hard-line militants.

Macron met earlier for the first time with a delegation that included the YPG, which Turkey is trying to sweep away from its border, its political arm the PYD, and Christian

and Arab officials.

"The president ... paid tribute to the sacrifices and the determining role of the SDF in the fight against Daesh," Macron's office said in a statement. "He assured the SDF of France's support for the stabilization of the security zone in the north-east of Syria, within the framework of an inclusive and balanced governance, to prevent any resurgence of Islamic State."

Former president François Hollande, who originally approved French support for the Kurds, bemoaned on March 23 Macron's Syria policy, in particular his attitude to the YPG, accusing him of abandoning them.

Ankara considers the YPG to be an extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a decades-long insurgency against the state within Turkey.

France, like the United States, has exten-



ded arms and training to the YPG-led militia in the fight against Islamic State, and has dozens of special forces based in the region, which has infuriated Turkey.

Turkey stormed the northern Syrian town of Afrin last week, and has repeatedly threatened to push its operations further east to Manbij where U.S. troops are stationed.

Speaking to Reuters after the meeting with Macron, Khaled Eissa, a PYD member who represents the northern Syria region in Paris, said Macron had promised to send more troops to the area, provide humanitarian assistance and push a diplomatic solution.

"There will be reinforcements to help secure from attacks by Islamic State and stop a foreign aggression," he said, referring to Turkey. "It's message that this irresponsible action from the Islamists in Ankara stops."

The French presidency declined to comment on whether Paris was sending troops.

However, it said in the statement that Macron was offering to mediate between the two sides given that the SDF had distanced itself from the PKK.

"Acknowledging the commitment of the SDF to have no operational link with this terrorist group ... he (Macron) hopes that a dialogue could be established between the SDF and Turkey with France and the international community's help," it said.

Macron spoke with U.S. President Donald Trump on Tuesday about the situation in northern Syria. ●

Deux soldats de la coalition internationale contre l'EI tués en Syrie

Cette attaque est intervenue le jour où le président Donald Trump annonçait que les Etats-Unis allaient partir rapidement de Syrie.

Le Monde.fr avec AFP |
30 mars 2018

Deux membres de la coalition internationale antidjihadiste en Syrie, un Américain et un Britannique, ont été tués et cinq personnes ont été blessées dans l'explosion d'un engin artisanal à Manbij, dans le nord du pays, a-t-on appris vendredi de sources officielles.

Cette attaque à Manbij, où sont déployés des soldats américains, est survenue jeudi soir, le jour même où le président Donald Trump annonçait que les Etats-Unis allaient partir de Syrie « très vite ».

« Deux membres de la coalition ont été tués et cinq blessés dans l'explosion d'un engin improvisé en Syrie » jeudi soir, a indiqué la coalition sous commandement américain dans un communiqué. Le ministère britannique de la défense a ensuite révélé la nationalité du second soldat tué. Aucun groupe n'a dans l'immediat revendiqué la responsabilité de l'attaque.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a précisé que l'engin avait visé un convoi de véhicules à Manbij et que quatre mem-

bres du conseil municipal avaient aussi été blessés dans l'explosion.

TENSION AUTOUR DE MANBIJ

Ancien fief djihadiste et carrefour clé ayant longtemps permis le transit d'hommes, d'armes et d'argent entre la Turquie et les zones sous contrôle djihadiste en Syrie, Manbij a été reprise en 2016 par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) et soutenues par la coalition internationale. Cette cité de la province d'Alep (nord), située à une trentaine de kilomètres de la frontière turque, risque de devenir la prochaine grande poudrière du conflit syrien.

Les Kurdes syriens sont depuis janvier la cible d'une offensive turque dans le nord de la Syrie. Après la prise d'Afrin, la Turquie menace d'étendre son offensive, notamment vers Manbij. Jeudi, des responsables kurdes syriens ont déclaré, après avoir été reçus à Paris, que la France allait envoyer « de nouvelles troupes » à Manbij.

Mais le président français Emmanuel Macron a précisé ven-



Des militaires américains à proximité de Manbij, le 29 mars.

dredi qu'il ne prévoyait pas de nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie en dehors de la coalition internationale.

La France participe depuis septembre 2014 à cette coalition conduite par les Etats-Unis qui mène essentiellement des frappes aériennes contre les positions du groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie. La coalition intervient en Syrie aux côtés des FDS, très actives dans la reconquête des territoires

occupés par l'EI, notamment l'ancienne capitale autoproclamée des djihadistes à Rakka.

Lire aussi : Macron assure les Kurdes syriens du « soutien » de la France lors d'une rencontre à l'Elysée

Mais les YPG sont considérés par Ankara comme liés au Parti des travailleurs du Kurdistan, classé comme une organisation terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux. ■

Le nouveau
Observateur

31 mars 2018

Guerre en Syrie : une agence turque dévoile les positions françaises en Syrie

la Turquie met en garde contre une "invasion" par la France

Par L'Obs le 31 mars 2018
<https://www.nouvelobs.com>

L'agence de presse turque Anadolu a publié une carte qu'elle présente comme indiquant les positions de l'armée française dans le nord de la Syrie, rapporte France 24. Des forces spéciales françaises sont présentes en Syrie, mais la France reste très discrète sur ce point. La publication de l'agence Anadolu, dont on ignore l'exactitude, intervient au lendemain de déclarations de responsables kurdes qui ont assuré, après avoir été reçus à l'Elysée, que Paris allait envoyer de "nouvelles troupes" dans la région de Minbej dans le nord de la Syrie.

"Si avérées, les informations publiées par l'agence Anadolu sont potentiellement sensibles et pourraient constituer une forme de mise en garde d'Ankara à l'égard de Paris", écrit France 24."



Vendredi, l'Elysée a affirmé que la France ne prévoyait pas de nouvelle opération militaire dans le nord de la Syrie en dehors de la coalition internationale contre l'EI. Mais elle "n'exclut pas de reproporionner son intervention en Syrie (...) pour atteindre ses objectifs, uniquement dans le

cadre de la coalition", a ajouté la présidence, sans plus de précisions.

ERDOGAN MONTE AU CRÉNEAU

L'été dernier, l'agence Anadolu avait publié ce qu'elle présentait comme la carte de dix bases militaires américaines. A l'époque, le Pentagone s'était refusé à commenter cette publication. Le ministre turc de la Défense a mis Paris en garde contre une "invasion" française dans le nord de la Syrie.

"Si la France prenait une mesure comme un déploiement militaire dans le nord de la Syrie, cela serait une mesure illégitime, contraire au droit international", a déclaré aux médias le ministre Nurettin Canikli, à Giresun (nord-est). "Ce serait une invasion".

La France avait elle-même en février mis en garde la Turquie contre toute velléité d'"invasion" de ➔

➔ la Syrie, après le lancement d'une opération contre les combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), un groupe classé "terroriste" par Ankara mais allié à la coalition internationale pour lutter contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

Lors d'un discours télévisé devant ses partisans samedi à Istanbul, le président turc Recep Tayyip Erdogan a tenu à rassurer à nouveau son homologue français Emmanuel Macron, en expliquant

que l'opération menée par Ankara en Syrie "n'est pas une invasion, mais vise à sauver la région de gangs sanguinaires".

"Comment peux-tu te lever et nous donner des leçons de civilisation ? Regarde d'abord ta propre histoire", a-t-il poursuivi, évoquant la Guerre d'Algérie et l'opération française en Libye en 2011, la qualifiant d'"occupation"."

Au cours de l'entretien du président français avec

les représentants des Forces démocratiques du peuple (FDS), dont les YPG sont le fer de lance, M. Macron a aussi prôné un dialogue entre Ankara et les FDS "avec l'assistance de la France et la communauté internationale", selon l'Élysée.

La Turquie a opposé vendredi une fin de non-recevoir à cette offre de médiation, le président Erdogan se disant "extrêmement peiné" par la position "totalement erronée" de Paris. ♦

FRONTPAGE

March 29, 2018

Time to Get Tough with Turkey

The U.S. has lots of leverage – let's use it.

Kenneth R. Timmerman / March 29, 2018
<https://www.frontpagemag.com>

The Trump administration is trying to walk a fine line between Turkey, which it still refers to as a NATO ally, and our Kurdish allies on the ground in northern Syria, and it has become increasingly painful and disheartening to watch.

For the past two months, as Turkish troops have pounded civilians in the northern Syrian city of Afrin, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has verbally assaulted and taunted America.

After initially threatening to kill U.S. liaison officers working with the Kurds, Erdogan then warned the U.S. commander in Syria, LG Paul Funk, to beware an "Ottoman slap."

The fact that U.S. commanders – undoubtedly under the direction of Defense Secretary Mattis – continued to avoid any direct contact with Turkish troops only emboldened Erdogan. Just before the final assault on Afrin last week, he taunted: "NATO members are not powerful enough to stand up to Turkey... [T]hey do not have the cheek."

Once YPG fighters withdrew from Afrin on March 15, and civilians evacuated in the following days, Islamist militias backed by the Turkish army swooped into the city, destroying Kurdish cultural sites and plundering homes and businesses.

These were exactly the people the U.S. has been trying to defeat on the battlefield. And here Turkey has made them their allies and is training and equipping them.

As I argued in these pages two months ago, Turkey has long since stopped behaving like a NATO ally. It's time that the Trump administration faced these facts and got tough on Turkey.

There can be no doubt that the appeasement policy carried out by the outgoing national security advisor, H.R. McMaster, and Rex Tillerson, has failed miserably. How deeply SecDef Jim Mattis buys into that policy could be a factor in his survival on the Trump team.

Erdogan is now threatening to unleash his Islamist allies on the remaining YPG strongholds further east, in Manbij, and even to push across the border into Mount Sinjar in Iraq to attack



Iranian Kurds he considers to be allied to the PKK.

Earlier this week, General Mattis acknowledged that Erdogan's blood-lust for the Kurds has brought coalition operations against ISIS strongholds along the Syrian-Iraqi border to a standstill, all the while he continued to call Turkey a "NATO ally" and spoke positively about "an open dialogue" with Turkey.

I'd call that surreal if it weren't pathetic – and tragic.

The United States needs to stand by our allies. In this battle, there can be no doubt who they are: the Kurds, not Turkey. The Kurds have built a secular, pluralistic, democratic government in northern Syria, whereas Turkey has become an Islamist autocracy that compares itself increasingly to the Ottoman empire.

The Trump administration has much more leverage it can bring to bear against Turkey than the President's generals would have us believe.

First, we can increase U.S. military support for the YPG, and draw clear red lines beyond which any advance by Turkey or its Islamist allies will mean a direct confrontation with the United States.

That is not a far-fetched proposal. After all, when a force of Russian mercenaries violated a similar red line near the Syrian-Iraqi border last month, they were torn to shreds by U.S. artillery and aircraft, causing an estimated 300 Russian casualties. Since then, the Russians have kept their distance from U.S. forces.

Next, we can accelerate the disengagement from Incirlik airbase in eastern Turkey, as Germany has already done. This is the NATO airbase that Turkey refused to let us use in the first battle against Saddam Hussein in 1991, and again in 2003, and again more recently for strikes against ISIS. This is the base where Erdogan loyalists besieged U.S. Air Force personnel during the August 2016 coup, treating their NATO allies (us!) as a hostile, occupying force.

I have long argued we should withdraw from Incirlik and move those air assets to Erbil in Iraqi Kurdistan. Israel's Debka.com believes such a move is already under way.

Next, the U.S. should go to NATO to seek sanctions against Turkey for violating the North Atlantic Treaty by conducting offensive operations beyond its borders without NATO approval and without having been attacked.

If Turkey does not withdraw from Syria and cease threatening Iraq within ten days, NATO



Syrian civilians ride their cars through Ain Dara in Syria's northern Afrin region as they flee Afrin city on March 12 (AFP)

should impose a series of increasingly severe sanctions against Turkey, starting with the suspension of all military cooperation and military sales to Turkey.

If Turkey still does not comply, NATO should suspend Turkey until it does.

After these NATO sanctions go into effect, and if Turkey remains defiant, the U.S. should seek United Nations sanctions against Turkey's banking and defense sectors, nether of which is prepared for sanctions.

The U.S. can also unilaterally impose sanctions on Turkey as an ongoing money-laundering concern, based on the recent conviction of Turkish bank officials in New York for laundering money on behalf of Iran. (USA v. Zarrab et al.)

Most powerful of all, however, would be for the U.S. to declassify intelligence information detailing the corruption of the Erdogan family, an investigation that proved so embarrassing to Erdogan that he launched a broad crackdown against judges and police investigators in December 2013 to shut it down.

The U.S. could also release intelligence information about the role of Erdogan's son as a conduit for ISIS oil sales, and of Erdogan's daughter role in setting up hospitals just inside Turkey's border with Syria specifically to treat wounded ISIS fighters.

Put simply: ISIS would not exist, and never would have become as powerful as it became, without the active assistance of the Turkish president and his family.

Turkey is not behaving as a NATO ally, and is actively seeking to revive the Ottoman Empire and its Islamic Caliphate. With combined pressure from the U.S., NATO, Saudi Arabia and other allies, escalating pressure can be brought on Turkey to change its behavior or face the possibility of economic collapse. ■

DÉBATS

La terre tremble à Afrin

La trahison de l'Occident envers les Kurdes sonne-t-elle le déclin de l'Amérique et la montée des barbaries? C'est la thèse de **"l'Empire et les Cinq Rois"**, le nouvel essai de Bernard-Henri Lévy. Qui se discute

Par SARA DANIEL

Malédiction du peuple kurde! La prise d'Afrin par l'armée turque, soutenue par ses affidés djihadistes, semble encore une fois sonner le glas de son rêve d'un Kurdistan indépendant. Pourquoi l'Occident et les Etats-Unis ont-ils sacrifié leurs seuls alliés dans la région? Ces Kurdes avaient pourtant été assez bons et braves pour jouer les fantassins de nos armées qui ne voulaient pas engager de troupes au sol, afin de combattre chez eux les terroristes qui venaient chez nous ensanglanter les rues. On a célébré un temps leurs guerrières aux tresses noires qui mettaient en fuite les djihadistes de l'« Etat islamique », terrorisés à l'idée d'être tués par des femmes, ce qui, dans leur eschatologie primitive, ne manquerait pas de les priver du paradis. On a dit aussi que les Kurdes avaient lavé l'honneur de ceux qui, en 2014, avaient livré sans résistance des provinces entières de l'Irak et de la Syrie à l'Etat islamique. Alors pourquoi avoir abandonné nos alliés à la fureur du despote turc Erdogan à Afrin ou à celle de l'armée irakienne et de ses supplétifs iraniens à Kirkouk?

Le dernier livre de Bernard-Henri Lévy, « l'Empire et les Cinq Rois », cherche une explication à la hauteur de la trahison occidentale. Plaidoyer pour un « *peuple en trop* », le livre affecte souvent la forme d'un « *J'accuse* » dont la prose imprécatoire peut être ressentie comme un long reproche adressé à chaque lecteur. Comment rester silencieux devant ce peuple qu'on assassine? Pourquoi le condamner à la partition entre les mains de ceux qui fomentent son éradication? Ce crime immense n'est hélas que la réplique d'un crime originel : entre 1920 et 1923, soit entre les traités de Sèvres et de Lausanne, les promesses occidentales se sont perdues derrière les intérêts de la Turquie naissante de Mustafa Kemal. L'histoire se répète. Si les Kurdes ont atteint l'apogée de leur influence en octobre 2017, au moment de la prise de

BERNARD-HENRI LÉVY,
philosophe et écrivain, directeur de la revue « *la Règle de jeu* », est l'auteur de nombreux ouvrages dont « *la Barbarie à visage humain* », « *l'idéologie française* », « *le Sicaire de Sartre* », « *Ennemis publics* » et « *l'Esprit du judaïsme* ». Il publie cette semaine chez Grasset « *l'Empire et les Cinq Rois* ».

Raqa, ils sont redevenus un problème secondaire embarrassant sitôt Daech vaincu. Et puis, dans le conflit syrien, les retournements d'alliances brouillent sans cesse le sort de ce peuple de 35 millions de personnes éclaté entre quatre pays. Autant le dire : les Etats-Unis n'interviendront pas à Afrin et ne secoureront pas leurs alliés kurdes, afin de ne pas rompre avec leur partenaire turc de l'Otan.

Pour notre intellectuel va-t-en-guerre, influencé par ses maîtres en littérature qui, comme Malraux, ont pris les armes, le droit d'ingérence kouchnérien est toujours un devoir, et les démocraties, considérant le risque qu'il y a à commencer une guerre et y renonçant quand elles redoutent de s'y abîmer trop longtemps, sont toujours munichoises et souvent déclinantes. C'est en particulier le cas des Etats-Unis, cet « *empire récalcitrant dont la noblesse ou la faiblesse a toujours été de renâcler à l'empire* ». Bien sûr, il est juste de dire que la tentation isolationniste traverse l'histoire contemporaine de l'Amérique. Mais si nous devons identifier la date qui marque ce repli du déshonneur, nous aurions choisi août 2013, moment de l'attaque chimique contre la population civile de la Ghouta par l'armée de Bachar, plutôt que l'avancée des troupes irakiennes sur Kirkouk, dont BHL fait une nouvelle bataille de Leuctres où les peshmergas jouent le rôle des quatre cents Egéens de Sparte qui y trouvèrent la mort. Gageons qu'au tribunal de l'histoire c'est pourtant la « *patience stratégique* » d'Obama, qui n'était rien d'autre qu'une renonciation à agir sur les lignes rouges qu'il avait pourtant fixées lui-même, qui sera le Munich américain.

On rappellera encore à BHL qu'il y a pire que les guerres qu'on se retient de faire : celles qui se finissent mal ou qui ne finissent pas, comme en Libye avec les effets que l'on sait. La Libye est-elle « *l'Irak français* »? A-t-on évité un massacre à Benghazi, comme

l'a plaidé l'auteur de « *l'Empire et les Cinq Rois* », ou n'était-ce que la fable d'un *storytelling* de guerre, comme le soutient Rony Brauman? Dans un livre à la thèse audacieuse, l'ancien président de Médecins sans Frontières dénonce en effet la supercherie des guerres humanitaires. C'est une autre polémique. Mais on objectera seulement ici à BHL qu'il n'est pas forcément absurde pour les Etats-Unis d'avoir renoncé à entrer dans un conflit ouvert avec la Turquie pour les Kurdes d'Afrin, ainsi qu'avec l'Irak et l'Irak pour les Kurdes de Kirkouk, soit deux de ces cinq rois qu'il désigne dans son livre.

« *Je sais qu'il y a dans la relation que les démocraties entretiennent avec la guerre la source*





d'une faiblesse suicidaire », écrit BHL. Mais cette faiblesse ontologique des démocraties qui choisissent de consulter leur Parlement ou leur population avant de s'engager dans un conflit, c'est aussi ce qui les distingue des cinq rois décidés à « redessiner à leur avantage la carte mondiale des puissances » (l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, la Russie et la Chine), dont l'auteur dresse un tableau tout droit sorti de l'Apocalypse biblique : « Sodome et par extension les cinq royaumes sont des raboteurs de tête et de pieds qui dépassent, des usines à humains standardisés, des faucheurs de singularités qui remettent les compteurs de l'espèce à zéro. » Cependant, BHL s'honore de s'indigner du traitement des Kurdes, et du jeu trouble de ces nouvelles puissances régionales qui s'entendent malgré leurs divisions pour sceller le sort de ceux-ci.

LES KURDES DE SYRIE ET CEUX D'IRAK ONT DES HISTOIRES ET DES PROJETS DISTINCTS.

socialistes féministes du PYD et les conservateurs claudiques d'Irak ? BHL appelle de ses vœux la naissance d'une « autorité retrouvée qui permettrait, quand on supplie les Kurdes, de tenir la dragée haute à Erdogan, Khamenei et leur allié Poutine ». Mais ont-ils besoin de cette tutelle bien hypothétique alors que leur lutte contre Daech a fait émerger une nouvelle dynamique d'unification du mouvement kurde ? Comme l'explique le chercheur Hamit Bozarslan, « il y a trente ans, personne n'était sûr que les Kurdes survivraient comme communauté. Aujourd'hui on constate leur "empowerment", leur montée en puissance ». Même si on déplore évidemment avec BHL que celle-ci connaisse des revers, liés aux complexités de la géopolitique moyen-orientale et à son cortège de trahisons et de retournements d'alliances. ■

The West has shamefully abandoned its Kurdish allies

Seth J Frantzman / 28 March 2018
spectator.co.uk

Not for the first time, Kurds in Iraq and Syria are facing an uncertain future. In Syria, an estimated 150,000 people were displaced by fighting in the mostly Kurdish region of Afrin in the space of a few days this month. When the Turkish army, backed by Syrian rebel allies, rolled into the city of Afrin, Kurds fled in trucks and cars, their belongings piled high. For many it conjured up the memories of Kurdish suffering which some hoped was a thing of the past. In March of 1988 and 1991, Kurds fled Saddam Hussein's brutal oppression, often seeking refuge in Turkey and Iran. The loss of Afrin marks a major setback for Kurdish aspirations that had grown in the last years as Kurdish forces helped defeat Islamic State.

March is an auspicious time in the Kurdish regions of Turkey, Syria, Iraq and Iran. It is the month of Newroz, the Persian new year which is also celebrated by Kurds. In the Kurdistan Region of northern Iraq, the prime minister of the Kurdistan Regional Government, Nechirvan Barzani, said the new year represents a time of "revival, resistance and



People sit atop a trailer with their belongings fleeing a Turkish offensive in Syria's Afrin region, March 15, 2018.



The Syrian rebel forces, which have served as advance troops for the Turkish operation, seemed to enter the city without a fight on Sunday, after the Kurdish People's Protection Units withdrew to the surrounding hills. Credit Bulent Kilic/Agence France-Presse —

rebirth, even after the most difficult loses." That optimism is hard to envision now. Just a year ago, Kurds in Iraq were riding a wave of success and looking ahead to their independence referendum. But Baghdad responded to that vote by taking over the oil-rich city of Kirkuk from Kurdish control. The Kurds, as with the Catalans, have seen their referendum hopes ultimately end in setback.

In Syria, the situation is different but nonetheless bleak for the Kurdish people. It is now three years since Kurdish fighters in Syria repelled Isis from the city of Kobani with the help of coalition airpower. Turkey watched the Syrian Kurds and their armed group, the People's Protection Units (YPG) with suspicion. Ankara claims the YPG is part of the Kurdistan Workers Party (PKK). Because the Kurds in Syria have worked closely with the US, Turkey decided to attack Afrin, a hilly, Kurdish canton in northwestern Syria. Russia, which backs the Syrian regime, appeared to agree not to target Turkish



Civilians fleeing the city of Afrin in northern Syria walk at the mountainous road of al-Ahlam while heading towards the check point in az-Ziyarah, in the government-controlled part of the northern Aleppo province, on March 16, 2018. (AFP PHOTO / George OURFALIAN)

planes operating over Syrian airspace. It emerges now that Ankara, Damascus and Moscow accepted the concept of Afrin being handed over to the Syrian rebels while the Syrian regime would conquer eastern Ghouta near Damascus and send the rebel holdouts north. It was a cynical trade off that has deprived Kurds of their autonomy and left more than 100,000 people displaced. It also left hundreds dead in battle, including Anna Campbell, the British woman who had volunteered to aid Kurdish fighters.

Now Kurds in Syria and Iraq are losing confidence in the West's ability to protect them from aggression and stand by their rights. Friends I've spoken to on the ground wonder whether they were right to sacrifice so much against Isis alongside the western powers and whether their fight was in vain. It is important now, as Isis is mostly defeated, that cynical power-politics don't rule the day. Isis found a vacuum in Syria and Iraq and it exploited ethnic and religious differences. It was ignored until it became a global threat. Kurds and their allies played a key role in defeating that threat. There are many concerns that now distract from what is happening in Syria, but the fate of Afrin should not pass us by. It is the least our Kurdish allies deserve. ■

Seth J. Frantzman is executive director of the Middle East Center for Reporting and Analysis

REUTERS

Lufthansa, Austrian to restart flights to Erbil after airspace opened

BERLIN, March 23, 2018 (Reuters) -

LUFTHANSA AND ITS AUSTRIAN AIRLINES unit will restart flights to Erbil in Iraq's Kurdistan region from Monday after restrictions on airspace were lifted, the airlines said on Friday.

International flights to Erbil were halted at the end of September in retaliation for the Kurdistan region's vote on independence.

Iraq earlier this month said airports in the region would be reopened to international traffic, while Turkey's Prime Minister on Friday said it would also open its airspace to flights to and from Erbil.

Austrian Airlines is set to operate every day between Vienna and Erbil, starting on Monday, March 26, while Lufthansa plans to fly between Frankfurt and Erbil on Tuesdays and Saturdays, with its first operation on Tuesday, March 27. (Reporting by Victoria Bryan Editing by Ludwig Burger) ●

U.S. Military Alliance in Syria Could Fall Apart as Turkey Fights Its Own War on 'Terror'

By Tom O'Connor 3/30/18
<http://www.newsweek.com>

The NATO Western military alliance risked going to war with itself as Turkey butts heads with the U.S. and France over Turkish President Recep Tayyip Erdogan's plan to battle Kurdish groups backed by Washington but considered terrorist organizations by Ankara.

Erdogan rejected on Friday a French offer to enter into talks with Syrian Kurdish fighters associated with the People's Protection Units (YPG), a fundamental part of the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF). After the mostly Kurdish Syrian Democratic Forces made heavy gains against the Islamic State militant group (ISIS) across northern and eastern Syria last year, Turkey rallied its own armed forces in January in an attempt to defeat Kurdish fighters in both Syria and Iraq.

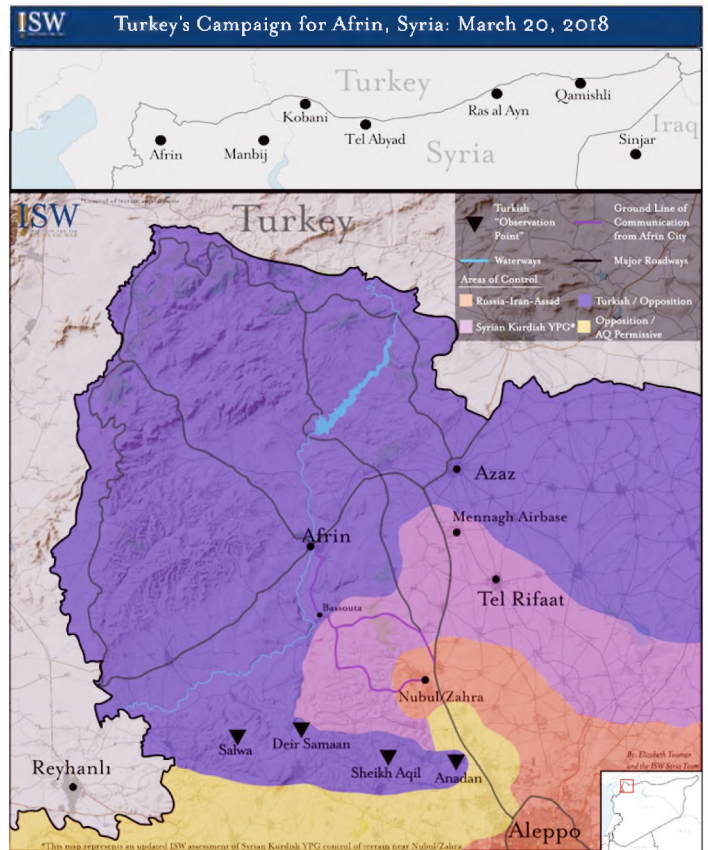
"We do not need a mediator," Erdogan said during a speech in Ankara. "We are extremely saddened by France's entirely wrong stance on this." Amid Kurdish and French reports that France would send troops to the Kurd-controlled city of Manbij, where the U.S. has already refused to withdraw its own Special Forces, Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag warned in a series of fiery tweets that those "who enter into cooperation and solidarity against Turkey" would "become the target of Turkey, just like the terrorists."

The U.S. and its allies have expressed frustration with Turkey's military campaign, which has halted the U.S.-led coalition against ISIS's ground offensive. French President Emmanuel Macron received a Syrian Democratic Forces delegation Thursday. He pledged to support the mostly Kurdish group and "paid tribute to the sacrifices and the determining role of the SDF in the fight against Daesh [the Arabic-language acronym for ISIS], and reaffirmed the priority of this fight while the terrorist threat continues," according to a statement.

NATO members France, Turkey and the U.S. all supported efforts to overthrow Syrian President Bashar al-Assad in the midst of a 2011 uprising against his government. As the mostly Syrian opposition grew increasingly intertwined with jihadi forces in the country, Western countries began to cut back support and focused on a U.S.-led campaign to bomb ISIS in 2014. The following year, the U.S. established the Kurd-dominated Syrian Democratic Forces.

The U.S., France and other Western nations have supported Kurdish ambitions as they fought ISIS in Iraq and Syria, but Turkey has viewed their victories with suspicion as it considered Kurdish fighters in both countries to be tied to the Kurdistan Workers' Party (PKK), a militant group waging guerrilla war against the Turkish state.

A map shows areas of control in Syria as of March 20. Turkish President Recep Tayyip Erdogan has threatened to expand his war on Kurdish groups with alleged Kurdistan Workers' Party (PKK) links across six cities in Syria and Iraq. INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR



As Turkey and the formerly CIA-backed rebel Free Syrian Army swept through Kurdish territory in northern Syria, they captured the town of Afrin earlier this month and now threatened to take nearby Syrian government-controlled Tel Rifaat and Kurdish-held Manbij too, risking an international or even inter-NATO conflict if Syrian, U.S. or French troops became involved. Iraq too has recently warned of Turkish violations of its sovereignty as Ankara refused to withdraw troops and attacked local Kurdish forces also accused of having PKK ties.

Trump surprised reporters Thursday, however, when he said the U.S. would be "coming out of Syria like very soon," contradicting previous



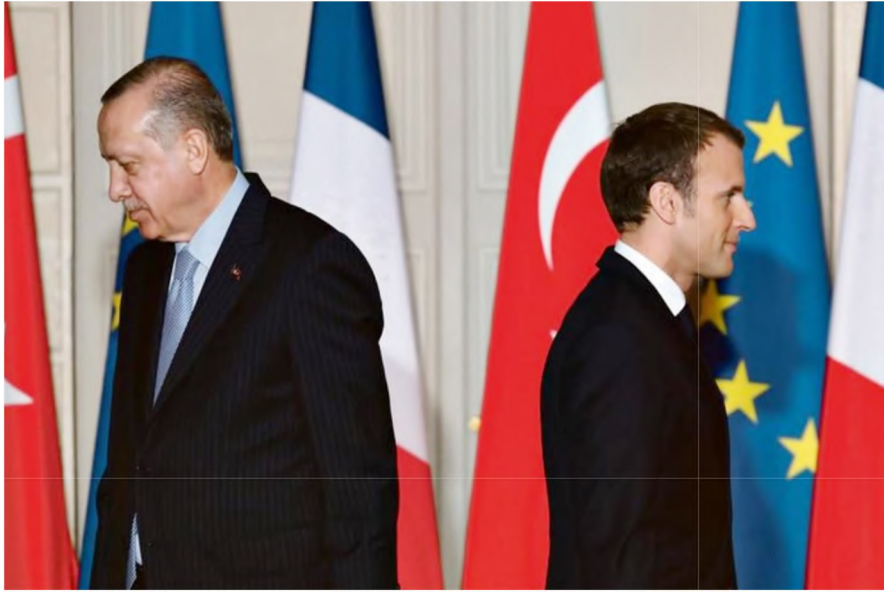
Turkish-backed Syrian rebels gesture as they drive down a road in the area of Hallubi, north of Afrin, on March 8, 2018. (AFP PHOTO / Nazeer al-Khatib)

administration statements that suggested an indefinite military presence. The Pentagon has declined to offer any timetable for a potential withdrawal of U.S. troops in Syria, even after Damascus declared victory over ISIS in November and the U.S.-led coalition campaign against the jihadis was put on hold. In a separate front, the Russia-backed Syrian military and its allies, including Iran-backed militias, continued to battle remnants of ISIS in the eastern province of Deir Ezzor.

Russia, which backed the Syrian government, has taken a stance similar to that of the U.S. on the Turkish issue, choosing to prioritize its relationship with Turkey over the Kurds. Moscow's Syrian ally, Assad, however, has called for the immediate withdrawal of both Turkish and U.S. forces. The longtime Syrian leader has entered into a deal with Kurds, allowing them to move freely through Syrian government territory and sending pro-government militias to front lines against Turkey and the Free Syrian Army.

The Syrian military itself has focused on clearing out the remaining rebel and jihadi strongholds, having intensified campaigns in the northwestern province of Idlib and the eastern Ghouta suburbs of Damascus. As of Friday, talks to remove the last rebel group outside of the Syrian capital appeared to be ongoing, despite conflicting reports suggesting that the Islamist Jaysh al-Islam had reached a deal with Russia and the Syrian government. ♦

Macron tend la main aux Kurdes syriens, Erdogan tape du poing



Les présidents Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron, le 5 janvier à l'Élysée. PHOTO LUDOVIC MARIN. AFP

Le président français a reçu jeudi les FDS, pivot de la coalition contre l'Etat islamique, et évoqué une conciliation avec Ankara, aussitôt rejetée par son homologue turc.

Par
CÉLIAN MACÉ

Merci mais non merci. Recep Tayyip Erdogan a sèchement balayé vendredi la tentative de médiation française entre Ankara et les Forces démocratiques syriennes (FDS), composées en grande partie des combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). «*Nous n'avons pas*

besoin de médiation. Depuis quand la Turquie veut-elle s'asseoir à la table d'une organisation terroriste? D'où avez-vous sorti cela?» s'est emporté le président turc, dans son habituel style courroucé. «*Ceux qui dorment et se lèvent avec les terroristes, ceux qui les reçoivent dans leur palais comprendront tôt ou tard leur erreur*», a-t-il menacé. La proximité notoire des YPG avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis trois décennies, constitue une fin de non-recevoir pour Ankara.

Fer de lance. La veille, Emmanuel Macron s'était essayé à un numéro d'équilibriste. En recevant à l'Élysée des représentants des FDS, il tenait à «*rendre hommage à leurs*

sacrifices et à leur rôle déterminant dans la lutte contre Daech», selon le communiqué de presse de la présidence. La rencontre, dont aucune image n'a été publiée, est un témoignage de reconnaissance envers le principal allié de la coalition internationale en Syrie. Les FDS, mélange de troupes du YPG et de miliciens arabes syriens, ont été le fer de lance de l'offensive contre l'Etat islamique dans le pays, notamment dans ses fiefs de Raqqa et Deir el-Zor. Macron les a «*assurés du soutien de la France, en particulier pour la stabilisation de la zone de sécurité au nord-est de la Syrie*».

Pour prévenir la colère attendue d'Ankara, le communiqué élyséen précisait que le Président avait «*rappelé l'en-*

gagement de la France contre le PKK et son attachement à la sécurité de la Turquie», et avait «*pris acte de l'engagement des FDS à n'avoir aucun lien opérationnel avec ce groupe terroriste*». Une distinction que la Turquie a toujours refusé de faire, tant les liens entre les deux mouvements armés sont connus. Le YPG, composante principale des FDS, sont la déclinaison syrienne du PKK, et de nombreux cadres appartiennent aux deux groupes. «*Les noms*

Washington et Ankara discutent depuis des semaines du sort de Manbij.

divers et variés ne sauraient cacher la vraie identité d'une organisation terroriste», a répété le porte-parole de la présidence turque.

Une annonce en particulier a jeté de l'huile sur le feu. Dès la sortie de l'entretien à l'Élysée, jeudi soir, l'une des représentantes kurdes, Asiya Abdellah, a annoncé «*l'envoi de nouvelles troupes françaises à Manbij*», ville du Nord syrien reprise par les FDS à l'EI en 2016 et ouvertement menacée par une offensive turque. «*La France va renforcer son dispositif militaire [...] pour la défense de Manbij*», a précisé le représentant du Kurdistan syrien (Rojava) en France, Khaled Issa, lui aussi membre de la délégation.

La présidence française – qui reste toujours très discrète sur l'action des forces spéciales en Syrie – a laissé planer un silence gêné sur cette déclaration, avant de préciser, vendredi midi: «*La France ne prévoit pas de nouvelle opération militaire sur le terrain dans le nord de la Syrie en dehors de la coalition internationale anti-Daech*». La nuance est subtile. Autrement dit, des soldats pour-

raient effectivement être déployés dans la région (comme c'est déjà le cas), mais dans le cadre de la lutte antiterroriste et non en appui au FDS contre l'armée turque.

Rhétorique. Le 20 janvier, Ankara a lancé une vaste opération dans le canton syrien d'Afrin, baptisée «*Rameau d'olivier*». La ville d'Afrin elle-même a été conquise après deux mois de combats. Depuis, le regard et la rhétorique belliqueuse d'Erdogan se sont tournés vers Manbij, 100 km plus à l'est, carrefour routier du Nord syrien et dernière localité d'envergure avant la limite symbolique de l'Euphrate. «*Si vous nous demandez maintenant: la mission est-elle terminée? Non, bien sûr*», a expliqué Erdogan. «*Nous avons posé une virgule, nous devons maintenant mettre le point final. Nous allons poursuivre ce processus jusqu'à la destruction finale de ce corridor de la terreur*».

Les forces spéciales américaines sont ouvertement installées à Manbij depuis au moins un an, où elles épaulent leurs alliés des FDS, qui forment l'ossature du puissant Conseil militaire de Manbij. Washington et Ankara (membres de l'Otan) discutent depuis plusieurs semaines du sort de la ville syrienne. «*Nous avons conclu une entente sur la stabilisation de Manbij et de l'est de l'Euphrate. Il s'agit d'une entente, et non pas d'un accord*», a annoncé le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, le 21 mars. «*Le YPG se retirera de ces zones, comme à Manbij, par exemple*». Les Turcs se contenteront-ils d'une mesure symbolique d'effacement du YPG au profit du Conseil militaire de Manbij, qui leur permettrait de sauver la face? Les Américains ne donnent pour l'instant aucun signe de départ. Et Paris vient de rappeler, avec force précautions, que dans la lutte contre l'Etat islamique, les Kurdes restent ses meilleurs alliés. ◀

Syrie. L'absurde victoire turque

L'occupation de la ville kurde d'Afrin va renforcer les djihadistes, ouvrir la voie à une crise humanitaire et rendre encore plus inextricable la crise syrienne, estime ce site turc d'opposition.

— **Gazete Duvar** (extraits) Istanbul

La dixième plus grande armée du monde, la deuxième de l'Otan, a conquis la petite ville d'Afrin [le 19 mars dans le Kurdistan syrien], située à portée d'obus de ses frontières. Si l'on en croit la propagande [turque], elle aurait même pu être conquise en un jour. Il faut croire qu'on leur a donc laissé cinquante-neuf jours d'avance.

Comme il se doit, on a fêté la conquête en pillant maisons et commerces. Tout a été saccagé. Ceux qui ont pu mettre la main sur des voitures, des tracteurs, des motos ou des générateurs ont eu de la chance. D'autres ont dû se contenter de vaches, de chèvres, de couvertures et de lits ; d'autres encore de boîtes de conserve et de bouteilles de ketchup. Les photographies des pillages vont laisser une empreinte indélébile de cette opération turque baptisée Rameau d'olivier.

Discours creux. Les commanditaires de l'opération peuvent bien afficher leur désapprobation, les tribunaux pourront bien, peut-être, juger quelques pillards, ils n'effaceront pas ce dont ces actes sont le symptôme. Le signe du retour à des temps reculés, à la vieille tradition de la rapine, du butin, dont la légalité est sanctionnée religieusement par la tradition djihadiste dont se réclament les auteurs de ces actes. Des actes qui resteront gravés dans la mémoire de ceux qui en sont victimes.

Environ 200 000 personnes ont fui Afrin pour se réfugier à Tall Rifaat, Manbij ou Alep [en Syrie]. Leurs proches ont été tués, leurs biens pillés, leurs existences se sont effondrées. Un détail pour les architectes de l'opération, dont le discours démagogue se pare

pourtant, parfois, d'un vocabulaire humaniste et miséricordieux qui sonne creux.

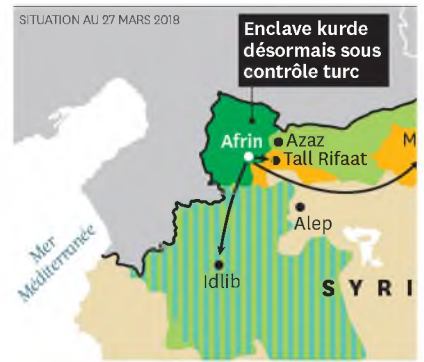
Désormais, la région syrienne qui va d'Azaz à Idlib, et que la conquête d'Afrin a permis de réunir, forme un croissant occupé par des groupes djihadistes destinés à être le bouclier de la Turquie. Des terres à coloniser et à occuper qui sont autant d'occasions à saisir, et pour le contrôle desquelles ces seigneurs de guerre ne tarderont pas à s'affronter, une fois le pillage terminé. Dès le début de la crise syrienne, certains l'affirmaient : "Nous libérerons Damas et nous proclamerons le règne du sultan Erdogan I^{er}." Le vent de la conquête est si incertain qu'ils pourraient bien se contenter d'Afrin. Après la conquête, il s'agit de "rendre Afrin à ses véritables propriétaires" (comme l'a déclaré le président turc, qui entend notamment installer dans la région les familles des rebelles syriens qui lui sont alliés). Mais qui sont donc ces "véritables" propriétaires ? Le fait que quelques Kurdes opposés au PYD (le parti kurde majoritaire dans la région), comme Abdülaziz Temmo, soient mis en avant et se réjouissent de la "libération d'Afrin" ne change rien à la réalité sur le terrain. Les gens qui ont abandonné leur maison verront toujours les nouveaux habitants comme des occupants.

Nul doute que dès demain, dans un hôtel de la frontière, on rassemblera autour d'une table quelques personnes originaires d'Afrin

pour en faire la vitrine politique de cette occupation. Mais que l'on ne s'y méprenne pas : ils seront aussi représentatifs de la population locale que les pillards, qualifiés pour l'occasion d'"armée nationale syrienne" par Ankara, le sont de la population syrienne.

Nationalisme et racisme. Il n'y a aucun intérêt à s'arrêter longtemps sur le fait qu'un État de la taille de la Turquie ait vaincu une milice comme les Unités de protection du peuple (YPG, branche armée du PYD). Ce qui mérite d'être souligné, c'est que cette dangereuse aventure n'a eu pour seul résultat que de s'aliéner à nouveau les Kurdes, de donner de nouveaux territoires aux djihadistes, qui sont la malédiction de la région, d'ouvrir la voie à de nouvelles crises humanitaires et de rendre encore plus inextricable la crise syrienne. Ce sur quoi il faut s'appesantir, c'est sur le fait que le nationalisme, le racisme et la rhétorique grandiloquente la plus grossière soient devenus des valeurs sûres pour gagner des points en politique intérieure.

Cette question est sur toutes les lèvres : pourquoi les YPG, qui ont été prêts à payer un lourd tribut dans les combats à Raqqa, Tabka ou Deir Ez-Zor, bien loin de la région majoritairement kurde, se sont-elles retirées si rapidement d'un lieu si important et symbolique qu'Afrin ? Les YPG avancent qu'elles ont agi ainsi pour éviter la destruction de la ville, la mort de civils, et qu'il ne s'agit pas d'un



Le "bouclier pro-turc"
 ■ Forces rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), soutenues par la Turquie
 ■ Alliance entre l'ASL et des djihadistes
 ■ Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes des YPG
 → Flux de réfugiés kurdes
 ■ Forces loyales à Bachar El-Assad

retrait total mais du début d'une guerre de guérillas. L'abandon de la ville était-il une fin inévitable ou est-il le fruit de calculs que nous ignorons ? Y a-t-il derrière ce retrait autre chose que le simple résultat du rapport de force militaire sur le terrain ? Nous finirons bien par l'apprendre.

À Afrin, les Kurdes ont payé le prix de leur confiance aveugle et de leur dépendance envers les États-Unis. En mettant de côté leurs propres impératifs pour se faire les alliés des intérêts américains, ils ont pris des risques importants. Dans leur lutte contre Daech, sous le contrôle des Américains, les Kurdes se sont retrouvés en position de devoir administrer des zones à majorité arabe qu'ils avaient reprises à l'État islamique. Parmi ces zones, certaines abritent des réserves de pétrole et de gaz importantes. Ils ont aussi dû accepter la création, dans certaines de ces zones, de casernes et de bases américaines. Ces actions sont



↳ Dessin de Ramses, Cuba.

apparues comme autant de provocations pour les autres acteurs du conflit. Pour la Turquie, qui a fini par mettre les Américains au pied du mur en sommant son allié au sein de l'Otan de choisir : "Les Kurdes ou moi?" Mais aussi pour la Syrie d'Assad, inquiète pour son intégrité territoriale, et pour son allié russe, qui a voulu, avec Afrin, donner une leçon aux Kurdes.

Feu vert de Moscou. C'est pour

cela que, en autorisant l'aviation turque à frapper Afrin, Moscou a rendu possible l'opération turque. Les Russes donnaient également des gages à la Turquie, en échange de sa coopération et de son silence face aux opérations des armées syrienne et russe contre la Ghouta [à l'est de Damas] et la région d'Idlib [dans le nord de la Syrie]. Du même coup, ils creusaient la dissension entre Ankara

et Washington, tout en espérant aussi éloigner les Kurdes du giron américain et les pousser dans les bras de Damas.

En prenant part aux opérations contre l'État islamique à Raqqa et à Deir Ez-Zor, les Kurdes ont misé sur les Américains. Ils ont pu alors s'imaginer qu'en contrepartie ce partenariat allait leur apporter une reconnaissance politique, une protection contre la Turquie et une

carte majeure à jouer dans leurs négociations avec le régime syrien. Mais c'était un mauvais calcul. La prise d'Afrin va se révéler, sur le long terme, être une épine dans le pied pour la Turquie. Elle risque aussi de conduire les Kurdes à débattre de leurs choix passés et de leur stratégie.

—**Fehim Tastekin**
Publié le 21 mars

THE GLOBE AND MAIL

MARCH 30, 2018

Turkey says France could become 'target' for backing Syria Kurds

Tuvan Gumrukcu / ANKARA (Reuters) - March 30, 2018
beta.theglobeandmail.com

Turkey said on Friday that a French pledge to help stabilise a region of northern Syria controlled by Kurdish-dominated forces amounted to support for terrorism and could make France a "target of Turkey".

French backing for the Syrian Democratic Forces (SDF), spearheaded by the Kurdish YPG militia, has angered Ankara at a time when it is fighting the YPG in northern Syria and considers it a terrorist organisation.

President Tayyip Erdogan said France had taken a "completely wrong approach" on Syria, adding that he exchanged heated words with his French counterpart, Emmanuel Macron, last week.

The split with France is the latest rift between Turkey under Erdogan and its NATO allies in the West.

Turkey has long complained about U.S. support for the SDF, among a number of irritants to ties with the leading NATO power. Last year it compared the German and Dutch authorities to Nazis for restricting pro-Erdogan demonstrations during a campaign for a referendum to give him greater powers.

The White House said President Donald Trump, who added fresh uncertainty on Thursday when he said that the United States would be "coming out of Syria" very soon, spoke to Erdogan on Friday "to discuss regional developments and the strategic partnership between the United States and Turkey".

"The two leaders expressed support for continued efforts to increase cooperation between their two countries, to advance shared interests as NATO allies, and to work through issues that affect the

bilateral relationship," a White House statement said.

Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said the French stance was setting Paris on a collision course with Ankara.

"Those who enter into cooperation and solidarity with terror groups against Turkey ... will, like the terrorists, become a target of Turkey," Bozdag, who is also the Turkish government spokesman, wrote on Twitter. "We hope France does not take such an irrational step."

Macron met an SDF delegation on Thursday and gave assurances of French support to stabilise northern Syria. A presidential source later said France could increase its military contribution to the U.S.-led coalition which - alongside the SDF - is fighting Islamic State in Syria.

The United States has 2,000 troops in SDF-held territory, and France also has some troops there as part of the coalition.

Ankara considers the YPG fighters in the SDF to be an extension of Kurdish militants who have waged a decades-old insurgency in southeast Turkey.

Turkish forces drove the YPG from the northwestern Syrian town of Afrin nearly two weeks ago and Erdogan says Ankara is preparing to extend operations along hundreds of miles of border, including areas where the American forces are deployed.

The Afrin operation has already drawn international criticism, notably from Macron. Ankara, meanwhile, has said it expects its allies to move their troops out of the way of a Turkish advance.

"We have no intention to harm soldiers of allied nations, but we cannot allow terrorists to roam freely (in northern Syria)," Erdogan said.

One U.S. service member and



Turkish President Tayyip Erdogan speaks during a meeting in Ankara, Turkey March 30, 2018. Murat Cetinmuhurdar/Presidential Palace/Handout via REUTERS

one other member of the U.S.-led coalition were killed by a bomb in Syria overnight, the first to die in an attack this year.

TRUMP SURPRISE

Trump's remark on Thursday that the United States would be "coming out of Syria" appeared to take his own administration by surprise.

U.S. officials have said in recent months that Washington planned to keep an open-ended presence in northern Syria, to support stability in the SDF-controlled region, prevent any Islamic State resurgence and counter Iranian influence.

SDF spokesman Kino Gabriel said the force had not been informed of any U.S. withdrawal plan.

"Our work and coordination (with the coalition) is continuing," Gabriel told Reuters in a written message.

Asked whether U.S. forces had been informed of a decision to withdraw or were preparing to do so, a spokesman for the coalition said he would not comment on future operations.

A PYD member in Paris said Macron had promised at Thursday's meeting with the SDF to send more troops to northern Syria, provide humanitarian assistance and push a diplomatic solution.

The French presidency did not

confirm that Macron had pledged more troops, but the presidential source said France could bolster its military intervention in Syria "within the existing framework" of the U.S.-led coalition.

The presidency also said Macron was offering to mediate between Turkey and the SDF - a suggestion Erdogan dismissed.

"Do not engage in things beyond you, we do not need a mediator," he said, responding to the French offer in remarks to members of his ruling AK Party in Ankara. "Who are you to speak of mediation between Turkey and a terrorist organisation?"

Accusing Paris of appeasing terrorism, he said Macron would be held accountable for his policy by his own people.

"We hope France doesn't come to us for help when the terrorists running from Syria and Iraq fill their country after being encouraged by their policy," he said.

Erdogan spoke last week with Macron about the French president's criticism of Turkey's Afrin campaign.

"He was saying weird things and so, even if it was a bit high-octane, I had to tell him some things," Erdogan said. "It is not anyone's place to portray our armed forces as something we do not find acceptable." ■

Le soutien mesuré de Paris aux Kurdes

La France ne prévoit pas de nouvelle opération militaire dans le Nord syrien en dehors de la coalition anti-EI.

ISABELLE LASSERRE  @ilasserre

SYRIE Il s'agit en fait d'un faux revirement. Un revirement dont les Kurdes ont tellement rêvé qu'ils en ont sans doute fait leur réalité après avoir rencontré Emmanuel Macron jeudi. En recevant sous les dorures du Palais de l'Élysée des responsables militaires kurdes et des personnalités des Forces démocratiques syriennes (FDS), au moment où leurs positions sont menacées par l'offensive militaire turque qui veut les déloger du nord de la Syrie, le président français a adressé à ces alliés de la coalition internationale un message politique fort.

Les Occidentaux, qui se sont appuyés sur les FDS et notamment sur leur avant-garde kurde YPG (Unités de protection du peuple) pour lutter contre Daech, sont accusés d'avoir abandonné leurs précieux alliés locaux. Ils ont été le fer de lance de la communauté internationale contre l'État islamique, notamment à Raqqa, où ils ont largement contribué à la défaite des djihadistes. Mais depuis plus de deux mois, ils ploient sous les bombardements de la Turquie, qui les considère comme une excroissance de l'organisation « terroriste » PKK contre laquelle Ankara combat au sud-est du pays.

« La lutte contre Daech n'est pas terminée. C'est pour cette raison que nous avons besoin de la pleine mobilisation des Kurdes sur le terrain »

L'ÉLYSÉE

Devant la délégation arabo-kurde, Emmanuel Macron a fait part de la disponibilité française à « faciliter » le dialogue entre Ankara et les FDS. Mais il n'a jamais affirmé, assure l'Élysée, comme l'ont prétendu jeudi soir des représentants kurdes, que la France allait envoyer des troupes à Manbij, dans le nord de la Syrie, où la Turquie menace de lancer sa prochaine attaque. Les Kurdes, selon une source proche du dossier, auraient manifesté un « enthousiasme excessif » et fait « l'amalgame » entre deux messages présidentiels, le premier réitérant l'engagement de la France à poursuivre sa



Des militaires kurdes devant un panneau représentant des combattants tombés dans la lutte contre Daech, mercredi à Manbij, en Syrie. HUSSEIN MALLA/AP

mission dans le cadre de la coalition et le second affirmant qu'il serait « inacceptable » que les militaires turcs, qui ont déjà expulsé d'Afrine les Unités de protection du peuple, poursuivent leur opération militaire à Manbij et au-delà.

L'engagement militaire français en Syrie ne changera pas. Sauf à la marge. Quelques éléments des forces spéciales françaises sur le terrain pourraient être repositionnés. Et la lutte contre Daech « réexaminée », concède l'Élysée. La présidence s'inquiète en effet d'une « résurgence » de l'organisation terroriste qui, dans certaines régions de Syrie, fait mine de relever la tête. « La lutte contre Daech n'est pas terminée. C'est pour cette raison que nous avons besoin de la pleine mobilisation des Kurdes sur le terrain. » La France et les États-Unis considèrent que l'offensive d'Ankara contre la milice kurde affaiblit par ricochet la lutte contre le groupe État islamique.

Mais l'action militaire française n'ira pas plus loin. « Il n'y aura pas de nouvelle opération en dehors de la communauté internationale », précise une source à l'Élysée. Déjà en froid avec la Russie, Paris peut difficilement se permettre une rupture avec la Turquie, considérée comme un poids lourd de l'Otan et dont l'implication directe en Syrie en fait un partenaire obligé pour une future solution politique, l'objectif de la diplomatie

française. Enfin la Turquie, outre qu'elle a la main sur l'un des robinets de migrants à destination de l'Europe, contrôle aussi en partie le retour des djihadistes chassés de Syrie sur le Vieux Continent. « La Turquie est un partenaire important dont nous avons besoin pour trouver une solution politique à la Syrie. Le but n'est pas de rompre les liens », affirme une source à l'Élysée.

Et s'il fallait un argument supplémentaire à la retenue militaire française en Syrie, le retrait annoncé par Donald Trump, qui promet que les Américains vont partir de Syrie « très vite », maintenant que la victoire contre Daech est proclamée, le fournit.

Mais cette posture ne clarifie pas la position ambiguë, inconfortable et pas toujours assumée de la France, qui en Syrie reste tiraillée, comme d'ailleurs ses alliés occidentaux, entre ses intérêts de sécurité qui dépendent de la Turquie et les vaeux, comme l'honneur, qui la pousseraient à soutenir les Kurdes.

Depuis jeudi soir, la colère des responsables turcs n'est pas retombée, même après la mise au point de l'Élysée. La proposition de médiation française avec les Forces démocratiques syriennes et Ankara a été rejetée par le pouvoir turc. Recep Tayyip Erdogan a vivement réagi vendredi, accusant Emmanuel Macron de faire des déclarations qui le « dépassent ». Il a jugé l'approche de la France sur le sujet « totalement erronée ». ■

Syrie : soutien de Macron aux Kurdes

Des ambiguïtés demeurent sur la forme que prendrait l'appui français sur le terrain

En recevant, jeudi 29 mars à l'Élysée, une délégation venue de Syrie incluant des responsables militaires kurdes mais également des personnalités issues des institutions civiles liées à la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), le président Emmanuel Macron a délivré à ces alliés des Occidentaux un message de soutien politique d'une portée inédite. Alors que les menaces turques contre les forces kurdes et leurs alliés dans le Nord-Est syrien ne faiblissent pas, cette rencontre est en soi un signal fort de l'engagement maintenu de Paris à leur côté.

Cet engagement pourrait-il se traduire par l'envoi des unités spéciales françaises déjà présentes en Syrie à Manbij, la ville à majorité arabe qui cristallise les tensions entre la Turquie, les FDS et leurs partenaires occidentaux ? La question aurait été abordée lors de la réunion mais une grande ambiguïté demeure.

Dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre, l'Élysée a rapporté que le chef de l'Etat avait « assuré les FDS du soutien de la France, en particulier pour la stabilisation de la zone de sécurité au nord-est de la Syrie, dans le cadre d'une gouvernance inclusive et équilibrée, pour prévenir toute résurgence de Daech [acronyme de l'organisation Etat islamique (EI) en arabe] dans l'attente d'une solution politique au conflit syrien ».

« La rencontre a été très positive. Le président Macron nous a confirmé le soutien politique et militaire de la France dans un moment critique », a indiqué au Monde Redur Khalil, du bureau des relations extérieures des FDS, qui faisait partie de la délégation reçue à l'Élysée. Des forces américaines sont déjà présentes dans les environs de Manbij, dont le contrôle a fait l'objet de vaines tractations entre Turcs et Américains. Si la plupart des membres



Délégation des représentants du Nord de la Syrie reçu par E. Macron ce jeudi 30 mars à l'Élysée

de la délégation emmenée par les Kurdes de Syrie reçue à l'Élysée sont restés sur des positions évasives, certains ont assuré que la France s'était engagée à y assurer également une présence militaire.

Etablir un « dialogue »

« La France va renforcer sa présence militaire à Manbij pour sécuriser l'ensemble des régions protégées par les FDS », a déclaré Khaled Issa, le représentant à Paris de la « Syrie du Nord », vocable employé pour désigner l'ensemble politique formé dans les zones placées sous contrôle des FDS. Ce développement, dont le communiqué officiel de l'Élysée ne fait nulle mention, serait censé traduire la détermination de Paris à porter avec ses alliés un coup d'arrêt à l'expansion des forces turques dans le nord du pays.

A l'Élysée, on minimise nettement ces allégations : « Il n'est pas question d'un déploiement de troupes. La coopération militaire de la France avec les FDS vise à poursuivre la lutte contre l'Etat islamique. Elle n'est pas dirigée contre la Turquie. »

« La coopération militaire de la France avec les FDS vise à poursuivre la lutte contre l'EI. Elle n'est pas dirigée contre la Turquie », dit-on à l'Élysée

La délégation venue à Paris, composée à parité de femmes et d'hommes et de représentants des communautés kurde, arabe et chrétienne, se voulait représentative des principes portés par l'encadrement civil des FDS : l'égalité entre les sexes et la coexistence des communautés religieuses et ethniques. Les FDS et leurs structures institutionnelles contrôlent et gouvernent de fait des territoires comprenant les zones de peuplement kurde du Nord-Est syrien.

Elles tiennent également de

vastes zones majoritairement arabes. Les FDS y ont chassé les djihadistes de l'EI au cours d'une longue campagne militaire menée avec le soutien appuyé de la coalition internationale. L'offensive a culminé en octobre 2017 avec la prise de Rakka, ancienne « capitale » syrienne de l'EI.

Le soutien exprimé par Paris intervient au moment où la position des FDS paraît plus menacée que jamais par l'offensive militaire menée à leur encontre depuis la fin du mois de janvier par Ankara. Le 18 mars, les forces turques et leurs supplétifs issus de la rébellion syrienne se sont emparés de l'essentiel du secteur d'Afrin, une enclave kurde du Nord-Ouest échappant à la protection de la coalition internationale. L'offensive s'est traduite par des déplacements de population estimés à plus de 100 000 personnes par les Nations unies et elle a été émaillée d'actes de pillages et de multiples rapports d'exactions.

Du point de vue d'Ankara, les FDS ne sont que le prolongement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation politico-militaire en guerre contre l'Etat turc depuis 1984 considérée comme terroriste par la Turquie. L'actuel prolongement de ce conflit en territoire syrien a interrompu l'avancée des FDS contre les dernières positions tenues par l'EI, laissant planer le risque d'une reformation du groupe djihadiste. La présidence a indiqué dans son communiqué que M. Macron avait « rappelé l'engagement de la France contre le PKK et son attachement à la sécurité de la Turquie » et avait « souhaité qu'un dialogue puisse s'établir entre les FDS et la Turquie avec l'assistance de la France et de la communauté internationale ».

Vendredi, le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, a déclaré qu'Ankara rejetait « tout effort visant à promouvoir un dialogue, des contacts ou une médiation entre la Turquie et ces groupes terroristes ».

Dans les médias proches du président Erdogan, les déclarations kurdes sur un soutien militaire français aux FDS dans la zone de Manbij sont mises en avant. Pour Paris comme pour Washington, prolonger et consolider la lutte contre l'EI en Syrie tout en ménageant les intérêts d'Ankara reste une gageure. ■

ALLAN KAVAL